LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

1er JUIN 1949

LE NUMÉRO — 192 PAGES — 130 francs

15, rue de l'Université - PARIS

LA REVUE
LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES
DES DEUX MONDES
Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT :

France métropolitaine et Union française, six mois... **1.500** fr.
Étranger, six mois (12 numéros)............ **2.300** fr. français.
Étranger, un an (24 numéros)............... **4.500** fr. français.

On s'abonne aux bureaux de **La Revue**, chez les libraires, ainsi que par correspondance adressée 15, rue de l'Université, Paris (7e).

Dans ce dernier cas, prière d'envoyer le montant de l'abonnement par mandat, par chèque postal Paris 5888-40, ou par chèque bancaire au nom de **La Revue**.

Pour tout changement d'adresse, prière d'envoyer la somme de 20 francs en timbres-poste, ainsi qu'une ancienne étiquette. Pour toute demande de renseignements, prière de joindre un timbre pour la réponse.

Conformément aux usages actuels, seuls les textes dactylographiés, avec interlignes, seront examinés. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

LA CONSERVATION DES SOLS
ET
LA PHILOSOPHIE PAYSANNE

Il y a toujours eu des imprudents qui dilapidaient le sol et des sages qui savaient le conserver. Le problème est vieux comme le monde, mais il retrouve, à notre époque, une actualité et une acuité nouvelles. L'érosion séculaire des plateaux asiatiques et des déserts africains nous était connue de longue date, mais, de quelque côté que nous nous tournions, surtout hors d'Europe, de nouvelles menaces d'érosion se dessinent : les Etats-Unis s'en inquiètent depuis une génération, le Brésil ne les ignore pas et, en Afrique, il semble qu'elles aient éventuellement la portée d'une véritable catastrophe.

Nous nous trouvons donc en présence d'une question à la fois très vieille et très neuve, dans laquelle les sources de la crise sont diverses et demandent à être envisagées séparément. Laissons de côté l'imprévoyance séculaire, presque millénaire, des vieilles civilisations humaines, nous contentant de constater que la destruction des forêts a été, en ce qui les concerne, génératrice de ruine et de stérilité. Considérons au contraire, et c'est plus troublant, que l'érosion présente est, dans une large mesure, liée au développement même de notre civilisation : la conquête, la mise en valeur du monde par la race blanche, les contacts qui s'en sont suivis entre nos sociétés évoluées et nombre de sociétés primitives qui n'en étaient même pas à proprement parler contemporaines, ont eu pour effet de déclencher des conséquences que nous n'avions pas prévues et qui trop souvent mettent en péril ce capital irremplaçable qu'est le sol. D'une

part en effet nous voyons d'anciennes populations nomades désormais fixées au sol : leur nomadisme était adapté aux conditions dans lesquelles elles vivaient, leur passage à la vie sédentaire se révèle inadapté, malsain. De l'autre nous voyons — et cela surtout au XIXe siècle — de nouveaux colons de race blanche s'établissant sur les terres vierges des continents nouveaux et, dans leur inconscience, les ruinant dans l'illusion qu'on peut tout en tirer, tout leur demander, sans jamais avoir à les entretenir. Nomades eux-mêmes, ces aventuriers de la terre, quand ils ont épuisé leur ferme, vont un peu plus loin, mais on ne peut toujours aller plus loin et immanquablement un moment vient où l'échéance s'annonce. Il faut ajouter enfin le trouble, encore mal connu et cependant observé déjà, qui résulte d'une mécanisation excessive de l'exploitation unie aux procédés imprudents de monoculture, de telle sorte qu'on en vient à se demander si le sol peut être traité comme une matière première et l'agriculture comme une industrie.

De ce fait le vieux problème de l'érosion se pose une fois de plus, mais dans des conditions nouvelles et sous un aspect différent. On sent la nécessité, après une période de progrès technique merveilleux, de repenser les méthodes anciennes et modernes de la culture, dans l'espoir, vain peut-être, de les adapter les unes aux autres en rajeunissant le paysan désormais mécanisé, mais en humanisant l'entrepreneur de culture, qui avait oublié que le sol est chose vivante demandant à être ménagée comme tout ce qui vit. Le progrès mécanique reste acquis, le progrès chimique aussi, mais on assiste malgré tout, après certains excès de la technique, à une revalorisation de la vieille sagesse paysanne. Il s'agit d'une sorte de philosophie du sol, comportant la connaissance de ce qu'on peut, de ce qu'on ne peut pas lui demander. L'homme d'aujourd'hui paraît quelquefois oublier le conseil du fabuliste : « Il faut se mesurer... ».

I

Il existe, principalement en Europe et singulièrement en France, une philosophie paysanne, fruit d'une sagesse héritée de la longue suite des générations. C'est une conception de la polyculture, liée au sol non pas à n'importe quel sol mais à un

certain sol, individualisé, toujours le même et qu'on se transmet de père en fils. Pareille conception n'est donc pas viagère, elle n'est pas non plus libérée du milieu, car le paysan se sent attaché à sa ferme presque autant que les arbres qui l'ombragent sont fixés à la terre par leurs racines. Nous sommes en l'espèce à l'antipode de l'entrepreneur de culture de type américain, mécanisé au maximum, spécialisé dans la logique de sa monoculture, ayant perdu tout sens de solidarité avec l'espace ou avec le temps, si profondément déraciné qu'il achète ou revend sa terre avec la même facilité qu'une valeur de Bourse.

Dans les crises cependant, la conception paysanne se révèle plus souple, plus adaptée, plus résistante. « Nous n'avons pas de paysans », disent les Américains avec une sorte de fierté. Ils n'ont en effet que des entrepreneurs, des industriels de la culture, mais ils ont, de ce fait, perdu de vue certaines vérités fondamentales. Ils ne savent pas, comme nos paysans, ces symboles de stabilité, que le succès de la culture est à la longue lié au travail patient du cultivateur, et que ce travail, moins spéculateur que producteur, est nécessairement associé au sens de l'épargne. Le paysan, lui, a appris par une longue expérience qu'il ne faut pas être pressé, que la nature a son rythme auquel l'homme doit se soumettre. *Naturæ non nisi parendo imperatur*, disait le vieux Bacon : le paysan ne cite pas de latin, mais c'est là une vérité qu'il a de longtemps faite sienne et qu'il connaissait sans doute bien avant le philosophe lui-même. Son programme traditionnel, c'est de vivre de la terre en vivant sur la terre, d'y élever sa famille, d'établir cette famille, puis c'est tout, de passer la main. La simplicité de la chose est d'une grandeur biblique; « Et il se coucha avec ses pères », dit l'Ecriture.

Mais le facteur essentiel c'est l'attachement au sol, la foi dans ce que la terre a de sain, de sacré, la conviction que le placement rural reste le plus sûr, qu'on ne le paie jamais trop cher. Le paysan garde cette capacité des anciennes communautés terriennes de tirer à la fois plaisir et profit du travail du sol, en acceptant ses rudes obligations. Avec quelle force Mauriac n'a-t-il pas écrit de lui : « Il fallait de fameuses ancres pour attacher à la terre cette part de l'humanité qui nourrit l'autre ! »

Il s'agit donc d'une agriculture qui fait vivre plutôt que d'une agriculture qui enrichit, d'un genre de vie plutôt que d'un moyen de faire fortune. Le paysan a appris, par de longues et souvent

cruelles expériences, que la terre peut faire vivre mais qu'à la longue il est imprudent de lui demander davantage. Le profit, le bienfait qu'on en peut attendre ne relèvent pas en somme de la comptabilité, et en effet la vraie comptabilité rurale, celle qui réussit, n'est pas fondée sur deux et deux font quatre. Le prêtre, le médecin de famille comprennent quelquefois mieux cela que l'expert, le statisticien ou l'ingénieur social. Pour qui revient des Etats-Unis, comme tout cela paraît vieux jeu ! Mais non, ce ne sont pas là des notions périmées, car, comme Antée, il faut de temps à autre reprendre pied sur le sol.

C'est ici qu'apparaît et s'impose la question de la conservation du sol. Le sol, certains l'avaient oublié, est après tout un capital, demandant à être traité comme tel, c'est-à-dire à être entretenu, reconstitué sans cesse par l'amortissement : tout comme un capital, il se dilapiderait entre les mains de celui qui prétendrait l'exploiter, le dépenser en quelque sorte sans le refaire, le reconstituer. D'un mot vulgaire, mais expressif, il faut constamment « en remettre ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'il faut ménager la terre, ne pas en abuser, ne pas prétendre en tirer plus qu'elle ne peut honnêtement donner ; bref il ne faut pas la considérer comme une mine dont on extrait la richesse pour s'en aller ensuite quand on en a épuisé les possibibilités. Ici on ne peut s'en aller plus loin, parce qu'on est sédentaire et qu'à la longue toute humanité doit devenir sédentaire.

Il ne suffit pas d'entretenir le sol, il faut aussi le défendre contre les intempéries. La pluie, surtout combinée avec le soleil, la chaleur, les orages, le vent, tend invariablement à enlever l'humus. Après certains orages, nos paysans méditerranéens, de même que les jardiniers japonais, remettent avec des hottes la terre que le ruissellement avait entraînée vers le bas de la pente. On sait la prudence traditionnelle de ces mêmes méditerranéens cultivant en terrasse, sur des « planches » consciencieusement, presque pieusement construites et entretenues. Combien de fois n'ai-je pas entendu — mais hier plus qu'aujourd'hui — les Américains railler le patient effort de nos paysans ! Ils les traitaient de *back benders*, presque de serfs attachés à la glèbe et courbés vers le sol. Ce ne sont du reste là que des procédés de défense en quelque sorte mécaniques, corrigeant les conséquences plutôt que les sources même du mal à combattre, S'il y a, du fait des orages, des ruissellements catastrophiques,

c'est surtout parce qu'en amont la terre n'a pas su retenir les eaux en les absorbant, ménageant ainsi en aval une distribution atténuée, répartie et bienfaisante. Et, s'il en est ainsi, c'est surtout parce que, le plus souvent, les forêts, imprudemment détruites, ne jouent plus leur rôle conservateur. Les vieilles civilisations ont été destructrices des forêts. L'Europe moderne, plus sage, a appris à les conserver, à les exploiter sans les ruiner. C'est une leçon que l'Amérique n'avait pas su apprendre, dont elle pâtit terriblement aujourd'hui, venant trop tard à une sagesse dont elle avait ignoré la nécessité.

Le paysan, lui, est souvent allé plus loin dans sa découverte des lois qui conservent la terre. Il a appris, dans son expérience ou simplement dans son intuition, l'existence de cette loi profonde des associations de plantes dont Flahaut fut l'un des plus illustres initiateurs. Nous savons que la forêt tropicale est elle-même une association, que détruite elle ne repousse pas avec la même force qu'antérieurement ; nous savons aussi que certaines plantes survivent mieux en association avec d'autres et que cette association, très subtile, comporte des nuances et des délicatesses dont nous sommes encore loin de mesurer la portée. Il y a également association, sur la ferme, entre les cultures et les animaux vivant sur la ferme, qui contribuent par leur fumier à la réfection du sol. La ferme, dans ces conditions, qui sont, notons-le, celles de la polyculture, apparaît alors comme une unité complexe, comportant le concours de facteurs multiples s'associant les uns aux autres, en vertu même de ce principe de l'association auquel nous faisions allusion tout à l'heure. Une contradiction se dessine ainsi entre la conception paysanne et celle d'une certaine monoculture entièrement mécanisée, poussée à ses conclusions extrêmes.

Les menaces d'érosion, de plus en plus directes et nombreuses dans les pays qui se sont libérés de la tradition paysanne, ont ramené l'attention sur ces principes anciens de la sagesse humaine dont une humanité trop évoluée avait cru pouvoir se désolidariser.

II

Nous avons distingué précédemment trois sources humaines d'érosion, mais nous n'étudierons ici que les deux dernières, en tant qu'elles sont liées à la colonisation blanche dans le monde

et au trouble que celle-ci a apporté dans l'équilibre des races et des civilisations. Les exemples à considérer sont, hélas ! innombrables, aussi bien dans le Nouveau Monde qu'en Afrique ou en Australie. Je ne retiendrai toutefois que deux pays, que j'ai eu l'occasion de visiter récemment, l'Union sud-africaine et les Etats-Unis. Ce sera l'occasion d'analyser d'intéressantes psychologies de cultivateurs, anciens, modernes et ultra-modernes.

On sait les conditions dans lesquelles se sont peuplés les hauts plateaux du Transvaal et de l'Orange : vers le milieu du XIXe siècle, une grande migration de fermiers Boers, le *trek*, issue de la colonie du Cap, avait orienté vers le nord tout un peuple de pasteurs hollandais et protestants. Sur ces immenses étendues, jusqu'alors vides, ces nouveaux venus avaient rencontré une autre migration, issue du nord celle-là et composée de Noirs appartenant à la race bantoue. Après des luttes souvent cruelles, un équilibre s'était établi sur la défaite des Noirs : ceux-ci servaient désormais de main-d'œuvre aux fermiers blancs et, dans la mesure où ils demeuraient autonomes, la victoire des Occidentaux les avait relégués dans des « réserves » de terre, bientôt insuffisantes pour leur assurer un niveau de vie satisfaisant. Le nomadisme, dans ces conditions, leur était devenu impossible.

Le Boer lui-même avait d'abord vécu dans des conditions qui relevaient encore d'une civilisation nomade : cet éleveur disposait d'immenses espaces pour ses troupeaux, dans des fermes atteignant parfois dix ou quinze mille hectares ; il pouvait, dès lors, pratiquer librement la jachère et répandre à discrétion ses bestiaux sur ce qui était pratiquement pour lui l'immensité. Toutefois, comme les familles étaient nombreuses, le partage selon le code civil étant la loi, les fermes, plusieurs fois divisées, devenaient insuffisantes. Les fils en excédent partaient pour la ville, où ils devenaient souvent de lamentables « pauvres Blancs », ou bien demeuraient sur le sol sans réussir à y vivre une vie décente. Les titulaires des fermes, demeurés riches, se voyaient par contre tentés de surcharger le veld de troupeaux trop denses, qui détruisaient l'herbe. Aujourd'hui, en plus d'un endroit, le roc apparaît à travers l'humus réduit et, au lendemain des orages, des rigoles se dessinent qui creusent et dilapident le sol. Le problème de l'érosion est posé.

Qu'arrive-t-il maintenant au Noir ? Ses troupeaux sont sa vraie richesse et l'on sait qu'il s'en sert comme d'une monnaie : c'est avec des bestiaux que le nouveau marié paie à son beau-père la dot de sa femme. Tant que le nomadisme est demeuré praticable, les méthodes de culture primitives de l'indigène ne se sont pas manifestées nuisibles : on brûlait les herbes, on cultivait superficiellement et puis l'on allait plus loin. Quand la population noire, devenue trop nombreuse, n'a plus pu disposer d'une quantité de terres suffisantes pour continuer à pratiquer ces méthodes, il a fallu, là aussi, surcharger le sol de bétail, cependant qu'une partie de la population en surnombre s'engageait dans les mines d'or de Johannesburg. J'ai vu, au Basoutoland, les effets d'une érosion qui se manifeste dès maintenant désastreuse, le roc transparaissant partout comme l'échine d'une bête à travers sa peau, de simples rigoles devenues avec les années de véritables torrents dévastateurs. Un rapport du Département des Affaires indigènes, relatif à la province du Ciskei, conclut que plus d'un dixième de la surface de cette province souffre d'une érosion simplement légère, mais que, sur plus de cinquante pour cent de la surface, l'érosion est sérieuse, cependant que, sur le reste de la province, elle est « terrifiante ».

Le gouvernement, légitimement effrayé, recommande le recours aux procédés anciens de défense, les planches, les rideaux d'arbres, la reconstitution du sol par l'engrais... C'est ici que nous nous heurtons à une psychologie qui n'est point celle de nos paysans. Le fermier blanc, habitué à la facilité, voudra-t-il faire l'effort nécessaire, même s'il en comprend l'urgence ? Et le Noir comprendra-t-il que l'abandon du nomadisme comporte, de sa part, une révolution de ses habitudes, de ses lois, de sa morale ? Si la question ne se règle pas, de pareils pays, encore que peu peuplés, pourraient vite se trouver surpeuplés du moins du point de vue de leur autonomie alimentaire. L'or fait la richesse de l'Afrique du Sud, et avec l'or on peut tout importer, donc se nourrir, dans des conditions économiquement saines. Economiquement saines peut-être, humainement saines, c'est autre chose, car après tout l'homme ne se nourrit pas d'or. Les Anglais sont en train de se rendre compte qu'on ne se nourrit pas non plus de charbon. On s'explique ainsi que l'ombre de Malthus recommence à se dessiner sur le mur.

III

En Amérique du Nord, il y a érosion par négligence et excès de facilité, comme au Transvaal, mais aussi éventuellement par excès de monoculture mécanisée. Ce sont là deux aspects, entièrement différents, d'un même problème. Dans le premier cas, l'alerte américaine vient peut-être un peu tard ; dans le second, la question est si neuve que ce ne sera pas trop de toute la technique américaine pour la résoudre.

On se rend mal compte en Europe de l'état d'esprit qui a été celui du colon américain lorsqu'il s'est trouvé, au XIXe siècle, devant une immensité de terres disponibles avec de splendides instruments d'exploitation. L'impression de ce nouveau venu était que le sol lui était livré en quantités illimitées, qu'il y en avait toujours tant qu'on en voulait et que, s'il n'y en avait plus, on n'avait qu'à aller plus loin pour en trouver encore. On sait le sens, plus mystique encore que géographique, de ces expressions de vocabulaire américain au siècle dernier, « la frontière », « l'Ouest ». La frontière, c'était la limite au-delà de laquelle la carrière restait librement ouverte à l'initiative, à l'énergie, à l'aventure ; l'Ouest, c'était en quelque sorte la fenêtre ouverte sur cet infini. On était dès lors très naturellement porté à penser que la terre, dans ces conditions, n'avait pas besoin d'être ménagée : dans ce continent neuf, riche de toutes les promesses, il s'agissait rapidement d'en tirer le maximum, en « mineur de terre », quitte ensuite à aller plus loin, plus à l'Ouest, où de nouvelles virtualités s'ouvraient indéfiniment — du moins le croyait-on — à la colonisation. On gaspillait ainsi, inconsciemment, sans le moindre scrupule, des richesses qui, à la longue, devaient finir par s'épuiser. Les plus imprudents étaient les vieux Américains, issus de l'immigration anglaise et protestante du XIXe siècle. Plus sages étaient les derniers arrivés : ceux-ci, originaires des paysanneries européennes et pénétrés de vieille expérience terrienne, continuaient un certain temps les pratiques du vieux pays. L'effet néanmoins, sous réserves d'exceptions notoires et nombreuses, était déplorable.

Dans un livre, traduit en français sous le titre de *Plaisante vallée*, l'écrivain américain bien connu Louis Bromfield en a fait une vivante et inquiétante évocation. Propriétaire d'une ferme en France, dans l'Oise, pendant plusieurs années, la se-

conde guerre mondiale l'avait obligé à l'abandonner pour se retirer dans son pays d'origine, aux Etats-Unis. Il avait alors, dans l'Ohio, acquis une nouvelle ferme, et là, de suite, les conséquences de l'imprudente exploitation américaine l'avaient, par comparaison, épouvanté. Quelques citations de ces pages évocatrices seront, je crois, d'un singulier intérêt.

« En un peu plus d'un siècle, écrit-il, les Américains et leurs descendants avaient parcouru toute l'étendue de l'Amérique du Nord, comme une invasion de sauterelles, en ruinant tout sur leur passage, jusqu'aux bords du Pacifique... Pour eux la terre n'était pas un capital, mais une occasion de spéculation, non un trésor mais une simple mine à épuiser. C'était l'histoire d'une terre féconde, mal exploitée, assassinée par négligence, ignorance ou cupidité. » Et voici comment, ensuite, cet enfant prodigue, revenu dans le pays de ses pères, trouve la ferme acquise par lui : « Un magnifique domaine cultivable, réduit à rien, dévasté... Deux champs seulement valaient la peine d'être mis en valeur. Tout le reste était redevenu pâturage de montagne, hirsute, à demi-sauvage, envahi lentement et insensiblement par une forêt d'arbrisseaux... Nous avions perdu une portion importante de sol, entraîné par les pluies, sur la pente des collines, jusque dans le ruisseau des Suisses, le Muskingum, l'Ohio, le Mississipi, où se sont englouties tant de tonnes d'excellent sol américain, depuis que nous avons dévasté les forêts, et par nos labours les prairies, où l'herbe antérieurement retenait l'eau... D'autres champs n'avaient jamais été cultivés, et même là, au cours des années, la chaux et le phosphore, ainsi que les autres minéraux ou traces de minéraux, avaient été lessivés par la pluie qui s'infiltrait, ou avaient été éliminés, ayant passé dans le corps des animaux du pâturage... Cette malheureuse terre épuisée, non seulement ne donnait que de tristes récoltes, du bétail chétif, mais des êtres humains médiocres, mal développés, sous-alimentés... Dans l'Iowa, le plus riche de nos Etats agricoles, tout le Sud-Ouest, autrefois si fertile, est en passe de devenir un désert... La formule était très simple : d'abord on abattait ou on brûlait la forêt ou la prairie ; ensuite on se mettait à l'ouvrage en vue d'extorquer à la terre le plus de récoltes possibles dans le moins de temps possible, détruisant ainsi sa fertilité. La majeure partie d'un pays, jadis couvert de forêts, fut laissée nue, exposée aux grandes pluies, à la neige, au dégel,

aux tornades, aux manifestations d'un climat bien plus comparable à celui de la Chine que de l'Europe. Résultat : des inondations dévastatrices, des tourbillons de poussière, dus aux sécheresses prolongées, un abaissement de la production digne de l'état désertique. »

D'après Bromfield cette décadence a entraîné une décadence correspondante du personnel agricole impliqué : « La plus grande partie de notre population nomade provient de fermes ruinées ou d'anciens domaines ruraux convertis en manufactures... Aujourd'hui, dans une large mesure, nos petits fermiers vivent sur un revenu et dans des conditions bien inférieures aux revenus et conditions du paysan moyen en Europe ; dans certaines régions nous avons des fermiers dont le revenu et le niveau de vie sont à peine supérieurs à ceux d'un paysan chinois ».

Sans doute serait-il excessif de prendre cette description comme typique, car certaines terres américaines, en Pennsylvanie par exemple, peuvent figurer parmi les fermes les plus intelligemment exploitées du monde. Sans doute aussi ne faut-il jamais oublier que, dès qu'un problème est posé aux Etats-Unis, on le voit aussitôt pris en mains par les techniciens les mieux équipés, les plus avertis, les plus réalisateurs qui soient. Il n'en reste pas moins que la description faite par Bromfield répond à des conditions qui ne sont que trop réelles et cela parce que la psychologie même des exploitants américains d'hier les avait conduits à penser que les avertissements de la vieille sagesse paysanne n'étaient faits que pour les vieux pays et non plus pour eux, bénéficiaires privilégiés d'un invraisemblable Eldorado. Leur imprudence a été destructrice et souvent leurs successeurs n'ont plus en effet qu'un bel avenir derrière eux. Le mal ici provient de l'inconscience et des périls de la facilité : pendant un certain temps tout est magnifique, sans effort, et puis c'est l'effondrement, parce qu'on a oublié que la Nature prête mais ne donne pas.

Ces impardonnables fautes d'exploitation appartiennent désormais au passé, car l'Amérique sait profiter des expériences, mais il se pourrait que de nouveaux périls résultent des excès de la monoculture et de la mécanisation. Là encore la sagesse paysanne pourrait avoir éventuellement d'utiles conseils à donner ; les Américains, chose curieuse, sont actuellement les premiers à en convenir.

C'est en Amérique du Nord que la monoculture du blé a été poussée le plus loin. J'ai visité, au Canada, près de Regina dans le Saskatchewan, une exploitation de 2.000 hectares, toute en blé. On avait l'impression d'une agriculture intégralement industrialisée ou, si l'on veut, d'une industrie agricole. Pas d'animaux, ni vaches, ni moutons, ni chevaux, mais en revanche un équipement impressionnant de machines, avec seulement deux employés permanents, cinq en tout au moment de la moisson. Les bâtiments de ferme comportaient une maison d'habitation en bois, style chalet de plage, un hangar à grains, un bâtiment pour les machines, un petit hangar pour les autos privées, un atelier de réparations mécaniques, un moulin actionné électriquement, une réserve d'essence. Ni jardin potager, ni verger, ni poulailler. Rien n'évoquait ce qui, à nos yeux, constitue une ferme ; il s'agissait plutôt du noyau industriel d'une immensité agricole, avec un faible rendement de 9 hectolitres à l'hectare, chiffre sans portée dès l'instant qu'il y avait tant d'hectares. Le Musée social, dans ses *Cahiers*, a publié l'enquête faite par M. Négrier, dans une exploitation analogue du Montana (Etats-Unis) : 1.000 hectares, uniformément cultivés en blé depuis soixante ans, sans engrais, un simple manœuvre employé pendant quarante jours par an, 8.700 dollars de matériel et, pour l'exploitant, quarante-six jours de travail annuellement, avec un rendement de 15 hectolitres à l'hectare. Les deux observations concordent exactement.

Elles laissent entrevoir de bien singulières conséquences, non seulement techniques ou économiques mais sociales. Dans ces régions à blé du Saskatchewan ou du Montana, c'est manifestement la fin de la civilisation de village, car il n'y a plus d'intermédiaire entre la ville et la ferme : à quoi bon un noyau villageois, dès l'instant que l'auto vous conduit aisément en un quart d'heure ou une demi-heure à la ville voisine où l'on trouvera tout ce dont on peut avoir besoin ? Du reste c'est à peine s'il est encore nécessaire de résider. La ferme, si même nous pouvons encore l'appeler ainsi, n'est pas un lieu de résidence permanente ; elle ne fournit pas directement et localement les moyens d'existence : dès l'instant qu'il n'y a ni poulailler ni potager, c'est à la ville qu'on va acheter la nourriture. Si par hasard la récolte manque et qu'on soit sans réserves, on ne reste pas à la campagne, le fermier en déconfiture se fait inscrire

comme chômeur à la ville. On disait autrefois que les gens en mauvaise posture allaient se refaire à la campagne, où du moins ils seraient sûrs de ne pas mourir de faim : ici c'est le contraire qui est devenu vrai. De pareilles campagnes, dans ces conditions, ne se peuplent pas et n'ont pas à se peupler ; la mécanisation a rendu inutile une main-d'œuvre quelque peu nombreuse, même au moment de la moisson. Dès l'instant qu'il n'y a plus de vie de la ferme, la notion complexe de la ferme telle que nous l'évoquions tout à l'heure ne se justifie plus ; l'association, avec ses cultures solidaires, n'est plus de mise. Il n'y a pas non plus d'engrais animaux puisqu'il n'y a plus d'animaux et c'est à peine s'il y a des engrais, en raison des grandes étendues cultivées et de la relative nouveauté du sol.

C'est ici toutefois qu'apparaissent certains périls, qui du reste n'avaient pas échappé aux Indiens lorsque les Blancs, au début de ce siècle, se sont lancés à fond dans la culture mécanisée des céréales. Ils savaient que, dans ces climats de l'Ouest où la pluie est irrégulière et souvent insuffisante, il est prudent de maintenir l'herbe sur le sol, c'est-à-dire de ne pas substituer sans mesure la culture à l'élevage. L'exploitant moderne, imbu d'esprit mécanique et pressé de résultats, tend naturellement à la monoculture et il n'aime pas les arbres, qui gênent les mouvements des tracteurs ; il n'aime pas non plus s'encombrer d'animaux, nécessitant malgré tout plus de soin et de main-d'œuvre ; les terrasses, les défenses contre l'érosion dévastatrice des orages lui paraissent précautions périmées pour l'exploitant des continents nouveaux. Du moins pensait-il ainsi avant d'avoir eu à payer le prix de cette excessive facilité. Les tornades de sable, balayant un sol devenu trop léger et que rien ne retenait, ont en maint endroit réduit à l'état de désert d'anciennes et fertiles exploitations ; des cantons entiers se sont trouvés ruinés. Le problème, dans la décade de 1930 à 1940, s'est de la sorte posé aux Etats-Unis et dans l'Ouest du Canada, avec le maximum de gravité. Les esprits prévoyants n'avaient pas attendu cet avertissement pour s'en inquiéter. Le président Théodore Roosevelt a fait, en l'espèce, il y a déjà près d'un demi-siècle, figure de précurseur. Le président Franklin Roosevelt, dans son Institution de défense agricole de l'A.A.A., n'a pas manqué d'accorder une attention presque prépondérante à la question, devenue aiguë, de la conser-

vation du sol. Psychologiquement c'est, pour le peuple américain, signe de maturité, souhaitons que ce ne soit pas, d'un autre point de vue, signe de vieillissement. Pour les hommes la vieillesse vient toujours, inéluctablement, mais l'expérience nous enseigne qu'une terre, bien gérée, peut ne s'user et vieillir qu'imperceptiblement.

Le problème qui se pose sur les terres à blé de l'Amérique du Nord se pose-t-il aussi sur nos terres à blé de grand rendement, que le progrès technique de nos cultivateurs modernise et mécanise rapidement ? Je ne le pense pas, car nos cultivateurs français restent imprégnés de l'esprit paysan et s'attachent à restituer constamment au sol les éléments susceptibles de maintenir sa fertilité. Faut-il conserver des animaux, pour la fumure, sur une terre à blé spécialisée ? La réponse de l'expérience est que cet engrais-là, naturel, organique, se manifeste irremplaçable. La conclusion toutefois n'est pas aussi simple, car encore faut-il que la récupération soit elle-même rationalisée. De remarquables progrès techniques, dans cette manutention, ont été réalisés aux Etats-Unis, alors que trop souvent nous en sommes encore en France, à cet égard, à l'étape prémécanique. On en vient alors à envisager la question de la rationalisation dans la petite ferme, en se demandant si elle est possible au dessous d'un certain nombre d'hectares. A ce tournant la discussion devient angoissante, car elle met en cause toute une classe de cultivateurs et toute une conception de la culture, étroitement solidaire de notre personnalité française.

IV

Louis Bromfield, ayant possédé une ferme dans l'Oise, en a possédé une autre en Amérique. De la comparaison les conclusions qu'il tire sont un éloge presque sans réserve de notre tradition paysanne. On serait presque tenté d'estimer la préférence excessive, car elle pourrait nous inciter à trop de complaisance envers nous-mêmes. Cette approbation cependant, venant d'un homme qui a vu les deux pays, est significative.

Ce qui le frappe essentiellement, c'est la stabilité du cultivateur dans un vieux pays comme le nôtre : « Ce qui m'avait attiré vers l'Europe, et surtout vers la France, c'était le senti-

ment de la continuité et de la permanence de toutes sortes de choses, humbles mais éternelles, et de la résistance, du ressort extraordinaire des petites gens de ce pays. Cette continuité, que j'admirais, elle avait toujours singulièrement fait défaut aux Etats-Unis.... N'importe quel paysan français, n'importe quel ouvrier, avec son bout de champ, son modeste logis, son salaire modique, avait plus de stabilité, de consistance et de sécurité que l'ouvrier américain, qui reçoit par comparaison des appointements fabuleux, qui loue la maison qu'il habite, qui est perpétuellement endetté, à cause de l'auto, de la radio, de la machine à laver. » C'est que le Français vit sur sa ferme, où il est au fond un continuateur : « Les méthodes paysannes tirent leur origine du plus lointain passé de l'Asie et du Proche-Orient, des expériences et des réflexions d'un nombre infini de travailleurs intelligents et zélés... Comme contraste avec la France, dans des milliers de fermes américaines, le fermier et sa femme achètent la plus grande partie de leurs aliments dans les épiceries de la ville voisine, et cela au moment de l'année où justement les jardins rapportent le plus ». C'est que le paysan sert sa ferme en France, mais se sert de sa ferme aux Etats-Unis pour s'enrichir. Vivre, s'enrichir, nous retrouvons, n'est-ce pas, les deux termes de la discussion. Mais, en cherchant à s'enrichir, ne risque-t-on pas de dilapider ? Et voici, réapparaissant, dans toute sa gravité, le problème de l'érosion.

En France, l'auteur américain a vu pratiquées comme allant de soi les méthodes traditionnelles de conservation : « Dans ce système, dit-il, sont inclus la culture en terrasses et les cultures couvrantes, la protection du sol en hiver au moyen de détritus végétaux, le bon drainage, l'exploitation rationnelle des pâturages, l'emploi des légumineuses comme fumier vert, les cultures variées, les assolements ».

A l'en croire, les objectifs primordiaux de la conservation du sol auraient été singulièrement négligés aux Etats-Unis : empêcher la disparition de la couche supérieure du sol, empêcher la précieuse eau de pluie de s'écouler, de former des ruisseaux qui causent les inondations, charriant la terre cultivable. « Le labourage en contour, écrit-il, cela veut dire exactement ce que cela dit, qu'il faut, en labourant, suivre les flancs du coteau ou les ondulations du sol, de manière que chaque sillon, au lieu de monter ou de descendre, soit de niveau, autant que possible,

d'une extrémité à l'autre. Un sillon qui monte ou descend en pente devient inévitablement une rigole où l'eau se précipite, en causant des inondations qui entraînent le sol arable. Un sillon qui épouse la forme du champ et qui d'un bout à l'autre est du même niveau, devient un minuscule canal ou bien une lagune qui retient l'eau de pluie là où elle tombe et lui permet de s'infiltrer dans le sol ». Ces lignes apparaîtront sans doute au lecteur français comme banales et exprimant des vérités connues et pratiquées chez nous de longue date. Elles répondent vraisemblablement, aux Etats-Unis, à des préoccupations qui sont devenues urgentes, car, conclut Bromfield, « ce qu'il faut, ce sont des pionniers, mais des pionniers d'une nouvelle espèce, différents de ceux qui avaient abattu les forêts, martyrisé la terre, des hommes qui puissent créer de nouvelles forces, assainir et reconstituer les sources naturelles de richesses que Dieu nous a données ». Et il se déclare « profondément reconnaissant aux Français pour ce qu'il a appris d'eux concernant le sol, les valeurs humaines, la décence, la dignité, le sens des réalités... »

Le problème qui se dégage de cette discussion et de ces citations est technique sans doute, essentiellement, mais il est philosophique aussi et l'on peut se demander si les réponses données ne correspondent pas à des étapes diverses et successives de l'évolution humaine. Nous avons vu qu'il y a des limites au règne de la facilité : elle ne dure pas. Mais il y a aussi des limites aux possibilités de la mécanisation : en méconnaissant certaines lois profondes de la vie organique, elle risque d'entraîner indirectement la stérilité et la mort. Notre tradition paysanne, sûre de son expérience séculaire, risque parfois de méconnaître la nécessité du progrès technique ; mais notre époque ne pèche-t-elle pas de son côté en croyant trop aux possibilités sans limites de la technique ? On aimerait à penser qu'une combinaison des deux esprits est possible. L'objection qui vient ensuite à l'esprit, c'est qu'il y a d'un côté une intuition profonde de la vie, mais de l'autre une conquête mécanique impérieuse qui violente la vie. Il n'est pas sûr que la technique moderne, dans l'agriculture, prenne au fond à son compte le mot cité plus haut de Bacon, *Naturæ non nisi parendo...*

Quelques leçons cependant se dégagent, qui ne peuvent guère être contestées. Le sol est un capital précieux mais précaire, dont les rendements ne sont pas illimités, et cela parce

qu'il s'agit de quelque chose de vivant, d'organique, qui obéit et doit obéir aux lois de la vie. Il faut donc le gérer, non en mineur de terre pensant « Après moi le déluge », mais en *paterfamilias* se préoccupant de ce qu'il en adviendra après que lui-même aura disparu. Le sol, répétons-le, est chose organique, qu'on ne peut traiter mécaniquement ou chimiquement comme quelque matière première de l'industrie. Certaines règles de son exploitation relèvent de ces conditions : le respect de la loi des associations s'exprimant dans la notion complexe de la ferme en polyculture, la pratique demeurée souvent nécessaire de l'engrais naturel, l'usage prudent de l'engrais chimique, dont la sagesse, peut-être timorée, de nos paysans prétend qu'il « enrichit le père et ruine le fils ». La logique de la mécanisation conduit directement à la monoculture quasi industrielle mais ici les leçons d'un Ford, impeccables à l'atelier, peuvent se révéler dangereuses au champ.

Là est la principale erreur des nouveaux exploitants dans les continents neufs : ils ont cru trop souvent que la jeunesse économique d'un continent les exempte des règles anciennes d'une sagesse qui, croient-ils, ne s'imposent plus à eux. Cette erreur a été celle des mauvais pionniers qui ont détruit les forêts, qui ont surmené, épuisé, ruiné tant d'hectares de bonne terre. Peut-être est-ce actuellement l'erreur de ceux qui mécanisent trop et trop vite ? Quand le sol est dilapidé, il faut le refaire : c'est alors coûteux et quelquefois c'est trop tard.

Les craintes d'érosion sont actuellement si générales qu'on peut se demander s'il n'y a pas là, pour l'avenir même de l'humanité, un sérieux danger. La population humaine, qui dépasse actuellement 2 milliards 200 millions d'hommes, a quadruplé en quatre cents ans et doublé en cent ans. L'Inde a quatre cents millions d'habitants, la Chine autant ou même davantage ; l'Egypte, qui comptait à peine plus de trois millions d'hommes quand, en 1882, les Anglais en ont pris le contrôle, s'avance vers vingt millions ; un accroissement analogue s'est produit dans notre Afrique du Nord. La plupart de ces populations prolifiques ont un niveau de vie très bas, souvent presque en marge de la famine. Les possibilités de production alimentaire se sont-elles développées en proportion, c'est ce qu'aujourd'hui nombre d'économistes, de savants, de sociologues, surtout aux Etats-Unis, en viennent à se demander.

Il n'est pour ainsi dire aucun problème que la technique moderne ne soit actuellement en état de résoudre. Mais peut-on tirer du sol n'importe quoi et indéfiniment ? Nos solutions sont efficaces, elles multiplient merveilleusement les rendements, mais n'est-ce pas, à la longue et si certaines précautions ne sont pas prises, au détriment d'un capital qui, une fois compromis, est fort difficile à reconstituer ? L'exemple, inquiétant, des cultures mécanisées de céréales dans les grandes plaines du Far-West américain, dans un climat, sur des terrains qui n'étaient pas faits pour elles, pose un troublant problème. La hausse des cours, lors de la première guerre mondiale, quand l'Europe avait cessé d'être productrice, poussait naturellement les cultivateurs du Nouveau Monde à faire du blé sans mesure, puisqu'on vendait tout et à des prix jusqu'alors inouïs. Vingt ans plus tard, les terribles tempêtes de sable du trop fameux *Dust bowl* sont venues prouver qu'à ce sol, en apparence si facile, on avait peut-être trop demandé. Il y a des lois de la vie qui ne se contraignent pas. Des erreurs analogues ont été, depuis un siècle, commises un peu partout par la race blanche, dans ses entreprises imprudentes, parfois presque furieuses, de mise en valeur planétaire et, de divers côtés, on reparle maintenant de Malthus...

***

Il ne semble pas, du moins sur son territoire métropolitain, que la France ait, en l'espèce, à faire quelque *mea culpa*. Sans doute a-t-elle connu l'érosion, et même sous sa forme la plus spectaculaire, sur les pentes méditerranéennes de ses Alpes, mais un effort énergique de reboisement a circonscrit et largement corrigé le mal. Elle a aussi, parmi les grandes puissances, été la première à constituer une administration conservatrice de ses forêts : quand les Américains, en 1917, ont débarqué chez nous, ils ont été émerveillés, eux ces destructeurs, de constater avec quel soin, avec quelle prudence jalouse nous savions préserver le monde de nos arbres. J'étais il y a quelques jours sur notre Côte d'Azur. Je dois dire que, dans mes promenades à pied sur les pentes de la montagne, parmi les oliviers et les fleurs, je n'ai nulle part observé, de la part des cultivateurs, la moindre faute à l'égard du sol. Les terrasses étaient partout minutieusement entretenues, retenant une terre jalousement conservée ;

les sillons étaient tous dans le sens de l'horizontale ; l'eau, strictement mesurée, semblait toujours judicieusement utilisée. Jusqu'à hier l'Américain considérait sans doute nos jardiniers méditerranéens comme des *natives*, de niveau de vie inférieur, de tradition périmée, comme des *back benders* courbés vers le sol. Ils entrevoient aujourd'hui que ces sages du vieux pays, qui ont su conserver le peu de sol que la Nature leur a confié, pourraient avoir quelque chose à leur apprendre. Au même moment, et comme ils ont raison ! nos experts visitent les Etats-Unis, prennent contact avec le remarquable *Department of agriculture* américain, soucieux de toutes les recherches techniques et de tous les progrès de la mécanique et de la science. Qu'un concours des deux méthodes, des deux tempéraments en jeu soit possible et le problème agricole français, si troublant à l'âge triomphant de la machine, pourra s'orienter vers une solution.

ANDRÉ SIEGFRIED.

LE MARÉCHAL DE LA FORCE

I

VICTORIEUX EN ITALIE, EN LORRAINE, EN ALLEMAGNE

Au mois de mai 1622, La Force, réconcilié avec Louis XIII et pourvu du bâton de maréchal que Henri IV avait promis de lui donner le 17 mai 1610, se retira dans son nid d'aigle de Castelnau près de Sarlat, puis dans la riante et somptueuse demeure qu'il avait élevée, dix-huit années plus tôt, à La Force près de Bergerac et pour la construction de laquelle le Béarnais avait entr'ouvert ses coffres. Il ne put demeurer longtemps en Guyenne, les souvenirs de la guerre civile y étaient encore trop brûlants. Il ne cachait pas lui-même qu'il avait vu tant d'impiétés en cette guerre qu'il ne croyait point que Dieu pût y être servi et qu'il aimerait mieux endurer le fagot que de consentir une vie si éloignée du devoir de chrétien. Il gagna bientôt son château de La Boulaye près d'Evreux. De là il se rendait souvent à Paris dans son hôtel de la rue du Louvre, dont la haute porte cochère s'ouvrait en face de l'entrée féodale du château de nos rois. Il retrouvait, d'ailleurs, à la Cour et à la ville plus d'un de ses adversaires de la dernière guerre, à commencer par le Roi, qui ainsi que le duc d'Elbeuf lui faisait grand accueil : « Leurs Majestés, écrivait-il le 23 janvier 1623 à la maréchale restée en Normandie, ont tous les soirs les comédiens, mais hier Monsieur dansa un ballet (le ballet des *Géants et des Pygmées)* fort beau, à ce que l'on dit, car je n'y fus point ; je m'en remets à nos enfants. Je ne sors point l'après-souper ; mais nous soupons fort tard : aussi l'on dîne à une heure

après-midi. M. le duc d'Elbeuf a voulu que j'aille dîner chez lui ; il m'a fait l'honneur, et Mme sa femme, de me donner tous les témoignages d'amitié qui se peuvent dire au monde : elle prenait un grand plaisir de m'entretenir du passé et du temps du feu Roi. » Elle était fille, en effet, de Henri IV et de la belle Gabrielle, et mieux valait parler du Béarnais que des trois cents boulets du duc d'Elbeuf, dont les murs du château de La Force se ressentaient encore. Saint-Simon le juge, dans ses *Mémoires*, sur les dires de la vieille Cour un diminutif des Guise, « mais sans avoir aucun mérite qui fît souvenir d'eux ».

L'année suivante, le cardinal de Richelieu devenait premier ministre. Au début de 1625, Son Éminence pria le maréchal d'apaiser ses coreligionnaires, qui se plaignaient que les conditions de la paix de Montpellier ne fussent pas exécutées. Les députés généraux et ceux de La Rochelle vinrent à Paris. Les conférences se tinrent à l'hôtel de La Force et le maréchal dit aux députés de la ville qui, moins de trois ans plus tard, allait souffrir de si terribles calamités : « En l'état ou se trouvent aujourd'hui les affaires, il importe grandement, pour le bien général de nos Églises, de vous ménager en sorte qu'évitiez les extrémités pour ne tomber au précipice où infailliblement cela nous attirerait, étant bien nécessaire que puissiez prendre le moyen de parvenir à quelque bon accommodement, sans vous affermir à tout ce que pourriez justement requérir en une autre saison. »

Vers le même temps, l'Espagne amassait des troupes le long de la frontière de Picardie et son meilleur général, Spinola, marquis de los Balbazès, semblait menacer nos places. Calais, qui ne comptait qu'un seul canonnier et trois pièces de canon, se sentait menacé comme Ardres, Montreuil, Boulogne, Monthulier et Abbeville. Le maréchal et son fils aîné le marquis de la Force, maréchal de camp, furent chargés de les mettre en état de défense et Spinola n'osa rien entreprendre contre celui qui avait défendu Montauban.

En 1630, le maréchal commande l'armée d'Italie, il passe le mont Cenis, prend Pignerol, — où Louis XIV emprisonnera, dix années durant, Lauzun, son arrière-petit-fils, — il s'empare de Carignan et mérite que Richelieu lui écrive : « La prise de Carignan, était, en vérité, de très grande importance, le dessein en a été fort bon, l'exécution encore meilleure. J'espère que les armes du Roi, étant en si bonnes mains, auront toujours pareil succès. Je contribuerai tout ce qu'il me sera possible pour vous aider à

acquérir de plus en plus de la gloire à l'avantage du service de Sa Majesté. »

Le voici l'année suivante à la Cour ; après dix-neuf mois de commandement sans la moindre relâche, il y prend quelque repos. Mais marche, marche ! Le Roi l'envoie en Champagne. Bientôt le maréchal défait les régiments que Monsieur, retiré à la cour de Lorraine, lève en Franche-Comté pour envahir la France ; il entre dans la principauté souveraine de Sedan et oblige la duchesse douairière de Bouillon, — qui n'est pas plus sûre que son fils — à renouveler, avec toutes les formalités requises, l'ancien serment de fidélité. En Lorraine, le duc de La Valette a échoué devant Moyenvic défendue par une garnison impériale. La Force prend la ville et Charles IV, duc de Lorraine, signe avec le Roi le traité de Vic, qui lui enlève la place de Marsal (16 janvier 1632).

Mais voici qu'à peine son armée mise en quartiers d'hiver, La Force reçoit l'ordre de marcher sur le Rhin, conjointement avec le maréchal d'Effiat. Une armée espagnole vient en effet de saisir Trêves, dont l'archevêque Electeur est un protégé de la France. Les deux maréchaux vont occuper la forteresse d'Ehrenbreitenstein. Cependant Monsieur est revenu à Nancy, où l'a conduit Gonzalez de Cordoue, qui commande une armée d'Espagne sortie des Pays-Bas. Le duc de Lorraine, au mépris du traité de Vic, l'accueille et le seconde. La Force investit aussitôt la capitale de la Lorraine et le duc, par le traité de Liverdun (25 juin 1632), cède à la France Clermont, Stenay et Jametz.

De Lorraine, le maréchal se met à la poursuite de Gaston de France, duc d'Orléans, qui ayant envahi le Royaume à la tête d'une armée court rejoindre le duc de Montmorency, gouverneur du Languedoc, qui s'est révolté. Pont-Saint-Esprit, Nîmes, le château de Beaucaire, Privas, Baignols, Alais, Lunel, Pézenas réduits ou occupés, les protestants des Cévennes maintenus dans le devoir, tels sont les résultats d'une campagne de moins de six semaines. Près de Remoulins sur le Gardon, le maréchal disperse l'arrière-garde du duc d'Elbeuf rebelle à son tour, tandis que, le 1er septembre 1632, après l'échauffourée de Castelnaudary, Schomberg, qui commande un autre corps, vient de faire prisonnier Montmorency percé de coups.

Un an se passe et voici, vers la fin de l'été 1633, le maréchal au côté du Roi, sous les murs de Nancy. Ils bloquent ensemble la cité lorraine. Charles IV, qui tient la campagne, a accepté de faire

remettre Nancy entre les mains du Roi. Il élude sa promesse, et La Force l'attaque sur les frontières de la Franche-Comté et le contraint à se mettre à la disposition de Louis XIII et de Richelieu. Nancy ouvre enfin ses portes (24 septembre) et le maréchal s'avance vers le comté de Montbéliard, dont les habitants redoutaient l'approche du duc de Féria, qui venait d'Italie avec une armée espagnole. Féria se retire dans le Luxembourg.

Le 31 janvier 1634, c'est Haguenau ; c'est Saverne au mois de février, puis Lunéville, puis Bitche, puis Wildenstein, enfin, le 26 juillet, La Mothe, l'imprenable, place aujourd'hui détruite qui, entre Bourbonne et Domrémy, couronnait une montagne de quinze cents pieds de haut. Une gravure d'Abraham Bosse nous montre le maréchal en armure et à cheval sur une hauteur en face de La Mothe. Il porte la fraise et le grand chapeau noir à larges bords, il paraît encore jeune malgré ses soixante-seize ans. Le « vieil athlète des guerres de religion » fait toujours campagne entouré de ses enfants, le marquis de La Force, son fils aîné, qui recevra un jour, lui aussi, le bâton de maréchal de France, son septième et son huitième fils, Tonneins et Castelmoron, tous deux mestres de camp, sans compter deux petits-fils de son nom et un colonel qui n'a que vingt ans et qui finira par être de sa famille, Turenne, mari en 1651 de sa petite-fille Charlotte de Caumont La Force. « Et je ne veux pas omettre, nous dit-il lui-même, que Mme la Maréchale, qui était à Metz, m'a suivi en l'armée, ensemble le marquis de La Force et la femme de mon petit-fils de Boisse, qui n'y sont pas inutiles, car elles prennent grand soin des blessés. » Il peut regarder d'un œil satisfait sa conquête et relire la lettre que Richelieu vient de lui écrire : « Sa Majesté avait besoin, pour faire réussir une entreprise pareille à celle-là, d'une prudence et d'une conduite comme la vôtre. »

Quelques semaines plus tard, conjointement avec Urbain de Maillé, maréchal de Brézé, il passe le Rhin, occupe Philippsbourg, délivre Heidelberg, enlève en plein hiver les faubourgs de Spire, ce qui oblige la ville à capituler, puis, après le rappel de Brézé, il s'empare du château de Magdebourg.

Grâce à lui, en 1635, toutes les forces de l'Empire sont tenues en échec, le duc Charles de Lorraine chassé deux fois de son duché, l'armée du comte de Gallas, général de l'Empereur, réduite à repasser le Rhin.

Il a conté lui-même dans ses *Mémoires* le malheur qui rendit

pour lui le mois de juin 1635 inoubliable : « Étant à Porrentruy, (dont il venait de s'emparer), il reçoit la triste nouvelle de la mort de Mme sa femme, (1) qui était à Metz avec le reste de sa famille. L'assiduité qu'il rendait aux armées du Roi, Sa Majesté ne pouvant être en repos, s'il n'y était toujours et de même le marquis de La Force, son fils, sur lequel elle se reposait grandement, les obligeait, pour jouir quelquefois de la présence de leurs familles, de les faire suivre ; elles étaient lors toutes à Metz et y étaient demeurées tout le temps de leur voyage d'Allemagne, au retour duquel ils les allèrent voir. Bientôt après, la bonne femme, qui était attaquée de beaucoup d'infirmités, étant dans l'âge de soixante-quatorze ans, tomba malade d'un grand rhume, qui lui fit du tout perdre l'appétit et presque le dormir. Ce petit corps alla diminuant jusqu'à sa fin, laquelle, par le rapport de tous les assistants, fut la plus chrétienne et la plus heureuse qui se peut dire, sans qu'il parût qu'elle fût attaquée d'aucune douleur ni d'aucune agitation ; seulement elle dit plusieurs fois qu'elle eût voulu voir son mari, et ainsi finit-elle doucement ses jours, ayant toujours les yeux vers le ciel, et toutes ses paroles si chrétiennes qu'elle laissa non seulement à la famille, mais à toute cette ville un merveilleux regret. Le pauvre mari, jugez sa douleur et quel regret il devait avoir de cette séparation après avoir passé cinquante-huit ans ensemble. »

Il pouvait se rappeler le temps lointain de la Saint-Barthélemy. Trois jours après le massacre, il avait échappé à la mort pour la seconde fois, caché à l'Arsenal, sous un amas de vertugadins entre deux lits, dans la chambre de celle qui devait être un jour sa femme. Un gentilhomme, dépêché à l'Arsenal par la Cour afin de le ramener à la boucherie, avait traversé, sans le voir, l'appartement des filles de M. de Biron, grand maître de l'artillerie. La petite Charlotte n'avait que onze ans alors. Il l'avait épousée, tandis qu'elle était dans sa dix-septième année, et lui-même âgé de dix-huit ans. Que de périls courus ensemble depuis ! Que de beaux enfants elle lui avait donnés, huit fils et deux filles ! En elle « il mettait toute sa consolation pour la fin de ses jours, espérant de les pouvoir terminer ensemble en repos, en servant à Dieu, mais le Tout-Puissant en voulut disposer autrement ».

Vers le 15 décembre 1635, le maréchal reçut cette lettre du Roi : « Je vous renvoie votre secrétaire pour vous faire savoir qu'après

(1) Charlotte de Biron, fille du premier maréchal de Biron.

les fatigues et les travaux que vous avez supportés depuis deux ans en la conduite de mon armée, je trouve très raisonnable que vous veniez prendre un peu de repos suivant le désir que vous en avez. J'aurai beaucoup de contentement de vous voir et de vous témoigner la satisfaction que j'ai de vos longs et fidèles services. Je désire que vous laissiez en partant le commandement de l'armée au marquis de La Force, votre fils. »

Le maréchal ne tarda guère à aller trouver le Roi. « Ce fut, nous dit-il dans ses *Mémoires*, un accueil digne de sa bonté, ne se pouvant lasser... de lui témoigner le contentement qu'elle avait de ses services. Il reçut aussi de grandes caresses de M. le cardinal de Richelieu, qui gouvernait tout. En effet, son retour fut si bien accueilli et avec un si grand applaudissement de tout le monde qu'il n'est pas croyable, jusqu'aux bourgeois de Paris. Il est certain que ce fut un temps bien favorable pour lui, car trois autres généraux qui commandaient de puissantes armées, savoir : le maréchal de Créqui celle d'Italie, M. le Cardinal de La Valette celle d'Allemagne, et MM. les maréchaux de Châtillon et de Brézé celle de Flandre, avaient tous reçu du désavantage et avaient été malmenés. Cependant, ledit maréchal eut ce bonheur que, bien que véritablement le plus faible, il ne laissa pas de pousser toujours les ennemis et de prendre de grands avantages sur eux, encore qu'ils fussent toujours beaucoup plus forts que lui. »

PÈRE ET FILS

Le mardi de Pâques 25 mars 1636, le maréchal reçut une lettre de Richelieu qui fut la bienvenue, n'en doutons pas : « Je ne saurais assez me réjouir avec vous, disait Son Eminence, de l'avantage que monsieur votre fils a remporté sur les ennemis du Roi dans la rencontre qu'il a eue avec eux, et de l'honneur qu'il a acquis en cette occasion, où, en vérité, il s'est conduit avec toute la prudence qu'il se pouvait désirer. »

Cet avantage, le marquis de La Force l'avait remporté en Lorraine, le 18 mars, sur le comte Colloredo, général de l'Empereur. C'est le samedi saint 22 que M. de Belsunce en avait porté la nouvelle à Saint-Germain, au moment où le Roi revenait d'une chasse « aussi heureuse que sa dévotion avait été grande tout le long de la semaine ». A la Cour, les détails du brillant fait d'armes volaient de bouche en bouche : le marquis de La Force, tirant des quartiers

d'hiver dix mille hommes de pied et quinze cents chevaux, avait détaché le colonel Gassion pour reconnaître la marche de Colloredo, qui, de l'évêché de Bâle, conduisait à Circk deux mille dragons au duc de Lorraine. Gassion, dès son arrivée à Raon, avait mandé à son chef que l'ennemi venait d'y prendre poste. N'ayant que six cents chevaux, il était resté sur ses positions et s'y était retranché. Le marquis aussitôt accourt avec le gros de ses troupes. Il a caché son approche à Colloredo, qui n'hésite pas à attaquer le petit corps de Gassion. Les escadrons français dissimulent aux yeux de l'ennemi les mousquetaires ; les deux cavaleries s'entrechoquent. Soudain les escadrons français s'ouvrent, laissant le champ libre au feu des mousquets. Dès la seconde décharge, les Impériaux s'enfuient, abandonnant mille morts, trois cents prisonniers (parmi lesquels Colloredo), douze cornettes et tout le bagage.

La satisfaction du Roi et de son ministre, selon l'expression même de Son Eminence, était « indicible ». « J'ai retenu votre lettre, ajoutait Richelieu en post-scriptum, pour la faire voir à M. de Noyers » (secrétaire d'État). Et celui-ci écrivait le même jour à l'heureux vainqueur : « Le Roi et Son Eminence ont rendu tant de témoignages publics et particuliers de l'estime qu'ils font de votre valeur et mérite que vous en devez avoir bien du contentement. Sa Majesté envoie le sieur de Boislouët, exempt des gardes de son corps, pour amener ici le sieur Colloredo et les principaux prisonniers qui se sont trouvés pris avec lui, afin que l'on les mette en lieu si sûr qu'il n'en arrive pas comme de ceux de Maëstricht... l'on lui a donné un carrosse à six chevaux tant pour la commodité que sûreté du prisonnier. »

Le Maréchal, dans ses *Mémoires*, ne parle pas du combat de Raon. Il n'avait pas lieu de désavouer un fils qui, tenant le commandement en son absence, s'était montré digne de son père. Il pouvait lui dire tel don Diègue :

Votre rare valeur a bien rempli ma place.

Le maréchal ne devait plus reparaître à la tête de son armée de Lorraine. Quelques semaines plus tard, le marquis de La Force fut rappelé et l'armée divisée. Une partie rejoignit l'armée de Champagne, qui avait pour chef le comte de Soissons, une autre celle du cardinal de La Valette au pays Messin, une autre enfin celle du prince de Condé, qui allait tenter de prendre l'imprenable Dôle.

Au début de juillet, les Espagnols, sous le prince Thomas de Savoie, les Impériaux sous Piccolomini et Jean de Werth envahissaient le Royaume. Le 11, le cardinal avait l'extrême déplaisir de mander au Roi que La Capelle s'était rendue, « le baron du Bec ne l'ayant défendue que sept jours ». Tandis que l'armée espagnole demeurait entre Guise et La Fère, Piccolomini et Jean de Werth mettaient le pays à feu et à sang. Ils semèrent bientôt « quantité de manifestes » et firent « savoir aux habitants des environs de La Capelle que, s'ils voulaient retourner chez eux, ils ne les inquiéteraient pas et se contenteraient d'exiger quelque contribution (1) ». Richelieu se hâtait d'envoyer des secours en Picardie. Pensant toutefois, que les ennemis ne se hasarderaient pas à attaquer Guise trop bien défendue, il craignait qu'ils ne vinssent donner à Reims et à Soissons, où ils ne trouveraient « personne de commandement ». Le Cardinal tint conseil, le 12 juillet, avec le maréchal de La Force et jugea à propos — sauf approbation du Roi, — que M. de Montbazon s'en allât à Soissons avec le sieur de Miraumont, tandis que le marquis de La Force gagnerait Reims et Laon avec le sieur de Belsunce, aide de camp, ainsi que les deux compagnies de chevau-légers de La Ferté et de Senneterre.

Dans sa maison de la rue du Louvre, le maréchal attendit — avec quelle anxiété, on le devine — les nouvelles de l'armée qui avait pour mission d'arrêter les envahisseurs. Les nouvelles qui lui arrivaient directement, celles que lui communiquait sa belle-fille la marquise de La Force, qui habitait un appartement de l'hôtel, n'étaient pas faites pour dissiper l'inquiétude que répandait une campagne dont les débuts étaient loin d'être brillants. Il dut lire, vers le 20 juillet, le billet que de Laon, le 17, le marquis avait adressé à sa femme et il put constater que la place n'était pas beaucoup mieux fournie que La Capelle ou Le Catelet : « Nous faisons du mieux que nous pouvons, disait le marquis ; nous n'avons ni les hommes ni les munitions qu'il nous faudrait et nous n'en approchons de bien loin ; je ne pense pas pourtant que les ennemis nous attaquent et semble qu'ils veulent prendre d'un autre côté (2). »

Le marquis de La Force redoutait d'être envoyé à l'armée du maréchal de Brézé, où la bonne entente que désirait le Roi manquait absolument : « Mon cousin le comte de Roussy (3),

(1) Archives de l'auteur.
(2) Archives de l'auteur.
(3) François de La Rochefoucauld de Roye, comte de Roussy.

expliquait-il, me dit qu'il est en fort mauvaise intelligence avec M. de Chaulnes, mais non pas en apparence avec M. de Brézé. Ils s'entendent tous contre lui et, avec Fontenay-Mareuil, le contrarient en tout et lui ont fait ôter MM. de Vaubecourt et du Hallier, tellement que je crains que cela n'ira pas trop bien. Jugez s'il n'y a pas grand plaisir d'être dans cette armée. J'aimerais mieux être à la charrue que d'y être, quand même j'y serais en la qualité de maréchal de France ; c'est pourquoi je crois qu'il est bon qu'on ne sache pas que je suis raccommodé avec lui, de peur qu'on ne voulût m'y envoyer. » (1)

A CHAILLOT CHEZ LE CARDINAL

Ce même 17 juillet 1636, Richelieu, qui savait bien qu' « il n'y a que Paris où l'on puisse vider les affaires », mais qui « ne se sentait plus capable de demeurer deux jours dans l'accablement qui s'y rencontre », prenait le frais sur les hauteurs de Charonne. La *Gazette* avait signalé ce déplacement dès le 12 : « Le cardinal duc est à Charonne, maison du sieur Barentin (2), où la bonté de l'air, la beauté du lieu et le bon esprit de l'hôte plaisent fort à Son Eminence. » Le 17 juillet, le cardinal sortait en carrosse pour se rendre au Louvre. Il allait tenir sur les fonts Mlle de Montpensier, fille de Monsieur, la Grande Mademoiselle alors âgée de neuf ans, que devait baptiser Dominique Séguier, évêque d'Auxerre. Il s'agissait seulement de procéder aux cérémonies accessoires du baptême de la princesse, que la Reine sa marraine devait nommer Anne-Marie-Louise. Au moment où le cardinal se mettait en route, le gouverneur de la Bastille lui remit une lettre du maréchal de Bassompierre, emprisonné depuis le 25 février 1631. Le cardinal avait conseillé au Roi de résider quelques jours au château de Madrid, à l'orée du bois de Boulogne. Pensant qu'il serait fort bien et à petite distance de son maître sur les hauteurs de Chaillot, il avait prié Bassompierre de lui prêter sa maison, délicieux logis situé à mi-côte de la colline au pied de laquelle la Seine s'incurve avec tant de mollesse et dont les terrasses étagées, descendaient jusqu'au bord de la rivière. La lettre de Bassompierre accédait au désir

(1) Archives de l'auteur.
(2) Maître de la Chambre aux deniers.

de Son Éminence. Le prisonnier consentait à loger à Chaillot le ministre qui le tenait depuis cinq ans à la Bastille.

Le samedi 2 août, il y eut, à Chaillot, « belle assemblée sur l'eau et sur la terre ». Le cardinal donnait une fête à la Reine. Nul doute que les cavaliers du bel air qui s'empressaient auprès des dames,

> *N'aient* eu toujours en bouche angles, lignes, fossés,
> Vedette, contrescarpe et travaux avancés.

Une deuxième place, en effet, avait succombé. Quelques jours plus tôt, Le Catelet, distant de quarante lieues à peine, avait ouvert ses portes aux envahisseurs, Le 3, les mauvaises nouvelles commencèrent à arriver et, le 4, disent les *Mémoires* de Richelieu, « Sa Majesté fit une ordonnance que tous les hommes portant armes qui étaient sans condition s'allassent enrôler chez le maréchal de La Force dans vingt-quatre heures : enjoignit à tous les privilégiés et exemptés de taille de se trouver dans six jours à Saint-Denis, montés et armés le mieux qu'il leur serait possible; sur peine de déchoir de leurs privilèges et d'être imposés à la taille... Mais d'autant que les armuriers et quincailliers, abusant de la nécessité publique, vendaient les armes à un prix excessif, Sa Majesté les modéra à un qui fût raisonnable ».

Il est probable que Richelieu parlait depuis plusieurs jours à La Force de cet enrôlement des habitants de Paris, car, le 3 août, le marquis avait écrit de Reims à la marquise : « J'ai vu ce que monsieur le Maréchal me mande de ce régiment de Parisiens : cela n'est que bon, et pour nous, par ce moyen, obliger plusieurs de nos amis. Je lui envoie la liste de ceux à qui on pourrait donner des charges. » (1)

Le maréchal n'attendit pas chez lui rue du Louvre les gens qui devaient s'enrôler, il se rendit lui-même à l'hôtel de ville, s'assit sur les degrés, et les crocheteurs lui touchaient dans la main en disant : « Oui, monsieur le maréchal, je veux aller à la guerre avec vous. »

Le voici maintenant à Chaillot. Il va assister au Conseil. Les nouvelles que vient d'apporter Henri des Cars, sieur de Saint-Bonnet, ne sont guère rassurantes : la Somme passée par vingt-cinq mille Espagnols admirablement équipés, la retraite de monsieur le Comte, dont les cinq ou six pièces de quatre ne disposent

(1) Archives de l'auteur.

que de quatre à cinq livres de balles et se trouvent à la veille de manquer de mèches. Le maréchal apprit sans doute alors les détails qu'il nous donne dans ses *Mémoires* : « Monsieur le Comte, les maréchaux de Brézé et de Chaulnes tâchèrent de s'opposer au passage de la rivière de Somme, mais les ennemis, qui avaient grand nombre d'artillerie, se vinrent loger à Bray sur le bord de l'eau. Le comte de Soissons y avait placé l'armée et fait quelques retranchements au-deçà de l'eau, mais leur artillerie les endommageait grandement, ayant l'éminence de leur côté ; d'ailleurs en même temps qu'ils les amusaient là, les ennemis allèrent poser des ponts au-dessus, de sorte qu'ils avaient déjà gagné le passage avant que les nôtres en eussent avis ; les nôtres ne laissèrent d'y accourir, mais en vain, et si mal à propos qu'ils y furent encore battus et contraints de se retirer vers Noyon. » Le champ était libre aux ennemis jusqu'à l'Oise.

Pour remédier à une situation si critique, on prend d'énergiques mesures : trente mille hommes de pied et une cavalerie nombreuse vont être levés à Paris et aux environs. Ces troupes renforceront l'armée de Picardie et se masseront sur la rive gauche de l'Oise ; tous les Parisiens devront payer une contribution volontaire.

Si Richelieu eût hésité, l'autorité du maréchal l'eût couvert. Il semble l'invoquer, tandis que, le conseil terminé, il écrit, en ce tragique 5 août 1636, au Roi, qui n'a pas quitté le château de Madrid : « Sire, M. le Maréchal de La Force étant céans, tous deux, nous prenons la hardiesse de mander à Sa Majesté qu'il est important qu'elle aille aujourd'hui coucher à Paris et y demeure... jusqu'à ce que les troupes soient amassées, ce qui sera, s'il plaît à Dieu, dans trois jours. Il lui plaira, s'il lui plaît, envoyer, toute affaire cessante, à Chauny un homme déterminé et, au pont de Sainte-Maxence, un homme de qualité... J'envoie le petit marquis de Brézé à Pontoise avec son gouverneur, qui est homme de guerre. Il faut en cette occasion mettre toute pierre en œuvre. Il plaira au Roi... faire pourvoir tous les passages de Seine par ceux qu'elle y a destinés. Il est aussi bon d'envoyer à Creil, à Beauvais et à l'Isle-Adam rompre les ponts ; des mousquetaires de Sa Majesté remuants et agissants sont capables de faire exécuter cela et je crois qu'il est bien important qu'ils demeurent là comme surveillants. Nous estimons aussi qu'il est important qu'elle envoie quelqu'un trouver M. le Maréchal de Châtillon pour le prier de s'avancer

dès aujourd'hui à Senlis, sans retardement ni sans équipage. M. le marquis de Mortemart ou autre de qualité sera bon pour le faire partir devant lui. Je crois qu'il est bon que Votre Majesté dépêche quelqu'un à Monsieur avec ordre de faire lever deux ou trois régiments en Touraine, Blaisois et autres lieux, par tous ceux qu'il a auprès de lui. Il faut que chacun serve en cette occasion. »

LA CONFIANCE DE PARIS

Le même jour à cinq heures du soir, dans l'immense galerie des Rois, qui s'étendait le long du quai de l'École et qu'un incendie devait détruire en 1661, le maréchal de La Force est auprès du Roi. Voici le comte de Tresmes, capitaine des gardes, le maréchal de Saint-Luc, le comte de Nogent et plusieurs seigneurs de la Cour. Louis XIII donne audience aux députés des corps de métier. La Force regarde les députés conduits par le lieutenant civil et le procureur du Roi au Châtelet, se jeter à genoux. Louis XIII les relève et les serre tous dans ses bras. Il fait bon voir la tendre affection du peuple de Paris suppliant le Roi de ne pas s'exposer à la guerre, mais de rester au milieu des Parisiens, qui « le veulent garder et défrayer ». Il fait bon entendre la harangue du Roi, qui demande aux corps de métier de secourir le Royaume « en un tel besoin » et qui voit sa demande accueillie avec enthousiasme. Une sorte d'union sacrée incite tout le monde à payer de son argent ou de sa personne. Qui ne s'indignerait à la pensée que les envahisseurs pourraient déshonorer ces paisibles et riants paysages que l'on aperçoit du haut du balcon ménagé au bout de la galerie? Sauval les a si bien décrits que, malgré les changements apportés par trois siècles infatigables bâtisseurs, nous les reconnaissons encore : « D'un côté, les yeux roulent avec les eaux de la Seine et se promènent agréablement sur ce long demi-cercle de collines rampantes qui viennent, en tournant en cet endroit-là, de même que la rivière, mais toutes jonchées de maisons de plaisance, de villages, de bourgs, de vignes et de terres labourables. D'un autre côté, la vue, éblouie des beautés de la campagne, se vient renfermer dans la ville et, après s'être engagée sur le Pont-Neuf, le Pont-au-Change et les maisons uniformes de la place Dauphine, elle se perd dans ce grand chaos de ponts, de quais, de maisons, de clochers, de tours qui de là semblent sortir du fond de la Seine. »

Plus tard, rappelant ces heures tragiques, La Force écrivait

dans ses *Mémoires :* « La nécessité obligea encore le Roi et le cardinal de se servir du maréchal. Sa Majesté l'appelait incessamment au Conseil, et Son Eminence ; il était bien nécessaire d'en prendre de bons, car l'épouvante était si grande, même dans Paris, qu'il y avait bien du mystère à les rassurer et ledit maréchal avait commandement d'aller souvent parmi eux. Tout le peuple avait pris si grande créance en lui, que, sur la levée des gens de guerre que l'on résolut de faire dans la ville et dont MM. du Parlement et tous les corps se disposèrent à fournir l'argent, et pour la levée et pour l'enrôlement durant trois mois, ils voulurent que le maréchal de La Force en fût le directeur et que les paiements se fissent par ses ordonnances. MM. du Conseil, MM. des Finances et MM. les Secrétaires d'Etat, tout le monde contribua sans exception ; MM. du Corps de Ville nommèrent trois de leurs principaux bourgeois pour recevoir ladite levée de deniers, qui fut de deux cents et tant de mille écus pour être distribués ainsi que ledit maréchal l'ordonnerait ; il fit lever en son nom un régiment de vingt compagnies avec le drapeau blanc, ainsi que le Roi lui commanda, disant que cet exemple servirait et donnerait courage à tout le reste. »

C'est le duc d'Angoulême qui veillait à l'armement de la cavalerie ; le maréchal avait soin de l'infanterie. Richard Poignan, qui tient boutique rue de la Vieille-Monnaie au coin de la rue de la Heaumerie, presque à l'ombre de la tour Saint-Jacques, Pierre Begnicourt, son confrère, qui en l'île de la Cité se recommande aux passants par l'enseigne de *La Chasse*, traitent avec MM. du Corps de Ville pour la fourniture des armes : la pique à corselet et le mousquet de Charleville avec bandoulière, qui valent chacun dix livres, ou la pique de Biscaye et le mousquet de Sedan, qui ne peuvent être cédés à moins de douze. Le maréchal de La Force et le chancelier Séguier assistent à ce premier marché, qui se conclut le 8 août, pour quatre cents piques à corselet et six cents mousquets à bandoulière. « Le maréchal, continuent les *Mémoires*, était tous les jours à la Maison de Ville avec le prévôt des marchands et tous ces Messieurs, qui témoignaient avoir une grande confiance en lui et il est certain que sa présence les rassurait tous. »

LA SAUVEGARDE DE SON ÉMINENCE

On peut apercevoir le cardinal en carrosse s'avançant au pas,

suivi de ses valets de pied, à travers les rues de Paris, si pleines de gens que la voiture a peine à s'y frayer un passage. La foule, « qui ne parlait que de le tuer, dès qu'elle le voit approcher, ou se tait ou prie Dieu qu'il donne un bon succès à son voyage et qu'on puisse remédier au mal qu'elle appréhende ». Regardons Richelieu se hasarder sur le Pont-Neuf, promenade alors aussi à la mode que, de nos jours, les grands boulevards ou les Champs-Elysées. Parfois il commande à ses gens de faire halte et il s'entretient le plus familièrement du monde avec les passants. Et cependant les Espagnols ont pris Corbie, ils sont à quatre lieues d'Amiens, à quarante lieues de Paris et les Parisiens estiment que, si leur ville est en danger, la faute en est imputable au ministre. Jugement dont Richelieu connaît bien l'injustice ; il se souvient d'avoir écrit, le 20 juin, au duc de Chaulnes, gouverneur de Picardie : « Il y a des réparations fort pressées qu'il faut faire faire par le pays et en diligence, car il y a trois mois que je poursuis inutilement le fond des fortifications ; de sorte que nos places seraient perdues avant qu'on y eût envoyé de l'argent. Jugez si nous en payerions grand intérêt. Il y a aussi beaucoup à penser pour Corbie, qui est une des plus dangereuses places de votre frontière et des plus aisées à surprendre et même à prendre de force. »

Cette lettre, les Parisiens ne la connaissent pas et ils se délectent aux pamphlets que Mathieu de Morgues expédie de Bruxelles et dont il est si fier qu'il ne craint pas d'écrire : « Quinze ou vingt feuillets de mes œuvres ont été recherchés avec péril et achetés sept ou huit pistoles et Sabin (Sirmond, membre de l'Académie française, l'un des écrivains au service du cardinal) ne découvrira jamais que, dans la liberté de vendre les siennes, on ait jamais donné plus de cinq sols du plus gros livre qu'il ait fait. » Avec quelle joie méchante, ils répètent à l'envi les plus injurieuses calomnies ! A Bruxelles, le pamphlétaire imagine Richelieu mesurant toute l'étendue de son impopularité : « Lorsque le cardinal vient du Louvre, qu'il trouve toute la rue Saint-Honoré embarrassée par les carrosses de ceux qui l'attendent chez lui, qu'il voit sa cour, son escalier, sa salle et son antichambre chargés de courtisans, d'officiers et députés, il ne considère pas que sa maison est remplie de ses ennemis, qu'il n'a ses gardes que contre ceux qui le visitent, qu'il craint les mains de ceux qui fléchissent le genou devant lui et qu'il est dans la presse des hommes sans toucher jamais un ami. »

Malgré les pamphlets qui s'étalent sur les murs, malgré les assassins à la solde de l'Espagne, qui peuvent apparaître soudain, comme s'ils sortaient du pavé, Richelieu a osé s'aventurer dans Paris presque sans escorte. Il a suivi le conseil du Père Joseph, mais il a eu l'idée de se faire accompagner par le maréchal de La Force. Il veut avec lui le rescapé de la Saint-Barthélemy, « parce que le peuple l'aime ». La présence du maréchal est un palladium autrement efficace que les plaques de fer dont le cardinal a fait doubler, assure-t-on, à l'avant et à l'arrière de son carrosse, les mantelets de cuir.

L'ami de Henri IV est là avec son fin sourire. Il comprend l'épouvante des Parisiens : « C'est une puissante armée qui vient soudainement à eux, songe-t-il, ayant déjà fait de grands progrès en fort peu de temps, et y a fort peu de moyens de s'y opposer, car les principales armées de Sa Majesté en sont éloignées ; celle que commandent le cardinal de La Valette et le duc de Weimar est aux environs d'Haguenau et Strasbourg, pour s'opposer à celle de Gallas ; celle de Monsieur le Prince est engagée au siège de Dôle en la Franche-Comté et celle du comte de Soissons est faible et véritablement dans l'effroi. » Mais aussitôt que les Parisiens aperçoivent le maréchal, leurs craintes et leur mécontentement s'apaisent.

Il avait fort affaire de rassurer la population, car déjà couraient à Paris mille bruits effrayants sur les atrocités commises par les envahisseurs. Ces « tigres furieux et cruels... réduisent en cendres villages, hameaux, métairies et maisons et démolissent les édifices jusques aux fondements, et, ne se contentant pas de tuer les hommes, ils ne croient avoir assouvi leur rage, s'ils ne les déchirent et les mettent en pièces par une infinité de coups et nouveaux genres de tourments ; sans avoir égard à âge, à sexe, ni à aucune sorte de condition, violent les femmes et les filles, brisent les corps tendres des petits enfants en battant les murailles, arrachent les religieuses des cloîtres, les ravissent, les forcent par des stupres et violements étranges et, après, les tuent... Bref, ce ne sont que carnages et massacres de personnes faibles... et non pas une guerre. Ces impies ne pardonnent point aux temples, aux églises ni aux lieux sacrés, ils y entrent le flambeau en main, les ruinent, les saccagent, profanent les saints ciboires », abattent les prêtres, dont ils lient les cadavres revêtus des ornements sacerdotaux sur les marches des autels détruits.

« Si l'on voit que les ennemis continuent d'approcher, dit La Force à Richelieu, il importe grandement de faire un bon travail à Montmartre, étant nécessaire de garder cette montagne à quelque prix que ce soit, ce qui sera fort facile. » La capitale, en effet, ne peut guère compter sur ses remparts. Il y a beau temps que Paris fait craquer sa ceinture. Sur la rive droite, les fortifications paraissent dérisoires, bastions et murailles, les uns récents, les autres remontant aux XVIe et XIVe siècles. Des jardins et des constructions disparates les cernent, un fossé les borde à l'extérieur, un fossé malodorant, où l'eau stagne en attendant que les immondices le comblent. De distance en distance, des portes de style moyen-âgeux voisinent avec des portes de style classique, toutes menacées par les maisons que l'on ne cesse de bâtir. Près de la porte Neuve, le long du quai, la grande galerie, depuis Henri IV, enjambe le mur d'enceinte, pour faire communiquer le château du Louvre avec celui des Tuileries et, vers les Petits-Champs, ce même mur a dû reculer devant

Les superbes dehors du Palais Cardinal.

Sur la rive gauche, la défense est plus misérable encore ; les tours croulantes et les murailles ont fini par disparaître à demi sous l'assaut obstiné des maisons qui dure depuis trois cents ans. Les Parisiens ne regardent pas sans angoisse leur ville mal défendue. Le 6 août, le bruit court que le maréchal de La Force va demeurer à Saint-Denis avec les nouvelles levées et, selon l'expression énergique de M. de Marescot, « faire avant mur ».

L'EXODE

Voilà pourquoi, le 7 août 1636, le marquis de Beauvais-Nangis, revenant de la chasse en son château de Nangis, près de Provins, eut la surprise de trouver chez lui quantité de dames qui imploraient asile. « Elles me montrèrent, dit-il dans ses *Mémoires*, des lettres de gens du Conseil qui leur mandaient que les ennemis avaient passé la Somme, que l'effroi était tel dans Paris que force gens s'étaient retirés dans Orléans. Je les rassurai du mieux que je pus et leur fis voir que le péril n'était pas aussi grand en ce pays. » Beauvais-Nangis, d'ailleurs, n'y demeura que jusqu'au 12 août, date à laquelle il reçut du Roi « commission d'aller com-

mander dans la ville et la citadelle de Laon», où le comte de Roussy avait remplacé le marquis de La Force.

Ces dames n'exagéraient point : dans Paris, « tout fuyait et on ne voyait que carrosses, coches et chevaux sur les chemins d'Orléans et de Chartres, qui sortaient de cette grande ville, pour se mettre en sûreté, comme si déjà Paris eût été au pillage ». Les châtelains qui vont accueillir ces réfugiés reçoivent des lettres dans le goût de celles-ci que Marescot, maître des Requêtes, écrivit au comte de Béthune dès l'arrivée des mauvaises nouvelles : « Je vous irai bientôt voir (à Selles en Berri), à condition que vous ne croirez pas que j'ai peur; il est véritable que plus de trois cents ménages et familles, depuis huit jours, vont vers Orléans et Lyon. Les coches, relais et autres en sont rompus. Je suis, pour demain lundi, de la carrossée de Mlle Ferry, sa sœur et sa famille. Mlle Cartier partira le lendemain. Ils ne vont pas chez eux et sont excusables. Mais des centaines de familles entières se préparent. Ce côté-là est le bon à présent. La rivière et les villes y convient. »

« L'AVANT-MUR »

Cependant, racontent les *Mémoires* de La Force, « il se fit, en moins de douze ou quinze jours, une levée de sept ou huit mille hommes de pied et de douze ou treize cents chevaux et dès qu'il y en eut le quart de cela, le maréchal eut commandement de se mettre à la campagne pour les rallier ».

Vers le même temps, son fils aîné lut sans aucun plaisir cet ordre du Roi daté du 8 août 1636 : « Monsieur le marquis de La Force, désirant que vous alliez faire votre charge de maréchal de camp dans mon armée de Picardie commandée par mon cousin le comte de Soissons, je vous fais cette lettre pour vous en donner avis et vous dire que vous ayez à vous rendre le plus tôt qu'il vous sera possible en madite armée... » « Allez-vous faire f... avec vos f..... ordres ! » disait le maréchal de Brézé, quand il recevait de M. de Noyers, secrétaire d'Etat, des instructions qui n'étaient pas de son goût. Le marquis de La Force pensa probablement ce que Brézé qui se croyait tout permis, en sa qualité de beau-frère du cardinal, ne craignait pas d'exprimer tout haut. Il était alors à Paris, car le Roi l'avait rappelé trois jours auparavant. Louis XIII n'ignorait pas ses répugnances, dont nous ne connaissons pas les raisons, et la lettre continuait ainsi : .....« en madite

armée, où je mande à mon Cousin le Comte de Soissons qu'il vous reçoive et considère comme ayant une entière confiance en votre capacité, expérience et zèle pour mon service, et que je désire qu'on oublie tout ce qui s'est passé qui pourrait l'avoir altérée à votre endroit, ainsi que je veux que vous fassiez de votre côté ce qui pourrait vous empêcher de vivre envers lui comme il est nécessaire, servant sous sa charge, et je me promets que, dans les occasions pressantes qui s'offrent aujourd'hui, où il s'agit de la conservation de mon Etat, vous vous conformerez de bon cœur à ce qui est de ma volonté et continuerez à me servir avec votre affection accoutumée ; je vous assure aussi que je vous en reconnaîtrai de très bon cœur en tout ce qui se présentera pour votre avantage. » (1)

Le mécontentement du marquis de La Force ne fut pas de longue durée, car, le 16 août, un second ordre du Roi annulait le premier : « Ayant jugé plus à propos de me servir de vous dans mon armée que je fais assembler sous le commandement de mon Cousin le maréchal de La Force, votre père, je vous fais cette lettre pour vous dire que vous ayez à servir incontinent en ladite armée et vous rendre près de mondit Cousin le Maréchal. » (2)

Celui-ci n'avait qu'une confiance relative en la solidité des troupes qui venaient d'être levées. Il n'avait pas caché son sentiment au cardinal : « Je suis ici (à Louvres-en-Parisis) depuis hier (10 août). J'y ai seulement douze compagnies de mon régiment. J'espère que le reste y sera aujourd'hui ou demain. L'on ne peut arracher les officiers de Paris. » Que dire des troupes, incapables « de faire aucune résistance d'elles-mêmes ». « Néanmoins, ajoutait le maréchal, ménagées, la réputation peut apporter grand effet et pourront fort servir avec d'autres. Votre Eminence sait aussi les désavantages qui peuvent arriver, lorsque l'on est contraint de les faire reculer. » Et deux jours plus tard, il donnait à Richelieu ce détail significatif: « Je suis obligé de dire librement à Votre Eminence que de mille il n'y en a pas possible dix qui sachent charger leur mousquet. » Ce qui n'empêchait certainement pas tant de gens de guerre improvisés de

Faire sonner Lamboy, Jean de Werth et Gallas.

« On ne voyait, raconte le marquis de Montglat, que gens de

(1) Archives de la Guerre, vol. 28, pièce 415.
(2) *Ibidem*, vol. 29, pièce 5.

guerre faire montre à l'entour de Paris, avec force plumes et rubans ; et il était aisé à leur parure de les distinguer d'avec les vieilles troupes. »

Jean de Werth ! si le prince Thomas eût suivi son conseil, il eût marché sur Paris, sans s'attarder à la prise de Corbie et il n'eût pas donné ainsi au cardinal le temps de se reconnaître, mais il avait cru dangereux de « laisser derrière lui des places qui auraient interrompu sa communication avec les Pays-Bas. »

A présent il était trop tard. Le Roi s'était avancé jusqu'à Senlis. Sur son ordre, La Force, lisons-nous dans les *Mémoires*, « alla jusqu'à Pont-Sainte-Maxence, où étant, il fit soudain redresser les ponts et faire des retranchements au bout de la chaussée avec un bon fort, où il jeta un corps de garde d'infanterie et un corps de garde à cheval, faisant tous les jours battre l'estrade jusqu'à trois ou quatre lieues en avant.

« Ce qui rassura merveilleusement tout le pays, et le pauvre peuple qui avait tout retiré au deçà, commença à se remettre et à retourner visiter leurs maisons. Sa Majesté voulut aller elle-même visiter tous les passages de la rivière d'Oise, depuis Compiègne jusqu'à Pontoise, et fit sonder tous les gués et soudain les faire retrancher et y mettre de bons corps de garde ; et aux lieux où l'on jugeait que les ennemis, ayant l'éminence de leur côté, pouvaient s'y placer avantageusement pour y dresser des ponts, l'on y faisait travailler en diligence. Sa Majesté se reposait de tout audit maréchal, ayant assez éprouvé combien il pouvait servir utilement ; plusieurs aimant l'Etat, ne se pouvaient empêcher de dire que l'on avait laissé en arrière ceux qui étaient expérimentés et capables de servir pour en avancer d'autres qui mettaient l'Etat en hasard. »

Mais le Roi n'était pas content de tout le monde. Il mandait de Chantilly au cardinal le 19 août 1636 : « Beaufort (1), qui fait travailler aux gués depuis Creil jusqu'aux marais de Réaumont, parle beaucoup et travaille peu ; M. de Laffemas (2) en fait autant ; j'ai trouvé deux des meilleurs gués où on n'avait fait aucune chose, lesquels seront rompus ce soir. » Louis XIII se montrait plein d'ardeur : « Nous allons reconnaître un lieu qui est vis-à-vis de Perey, qui est très avantageux aux ennemis pour faire un pont ; nous y ferons tous les travaux qu'on pourra pour les empêcher.» (3)

(1) François, duc de Beaufort, second fils de César, duc de Vendôme.
(2) Isaac de Laffemas, intendant de la justice des armées du Roi.
(3) Archives des Affaires étrangères, Lettres du roi Louis XIII au cardinal de Richelieu.

Les ennemis s'étaient alors avancés jusqu'à Nesles et Rosières, Louis XIII craignait que le prince Thomas de Savoie, marié à Marie de Bourbon-Soissons (1), ne mît à profit ses relations de famille pour obtenir des renseignements, il ne cachait pas ses soupçons au cardinal : « Le prince Thomas dit à Saint-Preuil (prisonnier de guerre après la capitulation de Corbie, mais renvoyé sans rançon à cause de sa bravoure), que je devais dimanche aller coucher à Pont-Sainte-Maxence, puis m'en retourner coucher à Chantilly; j'ai peur que ces avis ne lui viennent de l'hôtel de Soissons ou de notre armée, avec laquelle ils ont trop de communications. » (2)

Ces communications n'irritaient pas moins le Roi que les faveurs obtenues par les gentilshommes qui avaient du bien au-delà de l'Oise, sauvegardes et même gardes que Piccolomini et le prince Thomas de Savoie accordaient à ces seigneurs pour sauver les maisons du pillage : « Ce dernier article a tellement déplu au Roi, mandait M. du Fresne au comte de Pas, qu'il dit qu'il leur donnera tant de logements de gens de guerre qu'ils n'auront rien gagné à cette lâcheté, que le duc de Chaulnes, Humières, Montataire et d'autres ont faite, et a hautement publié la générosité de Monseigneur votre père, qui protesta au commencement qu'il aimerait mieux que tout son bien fut réduit en cendres que de se soumettre à faire des prières pour cela à l'ennemi et qu'il se veut conserver la liberté de lui rendre plus de mal qu'il n'en aura reçu. »

Cependant, l'armée « commençait à grossir ». Celle qui avait été contrainte de lever le siège de Dôle approchait. Le Roi et le cardinal résolurent de les joindre ensemble et de leur donner Monsieur pour généralissime et le comte de Soissons pour général. Ce cadet de la maison de Condé aurait sous lui les maréchaux de La Force et de Châtillon, celui-ci remplaçant le maréchal de Brézé, qui avait allégué le conseil de ses médecins pour se retirer dans ses terres.

Toujours en son quartier général de Pont-Sainte-Maxence, La Force avait massé sa cavalerie le long de l'Oise, au sud des troupes de Monsieur le Comte, ses gens de pied entre Pont-Sainte-Maxence et Beaumont. Cette infanterie « se façonnait très bien » :

(1) Sœur de Louis de Bourbon, comte de Soissons.
(2) Archives des Affaires étrangères, Lettres du Roi Louis XIII au Cardinal de Richelieu.

« Tous se réveillent maintenant, écrivait-il à Richelieu le 23 août, et font quelques prises sur les ennemis. »

Le Roi se trouvait alors à Chantilly et le cardinal à Goussainville. Le 2 septembre, Sa Majesté annonçait à Son Eminence ces bonnes nouvelles : « M. de La Force dit que quand les ennemis se veulent retirer, ils envoient de grands partis à la guerre pour couvrir leur retraite et qu'il croit qu'ils se retirent de la Somme. Tous les paysans picards repassent l'Oise et s'en revont à leurs villages ; je vis hier plus de soixante chariots qui s'en retournaient. » (1) Le 7 septembre enfin, c'est au maréchal lui-même que Louis XIII mandait : « Je vous avais dit hier que vous vous trouvassiez lundi à Senlis, ce sera assez à temps mardi, parce que M. le cardinal n'y arrivera que lundi au soir. » (2)

LA FORCE.

(A suivre.)

(1) Archives des Affaires étrangères, Lettres du Roi Louis XIII au Cardinal de Richelieu.
(2) Archives de l'auteur

MERS-EL-KÉBIR

III (1)

LE COMBAT

C'est aux contre-torpilleurs qu'il appartient de partir les premiers. Derrière eux doivent sortir, dans l'ordre, le *Dunkerque*, le *Strasbourg*, la *Bretagne*, la *Provence*. Les chaînes d'amarrage ayant été filées, les bâtiments ne sont plus retenus que par des aussières que la mise en avant suffira pour rompre. Mais ils ne bougeront pas avant la première salve anglaise, de façon à n'en pas fournir le prétexte.

Elle arrive, hélas ! et dans un fracas de tonnerre à 16 h. 56. Quatre geysers de cent mètres de haut s'élèvent le long de la jetée. Aussitôt le signal d'appareillage général qui flotte aux drisses du *Dunkerque* est halé bas, devenant ainsi exécutoire (2).

Les contre-torpilleurs ont 900 mètres à parcourir avant d'atteindre les filets du barrage. En ligne de file ils s'ébranlent, manœuvrant pour éviter les gerbes qui se dressent sur leur route. Car toute l'escadre anglaise tire maintenant à cadence accélérée. De minute en minute, vingt-quatre obus de 381 s'abattent dans l'étroit espace. De la distance où ils arrivent, moins de quinze mille mètres, il n'est pas de blindage capable de les arrêter. Conduits avec un admirable sang-froid, les cuirassés appareillent à leur tour. Mais à peine ont-ils décollé du quai que plusieurs d'entre eux sont touchés. Le *Dunkerque* et la *Bretagne* encaissent presque simultanément, celle-ci de la façon la plus grave. Les premiers projectiles l'ont atteint à l'arrière, y allumant un gigantesque incendie. En une minute, toute cette partie du bateau est en flammes. Le feu fait rage à l'intérieur où les équipes de sécurité survivantes sont débordées. Une fumée lourde et noire sort des deux cheminées. Malgré l'épaisseur de la cuirasse, on voit la peinture grise se gondoler,

(1) Voir *La Revue* des 1er et 15 mai.
(2) Il est curieux de comparer les télégrammes envoyés, à cet instant, par les deux Commandants en chef. Amiral Somerville à Amirauté britannique : « I am engaging enemy. » Amiral Atlantique à Amirauté française : « Combat engagé contre forces britanniques. »

passer au jaune puis au noir. Une nouvelle salve arrive, qui ouvre dans sa coque une brèche par où l'eau s'engouffre. Des bords voisins on suit, en s'abritant des éclats qui volent de partout, les phases de cet effroyable écrasement. Dans des tourbillons de fumée, l'incendie gagne, gagne, ponctué par des détonations sourdes. Bientôt le malheureux vaisseau n'est plus qu'un brasier et commence à couler par l'arrière. Puis, soudain un éclair, une gerbe de flammes qui semble toucher le ciel. Le drame est consommé, la *Bretagne* chavire entraînant dans la mort mille hommes d'équipage et une trentaine d'officiers.

Le *Dunkerque* a été touché dès la première minute alors qu'il commençait à tirer, ses tourelles braquées en retraite. Un premier obus l'atteint à bâbord arrière sans causer d'avarie majeure. Sa manœuvre n'en est pas gênée. Mais trois nouveaux 380 le frappent. L'un immobilise une de ses tourelles, culbutant deux canons et tuant l'armement. Un autre pénètre jusqu'aux machines latérales et met hors de service une des génératrices d'électricité, avarie grave. Le troisième explose dans une chaufferie, allume un incendie dans la rue de chauffe n° 2, ayant démoli au passage la station d'huile qui commande la manœuvre des panneaux blindés, mais surtout détruit le tunnel des câbles tribord, privant ainsi le bateau de toute énergie électrique, le paralysant en fait. Car si les machines principales encore intactes sont alimentées par une partie des chaudières, si le gouvernail peut être manœuvré à bras, le manque de courant électrique interdit toute espèce de tir. Utilisant la vapeur qui lui reste, le grand blessé va chercher à s'abriter dans le fond de la rade où il mouille provisoirement.

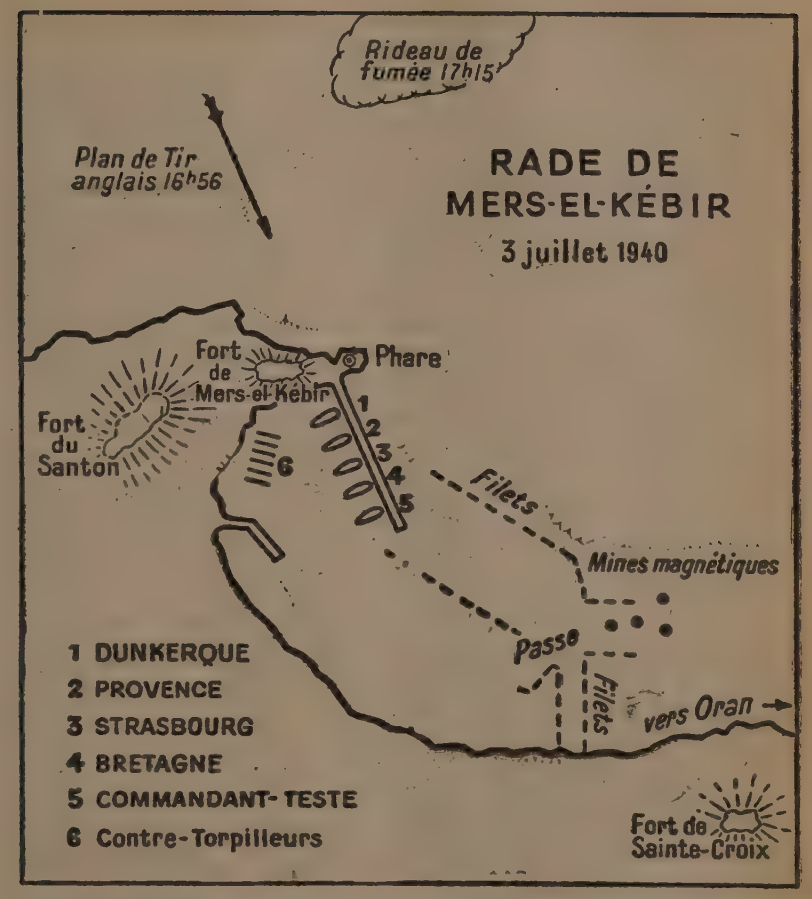
La *Provence* qui porte la marque de l'amiral Bouxin a mis en avant, dès le signal d'appareillage général. A 17 heures elle a décollé du quai doucement, afin de ne pas gêner le *Dunkerque* qui devait éviter devant elle. Mais déjà les deux tourelles de l'arrière et celle du centre, seules battantes, ont commencé à tirer. Jacques Bouxin est un virtuose du canon, le premier chez nous peut-être. D'accord avec lui le capitaine de vaisseau Barrois, commandant du bâtiment, n'hésite pas à faire tirer à travers la mâture du *Dunkerque*. Les obus de la *Provence* passent à toucher la tour de celui-ci. La visibilité étant mauvaise en raison de la poussière soulevée par l'explosion des projectiles tombant sur la jetée, les premières salves destinées au *Hood*

sont un peu courtes. Dans le moment que le tir allait être corrigé, la *Provence* doit l'interrompre. Son poste de direction de tir, seul endroit d'où l'on pût voir l'adversaire, est bloqué par un culot qui a ricoché, le directeur de tir tué ainsi que deux de ses servants les plus proches. Du blockhaus où se trouve le directeur de tir adjoint on ne peut rien voir. Deux tourelles sont successivement immobilisées, tandis qu'un grave incendie ravage l'arrière et que des fonds on signale une grosse brèche. La température des soutes monte rapidement. On doit les noyer pour éviter la catastrophe. Petit à petit l'arrière s'enfonce. Il ne reste qu'une ressource : s'échouer doucement pour sauver le bateau.

Quant au *Commandant-Teste*, voisin de la *Bretagne* et le seul grand bâtiment qui ne soit pas cuirassé, alors qu'un seul 380 l'aurait volatilisé dans l'espace, le plus prodigieux des hasards voulut qu'il ne reçoive pas un obus !

***

Nous avons laissé les contre-torpilleurs au moment où ils se dirigeaient vers la passe, pour rejoindre leur chef de division, le *Mogador*, qui les y avait précédés. *Mogador* et *Volta* sont les plus récents de cette classe d'unités. Ils forment avec le *Terrible* — le bâtiment de guerre le plus rapide du monde — le *Tigre* et le *Lynx* un magnifique instrument de combat, dont on peut être certain que le contre-amiral Lacroix, chef intrépide, tirera le maximum. Le *Kersaint* dont une machine est en avarie les accompagne bravement, encore qu'il sache qu'il ne pourra pas longtemps les suivre. A vingt-quatre nœuds ils s'élancent à travers les gerbes, les salves anglaises trop longues tombant précisément dans l'axe de la jetée qu'ils doivent doubler pour sortir. Tout à coup, vers 17 h. 03, le capitaine de frégate Jacquinet, commandant le *Volta* qui suit le *Mogador*, le voit disparaître dans une explosion formidable. C'est à peine s'il a le temps de mettre vingt-cinq degrés de barre pour parer son devancier. Quand il arrive à sa hauteur, il constate que celui-ci est coupé en deux. Un obus de 380 l'a touché provoquant l'explosion des grenades sous-marines de l'arrière. Un quart du bâtiment a disparu. Mais les cloisons de l'avant tiennent, et il continue à flotter droit. Presque aussitôt après, une autre salve groupée



de 3 ou 4 coups frappe l'extrémité de la jetée dont les pierres et les blocs de ciment, mêlés d'éclats d'obus, sont projetés de partout avec une violence incroyable. Les contre-torpilleurs sont criblés de débris et d'éclats qui défoncent et crèvent les tôles, coupent les antennes de T. S. F., mais par chance ne tuent personne. Le crépitement sur l'eau est tel que Jacquinet se croit attaqué par avion à la mitrailleuse. C'est miracle qu'aux tubes, les torpilles ne soient pas touchées. Pour sortir au plus vite de cette antichambre de l'enfer, Jacquinet, qui a pris le commandement, met à 30 nœuds, puis à 40. Son intention est de piquer sur le nord-est, puis de venir dans l'est de l'ennemi pour l'engager au plus vite, enfin, si possible, de le tourner par le nord pour l'attaquer à la torpille à la tombée de la nuit.

Outre que c'est de la bonne tactique, c'est le seul moyen qu'il ait de soulager les camarades pilonnés.

A la sortie du barrage, le *Terrible,* qui a aperçu le premier un torpilleur anglais ouvre le feu. Ses pièces de 138, puis celles du *Volta* crachent à plein débit. Le britannique répond par une salve courte, puis se dérobe à toute vitesse derrière un écran de fumée qu'il est en train de tendre. Peu après, un nouveau torpilleur, plus gros que le précédent, débouchant à grande vitesse de l'extrémité est du rideau de fumée, est à son tour pris sous le feu. A la troisième salve le but est encadré, à la quatrième touché. Des flammes sont observées jaillissant de l'arrière. Accusant une forte bande, il se réfugie, lui aussi, dans la fumée. On a à peine le temps de se réjouir de ce coup heureux que l'on comprend ce qu'il était venu faire : télémétrer la division. Dans un ronronnement monstrueux une salve de 380 destinée aux contre-torpilleurs, mais heureusement trop longue, les coiffe et va s'abattre sur la côte. A ce moment le *Tigre* et le *Lynx* abattent sur la gauche pour attaquer un sous-marin qui vient de lancer ses torpilles. On les voit s'élancer, puis grenader au point de départ des sillages, puis aller et venir pour forcer l'agresseur, si les grenades l'ont manqué, à demeurer en immersion. Car voici du nouveau.

De toutes les passerelles montent des clameurs de joie : « Le *Strasbourg!* Voici le *Strasbourg!* »

En effet, splendide de majesté, donnant une impression de puissance invincible, le grand croiseur de bataille indemne fonce vers la haute mer.

Dès l'arrivée de la première salve, il a largué ses amarres arrière, filé sa chaîne et mis en avant ses machines. A l'arrivée de la troisième, celle qui frappe l'arrière de la *Bretagne* sa voisine et qui le crible d'éclats, obéissant à ses hélices il commence à tourner. Par une chance inouïe, moins d'une minute après, une salve groupée tombe à l'endroit précis où se trouvait son arrière. Quelques secondes de retard, et il était, lui aussi, immobilisé. Remontant la ligne à petite vitesse, il élonge la *Bretagne,* brasier fumant. Il ne l'a pas encore dépassée qu'il la voit chavirer. Mais on n'a pas le temps de pleurer, de maudire. On doit d'abord tâcher de s'en tirer. L'attention de son commandant, le capitaine de vaisseau Collinet, se concentre sur l'ouverture des filets qu'il faut aborder juste, à toucher sa droite, pour éviter

les mines mouillées par les avions anglais. Dans le vacarme terrifiant des explosions et des départs qui se succèdent, des éclats qui sifflent, du vrombissement des avions qui s'entre-croisent dans le ciel, insoucieux des obus qui pleuvent, le vaillant navire poursuit sa route, miraculeusement protégé. A 17 h. 09, il atteint la porte du barrage. Tous les regards de ceux qui n'ont plus qu'à attendre la mort le suivent de toute leur espérance. Evitera-t-il le contact des mines sournoises ? A 15 nœuds, son étrave laboure les eaux bouillonnantes... Il va passer... Il passe... Il est passé ! Lui, au moins, il va pouvoir se battre, riposter, essayer de venger les morts, les pauvres morts tués comme des bêtes prises au piège. Aussitôt les filets franchis, il met à 28 nœuds. Jumelles et télémètres braqués en direction de l'adversaire, tourelles orientées, sitôt l'ennemi aperçu il fera feu de toutes ses pièces. Mais d'ennemis, point !

Sur mer, là-bas, à huit milles dans l'ouest, une sombre muraille s'élève, couvrant 20 degrés d'horizon. Et tout à coup l'on comprend. Dès que le *Dunkerque* et la *Provence* ont commencé à tirer, les vaisseaux anglais se sont fait couvrir par des rideaux de fumée. Évidemment ! Le combat n'était pas au programme. Tirer contre des bateaux que l'on croyait muselés, les assommer sous un déluge d'acier avant qu'ils aient pu esquisser un geste de défense, soit. Mais dès l'instant qu'il y a riposte... On espère pour l'amiral Somerville qu'il exécutait des ordres.

Toutefois on ne saurait penser à tout, même pas qu'en dépit du pilonnage si minutieusement réglé, un grand bâtiment pourra y échapper et que l'écran, s'il empêche d'être vu, empêche aussi de voir.

Mais à défaut des gros, le torpilleur-émetteur déjà engagé par le *Terrible* et le *Volta* est bon à prendre. Les 330 du *Strasbourg* crachent leur bordée, quatre tonnes de bel acier français. Dès la première le britannique est encadré. Il fuit, de toute la vitesse que permettent ses hélices. La seconde tombe à le toucher, comme il rentre dans la fumée protectrice. On ne le reverra plus. Les cuirassés pas davantage, sauf un, le *Hood* sans doute, aperçu pendant quelques secondes vers 17 h. 40, dans une échancrure du rideau qui se referme avant que le *Strasbourg*, pourtant paré partout, ait eu le temps de rouvrir le feu.

Tardivement alertée par son aviation, l'escadre anglaise a tout de même pris chasse. Vers 18 h. 05, Collinet apprend par

un de nos avions qu'elle est là, dans l'ouest, faisant route parallèle. Cinquante minutes après, un nouveau message la signale encore, mais cette fois le *Hood* est seul, accompagné de bâtiments légers. Le *Valiant* et la *Resolution* ne sont plus d'âge à mener une telle poursuite. Puis à 19 h. 25, le *Hood* lui-même abandonne, ne se souciant pas de se retrouver, au jour, isolé dans cette partie de la Méditerranée où convergent trois escadres françaises. Peut-être avait-il espéré que les vagues d'avions bombardiers et torpilleurs, envolés de l'*Ark-Royal* à partir de 17 h. 45, réussiraient à avarier le *Strasbourg*, qu'il n'aurait plus alors qu'à l'achever. Espoir trompé, car encadré d'abord par les torpilleurs *Bordelais* et *Poursuivante* qui l'avaient rallié à son passage devant Oran, puis par les *Volta, Tigre, Terrible, Lynx* appelés en couverture, le *Strasbourg*, symbole de l'honneur français, fera route sans encombre sur Alger d'abord, puis sur Toulon, vers la liberté, vers la France.

***

Dans le soir qui tombe, l'escadre martyre compte ses morts et s'empresse autour des blessés. Dès le dernier obus tombé, on s'est élancé de tous les bords pour recueillir les rescapés de la *Bretagne* et du *Mogador*. Ils sont là, plusieurs centaines qui nagent comme ils peuvent dans une eau poisseuse de mazout, certains d'entre eux blessés par les éclats qui ont criblé la surface. Aussitôt halés sur les ponts, on les réconforte, on les panse. Le capitaine de vaisseau Le Pivain, commandant de la *Bretagne*, projeté hors de sa passerelle quand son bateau a chaviré, est désespéré de n'avoir pu partager le sort des trente officiers et du millier d'hommes engloutis avec le bâtiment. Appelé partout, le R. P. de Gueuser, aumônier de la 2e Division de ligne qui, après avoir, dès le début de l'action, donné l'absolution générale (1), n'a cessé, agenouillé à découvert sur une des passerelles de la *Provence*, de réciter les prières des agonisants, se multiplie.

A 18 h. 30, l'amiral demande au *Dunkerque* et à la *Provence* à quelle heure ils pourront appareiller pour Toulon. Hélas ! leurs avaries sont trop graves ! Sur la *Provence*, l'incendie

---

(1) « *Je donne à tous l'absolution... Faites votre devoir... Vive la France !* » Lettre privée du lieutenant de vaisseau F.

n'est pas encore maîtrisé. Alors en prévision d'un retour de l'escadre anglaise à l'aube, l'amiral décide que les deux bateaux seront évacués durant la nuit, afin d'éviter une nouvelle hécatombe. Si rien ne se produit, au jour on reviendra procéder aux plus urgentes réparations.

Ce ne fut ni le 4 ni le 5, mais le 6 que les Anglais revinrent. Ce jour-là, entre 5 h. 30 et 6 heures du matin, trois vagues d'avions torpilleurs lancés de l'*Ark-Royal* s'en vinrent attaquer le *Dunkerque*. La première, arrivant de l'ouest, survola la jetée et l'épave du *Mogador*, lança sans résultat, puis virant à gauche regagna le large. La deuxième, arrivant du sud-est et très gênée par le feu nourri de D. C. A. de la *Provence*, s'échappa sans lancer. La troisième, arrivant du sud-ouest, piqua sur la rade et prononça une double attaque sur bàbord et sur tribord. Un remorqueur, l'*Estérel*, et un chalutier, le *Terre-Neuve*, étaient accostés au *Dunkerque* et reçurent les torpilles. Mais alors que l'*Estérel*, à gauche, coula sans dommage pour le bord, le *Terre-Neuve*, chargé de munitions, explosa, créant une large brèche dans le flanc du cuirassé et tuant cent cinquante hommes. S'ajoutant à celles de l'avant-veille, ces nouvelles victimes portaient à 1.297 le nombre de nos morts. Notre D. C. A. avait du moins la consolation d'abattre deux des agresseurs.

Notre propos ne concernant ici que le drame africain, nous ne nous étendrons pas sur ce qui se passa, à l'aube du 3 juillet, dans les ports de Grande-Bretagne. A 3 h. 45 du matin, revolver au poing, des officiers anglais pénétrèrent dans les bâtiments qui y avaient cherché refuge, confiants dans la fraternité d'armes, et se saisirent des officiers et des équipages, après avoir « neutralisé » les factionnaires de garde. Là encore le sang coula, répandu par ceux-là mêmes qui la veille au soir choquaient leurs verres au mess avec leurs futures victimes. Le butin était maigre : les deux vieux cuirassés hors d'âge *Courbet* et *Paris*, deux contre-torpilleurs, huit torpilleurs, une douzaine d'avisos de 600 tonnes et six sous-marins dont le *Surcouf*. Six mille marins étaient expédiés dans des camps improvisés où la vie dure aurait pu les incliner à prendre du service en Angleterre. La très grande majorité refusa et vit reculé de six mois son rapatriement.

A Alexandrie, l'amiral Sir Andrew Cunningham — actuelle-

ment amiral de la Flotte — interprétant très largement ses ordres, signait avec l'amiral Godfroy un *gentlemen's agreement* qui permettait de désarmer sur place notre escadre de Méditerranée orientale : le cuirassé *Lorraine*, quatre croiseurs, trois torpilleurs, un sous-marin, lesquels restaient à la garde de leurs équipages, sous le commandement de leurs chefs.

IV

LES CONSÉQUENCES

Opération politique en dépit de son aspect militaire, l'affaire de Mers-el-Kébir ne pouvait profiter qu'à l'Allemagne. Décidé à « empêcher la flotte française de passer sous son contrôle », le Cabinet de guerre entraîné par M. Churchill avait, contre tout bon sens, choisi le moyen le plus sûr, alors qu'elle était en sûreté de l'autre côté de la Méditerranée, de la faire revenir dans les ports métropolitains. En dépit du mépris que le Premier Ministre pouvait nourrir à son égard, il ne pensait tout de même pas que le gouvernement français aurait la stupidité de maintenir nos forces navales d'Algérie, à la discrétion d'une nouvelle « Force H ».

Désireux de relever le moral du peuple anglais, M. Churchill n'hésitait pas à risquer une déclaration de guerre de la France, qui n'aurait pas concouru à l'améliorer. Enfin il allait permettre à ce gouvernement français accusé chaque jour des pires bassesses de prouver au monde qu'il demeurait fidèle à l'amitié ancienne ; que pour lui l'honneur et la récente fraternité d'armes n'étaient pas de vains mots et que, malgré le sang versé dans des conditions révoltantes, il n'entendait pas ajouter aux difficultés de l'allié égaré par son affolement.

A l'annonce de l'attaque du 3 juillet, un sursaut d'indignation souleva le peuple français unanime. Les positions prises depuis ne peuvent faire oublier qu'il n'y eut pas un Français qui ne serra les poings de colère. Pour tous, cette nouvelle blessure ouverte au flanc de la patrie par des alliés pour qui nous nous

étions sacrifiés afin de couvrir leur retraite, à Dunkerque et ailleurs, s'affirmait intolérable. Exprimant en termes fort justes le sentiment général M. François Mauriac écrivait : «... Au soir de l'armistice nous ne pensions pas qu'il pût rien nous arriver de pire... Et puis, tout à coup, ce retournement de l'Angleterre contre nous, ce guet-apens de Mers-el-Kébir, et tous ces marins sacrifiés... M. Winston Churchill se souvient-il de ce qu'il a coûté d'efforts aux ouvriers de l'Entente Cordiale... pour vaincre la vieille inimitié, pour conjurer cette haine héréditaire qu'entretenaient entre les deux peuples les souvenirs de la guerre de Cent Ans, une histoire sombre et cruelle jalonnée par le bûcher de Rouen, par Sainte-Hélène, par Fachoda ? Notre génération avait remonté ce courant... et tout à coup ce suprême malheur, le seul auquel nous ne nous fussions pas attendu, le corps de ces marins que chacun de nous veille dans son cœur : M. Winston Churchill a dressé pour combien d'années contre l'Angleterre, une France unanime ? » (1)

Il fallut tout l'esprit politique, toute la sagesse, toute l'énergie de certains ministres et en particulier du général Weygand, de M. Baudouin, pour faire échec au désir de vengeance qui se manifestait partout. On se borna sagement à une rupture officielle des relations diplomatiques, laquelle existait en fait depuis le départ de Sir R. Campbell, le 23 juin et à un bombardement symbolique de Gibraltar..Malgré cela qu'il sait mieux que personne, M. Churchill, dont on regrettera pour lui qu'il n'ait pas un mot pour les morts, écrit aujourd'hui : « Le génie de la France permit à son peuple de bien comprendre toute la signification de Mers-el-Kébir et, en dépit de son calvaire, de trouver non seulement de nouvelles raisons d'espérance, mais de nouvelles forces dans cette épreuve amère qui lui avait été imposée par surcroît. » (2).

Il est vrai que dans le discours prononcé aux Communes le 4 juillet à propos de l'horrible journée, il en avait dit bien d'autres ! Après le traditionnel exorde nourri de sa « profonde tristesse » il affirmait qu'en dépit des promesses et d'assurances solennelles et privées de l'amiral Darlan à Sir Dudley Pound, « un armistice avait été signé qui ne pouvait manquer de laisser

(1) *Le Figaro*, juillet 1940.
(2) *Le Figaro*, 1er mars 1949.

tomber la flotte française au pouvoir des Allemands », ajoutant avec une inconscience incroyable que cela aurait eu lieu avec la même facilité qu'étaient passées au pouvoir des Anglais les unités stationnées dans les ports britanniques. L'orateur, manifestant par cette énormité qu'il était resté « l'amateur », dont souriaient en 1914-1915 les amiraux britanniques (1), n'oubliait qu'une chose, c'est que, pour ces unités mouillées en rade d'un pays ami jusque-là, les questions de sécurité ne se posaient pas comme elles se fussent posées dans un voisinage allemand. Il ajoutait qu'obéissant « sans doute » aux ordres de la commission allemande de Wiesbaden, l'amiral Gensoul avait repoussé l'ultimatum ; que le *Strasbourg* était parvenu « par un courageux effort » à se glisser hors de la rade « pour atteindre Toulon et se mettre ainsi aux ordres des Allemands » ; qu'en plus des grands bâtiments avariés ou coulés « deux contre-torpilleurs et le *Commandant-Teste* avaient été incendiés » ; que l'escadre attaquée avait tiré des « bordées nourries », et qu'il accordait « toutes les circonstances atténuantes à l'amiral Gensoul et à ses officiers qui ont cru devoir obéir aux ordres reçus... sans tenir compte de la volonté allemande qui dictait ces ordres ». Et il concluait ce chef-d'œuvre d'exactitude en s'en remettant au monde et à l'histoire pour prononcer le jugement. La Chambre, devançant imprudemment « le jugement de l'histoire », le crut sur parole et l'acclama.

Parlant à la même heure à la Chambre des Lords, lord Halifax employait un autre langage. Ayant souligné que les officiers de l'escadre française avaient été mis « dans une situation intolérable », le chef du *Foreing Office*, songeant aux suites probables, ajoutait : « Nous ne pouvons éviter qu'il en résulte un vif ressentiment en France, où déjà les misères provoquées par la guerre et la dureté des clauses imposées ont tendu à l'extrême le sentiment du peuple. Nous nous rendons compte facilement de l'amertume infligée aux Français, aux marins... Hélas ! » Le noble lord, dans sa conscience droite, ne s'illusionnait pas sur « les raisons d'espérance » offertes aux mères, aux veuves et aux orphelins de nos 1.300 morts par les canons des cuirassés anglais.

En Angleterre même, les réactions ne furent pas tout à fait

(1) Sir Reginald Bacon, ouv. cit., p. 406.

celles qu'attendait M. Churchill. Si certaines feuilles se réjouirent, d'autres, plus nombreuses, marquèrent par la réserve de leurs commentaires qu'elles n'approuvaient pas l'aventure.

Les marins étaient consternés et là où ils restaient en contact avec les nôtres, nombre d'entre eux ne dissimulèrent pas leurs sentiments.

C'est ainsi, qu'à Alexandrie, l'amiral Cunningham fit, le 4 au matin, transmettre ce message à tous les vaisseaux français : « L'amiral ne veut pas couler vos bâtiments... *Nos regrets de ce qui s'est passé sont aussi vifs que les vôtres.* On ne doit pas en faire davantage... *C'est fou de se battre entre nous-mêmes.* » Le même jour, deux capitaines de vaisseau, commandant l'un le croiseur *Neptune*, l'autre le destroyer *Nubian* faisaient spontanément visite au commandant du *Duguay-Trouin* pour lui exprimer leurs regrets, partagés, assuraient-ils, par la plupart des commandants de bâtiments sur rade. Des démarches semblables se poursuivirent toute la journée. Enfin, on peut révéler aujourd'hui que les torpilles lancées le 6 par certains des avions de l'*Ark-Royal* sur le *Dunkerque* avaient été rendues inoffensives.

L'effet produit à l'étranger ne correspondait pas, non plus, à celui qu'avait escompté le Premier Ministre. L'insanité des prétextes choisis, la cruauté de l'attaque, son échec souligné par l'échappée du *Strasbourg* et des divisions légères laissèrent le monde sidéré, mais inquiet et nullement admiratif. L'opinion américaine, quand elle connut les détails de l'opération, réagit violemment. En Europe l'indignation n'était pas moindre. Sir Samuel Hoare, ambassadeur de Sa Majesté en Espagne, écrivait à lord Halifax le 8 juillet : « ...Il se peut que vous souhaitiez connaître mes impressions sur l'affaire d'Oran. A n'en pas douter ce fut ici un choc terrible. Ce coup porté à la France et en particulier à la marine française a bouleversé... Ma conclusion serait que nous pouvons... arriver à justifier notre attitude dans cette affaire, pourvu que la réussite vienne réellement couronner notre action. J'entends par là qu'il faut que nous ayons véritablement capturé, immobilisé ou coulé les éléments de la flotte française qui seraient susceptibles de constituer une menace... S'il ne nous est pas possible de faire état d'un tel succès, l'Espagne considérera qu'il s'agit d'une initiative indéfendable

dans sa brutalité... Ce geste nous a entraînés dans une situation pleine de délicatesse. » (1)

La Suisse n'était pas moins réticente. Comme il faut se borner, nous ne citerons que ce qu'écrivait M. René Payot au *Journal de Genève* du 6 juillet : «...Nous ne pensons pas que cette bataille puisse être considérée comme très glorieuse pour la Flotte anglaise... L'Amirauté... a sur le plan politique commis une erreur dont les conséquences sont incalculables... Il est encore trop tôt pour juger les effets de l'opération anglaise mais il est évident qu'elle aura des répercussions lointaines... »

La réprobation générale était si vive que M. Churchill comprit qu'il lui fallait essayer de l'apaiser. Dans un discours radiodiffusé prononcé le 14 juillet, il annonçait : « Tant que les navires de guerre français n'essayeront pas de retourner vers des ports dominés par l'Allemagne et l'Italie [*quand avaient-ils essayé d'y aller ?*] nous ne les molesterons d'aucune manière. » Et il ajoutait : « De notre point de vue cette triste phase de nos relations avec la France a pris fin en ce qui nous concerne. » Cela c'était pour le public. Mais dans le secret de son bureau de Downing Street, trois semaines plus tard, M. Churchill présidait la réunion des chefs d'état-major destinée à mettre au point la coopération britannique à l'attaque projetée contre Dakar.

La plus certaine et peut-être la pire des « conséquences » annoncées par M. Payot fut que, lorsque les forces américaines se présentèrent devant les ports d'Algérie, en novembre 1942, la flotte française ne s'y trouvait plus pour les y accueillir comme elle eût été heureuse de le faire si Mers-el-Kébir n'avait obligé ses chefs à l'en rappeler. Rien n'est plus vain que de récrire l'histoire, mais nous croyons rester dans les limites raisonnables en pensant que sa présence en Afrique du Nord aurait modifié l'aspect des événements. N'ayant accepté l'armistice que par discipline, dans le secret espoir de reprendre un jour la lutte, officiers et marins eussent réarmé avec joie leurs bâtiments pour courir au combat commun.

On peut tenir pour assuré qu'il n'y aurait pas eu de sang répandu et que les forces allemandes n'auraient pu s'implanter en Tunisie. Le débarquement en Sicile en eût été avancé,

(1) Ambassadeur en Mission spéciale, p. 122.

l'effondrement italien précipité, la durée de la guerre abrégée. Les drapeaux alliés flotteraient aujourd'hui sur Vienne et sur l'Oder...

Les Américains qui furent sur le point de prévenir de leurs projets l'amiral Auphan, alors ministre de la Marine, y renoncèrent au dernier moment parce qu'ils redoutaient que les sentiments d'amertume que le massacre du 3 juillet et les rapts dans les ports d'Angleterre avaient fait naître dans la marine ne fussent suffisamment apaisés. Ce fut une erreur que l'on ne peut que regretter.

En France même, la résistance à l'occupant et à ses complices menée sans relâche, dans des conditions que l'on commence à connaître, eût été facilitée et aurait porté d'autres fruits. Enfin le sabordage du 27 novembre 1942 eût été évité, holocauste déchirant pour ceux qui durent immoler, ce jour-là, une de leurs raisons de vivre, mais qui témoigne, du moins, que ces « assurances solennelles », que raille aujourd'hui encore M. Churchill, n'avaient pas été données en vain.

Trop de ceux qui l'ont blâmé, qui en ont fait et qui en font encore grief à la Marine (sans s'aviser qu'elle ne consentit jamais de plus grand sacrifice) n'ont pas compris qu'il procédait directement de l'incroyable politique anglaise, de sa folle inconséquence.

Aux hommes de bonne foi, ignorant tout des choses de la mer et de ses traditions séculaires, n'ayant pas eu, de surcroît, le loisir d'étudier les faits, d'interroger les textes et qui imputent à nos grands chefs navals de 1940-42 la responsabilité du sabordage, nous dirons qu'ils confondent l'effet avec la cause, que les ordres donnés n'auraient point eu à être exécutés si nos escadres, mises à l'abri en juin 40, n'avaient dû être ramenées d'Afrique.

Dans la longue liste des crimes allemands, l'inoubliable parjure du 27 novembre 1942 reste l'un des plus grands. Mais, pour dure que soit la constatation, l'histoire impartiale dira que c'est Mers-el-Kébir qui en a donné l'occasion.

PIERRE VARILLON.

MAETERLINCK

Je n'ai pas connu Maeterlinck ; rien de matériel ne s'interpose entre mon admiration et lui. Mon seul souvenir est celui des œuvres d'un grand poète, des émotions nouvelles qu'il a suscitées et des créatures de ses rêves devenues aussi vivantes et familières que des êtres dits réels. Sa mort m'afflige cependant : « départ d'une âme qui nous aurait peut-être encore accordé de nouveaux dons ». Faut-il dire un adieu ? Non, les poètes ne meurent pas. Ils disparaissent, ils s'éloignent pour renaître un jour futur, dans des esprits nouveaux qui les redécouvrent et les reconnaissent, alors que les anciens témoins de leur gloire, étant partis à leur tour, les générations suivantes pouvaient les juger oubliés. Le rythme universel les a gardés en sa vaste harmonie ; aucun chant ne se perd et les légendes et les rêves s'éternisent au delà des vivants. *Pelléas et Mélisande* sont immortels autant que *Roméo et Juliette.* Ils s'aiment et pleurent à jamais au bord de leur fontaine mystérieuse qui est une source de poésie et où l'anneau qu'ils ont perdu sous sa transparence limpide peut être le signe de l'union de cette poésie avec un nouveau mode d'imagination et d'expression, de musique et de sortilèges, je veux dire : du symbolisme. De ce grand mouvement poétique dont on a commencé par rire et sourire et dont les critiques les plus subtils reconnaissent aujourd'hui l'importance, l'apport mystérieux, les grandes et fécondes résonances, Maurice Maeterlinck fut un des plus illustres et glorieux représentants. De toutes parts, tels les chevaliers de jadis en errance dans les forêts à la recherche et délivrance des princesses captives, les poètes nouveaux, obéissant à un même appel, se groupaient en de semblables espoirs, libérant le sentiment musical du mystère, de l'inconscient, de l'intuition, du rêve, s'essayant à moduler l'ineffable, à suggérer l'évocation, à resti-

tuer aux pouvoirs de l'esprit et de l'âme tout ce que le naturalisme vainqueur étouffait. Je ne peux les citer tous, Maeterlinck, Verhaeren, Dujardin, Henri de Régnier, Viélé-Griffin, Gustave Kahn, Van Lerberghe, André Fontainas, Mockel, Paul Valéry, Pierre Louys et combien d'autres s'essayaient à des rythmes libres, obéissaient à des inspirations spirituelles, à des allégories où se voilaient la pensée, les désirs et les passions. On se moquait. Le public parisien toujours ironique les affublait du surnom de décadents. Chaque école a toujours subi les incompréhensions ; de même, plus tard, les subirent les surréalistes, enfants fous de ces pères trop rêveurs : les symbolistes (même s'ils les renient). Et aujourd'hui, encore, d'autres écoles en « isme » dépassant toujours les précédentes s'imposent, à la fois raillées et célèbres. La Belgique, pendant que Paris riait, fut plus vite compréhensive ; elle invita les conférenciers poètes. Elle écouta — avec quelque surprise — Stéphane Mallarmé, puis Henri de Régnier, dont elle accueillit avec faveur et amitié, *Le Bosquet de Psyché*. A la fois plantureuse et artistique, friande de kermesses, mais aussi de rêves, habile aux méandres de ses dentelles, familière aux reflets de ses canaux, aux torpeurs poétiques de ses béguinages, aux enchantements de la légendaire forêt des Ardennes, aux apparitions multicolores de ses vitraux et de ses anciens peintres, elle comprit, elle admira et elle accueillit les nouveaux poètes, leurs essais et leurs nouvelles magies, qui rejoignaient le chevaleresque du moyen âge et leur tentative mélodieuse de rendre au choix assemblé des mots leur puissance musicale, en même temps que la sorcellerie révélée des inspirations les plus secrètes. *L'Art moderne*, dirigé par Octave Maus, et d'autres revues belges, en même temps que les petites revues françaises, firent beaucoup pour la célébrité, la diffusion du symbolisme, et la diffusion des œuvres. Une communauté d'inspiration unit vraiment, pendant quelques années, ces dons et ces talents divers, qui devaient se séparer bientôt et reprendre chacun la personnalité et la marque de leur particulier tempérament et de leur essence profonde. Henri de Régnier, lui, connut Maeterlinck et l'admira et Maeterlinck lui rendit hautement cette admiration si j'en juge par les dédicaces de ses premiers ouvrages, de *Serres chaudes*, de la *Princesse Maleine*, de *Pelléas et Mélisande*, etc... « En toute sympathie d'art, etc... »

Si la vie ne les réunit que rarement, s'il y eut de l'un à l'autre plus de sympathie que d'amitié, il y avait entre eux la même adhésion à une forme, à une pensée artistique, et, à défaut d'eux-mêmes, certes, leurs personnages devaient se connaître, et la forêt de *Tel qu'en Songe*, et les paysages des *Poèmes anciens et romanesques* n'étaient pas inconnus de *Maleine*, des *Sept Princesses* et même de *Pelléas*. . . . .

Ce n'est pas ici mon dessein d'évoquer, de dérouler la grande tapisserie symboliste ni de détailler et différencier les mains qui en ourdirent trames et figures. Trop vaste étude... Les influences de races diverses peuvent s'y confondre, de Shakespeare à Wagner, de Browning à Edgar Poë et Mallarmé, etc... Et ce fut Mallarmé qui comprit, le premier, ce que la shakespearienne *Princesse Maleine* apportait, en ses tristes voiles, de nouveau et de singulier. Il en fit part à Mirbeau, et chose étrange, ce fut ce réaliste brutal qui, enthousiasmé par l'imagerie dramatique et poétique du jeune Maeterlinck, le fit célèbre par un article retentissant. Mais je ne veux pas m'attarder aux dates et aux biographies ; de plus avertis que moi les savent et les diront. Je ne veux apporter qu'un fervent hommage et l'essai de comprendre l'unité mystérieuse des œuvres de Maeterlinck en apparence si diverses. Depuis *Serres chaudes* et *Douze chansons* son sens poétique et musical de l'expression se retrouve en tous ses textes dramatiques, dont la prose, dont le dialogue sont toujours d'un grand poète et d'un intuitif musicien, habile à suggérer l'enchantement. Debussy n'eut qu'à suivre, en l'admirable *Pelléas et Mélisande*, l'harmonie, le rythme des paroles et la mélodie des silences. Relisez, jouez le drame si beau, si déchirant où les forces de l'amour sont brisées par la destinée et vous en subirez le sortilège, même en oubliant ceux d'une musique si étroitement liée à l'âme de l'œuvre, à sa passion et à son mystère. Quelle magie mélancolique s'élève de ces drames qui ont l'attrait et l'anxiété des rêves obligés à devenir vivants ! Tout l'informulé des désirs, des profondeurs de l'âme, toutes les puissances cachées, tous les tâtonnements des incertitudes, Maeterlinck en éveille les larves, en démêle les cocons en des apparitions et des tragédies qui naissent des révélations de l'inconscient. Il fut le grand dramaturge du symbolisme et lui conféra ainsi très tôt, par la vaste audience scénique, son importance et sa renommée. Sa prose, qui est d'un grand poète,

devint très vite un poncif : on l'imita, on la railla, mais on l'écouta, on ne l'oublia pas et on l'admira. Ses « femmes », ses héroïnes devinrent des personnages, poursuivis par la mode. On se coiffa, on se vêtit à l'imitation de Maleine ou de Mélisande ; Ariane et Monna Vanna furent-elles moins chéries ? Elles incarnaient d'autres types. Monna Vanna était un caractère et non plus une vapeur. Mais Dukas, mais Février, connurent, eux aussi, le délice de suivre l'inspiration musicale du poète et d'en intensifier toutes les possibilités.

Les femmes de Maeterlinck, les héroïnes de son premier théâtre, comme il en a pitié, comme elles sont faibles, incertaines, inexprimées !.. Et, si elles parlent on ne les croit pas, on ne les comprend pas ; car leur vérité n'est pas celle des hommes pas plus que celle des oiseaux ou des plantes. Elles sont créées pour être des victimes, pour être aimées ou poursuivies et tuées, pour être cueillies, presque inconscientes ; on les respire sans les comprendre ainsi que des fleurs. De la destinée des femmes et de leur amour à l'*Intelligence des fleurs* la ligne est toute naturelle, et ce livre ravissant n'est que le prolongement muet du drame sans fin de la création. Car, s'étant si longuement penché sur le mystère des instincts et les secrets des passions humaines, Maeterlinck devait s'intéresser au mystère atavique de certains êtres vivants. Il se passionna pour les chiens ses amis, mais encore plus pour les insectes bizarres et les instruments des forces muettes. Araignées ? — n'est-il pas du pays des dentellières ? — Termites ? — oui, mais cela plus tard, moins poétique et plus observé que révélé par le savant. Ses reines, ses divines, ses préférées, ce furent les abeilles, qu'il contempla et aima dès son enfance, son père élevant des ruches en leur jardin. On sait l'immense succès, le renom mondial de ce livre qui est le poème et le chant des beaux mystères de la nature.

Mais voici *l'Oiseau bleu*, cette ravissante féerie morale comme tous les contes, délicieuse en sa vérité qui vient de la bouche des enfants, qui en l'invention et la grâce des épisodes sont à la recherche du bonheur. Ce conte est le livre d'images s'appariant ou succédant aux beaux livres de pensées qui s'intitulent *le Trésor des Humbles, la Sagesse et la Destinée* et bien d'autres encore. C'est l'expression vivante des méditations du moraliste, peut-être du philosophe. *L'Oiseau bleu !* petits et grands nous en avons été éblouis, émus et charmés et les princesses malheu-

reuses, rêveuses des anciens drames, l'avaient peut-être espéré en vain. Il faut être déjà un peu sages pour pouvoir, au réveil, saisir les ailes du bonheur, arrêter l'instant où palpite le destin.

Le destin, pour Maeterlinck, fut beau et combla les aspirations doubles de sa nature. Robustesse, santé, plaisir de vivre et des joies matérielles, furent comblés par la richesse, l'amour, la réussite d'une belle et longue existence. Et l'artiste, le chercheur de certitudes, le poète, le rêveur connurent toutes les formes des gloires humaines : admiré de tout l'univers pensant, Prix Nobel, de l'Académie royale de Belgique, de l'Académie Mallarmé, l'Académie française l'aurait accueilli avec empressement si ses statuts l'avaient permis. Ce fervent des forces du corps, qui mit à la scène tout d'abord un théâtre d'âmes fut, avant tout, un bel homme bien portant. Mais, il eut en sa toute jeunesse la révélation de la mort par le brusque deuil d'un frère très aimé et il en conçut la hantise de ce qu'on ne prévoit pas, de la menace nébuleuse, de ce que cache l'apparence et la dangereuse banalité des choses quotidiennes. De là *l'Intruse*, *Intérieur*, *les Aveugles*, autant de scènes d'une indéfinissable et mystérieuse angoisse. De l'angoisse de la mort au mystère de la vie, aux formes diverses de ses forces, aux secrets de ses instincts et des pouvoirs indéfiniment alternés des destructions et des créations de la nature : voilà l'évolution de l'imagination et de la poésie de Maeterlinck, puisque la poésie est désir de divination et révélation d'un secret. De Maleine et de Mélisande aux fleurs et aux abeilles, Maeterlinck a suivi le rythme de son particulier génie. Il meurt au printemps, en ce mois des lourdes glycines toutes bourdonnantes d'un vol bruissant et d'or. Des abeilles de Platon à celles de Maeterlinck, quelques siècles ont passé... Souffles légers dans le temps éternel... et l'âme du poète me semble partir avec ces abeilles pour cet avenir et ce revenir sans fin des saisons et des âges, emportée par l'élan et l'amour des essaims et des rêves.

GÉRARD D'HOUVILLE.

M. PAUL-HENRI SPAAK

A qui veut étudier la Troisième République française il est indispensable de connaître l'histoire des Berthelot et des Poincaré. Ainsi pour la Belgique de 1848 à nos jours on ne comprendra rien si l'on ne connaît les Spaak et les Janson. Le premier Janson connu en Belgique était un magistrat français nommé par le Directoire, comme le premier Broqueville belge était un baron de Gascogne, préfet de l'Empire. L'un et l'autre eurent pour petits-fils des premiers ministres, tant il est vrai que, dans ces pays des Marches, de Bâle à Ostende, il n'est pas de cloison étanche ni de vraie frontière.

Paul Janson, le fils d'Ambroise, fut un grand tribun parlementaire, et son fils Paul-Emile devint ministre libéral. La sœur de Paul-Emile épousa M. Spaak, auteur dramatique et directeur du Théâtre de la Monnaie, l'Opéra National. De ce mariage naquirent trois fils, Claude qui fit du théâtre, Charles qui fit du cinéma, et Paul-Henri, l'homme politique, en qui se retrouvent toutes les qualités romaines de la famille.

Les Spaak étaient de très grands bourgeois de gauche, amis des lumières, comme les Janson. Paul Janson fut bâtonnier du barreau de Bruxelles et son fils Paul-Emile le fut tout aussi naturellement. A ces grands personnages de robe, comme à un Raymond Poincaré, le bâtonnat plaisait plus que toutes les plus hautes charges de l'Etat. Paul-Henri Spaak naquit en janvier 1899 et, à peine bachelier, songea au Palais de Justice. Sa mère aimait passionnément le peuple. Plus tard, devenu membre d'un ministère présidé par son oncle Janson, il la retrouva au Sénat, seule femme dans cette auguste assemblée, avec ses cheveux de neige, sa voix douce et cristalline, ses lunettes d'or, son air de Selma Lagerlof. A la tribune du Sénat, les discours

commençaient alors par : « Madame, Messieurs... » et le jeune ministre aurait pu prononcer « Mon cher oncle, ma chère mère, Messieurs... ».

Il avait trente-six ans alors. Autour de son berceau, toutes les fées heureuses s'étaient gracieusement concertées. C'était un homme du monde. Il avait débuté dans le socialisme le plus cramoisi, comme il convenait après 1919. Mais cette excursion ne l'avait nullement brouillé avec son milieu qui l'admirait tout en le redoutant. Ainsi il passait à la Révolution avec l'approbation de sa mère, qui l'y avait précédé, tout en restant grand bourgeois. Homme de loisirs, ayant du bien, l'esprit joliment orné, la parole claire et le pied solide, il était virtuose du bridge et champion national de tennis. Les ouvriers l'aimaient déjà parce qu'il était Janson et les Janson le craignaient un peu parce qu'il dépassait les ouvriers.

Que d'événements historiques dans cette petite période de 1899 à 1936 !... Paul Spaak, le directeur de la Monnaie, était un homme grand et massif avec une grande barbe et un air triste qui en imposait. Auteur dramatique, il avait écrit *Kaatje*, un joli drame sentimental et très frais. Kaatje veut dire littéralement Catherinette et son histoire ravissait tout Bruxelles, tout en faisant pleurer. Ainsi la famille Spaak avançait dans la vie, entre le rire et les larmes. Le père auteur, la mère socialiste, le grand-père député, c'était un monde assez girondin, où Plutarque avait remplacé depuis longtemps le catéchisme. Les Janson n'étaient pas baptisés. Ils respectaient les religions, toutes les religions, et tenaient le catholicisme pour une doctrine morose et dure. Eux-mêmes étaient indulgents aux faiblesses de ce monde, mais régnaient dans la dignité. Paul Janson, le fougueux orateur progressiste, l'ami de Vandervelde, était une espèce de Caton, qui donnait lui-même des leçons de latin à ses petits-fils et Paul-Henri Spaak, entre les chansons douces de son père et les péroraisons ciceroniennes de l'aïeul, grandissait au milieu d'un perpétuel tournoi d'éloquence. Le grand-père Janson pouvait en plein Parlement belge à propos d'une loi militaire en 1912, décrire toute la randonnée d'Annibal à travers l'Italie, et le Parlement l'écoutait. Son fils Paul-Emile fut ministre de la Guerre en 1920 et on l'écoutait avec une égale attention mais sans qu'il fût question d'Annibal. Son petit-fils, le 10 mai 1940, fut celui qui dit « Non » à l'agresseur allemand.

Du Bruxelles de Paul Janson à celui de son petit-fils que de distance aussi ! Il y a cent ans Bruxelles n'avait pas cent mille habitants. Elle dépasse aujourd'hui les neuf cent cinquante mille. Dans la ville basse, « les commères continuaient de porter la faille brabançonne et le boulanger de sonner du cornet, quand le pain odorant sortait du four... » (Carlo Bronne). Les auteurs nous disent que « dans les maisons bourgeoises, aux murs épais et aux façades plates, l'existence coulait invinciblement monotone. La cuisine aux jambonnières de cuivre, le corridor aux dalles noires, la rampe en colimaçon, les profondes armoires riches de confitures et de linge blanc... La chère plantureuse et la bière blonde entretenaient la bonne humeur des hommes et la belle carnation des femmes... ; à neuf heures chacun dormait sous son édredon rouge ». *(Ibidem)*. C'est alors que Jenny Colon créait à la Monnaie l'Opéra *Piquillo*, dont le livret était de Dumas et de Gérard de Nerval. Tel fut le royaume de M. Spaak, le bon directeur, l'auteur de *Kaatje*, qui mourut membre de l'Académie belge de langue et de littérature française quand, déjà, son fils était en pleine ascension.

***

Les lycées, en Belgique, s'appellent des Athénées. Paul-Henri Spaak, à l'Athénée de Bruxelles, brilla vite en latin et en grec, d'abord parce qu'il supportait mal les deuxièmes rôles, ensuite parce qu'il était prodigieusement sensible au tour éloquent des choses, à la phrase et au verbe. Les humanités furent pour lui, comme le tennis, une partie enragée, un tournoi. Avec ses nerfs à fleur de peau, ses yeux pétillants d'esprit, sa santé de fer, c'était bien un petit coq de combat, terriblement prêt à la riposte et faisant de toute défaite un tremplin pour mieux rebondir. En lui tous ses cousins et amis reconnaissaient deux hommes, l'ambitieux avide de commander et le poète capable d'aimer, de haïr et bientôt de juger. Ni cynique ni roué, mais assez fin pour n'être point dupe et d'assez bonne maison pour n'être jamais Rastignac.

La guerre éclata. En 1918 Paul-Henri Spaak, après une tentative malheureuse d'évasion en Hollande, payait son tribut aux jours moroses, quand le clairon sonna l'armistice dans une Belgique enfin libérée. Le Roi, commandant le groupe d'armées

de l'Ouest, avait son quartier général, avec le général Degoutte, au manoir de Lophem-les-Bruges. C'est là que, venant de Bruxelles, portant son rameau d'olivier, Paul-Emile Janson le vint trouver après avoir traversé les armées allemandes en déroute. Le Roi reprenait contact enfin avec le pays occupé. Avec quelques notables bruxellois il décida, sans plus tarder, l'avènement brusqué du suffrage universel. Grande date dans l'histoire de Belgique. Aussitôt quelques conservateurs, irrités, parlèrent de « guet-apens », du « traquenard » de Lophem...

Paul-Henri Spaak sortait de prison. Il avait dix-neuf ans. Vandervelde professait une grande admiration pour le Roi. Comme Turgot il eût pu déclarer : « Ce n'est pas au Roi que je me donne. C'est à l'honnête homme ». Et toute la famille Spaak-Janson pensait ainsi. Comme au temps de Louis XVI on parlait d'indépendance dans les camps, de démocratie dans les châteaux... Le roi Albert était lui-même un prince « sensible » et Paul Bourget admis à son audience le trouvait trop libéral. Il fit faire au Pays, avec une pointe de tolstoïsme et beaucoup d'esprit pratique, l'économie d'une révolution.



Paul-Henri fut avocat tout naturellement, et au barreau de Bruxelles. Sa devise aurait pu être « Tout ce qui est socialiste est nôtre » mais c'était un socialisme d'autant plus national, que le jeune ténor ne parlait ni ne parle encore un mot de flamand ou d'anglais et, hors de Bruxelles, n'avait d'amis qu'à Paris. On ne relevait rien en lui de cosmopolite et peut-être est-ce aujourd'hui encore le secret de son étonnante réussite dans les Conseils des Nations. Plaidant pour un proscrit russe ou catalan il restait bien le petit-fils des basochiens à rabats de sa province. En 1930, au mois de septembre, une première occasion de briller lui fut donnée.

Il s'agissait d'un anarchiste italien nommé De Rosa. Ce garçon blond et pâle, au visage rond et chiffonné, avait tiré sur le prince Humbert, futur roi d'Italie, au moment où celui-ci, venu à Bruxelles pour la cérémonie de ses fiançailles, se recueillait devant la tombe du Soldat inconnu. L'assassin s'était comporté avec une maladresse remarquable ce qui, devant la Cour d'Assises du Brabant, facilita la tâche de son défenseur. Il s'en

tira avec cinq années de prison et fut libéré au bout d'un an par le roi Albert, à la demande de sa fille et de son gendre. Mais quel beau tremplin pour l'avocat Paul-Henri Spaak ! Et quelle étincelante plaidoirie, ardente et modérée à la fois, faite pour adoucir ces Messieurs de la Cour et ces Messieurs du Jury du Brabant, pour les frapper tout en ne les choquant jamais, pour les séduire et — pourquoi ne pas l'avouer — pour les émerveiller un peu. Dans la salle, quantité de Spaak et de Janson se félicitaient et souriaient aux anges. Dans leur famille à la fois très unie par le cœur et très partagée par l'esprit, Paul-Emile personnifiait la Résistance et Paul-Henri le Mouvement. Son ardeur effrayait le vieux Vandervelde, Sachem et président de la IIe Internationale, que son Parti appelait le Patron et plus encore sa femme, la doctoresse Jeanne-Emile Vandervelde, la « Papesse Jeanne ». Spaak fut à Moscou en voyage d'études, et en rapporta de si beaux articles qu'après le troisième son journal s'inquiéta. Leur enthousiasme, au lieu de séduire le public, l'effrayait. Mais un événement digne du destin des Atrides vint tout changer.

Le 17 février 1934, onze jours après le mascaret des Champs-Elysées, cinq jours après le bombardement des phalanstères marxistes de Vienne par Dollfus, Paul-Henri Spaak parlait aux ouvriers socialistes, à la Maison du Peuple. Dans ces moments-là, sa fraîche et joviale figure devenait, à la Danton, celle d'un chat fâché. Il aurait pu dire, comme le conventionnel champenois : « La Nature m'a donné en partage les formes athlétiques et la physionomie âpre de la Liberté » car il était champion de tennis et il supportait mal l'autorité du ménage Vandervelde. Parmi ses auditeurs, quelques centaines d'énergumènes, animés d'une colère sacrée, furent en cortège briser les vitres de *La Nation Belge* et de l'Institut Saint-Louis. Gêné, Paul-Henri Spaak les suivait. Ayant semé le vent il récoltait la tempête. Son oncle Paul-Emile, à cette heure-là, dînait avec le bourgmestre Adolphe Max. Le bourgmestre fut averti par téléphone. « J'ai fait appréhender ton neveu, dit-il au ministre, et l'ai fait livrer à tes magistrats. — Tu as bien fait, répondit en riant Paul-Emile... » Il était onze heures du soir. A cette même heure les officiers de la Maison du Roi retrouvaient le corps d'Albert Ier, à Marches-les-Dames, au pied d'un rocher.

La catastrophe fut annoncée dans les églises, le lendemain

matin, et un grand frisson secoua la ville. Le Roi mort. L'émeute menaçante... Pendant les journées splendides des funérailles et de l'avènement, Spaak se garda de se montrer. Cette descente en ville, la nuit du 13 février 1934, fut son chemin de Damas. Le grand Roi s'était toujours flatté de nationaliser le socialisme belge. En mourant, il accordait à la Belgique un dernier bienfait : il nationalisait Paul-Henri Spaak.

***

Le 25 mars 1935, pour sauver la monnaie, un homme nouveau, M. Paul Van Zeeland, fut chargé par le roi nouveau de former un ministère de salut public. L'expérience Van Zeeland devait rester une des belles pages de l'histoire de Belgique. Si heureuse fut la gestion de ce jeune technicien de l'Economie que son nom passa la frontière aussitôt. Il était Brabançon mais venait d'Amérique et, expert en monnaies, il avait étudié la philosophie thomiste. *La Revue des Deux Mondes* lui consacra un grand article. L'auteur anonyme ne crut pas alors devoir citer le plus jeune ministre de la combinaison Van Zeeland du 25 mars, Paul-Henri Spaak.

Le 13 juin 1936, M. Van Zeeland lui confiait le portefeuille des Affaires étrangères. On imagine la colère de Vandervelde et de la « Papesse Jeanne ». Paul-Henri tournait au modérantisme. Sa mère, cette « grand-mère » de la Révolution, soupirait, prise de mortelles inquiétudes. Paul-Henri, l'idéaliste, ne parlait plus que de réalisme. Il déjeunait à Buckingham Palace et faisait la partie de tennis du roi de Suède. Quand le 14 octobre 1936 le roi Léopold dans un message public à ses ministres recommanda le retour à une politique « exclusivement et intégralement belge », c'est que les voies lui étaient préparées par son cher ministre des Affaires étrangères qui dès le mois de juillet en un discours retentissant à l'Association de la Presse avait défini le même programme. Quatre années vont passer ainsi, d'absolue intimité, où l'on ne sait ce qu'on doit admirer davantage, du choix du monarque ou de l'intelligence du ministre. Paul-Henri personnifiait la politique de neutralité et après Munich, l'esprit munichois. Le Parlement faisait crise sur crise et déjà un certain public réclamait un ministère composé d' « hommes du Roi ». M. Spaak était de ceux-là. Déjà, avec sa

mère, il avait de longues périodes de silence gêné. Pour être sûrs de ne se point brouiller ils se taisaient d'un commun accord, ce qui, dans une famille d'orateurs, peut être d'une poignante éloquence.

Souple et solide à la fois, avouant ses faiblesses sans emphase et dégustant sa gloire sans vanité inutile, habile à se contredire et à céder sur tout sans renoncer à rien, l'avocat Spaak prolongeait avec son client royal la lune de miel de l'amitié. Au 10 mai 1940, il avait été premier ministre et son oncle Paul-Emile l'avait été aussi. L'oncle gardait le portefeuille de la Justice, le neveu gardait celui des Affaires étrangères et la déférente gentillesse de Paul-Henri pour Paul-Emile n'avait d'égale que la paternelle sollicitude de celui-ci pour celui-là. Vandervelde était mort. Aux Finances on remarquait un avocat à Bruxelles, Camille Gutt, qui avait servi aux spahis marocains en 1914 et 1915 et puis avait été détourné vers un grand bureau militaire à Londres où M. Theunis lui avait procuré un « job » à une livre par semaine. Trois shillings par jour, telle avait été la rémunération de Camille Gutt en 1916 : il avait fait quelque chemin depuis lors.

C'est aussi que toute la « maison Belgique » s'était singulièrement développée depuis le temps du grand poète Janson. On citait en exemple, en 1914, le baron Empain qui possédait cent cinquante millions de francs-or. C'était absolument nouveau. Ce baron Empain, fils d'un instituteur de Blicquy, en Hainaut, était un petit Wallon à barbiche impériale. En 1917, nommé général de brigade par M. de Broqueville, il représentait la Belgique au défilé du 14 juillet aux Champs-Elysées. Haut comme M. Thiers, entouré de petits majors presque aussi improvisés que lui, il siégeait, entre des géants russes et des Anglais majestueux. C'était le temps où l'on parlait de « petits Belges », et beaucoup de Belges aimaient cette épithète de «petits», flatteuse pour les uns, engageante pour les autres. Beaucoup d'usines belges étaient devenues des villes et beaucoup de villes étaient devenues des usines. En 1923, Mme de Noailles, fille de déesse, élue à l'Académie de Belgique, taillait aux Belges ce compliment, noble comme une tapisserie de Versailles: « Il est, ce pays belge, filleul de déesse, non de Minerve, si grave, calculatrice des sons et des astres, ni d'Amphitrite, énigmatique, ondoyante

et amère, mais de Junon magnifique au savant visage, dont les bras tranquilles, pareils aux vases d'abondance, déversent les saisons heureuses ; déesse maternelle qui préside au labeur et au délassement ».

Les Belges comme les Hollandais du XVI[e] siècle, excellaient à demeurer à la fois provinciaux et aventureux. C'étaient, en Chine et au Congo, de remarquables brasseurs d'affaires et chez eux, des villageois solides, absolument fermés à tout esprit d'aventure, communiste ou fasciste. Le Roi donnait l'exemple, gardant jalousement son pré carré, refusant tout accord militaire avec ses voisins, ce qui irritait les uns et consternait les autres. Le réalisme régnait et la neutralité passait alors pour le dernier mot du réalisme. M. Spaak avait siégé à l'assemblée de Genève en septembre 1936 et s'y était confiné dans un silence plein de promesses. Ce ministre qui ne parlait pas à Genève et ne cherchait pas à briller plaisait au Roi et rassurait le peuple. Sans doute avait-il renoncé au sombrero à larges bords, et, le cas échéant, il portait le frac, comme tout le monde. Bien avant de s'occuper de diplomatie il ne disait jamais « non » à personne et quand il disait : « oui... oui... » c'était du bout des lèvres. Comme l'Ecclésiaste il répétait volontiers : « au cours de mes voyages, j'ai beaucoup appris ». Lisant peu mais bien, ennemi de la paperasse et pourtant habile à s'enquérir de tout, il ne disait pas, comme Talleyrand « pas de zèle » mais il en faisait sans avoir l'air d'y toucher, en quoi il demeurait homme de bonne compagnie. Les théoriciens du Parti s'en méfiaient et il leur reprochait de « se réfugier dans l'intransigeance », estimant qu'il y a plus de mérite à reconnaître ses erreurs qu'à les prolonger. Il était bien la vivante antithèse du doctrinaire de Man, l'auteur d'*Au delà du Marxisme*, qui se disait « philosophe botté et balafré » du régime. Ce charlatanisme hérissait Paul-Henri Spaak. Fils et frère d'auteurs dramatiques, il savait que certaines tirades finissaient par lasser le public. Son client de la Cour d'Assises, l'anarchiste De Rosa, s'était fait tuer en Espagne et cette persévérance serrait le cœur de Paul-Henri Spaak. Un sens aigu du ridicule et une horreur sacrée de verser le sang, tout en faisait un Occidental, un héritier des Grecs.

Le 10 mai 1940, à sept heures du matin, quand il eut reçu l'horrible visite de l'ambassadeur d'Allemagne, et qu'il en eût rendu compte au Roi, M. Paul-Henri Spaak eut un instant d'ac-

cablement. Cette politique de neutralité, très sincèrement, pendant quatre ans, il y avait cru. Gardons-nous d'accuser cet homme de versatilité. Une nouvelle fois il murmura : « Je me suis trompé ». L'après-midi, à la tribune de la Chambre, il fut émouvant mais très net et complètement redressé. La grande aventure commençait, celle que le peuple belge n'avait jamais demandée.

***

Si la campagne de mai 1940 avait été victorieuse, le roi Léopold serait tenu aujourd'hui pour une des grandes figures de la deuxième Guerre mondiale. Parce que les Panzer de Guderian déjouaient les plus savantes philosophies, le Roi fut encerclé et ses ministres le quittèrent, le cœur déchiré. Sans doute adoptait-il la condition la plus dure, celle du prisonnier parmi ses soldats. Sa popularité, pendant plusieurs mois, fut à son comble. M. Spaak et ses collègues étaient rejetés vers les ténèbres extérieures et, tandis que le ministre, par les routes de France et de Navarre, s'acheminait vers Londres, au Palais de Bruxelles, surveillé par la Feldgendarmerie, le réalisme, décidément, triomphait. L'opinion belge croyait que le Roi l'avait sauvé d'une catastrophe alors qu'il n'avait pu que s'incliner devant une certaine fatalité des choses. L'opinion alliée pensait que le Roi l'avait abandonnée alors qu'il avait seulement accepté la défaite. Le Roi, de son côté, s'était complètement trompé sur les intentions de ses ministres, lesquels avec une égale bonne foi, s'étaient trompés sur les intentions du Roi. Celui-ci, dans cette cascade de quiproquos, restait décidé à ne jamais changer de politique et, au 14 octobre 1940, dans sa prison de Laeken, il raisonnait toujours comme au 14 octobre 1936. Pour lui la vérité était une et pour M. Spaak la politique n'était qu'une série de vérités contradictoires. Tous les Belges, en 1940, pensaient que le Roi, en demeurant en Belgique, sauvait le pays. Mais deux ans plus tard, et après Stalingrad, ils avaient singulièrement changé d'avis. Le Roi, en juin 1944, fut déporté, avec sa famille, en Saxe. Dans un testament, laissé, en trois exemplaires, au Grand Maréchal de la Cour et à deux hauts magistrats, il avait défini, en janvier de la même année, une nouvelle fois, sa politique. Elle n'avait jamais changé. Quand ses ministres nouveaux, ceux de 1945, le trouvèrent le 9 mai libéré par les soldats du

général Patch, ils purent avoir l'impression que, depuis cinq ans, il n'avait jamais écouté la radio de Londres. Son frère et ses ministres avaient quitté Bruxelles en voiture, au petit jour, le 8 mai, vers Luxembourg et Trèves et avaient atteint Salzbourg à la nuit. M. Spaak appelé d'urgence, accourait en avion de San Francisco.

Dans cette simple antithèse des distances parcourues, le mystère de Léopold III s'explique. M. Spaak demande à être admis au plus vite à l'audience du Roi, et celui-ci n'est pas pressé de revoir M. Spaak. En cinq ans M. Spaak a fait le tour du monde et le Roi n'a fait que le tour de son jardin. M. Spaak n'a guère souffert mais a beaucoup appris et le Roi a souffert affreusement et n'a rien oublié. Le Roi a de nobles préjugés et M. Spaak n'en a aucun. M. Spaak veut sauver le Roi, et, le Roi juge qu'il n'a besoin de personne pour être sauvé. M. Spaak ne parle que d'alliés et le Roi ne reconnaît aucun allié. M. Spaak sait que les Belges l'ont diffamé en 1940 mais il l'a tranquillement oublié. Le Roi sait que les alliés l'ont calomnié en 1940, mais il ne l'oublie pas. Le Roi est tout prêt à se montrer magnanime à l'égard de son peuple ingrat, mais le peuple, au printemps 1945, est prêt seulement à se montrer indulgent à l'égard du Roi. Le Roi prépare un discours du trône. Les ministres lui soumettent un texte de discours. Hérissé, le Roi se cabre. Les ministres, pris dans une impasse, parlent d'abdiquer. De toute l'équipe ministérielle de 1940, un seul homme demeure, jetant le pont entre le passé et le présent, Paul-Henri Spaak. Et pourtant le quiproquo de mai 1940 se renouvelle en mai 1945. Les deux hommes se séparent, lassés, meurtris. A Bruxelles, les factions se hérissent, pour ou contre le monarque. Paul-Henri Spaak parle à la Chambre, sans démagogie et dans ce concours étrange des choses, dans ce navrant concert d'occasions manquées, on ne sait ce qu'on doit admirer le plus, de l'impavide obstination du monarque à s'enfermer dans les plis de son drapeau blanc, ou de la sereine résistance du peuple belge à tous les appels de l'anarchie. Sans toucher à une virgule de la Constitution, sans céder un coin de rue au désordre, il retourne à sa charrue et à son établi. On le cite en exemple, on vante sa sagesse et la science de son grand argentier Gutt n'a d'égale que la vigueur admirable de ses tisserands et de ses mineurs. Ayant bâti pour durer, les rois des Belges, depuis 1830, ont fait le bâtiment si fort, ils

l'ont armé si bien que, de son exil, en lisant le *Journal de Genève*, le roi Léopold apprend qu'il tient la haute mer magnifiquement.

***

Paul-Emile Janson était mort à Buchenwald, après un long séjour à Fresnes. Paul-Henri Spaak devenait grande vedette de l'Assemblée des Nations Unies.

Aucun Européen, en cette période d'immense malaise qui suivit la Conférence de Potsdam, ne fut plus à son aise partout. M. Spaak a la qualité suprême du naturel parce qu'il ignore la timidité. N'étant ni professeur ni historien, il parle peu des siècles passés et jamais de l'histoire de Belgique. Il est de bon ton, à certaines tribunes belges, d'évoquer « la sagesse de nos pères ». M. Spaak n'évoque jamais ni sa mère, ni son oncle, ni son grand-père. Aussi bien un seul homme l'inquiète, et c'est un député de son propre Parti, son grand cacique, M. Buset, sacristain de cette chapelle marxiste dont Vandervelde fut le pape. Le grand schisme de De Man ayant sombré dans la trahison et la mascarade, M. Spaak est demeuré soumis à la discipline du Parti qui ne lui pardonne pas tous les jours ses grands succès de Paris ou de Lake Success. Devant M. Buset, le premier ministre se sent mal à l'aise, car il a parlé, à la tribune de l'O.N.U., de socialisme libéral et voilà un langage qui, dans les Comités ne laisse pas de choquer.

Voyons-le, entre deux grandes randonnées européennes, assis à son pupitre du Sénat. On disait que Vandervelde était la Sarah Bernhardt du socialisme, et que Blum en fut la Duse. Paul-Henri Spaak aurait quelque chose de Churchillien, avec un peu de Toscanini. Il écoute le monotone défilé des discours et sur son visage tous les aspects de l'âme humaine défilent, impatience, curiosité, ironie, lassitude, énervement, accablement, ravissement, indignation, immense ennui, dégoût profond, approbation prudente, acquiescement enthousiaste, enfin sourire prodigieusement animé. Il souffre, évidemment, de ne pouvoir parler. Une envie démesurée le prend de s'épancher, là, à cette tribune. Parlera-t-il ? Il sait très bien qu'aujourd'hui ce serait inutile, vain gaspillage de son crédit. Il se réserve, comme font les grandes vedettes, et son visage tout rond se penche sur un petit Règlement relié de carton vert dont ses

mains rondes jouent sans cesse. Il roule, comme un ballon, dans son fauteuil, croisant et décroisant les jambes, gros sans graisse, gonflé sans bajoues, le cou de taureau sortant bien du col très large. Il se tait, mais ses mains, pas un instant, ne sont demeurées immobiles. A la loge royale, à la presse, il a des amis qui l'interrogent du regard. « Attention ! Il a sa tête des mauvais jours ».

Mais le mauvais jour passe et, habile à se faire rappeler, le grand homme, un instant critiqué, redevient l'indispensable.

Devant les foules ouvrières, il est tout autre parce que là, enfin, il a le droit de parler. Voyons-le au Cirque Royal, devant trois mille militants socialistes. Une femme au casque d'or et à lunettes l'annonce, en parlant des « florissantes moissons de l'Avenir ». Lui, monte à la tribune comme un spectateur quittant la salle pour dire un mot rapide. Aucun langage n'est moins quarante-huitard que le sien. Aucun accent belge. Aucun accent parisien non plus. Exactement il n'a pas d'accent. Les noms anglais, il les prononce à la française, pour faire comme tout le monde et tous ses arguments ont déjà été employés par tout le monde, ce qui permet à chaque ouvrier de glisser à l'oreille de sa bourgeoise : « Tu vois, je te l'avais bien dit... » Il a le talent à quarante-neuf ans, de dire : « il y a longtemps, dans ma jeunesse... ! » et il ajoute : « J'étais d'un autre avis, il y a vingt ans, je me suis trompé ».

Je me suis trompé ! Avec quel bonheur emploie-t-il cet aveu qui chez lui devient une entrée en matière, une défense avancée, un brise-glace, une cause de détente, une occasion de sourire, un art enfin. Il se pique de n'avoir pas eu raison, de n'avoir pas été intelligent, il se le pardonne à lui-même, sans demander la permission de personne, suprême habileté, celle de la franchise et suprême précaution. Et le public demeure étonné d'avoir écouté pendant une heure un morceau d'éloquence aussi dépourvu à la fois de littérature et de vulgarité. Clemenceau écrivit une vie de Démosthène, et Lloyd George n'avait bien lu que la Bible. M. Spaak semble bien n'avoir jamais lu Démosthène ni la Bible. Aussi se gardera-t-il d'écrire ses Mémoires, qu'il tient pour un jeu dangereux, ou un genre faux. Il jouera au bridge et fera des réussites en cultivant son jardin et en expliquant pourquoi il s'est trompé, pourquoi il représentait, en 1936, le bon sens belge dans la politique des mains libres et de

la neutralité ; pourquoi il représente, en 1948, le bon sens belge dans la politique de l'Entente occidentale et de l'Union européenne. Et n'est-ce pas tout le secret du bonheur belge d'avoir adopté tour à tour, et avec une égale sécurité, le blanc et le noir, mais chaque fois au moment voulu ?

***

Transportons-nous maintenant au Palais du Luxembourg, à la Conférence de Paris, à Paris en 1946. La Commission de procédure, la seule qui compte dans cette foire d'empoigne, a élu pour Président M. Paul-Henri Spaak. Il a fréquenté quelquefois dans sa jeunesse, ce Paris des Ecoles, mais jamais les cafés littéraires et la seule qui lui dise quelque chose est certainement la façade Louis XVI, sévère et noble, de l'Ecole de Droit.

Autour de l'Odéon, le souvenir de Danton, du carabin Marat ne le préoccupent pas plus que, au Palais Royal, celui de Camille Desmoulins. M. Spaak préside, dans la grande Galerie. On entend M. Byrnes venu de Caroline du Sud pour donner la réplique à M. Molotov. Les invectives se croisent. Les traducteurs s'affairent. Pourquoi M. Molotov est-il accompagné d'un petit interprète, maigre et agité ? M. Spaak paraît avoir des oreilles pour ne pas entendre et des yeux pour ne point voir. Il feuillette des illustrés faciles, distrait, absorbé, quitte, dès qu'il le faut, à tirer une conclusion, à se réveiller avec l'air du monsieur qui n'a rien entendu, mais qui, brusquement, dans sa machine, met les choses au point. Dans le palais à bossages du grand Salomon de Brosses, M. Molotov fait des entrées sensationnelles, entouré de janissaires dévots. M. Byrnes se laisse interviewer, M. Spaak passe, inaccessible et bon enfant à la fois, bourru, distrait, et disparaît vers son hôtel de la place Vendôme, très tranquille cette fois à l'abri des questions fatigantes des comitards de Bruxelles. Tel aussi nous le retrouvons à la tête de la Commission politique de l'O.N.U. dans le bâtiment de Passy, musée de la Marine, où les groupes se forment et se déforment autour des brigantins et des caravelles. Une cloche sonne comme celle qui, à Longchamp, commande « en selle ». Le photographe, coiffé à la Paderewski, autoritaire, déambule entre les tables, sa lampe à la main. Dans leurs loges vitrées, les

interprètes suffoquent Au quartier de la Presse, ravissant couloir, moitié banque, moitié pensionnat de jeunes filles, cloisons vert d'eau, carpettes et paillassons clairs où tous les journalistes du monde se retrouvent, se heurtent, se croisent, échangeant des bourrades à l'américaine, des accolades à l'espagnole, des serrements de mains prolongés à l'arabe. A droite et à gauche sont taillées de charmantes chambrettes, loges d'artistes ou alcôves de demoiselles où sont installées UP, AP, AFP, TASS, BBC, ces sybilles aux cent voix, qui, d'un bouillon de vapeurs, tirent des leçons pour l'Univers, et le cliquetis de leur téléscripteur, pareil à celui d'une essoreuse d'argent, remplit l'air de sa chanson.

Pour un grand discours on se dérange peu... Mais pour un discours de Paul-Henri Spaak c'est une volière en émoi. On en discute à longueur de journée. A la Cour du Parlement Soleil les journalistes sont Ducs et Pairs gardant leurs tabourets, grondant ou flattant, mais toujours, indispensables et leur rumeur est la rumeur du monde.

***

En 1793, un Français, Ambroise-Joseph Janson, soldat de la République, combattait sous Dumouriez dans les plaines belges. Son fils, Emile, en 1830, un gamin belge de dix-neuf ans, vint de Liége, à pied, pour chasser « le tyran hollandais » et il fut héros des trois journées de septembre, les Trois Glorieuses. Son petit-fils Paul, le grand-père de Paul-Henri Spaak, le bâtonnier, prononçait en 1892, à propos du droit de suffrage, un discours parlementaire qui commençait par ces mots : « Messieurs, permettez-moi d'introduire auprès de vous mon client : le Peuple ». C'était lui qui commentait Tacite au petit Spaak, le fils du directeur de la Monnaie, et le jeune Spaak, quand il eut, en poulain de bonne race, jeté ses gourmes et épouvanté les abonnés du théâtre de son père, laissa tomber son sombrero, s'habilla dans Sackville Row et fut un premier ministre socialiste très libéral, très antidirigiste et très anticommuniste. Son oncle et collègue Paul-Emile, dans ses lettres clandestines de guerre, avait repris avec lui ce prénom d'Ambroise, de l'ancêtre du héros de l'An Deux. On disait, dans les milieux jacobins ; « les Janson s'embourgeoisent et Spaak tourne au muscadin » ce qui était profondément faux car, pour De Rosa, pour le socia-

lisme belge, pour la Belgique, pour les Nations Unies, Paul-Henri Spaak était demeuré dans la tradition du grand-père.

Et aujourd'hui, devant M. Vychynski et M. Molotov, devant l'armée des traducteurs jaunes, bruns et noirs, il peut répéter, comme l'aïeul : « Permettez-moi d'introduire mon client : le Peuple ». Il l'a dit sur le promontoire de Chaillot où Napoléon rêva de bâtir autour du Palais du Roi de Rome, des hôtels destinés aux nouvelles Amphictyonies, aux Etats-Unis d'Europe. Ce rêve ne dura qu'un an et le Trocadéro ne dura qu'un demi-siècle. En 1948, en des pavillons admirables, les Nations Unies tinrent leurs assises et cet orateur belge, parlant au nom du Peuple, sur cette colline inspirée, aux tyrans de l'Est, c'était peut-être l'ultime preuve — n'en déplaise à la mémoire de Renan — que les Scythes n'ont pas encore conquis le monde.

CHARLES D'YDEWALLE.

ITALIE RETROUVÉE

DIVAGATION DANS LE SLEEPING-CAR

Novembre 1948.

Me voici donc une fois encore partant pour l'Italie — me voici parti pour l'Italie ! Au terme d'un barbare relâche de dix années, je vais retrouver, je vais rejoindre la terre bien-aimée. J'y réveillerai les plus chers, les plus beaux souvenirs de ma jeunesse ; de toute ma vie... Et je pars pour six semaines ! Six riches et haletantes semaines, pendant lesquelles je courrai du nord au sud, du haut en bas de la Botte : de Turin à Syracuse, en passant par Milan et par Venise, par Parme et par Florence, par Sienne et par Rome, par Naples et par Palerme. Au déclin de mon âge, le destin me donne ce cadeau merveilleux. Je le reçois en tremblant de joie, en tremblant aussi de peur.

En quel état vais-je la retrouver, cette Italie qui, pendant les deux lustres où j'ai été séparé d'elle, a tant souffert ? Je le sais par maints récits, je le sais par maintes images : ton précieux corps, chère maîtresse, a été profondément blessé, outragé, déchiré. Comme j'ai songé à toi, le cœur saignant, les larmes aux yeux, évoquant tes monuments écroulés, tes fresques détruites, tes jardins profanés, tes ponts rompus ; n'osant pas franchir par l'imagination le seuil de tes palais dépouillés et de tes musées déserts ! Je ne l'ignore point : je ne reverrai plus, à Vérone, reflétant dans l'Adige ses arches, ses créneaux et ses tours, le pont rouge des Scaliger ; je ne reverrai plus, à Padoue, les fresques de Mantegna ; ni, à Forli, celles de Melozzo ; ni, à Pise, celles d'Orcagna et de Gozzoli. A Rimini, le petit temple malates-

tien, tabernacle de l'humanisme, est en ruines; à Parme, le grand théâtre de bois des Farnèse a flambé comme un fagot ; Viterbe n'a plus ses fontaines ; Frascati n'a plus ses châteaux d'eau ; les ponts de l'Arno, à Florence, sont ravagés ; le couvent du Mont Cassin est anéanti pour toujours... Que de fois les ai-je interrogés, compulsés, les deux volumes anglais qui, en cent et cent pages, recensent de sang-froid les mille ruines de la péninsule, dont beaucoup ne pourront jamais ou avant longtemps être relevées ! A Gênes : cinquante-cinq églises, trente oratoires, cent vingt-neuf palais et villas ; à Turin, trente et une églises et soixante-sept palais ; à Milan, seize églises, vingt-quatre palais et musées ; à Vérone, seize églises (sur vingt), six palais, les portes militaires, tous les ponts ; à Vicence, cinq églises, dix-sept palais ; à Naples, trente-six églises, le Palais royal, les trois Castelli, Capodimonte ; à Palerme, vingt églises, six palais, etc... Et ce répertoire, consacré aux seuls *works of art*, ne souffle mot ni des maisons, ni des quartiers que obus et bombes n'ont point épargnés, et qui, quoique non considérés comme « œuvres d'art », participaient cependant à la physionomie d'une cité, grande ou petite, et contribuaient à son charme, à sa beauté.

Hélas ! ce que j'ai vu de mes yeux dans mon malheureux pays — tant de villes françaises saccagées, de Rouen à Saint-Malo, d'Orléans à Toulon — m'invite cruellement à me représenter les blessures italiennes ! Oui, « tout cela sera réparé, sera reconstruit ». Je l'ai beaucoup entendu dire. « Tout cela est déjà réparé, déjà reconstruit... » Je le sais : terrassiers et maçons, là-bas, travaillent comme des castors, comme des fourmis. Ces grandes équipes, je les ai vues à l'œuvre, jadis, pendant la première guerre, tandis que je partageais leur vie militaire. Intrépides et persévérantes, elles attaquaient comme éperdûment le roc des pentes alpestres, et, en moins d'un mois, y établissaient, de la base au faîte, de belles routes hardies. D'autre part, Venise, Rome, Sienne, Pérouse, Assise n'ont guère ou point été touchées. Et j'ai entendu aussi tous ces touristes revenus d'hier ; ils juraient que l'Italie n'a jamais été aussi belle, aussi accueillante. Plus que partout ailleurs en Europe y refleurit, paraît-il, l'ineffable sourire de la Paix.

Dans une confusion faite de joie et de fièvre, mes anciens songes et mes anciens voyages m'accompagnent. Ah ! tout

ce que m'a donné l'Italie, depuis les très lointains temps où, sans la connaître, je rêvais à elle, jusqu'en ce présent novembre, où, dans ce wagon, les innumérables souvenirs que je garde d'elle viennent m'assiéger !

Les liens qui m'attachaient à l'Italie étaient déjà noués bien avant ma venue au monde ; l'amour que je lui porte m'a été transmis avec le sang. Aussi en arrière que je remonte dans mon passé, je le vois pavoisé d'Italie. Je n'ai eu qu'à naître pour avoir dans l'esprit, dans le cœur, des images de là-bas. Mes yeux se sont ouverts devant elles. Elles étaient mêlées à mes « portraits de famille » ; elles étaient ces « portraits de famille » eux-mêmes. Dans la chambre de mes parents, au-dessus de mon berceau, une aquarelle de Gleyre (artiste médiocre) représentait mon grand-père sous les yeuses du *Bosco* de la Villa Médicis, visiblement fier d'être, pour quatre années (1827-1831) pensionnaire du Roi à Rome ; et si cérémonieusement bien mis que j'ai tout lieu de croire qu'il se disposait, ce jour-là, à se rendre chez M. l'ambassadeur de France, c'est-à-dire chez M. de Chateaubriand, lequel, au cours de cette audience, lui confia l'honorable mission d'édifier, en l'église San Lorenzo in Lucina, le tombeau du Poussin... Et voici — il m'appartient désormais — un second « portrait de famille » ; une aquarelle encore, minutieusement dessinée et « lavée » par une main d'architecte : celle de mon bisaïeul Antoine-Laurent-Thomas, qui, moins d'un demi-siècle avant son fils Léon, fut également pensionnaire du Roi à Rome et y vécut également quatre années (1784-1788) au Palais Mancini.

Ce lavis dépeint le Théâtre de Marcellus, dans l'état où il se trouvait à la fin du XVIIIe siècle, quand, à demi enterré dans le sol, maintes bâtisses le coiffaient et l'enceignaient.

Ayant choisi de faire d'une « Restauration du Théâtre de Marcellus » le sujet de son « envoi de troisième année », mon bisaïeul entreprit de « relever » ce qui en restait. On le voit donc ici dans le plein de son travail, le fil à plomb aux doigts, et juché sur un léger échafaudage hardiment amarré à la saillie de la corniche, parmi les herbes folles. Une grande tapisserie que décorent les Armes de France le protège du soleil. Le spectacle de cet architecte-équilibriste, qui, sans se soucier du vertige, s'affaire là-haut, a assemblé, sur les dalles de la place Montanara, un peuple fasciné de badauds. Bien souvent, tout le long

de ma vie, contemplant cette image, je me suis imaginairement et familièrement mêlé à ces badauds. Tour à tour, j'ai été cet enfant que sa mère tient par la main ; puis ce jeune garçon flemmardant sur un fût de colonne, content d'un spectacle gratuit qui, sans la troubler, distrait sa fainéantise. Avec les années, me voici devenu ce vieux seigneur, à droite, au premier plan ; il a fait arrêter son beau carrosse cramoisi, et, par la vitre, s'enquiert de ce qui se passe... Cher Théâtre de Marcellus, cher inamovible vieil ami ! On t'a maintenant, paraît-il, dégagé, restauré ! Te voilà privé de ton pittoresque et piranésien mystère !... Pour moi, l'ombre de mon aïeul n'a pas cessé de te hanter, m'invitant à l'aller rejoindre ; invitation à laquelle je n'ai jamais négligé de me rendre à chacun de mes séjours romains. Aujourd'hui, je m'y rends une fois encore ; la dernière fois peut-être avant que vienne le temps où j'y déléguerai mon fantôme, quand « *sous les ombres myrteux je prendrai mon repos...* »

Avec les deux « Romains » dont je porte le nom tout un butin de souvenirs et de reliques est revenu d'Italie en France. Entreprendre de les recenser serait bientôt fastidieux ; et, au surplus, peu facile, car nombre d'entre eux furent dispersés par les « partages », au moment des « successions ». A.L.T. Vaudoyer, à la Villa, s'était fiancé à la fille de son directeur, le peintre Lagrenée l'aîné, lequel là-bas, dans sa jeunesse, avait eu Hubert Robert pour compagnon. Robert avait-il offert à la jeune femme, en cadeau de noces, les deux toiles que la fille de celle-ci conservait dans sa maison des champs, près de Paris ?... Charmante vieille maison de mon arrière-grand-tante Nicod, bien vieille elle-même lorsque j'étais tout enfant. Une affable et intime odeur d'Italie imprégnait le très petit jardin, dessiné avec beaucoup d'art, à l'ancienne, et paré d'orangers en caisses, de citronnelles et de grenadiers. Dans le vestibule et les couloirs de la demeure, sur les murs de faux-marbre, les gravures de Piranèse et de Desprez alternaient. Les deux Hubert Robert étaient l'honneur du salon. Libres évocations des villas de Tivoli et de Frascati, l'eau jaillissait des fontaines, dans des décors d'architectures rousses, et, au bord des vasques, sous les chênes-verts et les pins, les lavandières s'affairaient. Hélas ! les deux toiles ne sont plus « dans la famille » ! Ma tante morte (presque centenaire), un héritier les vendit clandestinement. Je me rappelle la mélancolie de mon cher père, quand il apprit

leur vente, par laquelle, sentimentalement, il s'estimait lésé.

Architecte, lui aussi, mon père n'avait pas fait le concours de Rome. Il s'en était si peu consolé que jamais il ne voulut aller en Italie. Mais il avait fait de son bureau un reliquaire voué à la mémoire de mes ancêtres. Tout ce qui était rassemblé là avait, pour moi, quand j'étais petit, un caractère vaguement fabuleux.

Ce bureau occupait une partie assez écartée, dans le petit hôtel où nous demeurions, au delà de la plaine Monceau. Nous ne nous rendions dans ce bureau, mes frères et moi, que sur l'invitation ou avec la permission expresse de notre père. C'est là, sans m'en douter, que j'ai pris mes premières « leçons d'amour » de l'Italie. Mes précepteurs étaient ces deux Vaudoyer d'autrefois, qui, par les livres, les estampes, les dessins, les moulages et les fragments de marbre qu'ils avaient pieusement rapportés de Rome, me transmettaient, m'inoculaient leurs ferveurs, leurs nostalgies.

Deux aquarelles de Nicolle étaient les pièces précieuses de ce petit trésor familial. L'une, dans des tonalités bleuâtres, montrait le Tibre dominé par le Château Saint-Ange ; l'autre, dans des tonalités de sépia, montrait la place Barberini et la Fontaine du Triton. Sous ces deux Nicolle, une large banquette à dossier, tendue de peluche verte, les éloignait de la vue. Aujourd'hui encore, je n'ai pas oublié la sensation que faisait éprouver à mes jambes d'écolier le contact de ce velours, lorsque, agenouillé sur la banquette, j'explorais les deux images romaines. J'ai toujours su qu'elles appartiendraient un jour, comme de juste, à mon frère l'architecte, mais, le péché d'envie, je n'ai pas eu à le commettre, car lorsque mon père vivait encore, j'eus la chance de dénicher (en 1913, très exactement) dans l'arrière-boutique d'un marchand de tapis (rue de l'Université), deux autres « petits Nicolle ». Je pus les acquérir à bon compte et ne fus pas peu fier de les exhiber à mon père, lequel, peut-être un peu pour me faire plaisir, les trouva plus frais et plus fins que les siens.

Mes Nicolle représentent le Forum Trajan et le Forum Romain. Le Forum Trajan n'y est pas encore déblayé, sinon au pied même de la colonne fameuse, qui semble ainsi s'élever, comme un cierge, du bobéchon d'un chandelier. Lors de mon

premier séjour là-bas, ce Forum n'avait pas encore beaucoup changé. Alors, un excellent petit hôtel, de très bon et très vieux style, où l'on n'était admis que sur recommandation, existait à côté des deux églises jumelles : Sainte-Marie-de-Lorète et Saint-Nom-de-Marie. Depuis, le Forum Trajan a été méthodiquement, inexorablement fouillé et dégagé. Les vieilles maisons qui l'emprisonnaient sont, me dit-on, abattues. Je redoute fort la mauvaise surprise qui m'attend : l'une des deux églises a-t-elle vraiment été sacrifiée ? Quant à l'hôtel si comme-il-faut, il y a beau temps qu'il n'existe plus.

Le Forum Romain était encore, au moment où il posait pour Nicolle, le marché-aux-bœufs, *le campo vaccino*. Stendhal trouvait ce nom « ignoble » et approuvait fort les fouilles ordonnées par Napoléon. Comment, d'ailleurs, ne point les approuver ? Le Forum tout fleuri d'iris et de rosiers du Bengale que j'ai connu, au début du siècle — et au-dessus duquel j'ai près d'une demi-année vécu — n'était pas du tout une ruine morte. Cependant, pourquoi renoncer à se laisser chimériquement aller à l'évoquer au temps où ses pierres étaient encore endormies dans leur propre poussière ; quand il suffisait à Claude Lorrain et à Joseph Vernet de quelques colonnes encore debout et de deux arcs de triomphe pour ressusciter l'antiquité ?

La Rome de mon adolescence a donc été une Rome d'images et d'estampes : celles que j'ai explorées, juché sur un haut tabouret, devant la vaste table où mon père dessinait, où il ouvrait pour moi les lourds in-folios de sa bibliothèque. Les monuments de la Ville Eternelle, j'ai appris à les connaître et à les aimer non seulement dans leur aspect extérieur et pittoresque, mais dans leur structure et dans leur anatomie : par les plans, par les coupes, par les élévations. C'est ainsi que je me suis lié avec la Rome des empereurs et avec la Rome des Papes. Dès ma quinzième année, des noms d'architectes m'étaient chers et familiers. Je revois ces noms inscrits en lettres d'or sur les petits cartouches pourpres ou smaragdins, au dos des nobles reliures couleur d'écorce, couleur d'écaille. Grands noms aussi décoratifs que les églises et les palais que conçurent et édifièrent ceux qui les portaient, et dont les syllabes aux sonorités musicales, quand je les prononce aujourd'hui, sollicitent aussitôt, par la mémoire des oreilles, la mémoire des yeux. Je les répète ici, au hasard,

pour le plaisir, sans souci des dates, des hiérarchies : Francesco Borromini, Scamozzi, Bramante, Serlio, Pierre de Cortone, Sanmicheli, Maderna, Vignole ; — et les deux plus grands de tous, Palladio et le Cavalier Bernin !

Parlant, dans les *Reisebilder*, de ses souvenirs d'Italie, Henri Heine dit que, loin d'elle, ces souvenirs ont pris *les couleurs soupirantes du désïr* ; et Goethe, revenu à Weimar, écrit ceci : *Celui qui a bien vu l'Italie, et surtout Rome, ne pourra plus être tout à fait malheureux*... Ainsi « soupirant », ainsi pas « tout à fait malheureux », ai-je pu, depuis dix années séparé de l'Italie, vivre cependant de mon passé italien, entre le songe et le mensonge, organisant dans ma mémoire des sortes de croisières-fantômes, dont les itinéraires irrésolus et les étapes imprévisibles dépendaient des seuls bons plaisirs et bonnes chances que cette mémoire voulait bien me ménager. En une époque de restrictions et de contingentements, cette libérale et bienfaisante mémoire avait du moins laissé grandes ouvertes les portes de ses caves et de ses greniers. Immenses et profonds, ses magasins d'approvisionnement débordaient de « vivres de réserve ». Elle nous invitait chanaéènement à nous en nourrir, à nous en griser. Quelles « cuites » — si j'ose dire — grâce à ce « *vin du souvenir* » que chante le poète ! Vin toujours légèrement opiacé, aux arrière-goûts doux-amers : — tantôt la douceur, tantôt l'amertume l'emportait. Ces jours d'épreuves nous l'ont, hélas ! appris : il peut y avoir, dans le regret, une secrète vertu de consolation ; et, plus secrète encore, une vertu d'espérance.

Au moment où, pour la dix-huitième fois, je pars pour l'Italie, je ne saurais plus (ni ne souhaite) différencier les uns des autres les dix-sept voyages et séjours que j'y fis antérieurement, dans un échelonnement de plus de trente années. Quel beau nœud gordien ! Ces voyages s'entremêlent, s'entrelacent, comme, dans ces morceaux d'orchestre dits « pots-pourris », les fragments des ouvrages d'un même compositeur. C'est presque d'une oreille distraite que j'accueille, que j'écoute les harmonies silencieuses dont les thèmes s'assemblent à leur gré, improvisément, sans aucune provocation de ma part. Ils apparaissent un instant et s'enfuient, tour à tour ou tout à la fois nobles et familiers, indiscrètement sentimentaux et jovialement burlesques ; à

peine indiqués, confondant ou superposant, en leur état d'esquisses, visages et paysages, dates et lieux, climats et saisons ; brouillant le parfum d'une fleur dans l'arôme d'un plat ; faisant danser devant un Hérode du *Quattrocento* l'alléchante petite fille d'un *caffè-cantante* ; obligeant les *Ignudi* de la Sixtine à camper sous les châtaigniers du Frioul, dans un cantonnement d'artilleurs bleu-horizon... La course du train qui m'emporte dépasse en les déchirant ces molles volutes, ces frêles écheveaux d'images indéfiniment changeantes et indéfiniment renouvelées, tandis que je reste parfaitement passif, dans une indifférence quelque peu feinte, dans une insensibilité quelque peu étudiée. Comme on dit : « je me laisse faire », subissant, acceptant ces frôlements, ces caresses du passé, sans cesser de songer de toutes mes forces à ce très proche avenir, qui va me rendre à une Italie vivante, réelle, à une Italie de chair, de sang et d'os. Dans quelques heures, je vais la toucher, la saisir, la posséder des mains, des yeux, de tous les sens et de tout le cœur ! Enfin ! mes rêveries ne sont plus faites de ce qui fut, hier, mais de ce qui, demain, sera ! — D'ailleurs, vienne l'aube, et il ne s'agira plus de rêver !

Je le répèterais cent et cent fois : « Je suis en route pour l'Italie, où je vais passer six semaines ! » Non point cependant avec la licence d'y flâner, comme jadis, entièrement libre de disposer de mon temps à ma guise. Je n'ai pas décidé, je n'ai pas ordonné ce voyage : mon Dieu oui, me voici en « mission officielle » ; la Direction des « Relations culturelles » (que ces « Relations » malgré leur qualificatif barbare, soient bénies !) m'envoie là-bas en compagnie d'un jeune Prix de Rome — le compositeur et pianiste Jean-Michel Damase — faire une « tournée » de conférences-concerts. Le rythme de cette « tournée » sera forcément pressé, rapide, exigeant. C'est en courant que nous égrènerons notre beau chapelet de villes. Mais, sinon les siciliennes, ces villes, est-ce que je ne les connais pas déjà toutes ? Dans la plupart d'entre elles, n'ai-je pas, jadis, longuement ou souvent vécu ?

Avant d'arrêter ce « prélude » (il n'en finit pas !) je voudrais ne point taire ceci : dans ce « rapide » a pris place, faisant, lui aussi, de son côté, ses rêves, un être très charmant et très aimé :

une belle, sensible et intelligente jeune fille de dix-huit ans. A son tour, elle va faire « son premier voyage d'Italie ». Son père, à cette idée, n'est pas moins content qu'elle ; pas moins ému.

LETTRE DE VENISE

Je suis Vénitien depuis trois jours, mon cher Gonzague, et, en vous écrivant ce soir selon ma promesse, je voudrais oublier que, dès demain, hélas ! je ne serai déjà plus Vénitien ! Tandis que vous m'enviez, à Paris, j'ai plutôt un petit peu de pitié pour moi. Cependant, les choses se sont arrangées de telle sorte que je puis très bien ne point me laisser dominer par ce sentiment d'auto-compassion : Si je n'ai pas, hélas ! retrouvé la chère vieille *casa Zuliani* de nos longs et anciens séjours (les *sorelle* Zuliani ne sont plus de ce monde), je ne m'en suis guère éloigné, de sorte que tous les chers souvenirs du passé sont là pour m'offrir l'illusion douce-amère qu'hier et aujourd'hui ne font qu'un. Je suis ici avec mes amis disparus, avec mes amis absents : cher Gonzague, vous ne me quittez pas !

Je loge dans le *sestiere* San Barnaba, limitrophe de notre *sestiere* San Vio ; c'est-à-dire dans cette partie de Venise à laquelle, depuis mes lointains « débuts », je suis toujours resté fidèle. Entre le Grand Canal et le Canal de la Giudecca ce quartier s'allonge et s'effile vers l'Orient, s'achevant en pointe presque en face de la Piazzetta par la sereine petite construction palladienne, immaculément blanche, asile de la Douane de Mer. Debout sur sa boule de bronze, la statue de la Fortune y tourne toujours, girouette allégorique, dorée et nue.

Ce quartier à demi provincial, à demi populaire, sans comptoirs, sans beaux commerces, sans théâtres (un seul bien timide cinéma...) est préservé de tout cosmopolitisme. Son animation en quelque sorte statique indique, chez ses habitants, un penchant à donner au travail l'aimable apparence d'une très contagieuse flânerie. N'ont-ils pas à leur disposition un « flânoir » irrésistible : ce quai des Zattere, où nous avons passé tant d'heures heureuses, engourdies de soleil, tandis que les cloches sopranistes de l'église des Gesuati et les cloches barytonnantes du Redentore égrenaient, de l'une à l'autre rive de la Giudecca, leurs pieux duos aériens

Cette Casa de' Stefani — mon présent gîte — n'a point la modestie, la banalité presqu'anonyme de la petite maison de la fondamenta Venier où nous avions, cher Gonzague, nos chambres. Sur l'étroite *calle* qui joint le *campo* San Barnaba au *traghetto* du même nom, ce ci-devant *palazzino* élève une façade non dépourvue de prétentions architecturales. Au-dessus de la porte d'entrée arrondie en voûte le *piano-nobile* ouvre en son centre quatre hautes fenêtres accolées. Vous le savez, ce « groupage » de fenêtres éclaire toujours à Venise une vaste *salà*, dont le long rectangle s'étend en profondeur, de part en part de la demeure.

C'est de la *salà* de la Casa de'Stefani que je vous écris.

Tout y laisse supposer que, dans le premier tiers de l'autre siècle, ma *casa* fut habitée par un Vénitien docile au goût de son temps. C'est lui qui, vers 1820, fit exécuter sur toute la longueur des murailles latérales ces grandes fresques où, avec plus de docile application que de caprice personnel, un peintre d'architectures a représenté en camaïeux brun-de-bistre des *vedute* de villes d'Italie. L'endroit date agréablement. Il a, comme on dit, « un parfum d'époque » : celle où Lord Byron, sur la Lagune, partageait la vie de la comtesse Guiccioli ; où le jeune Rossini, joyeusement empêtré d'amours et d'amourettes, donnait l'*Italienne à Alger* à la Fenice ; où un adolescent au physique avantageux (nommé Pagello) n'était encore qu'un très obscur étudiant en médecine. Ma *Casa* a donc ses fantômes. Nos rapports restent des plus vagues ; je ne suis guère ici que pour y dormir. Non que je coure de l'aube au soir à travers Venise, en visiteur haletant. « Visiter Venise », quelle erreur ! quelle faute !... N'est-ce pas, cher Gonzague, l'idée ne nous est jamais venue de *visiter* Venise ? Nulle part on ne marche autant, mais toujours au « pas de promenade ». Nous y avons conjugué tous les temps du verbe « musarder » ; désuet partout ailleurs : inemployable ! Dans les autres villes, plus de « musards ». Ils ont été chassés, expulsés par la grossièreté des « rapports sociaux », par la multiplication des « moyens de transport », par les mœurs à peu près sauvages du piéton moderne. Essayez donc de musarder « pour de vrai » à Paris, par exemple sur le trottoir côté pair du faubourg Saint-Honoré, où, cependant, les vitrines ne sont qu'invitations à la musardise. Vous y serez à ce point heurté, bousculé, maltraité, et l'objet de tant de grommellements, d'insultes, que vous ne

tiendrez pas longtemps le coup ! La race des piétons occupe aujourd'hui la rue dans un esprit de combat. Parmi ces féroces hordes de guerriers, le pacifiste musard est vaincu d'avance, condamné à la fuite.

Avez-vous jamais vu quelqu'un, ici, se dépêcher ? Au surplus, on le voudrait que l'on n'y parviendrait pas. Tous ces petits ponts en dos d'âne, avec leurs marches à gravir, leurs marches à descendre : on serait vite à bout de souffle ! Et ces quais étroits, le plus souvent dépourvus de parapets : on risquerait de choir dans l'eau !... Et ce dédale de ruelles où, à chaque instant, un tournant, un croisement, un étranglement contraignent à rompre la course !... Quant à la vie sur l'eau, elle n'est pas moins incompatible avec la hâte, la rapidité. Je ne parle pas des gondoles : elles sont devenues si rares ! Mais les *vaporetti*, ces bonnes grosses pataches marines de la gare aux Jardins Publics n'ont aucune ambition de vitesse. De ponton en ponton, de zig-zag en zig-zag, ils ne font que s'arrêter ; chaque arrêt exigeant une lente et savante manœuvre, laquelle implique une sereine patience. Venise possède le privilège d'être une ville sans roues (je ne découvre rien), sans chevaux, sans véhicules à traction mécanique. Aucune trépidation : aucun *bruit* de trépidation. N'est-ce pas le bruit qui fouette, ailleurs, les troupeaux de piétons ; qui les flagelle ? « *Nous imitons, horreur, la toupie et la boule, dans leur valse et leurs bonds* ! »

Bien que j'aie présentement à Venise un rôle, des devoirs de guide (puisque je ne peux pas ne pas y montrer à mes deux jeunes compagnons ce que l'on ne peut pas ne pas y avoir vu), j'y musarde cependant presque autant que jadis. Deux ou trois fois, j'ai voulu « aller vite », cela n'a pas raté : je me suis perdu ! Rien de plus facile que de se perdre à Venise ; rien, non plus, de plus amusant ! Dans ce labyrinthe sans Minautore, être un Thésée sans fil d'Ariane ! Que de fois, mon cher Gonzague, avons-nous joué à ce jeu-là, dans notre jeunesse, lorsque nous avions devant nous des semaines à être Vénitiens ! Errer dans Venise, par un beau matin, à la découverte, sans but, sans programme défini ; et se trouver tout à coup dans quelque coin où l'on n'était encore jamais venu ! — Voici un palais inconnu, prêt à crouler d'abandon et de sénilité ; voici, enjambant le seuil d'une impasse déserte, un portique au linteau duquel des dauphins

quattrocentistes tordent élégamment leurs queues ; voici, au delà d'une lourde grille copieusement gratinée de rouille, un bout de jardin redevenu sauvage, où dans une jungle de grenadiers et de bambous, des chats guettent des oiseaux ; voici un beau *campo* avec son puits de marbre rose-crevette. J'y ai reconnu (pas plus tard que ce matin), bien exposé au soleil, un tout petit bar avec, dehors, ses deux toutes petites tables et ses quatre tout petits escabeaux. Il y a très longtemps, un jour où la lumière avait l'allègre transparence du sang du ctiron, nous nous sommes arrêtés ici, vous, Edmond Jaloux et moi, très cher Gonzague ! Nous venions de voir (nous en avions encore des crampes dans le cou) au plafond de la Scuola dei Carmini, ces volées d'anges de Tiepolo, aux sveltes, profanes jambes de nymphes, et qui jonglent si agilement avec des scapulaires et des chapelets ! Vous souvenez-vous de ce bar et de notre halte ? De l'exquis et remontant *caffè espresso* ; de l'aromatique *grappa* (à Venise, plus le bistrot est petit, plus la *grappa* est bonne)... Devant nous, de l'autre côté d'un canal qui n'en finissait pas de dormir, il y avait un grand palais lombard, aux fenêtres plus ajourées et découpées que les dentelles de papier qui protègent les pains de savon dans leurs boîtes... Etait-ce, ce matin, la même main, qui, à la même fenêtre, a déroulé, comme jadis, la corde où brinqueballait le même léger petit panier, grâce auquel une ménagère résolument flemmarde s'épargne, à l'heure où la Poste passe, de descendre des étages que le facteur est non moins résolu à ne gravir jamais ?

***

Vous voyez la plume, elle aussi, à mes doigts, s'envénitianise ; la voici, à son tour, musardant !

La persuaderai-je de changer d'allure ? Je vous dois la relation de nos quelques heures milanaises ; celle aussi de la rapidissime étape Milan-Venise.

L'énorme gare de Milan n'est pas moins ravagée que sa sœur turinoise. La cible était de taille ! Les avions s'en sont donné à bombe-joie ! Malheureuse Milan !... Le rédacteur anonyme du rapport du *British Committee on the Preservation and Restitution of Works of Art in Italy* s'exprime ainsi : « Cette ville a subi de très graves dommages. Dans peu de cas la destruction a

été totale, mais les dégâts intérieurs sont très étendus, et irréparables. Les pires d'entre eux se produisirent entre le 13 et le 16 août 1943. La plupart des monuments frappés le furent dans cette période. Après les raids, Milan brûla pendant une semaine, par suite du manque d'eau. »

Il va de soi que Milan conserve mainte et mainte trace de ce formidable brasier. Dans le centre de la ville, d'où je ne me suis guère éloigné, tout le long du Corso Vittorio Emmanuele, sur la place du Dôme, aux environs de la Scala s'élèvent toujours, nombreux mais non, dorénavant, innombrables, les gigantesques panneaux publicitaires, violemment bariolés, qui, de la base au faîte, dissimulent (sans du tout prétendre les nier) ruines et décombres. Depuis la libération, Milan n'est qu'un immense chantier. On y travaille avec acharnement. Déjà — du moins dans le centre — les bâtiments reconstruits ou réparés l'emportent sur les bâtiments atteints. On m'a dit un chiffre, mais je craindrais de le rapporter inexactement. Je ne parlerai donc que du peu que j'ai vu.

Je gardais dans ma mémoire l'image d'un affreux document qui montrait la basilique San Ambrogio béante de blessures. Vous vous rappelez ce merveilleux et incomparable édifice roman ; son grand *atrium* rectangulaire ; le solennel double feston d'arcades qui rythme sa façade de briques ; ses deux campaniles puissants comme des tours guerrières ; sa large nef qui conduit avec une pacifique intransigeance l'œil vers les profondeurs du chœur. Toute la partie gauche de la basilique, chaos informe en 1943, est aujourd'hui complètement relevée... Cependant, vous ne reverrez plus jamais la charmante fresque de Tiepolo, si imprévue dans ce monument du XIIe siècle, et qui ornait le plafond de la sacristie. Une bombe l'a pulvérisée...

Pour la *Cène* du Vinci, elle est toujours là, dans ce qui fut le réfectoire du couvent de Sainte-Marie-des-Grâces. Ou, plutôt : son fantôme est toujours là ; car la peinture la plus célèbre du monde est aussi celle qui a été le plus souvent repeinte. Et, d'abord, par Vinci lui-même, qui, sur une muraille déjà alors humide, peignit le *Cenacolo* non *a tempera*, comme l'on peint une fresque, mais comme on peint un panneau, c'est-à-dire en employant des « huiles distillées » (des « drogues de son invention ») ; délaissant, reprenant, puis délaissant de nouveau son

travail, et, cela, pendant plusieurs années. Moins de cinquante ans après son achèvement, il ne restait plus grand-chose de *la Cène*. Dès 1540, un certain Aremini la représente « comme à demi effacée » ; vingt ans plus tard, un certain Lomazzo assure « que les couleurs avaient bien vite disparu ». Depuis quatre siècles, on n'a pas cessé de remettre *la Cène* à neuf... Mais, très cher Gonzague, je vous renvoie à Stendhal ; dans son *Histoire de la peinture en Italie* il raconte avec beaucoup de détails et de brio ce qu'il appelle « les malheurs de ce tableau ».

La Cène, qui n'a pas échappé aux outrages des restaurateurs, a du moins échappé (de justesse) aux coups des aviateurs alliés, A vingt pas d'elle, tout a été fracassé. Telle qu'elle est exhibée aujourd'hui, elle fait vraiment mal à voir ; plus noire que jamais, réduite à l'état de momie. Au fond de cet ancien réfectoire, qui fait penser à un préau pénitentiaire, de grands murs blancs, tout neufs et tout nus, accusent impitoyablement sa décrépitude. Offusquée par les violentes douches d'une lumière blafarde, elle donne l'idée d'un cadavre dans un amphithéâtre, oublié sur la table d'anatomie. La pitié l'emporte sur l'admiration. Plutôt que de publier ainsi sa déchéance, n'eût-il pas été charitable et décent de l'atténuer par un éclairage savamment ménagé ? Le grand jour est l'ennemi des spectres. Ces pauvres restes d'une belle morte ont droit à la paix du tombeau.

Non loin de là, la toute toscane coupole de Sainte-Marie-des-Grâces, ravissant chef-d'œuvre de la « première manière » du grand Bramante, n'a pas été touchée. La voici figurant, avec ses trois chapelles absidiales (faites, comme elle, d'argile) une belle grosse touffe de roses orfévries. La nef de l'église, ses chapelles latérales, le cloître, hier entièrement démolis, sont aujourd'hui entièrement reconstruits, jusqu'à la moindre sculpture ; et, cela, par les soins et aux frais — m'a-t-on dit — d'un noble, opulent et vénérable « sénateur » voisin, dont les ancêtres reposent ici, et qui a sa tombe près des leurs. Restauration exemplaire, où le « neuf » a la loyauté de ne pas feindre d'être du « vieux », mais qui se confie aux fards, à la patine du Temps.

Pas un musée, à Milan, n'a été épargné. Je me suis bien gardé d'aller contempler les cendres du musée Poldi-Pezzoli, lequel est à ce point anéanti qu'on a renoncé à le remettre debout. Il a disparu pour jamais ! J'avais là quelques très vieux

amis ; aussi vieux que mon premier voyage. Dans son pétulant, incontinent « rococo » Second Empire, l'endroit était quelque peu effarant. Vous souvenez-vous, Gonzague, de son invraisemblable escalier, dans la cage duquel chantait une fontaine faite d'un énorme coquillage ? Escalier si profusément décoré qu'en le gravissant, on pouvait se croire submergé par des avalanches de crème fouettée, par des cataractes de meringue. Dans les salons, d'immenses glaces prises dans de fols serpentements de cristaux reflétaient le grand cèdre du jardin, de sorte que l'on voyait parfois, au fond des miroirs, s'envoler des colombes.

Cette ancienne demeure privée, d'un mauvais goût si délectablement « authentique », recélait un choix de tableaux assez beaux et assez variés pour qu'on pût prendre, en arrivant à Milan, dans un cadre foncièrement italien, une « vue d'ensemble» de la peinture italienne. Les collections du Poldi-Pozzoli sont sauvées. Nous les reverrons ailleurs, un jour ou l'autre ; et bien probablement, hélas, dans un de ces décourageants musées « au goût du jour », froids et lugubres comme des cliniques.

La galerie Brera n'est pas encore guérie de ses huit jours d'incendie. Cependant, on peut voir, dans quelques salles réaménagées, un choix de ses plus beaux tableaux. Le peu de temps dont je disposais ne m'a pas permis d'y aller. Mais j'ai été faire un tour à l'Ambrosienne, toujours astiquée et récurée comme une cuisine hollandaise. Là, tout a été fort vite remis en état, grâce à une très rémunératrice exposition des collections borroméennes, faite en 1946 à Lucerne. Comment n'aurais-je pas été saluer, non sans un secret battement de cœur, ma chère petite Béatrice d'Este, dont j'ai été si amoureux dans ma jeunesse ? A combien de jeunes filles n'ai-je pas alors fait la cour, uniquement parce que j'avais décidé que ces jeunes filles lui ressemblaient ?... Maintenant, elle ne s'appelle plus Béatrice d'Este, et ce n'est plus devant Léonard — paraît-il — qu'elle a posé. Qu'importe ! Elle est toujours là (bien mal placée, presque par terre) ; toujours aussi tendrement et enfantinement virginale ; les lèvres closes sur son incorruptible sourire ; aussi moelleusement, délicatement modelée que les perles qui parsèment ses cheveux mordorés, qui enlacent son long cou.

Il va sans dire que je n'ai pas quitté Milan sans aller rôder dans la Galerie Victor-Emmanuel. Bon gré mal gré, l'on

n'échappe pas à l'attraction assez vulgaire qu'exerce ce monstrueux endroit. Là, comme partout dans Milan, on travaille passionnément. Tandis que les équipes d'ouvriers occupent les vertigineuses hauteurs, une foule presque toute masculine va, vient ou stationne sur l'esplanade dallée. Il ne s'agit certes pas de musards ! La Galerie Victor-Emmanuel n'est plus le temple démesuré du *far-niente*. On m'assure que, à l'heure présente, Milan est la ville d'Europe où se traitent le plus d' « affaires ». C'est à Milan que les « affairistes « du monde entier (professionnels et amateurs) se retrouvent, se rejoignent pour « tramer leurs noirs complots ». Ce « grandiose promenoir vitré » est un marché, une Bourse, un caravansérail, un souk, une foire, où tout se vend, s'achète, s'échange. Des points les plus divers et les plus éloignés de la planète on se donne rendez-vous dans ces gigantesques halles toujours ouvertes. Qui veut entrer, entre ; qui veut sortir, sort. Pour ma part, je suis assez vite sorti ; non cependant sans y avoir conclu une « affaire » : j'ai clandestinement troqué, contre des cigarettes américaines, du papier italien.



Ce n'est point par le train, mais par la route que nous avons quitté Milan. Un très gracieux compatriote nous a offert sa voiture pour gagner Venise. Dans la nuit, une rapide et torrentielle pluie avait lavé le ciel. De part et d'autre de l'auto-strade, un soleil d'été lustrait la riche campagne lombarde. Ignorant villes et villages, la piste inexorablement droite contraignait les routes, grandes et petites, à se hisser pour la franchir sur des ponts aux parapets tous pareillement masqués par de larges pancartes horizontales, rouges, bleues, vertes, jaunes, dont la sempiternelle chanson de couleurs vives était faite de couplets dédiés au Commerce, à l'Industrie. Vingt marques de vermouths rivales revenaient au refrain. Sur les talus, derrière les haies, peu ou point d'êtres vivants ; mais une longue faction de panneaux publicitaires encore, si régulièrement espacés et plantés que le paysage n'apparaissait qu'au-delà et au-dessus d'une sorte de crénelage bariolé, dont, pour ma part, je me serais fort bien passé... Mais peut-être les tons purs et violents de ces panneaux donnaient-ils, par contraste, plus d'immatérialité encore aux formes des grandes montagnes, qui, sur notre gauche, semblaient

faites d'une substance aussi transparente, aussi évanescente que le ciel. Elles s'imprégnaient, se saturaient doucement d'or et d'azur, comme des miroirs étamés.

Bientôt nous nous rapprochâmes d'elles pour atteindre Brescia, que j'ai connue jadis petite et provinciale. Investie de manufactures, d'usines, Brescia n'est en somme aujourd'hui qu'un faubourg écarté de Milan.

Nous déjeunâmes vite mais bien dans une agréable auberge, à la sortie de la ville, au bord d'une route conçue en un temps où les ingénieurs, peu soucieux de la ligne droite, ne traçaient pas leurs chaussées au tire-ligne, pour joindre par le plus bref un point à un autre ; ils les dessinaient librement, capricieusement, comme le Créateur a dessiné ses cours d'eau.

Ce fut sur cette route vieux-style que nous nous engageâmes. Ses sinuosités et déclivités nous portèrent bientôt jusqu'au lac de Garde, où nous voulions visiter le fameux *Vittoriale* et saluer l'ombre de Gabriele d'Annunzio.

Le long de la Riviera s'échelonnaient de grands hôtels vides, mirant dans les eaux somnolentes leurs moroses façades fermées. Les stations de plaisance ont, pendant l'entre-saison, la tristesse des salles de théâtre, pendant « la clôture annuelle ». De Desenzano à Gardone, plus de spectateurs ; et, au Vittoriale, plus de spectacle : — un « relâche » éternel ! Voici dix ans que Gabriele d'Annunzio a cessé d'interpréter ici son dernier rôle. Devenu vieux et aveugle, et désormais sans autre « emploi », compliquant le décor et la mise en scène, il n'a longtemps et longuement joué ce rôle que pour lui-même et pour le mélancolique divertissement de quelques comparses et de quelques pèlerins fidèles, oisivement résignés au souvenir, au regret. On rôde le cœur serré dans ce cimetière parsemé de reliques abandonnées, perdues, hors de proportion et hors d'usage... Cet aéroplane, cette automobile évoquent-ils, dans ces deux halls démesurés, gris et nus, qui voudraient être des tabernacles, de hauts faits de guerre ? On croit entrer dans des garages désaffectés. Quant au torpilleur historique sur lequel, en 1918, d'Annunzio força, en héros, l'entrée du port de Fiume, laborieusement reconstitué — moitié ciment, moitié métal — au flanc de la montagne, dans un investissement de cyprès et de lauriers, sa présence insolite, saugrenue, absurde, a, certes, de quoi surprendre, mais il est difficile d'écarter la part de comique qui entre dans l'action

d'arpenter — comme nous l'avons fait, à quelque cents mètres d'altitude et au-dessus de ces paisibles eaux-douces, le pont d'un *vrai* navire de guerre, dont à travers une tour les canons sont toujours prêts à tirer.

Plus l'admiration que l'on porte à l'œuvre et à la vie de d'Annunzio est grande, plus est grande également la déception affligée que l'on ne peut pas ne point éprouver ici. Avant la paix, avant la victoire, le *Comandante* l'avait dit à son ami Marcel Boulenger : « Comment pouvez-vous souhaiter que je ne meure pas au feu et en plein ciel ? Quelle vieillesse me destinez-vous donc ? J'ai trop goûté à la vie hasardeuse et sublime de l'espace et du vent : Je veux mourir triomphalement !... » Hélas ! ...Comme ce torpilleur tronçonné, d'Annunzio, au Vittoriale, s'est enlisé dans sa gloire. D'un grand poète, d'un grand soldat, il reste ici ce que l'on pourrait trouver dans une chambre d'enfants : quelques vains jouets.

Qu'adviendra-t-il du Vittoriale dans l'avenir ? Déjà la nature en reprend peu à peu possession. C'est elle, sans doute, qui conférera à ce lieu sa grandeur, sa beauté, son éloquence. C'est elle qui le transfigurera. On rêve au temps lointain où il n'y aura plus ici, dévorant, ensevelissant des ruines, qu'une foisonnante, profonde, légendaire forêt de lauriers.

Nous reprîmes la route, sans loisirs pour flâner. Cependant, aurais-je pu traverser Vérone et ne point du tout m'y arrêter ? J'y ai si souvent et si longtemps vécu ! Une vie civile et une vie militaire. Le civil avait sa chambre à l'hôtel Riva San Lorenzo : une petite chambre et un petit hôtel, mais une grande vue sur les Alpes, et, à mes pieds, le puissant courant de l'Adige, fleuve farouche, qui, avant la nuit, roule un flot mi-fiel, mi-sang. Pour le militaire, il logeait ici ou là, à la bonne étoile des cantonnements. Une fois, ce fut au-delà des faubourgs, dans une ferme. Il s'agissait plutôt d'un cellier, d'un grenier que d'une chambre. J'y étais veillé par une garde faite de sacs de maïs, que, la nuit, attaquaient impunément les rats. Aux poutres du plafond très bas étaient suspendues, d'une corniche à l'autre, cent guirlandes de raisin mises là pour sécher. Dans l'immense et haut lit aux insondables matelas de plume, je n'avais qu'à lever paresseusement le bras pour marauder à l'aube une grappe... Quel bon muscat !... Les peaux des grains que je crachais par terre (de la terre battue), étaient promptement picorées par

des poules familières et hardies... Je pourrais très bien, si je me laissais aller, crayonner les portraits des grandes filles du cru, qui fricassaient pour nous ces poules. Elles se désensauvageaient assez vite. Robustement bâties (certaines pouvaient faire penser aux Floras de Titien, aux Violantes de Palma), ces rustiques Cybèles étaient pourvues de biceps et de poings solides. Tout en riant de bon cœur, elles décourageaient en lutteuses les téméraires entreprises des Français — toujours galants.

Si l'horaire l'avait permis, eussé-je commis l'imprudence de me promener un peu dans Vérone ?... Toutes ces plaies, et toutes ces cicatrices !... Les Allemands, quand ils se sont enfuis d'ici, firent sauter en brutes le pont romain et le pont gothique. Seules, les piles émergent du fleuve, pitoyables moignons. Les aviateurs alliés, à leur tour, firent sauter (entre autres) le palais Canossa. Je conserve jalousement l'indélébile image de sa géante, féerique salle de bal. L'or rouge, l'or jaune, l'or vert, l'or rose, l'or lilas niellaient de désinvoltes arabesques les stucs mats, comme poreux, sur les murs blancs et gris-fumée. Ces murs semblaient non point supporter mais prolonger jusqu'à nous le beau plafond où Tiepolo avait peint Hercule accueilli dans l'Olympe. Au-delà des vastes nuages joyeux, les signes du Zodiaque traçaient une grande arche — et, là-haut, versicolores et légers comme de fabuleux papillons, vagabondaient les Dieux. — Je sais, hélas ! ce qui subsiste d'un plafond de Tiepolo détruit ! Quelques heures après sa fin, j'ai vu celui de l'église des Scalzi, à Venise, soufflé (en 1916 ou 17) par une bombe autrichienne : un lamentable suaire de poussière terne, éteinte, recouvrait les dalles : tout à fait celle qui s'amasse dans le fonds d'une boîte de pastels effrités. On se demandait, devant ces pauvres jonchées de cendre, si les couleurs n'ont pas une âme, et si, au moment où le plafond avait cessé de vivre, ces milliers de petites âmes bigarrées ne s'étaient pas envolées.

Il faisait nuit quand nous traversâmes la palladienne Vicence. Si vite que je ne vous dirai rien d'elle... Et que dorme en paix, dans une « concession perpétuelle » de la mémoire, la frêle petite Ombre vicentine dont le nom ne doit plus jamais être prononcé.

JEAN-LOUIS VAUDOYER.

(A suivre.)

LES DÉBUTS D'ERCKMANN-CHATRIAN (1848-1852)

I

En 1847, le collège communal de Phalsbourg, dans le département de la Meurthe, avait pour principal un ancien professeur nommé Perrot, qui pendant des années y avait enseigné la rhétorique et la philosophie. Consciencieux, sagace, bienveillant, M. Perrot jouissait dans la contrée d'une excellente réputation de pédagogue, et nombreux étaient ses anciens élèves qui, leurs études finies, revenaient le voir à l'occasion et gardaient avec lui des relations cordiales.

Parmi ces fidèles disciples se trouvait un étudiant de troisième année à la Faculté de Droit de Paris, qu'une fièvre typhoïde avait obligé de rentrer pour un temps dans la maison paternelle. Fils d'un ancien volontaire de la Première République retiré à Phalsbourg depuis 1801 et devenu libraire dans cette petite place forte, il avait commencé l'étude du droit en 1842, sans conviction et seulement pour complaire à son père, car une irrésistible vocation le portait vers la littérature. Cet étudiant malgré lui se nommait Emile Erckmann.

Devant passer dans sa famille une longue convalescence, il espéra d'abord retrouver au pays natal les impressions et les plaisirs de son adolescence, et revivre à Phalsbourg comme il avait vécu à sa sortie du collège, époque où son père lui avait octroyé une année entière de liberté avant de l'envoyer compléter ses études dans la capitale. Cependant, il s'était vite lassé d'un genre d'existence ne convenant plus à sa nature réfléchie ni à ses instincts laborieux et il avait fini par aménager pour son usage particulier un local dans la vieille bâtisse appartenant à son père, rue des Capucins, en face du couvent désaffecté où était installé

le collège. Il y passait la plus grande partie de son temps à écrire, dans une chambre du premier étage sommairement meublée, au milieu de ses livres.

C'était donc involontairement qu'Erckmann se retrouvait à Phalsbourg, avec beaucoup de loisirs et peu de distractions. Il aurait pu recommencer, sans rien y changer, son existence insouciante de naguère, redevenir uniquement chasseur, pêcheur, buveur de chopes, amateur de baignades dans les rivières lorraines, la Zorn et la Zinzel, ou bien, la saison froide revenue, se faire l'habitué des soirées dansantes où il rencontrerait ses anciens amis des deux sexes, ornements de la société locale. Rien de tout cela ne lui était interdit, et il est probable qu'il goûta de nouveau aux plaisirs traditionnels de sa plantureuse province. Cependant, il ne se considérait plus comme un écolier en vacances. Agé maintenant de vingt-quatre ans, ayant l'expérience de la vie parisienne et le sentiment qu'il était grand temps de choisir une carrière, il n'abandonna pas de propos délibéré l'étude du droit, mais il en remit la poursuite à plus tard. Et puisque son état de santé l'obligeait à cette interruption, il voulut l'employer de la seule manière qui satisfît à la fois ses préférences et son ambition : la culture des lettres.

La fièvre typhoïde l'avait éprouvé au physique. La guérison venue, il se voyait non sans mélancolie atteint de menues disgrâces corporelles : amaigrissement, myopie naissante, commencement de calvitie. « Je n'avais plus que la peau et les os, dit-il plus tard, et mes beaux cheveux cendrés n'existaient plus qu'à l'état de souvenir. » Au surplus, il ressentait habituellement une véritable fatigue, qui contribua à le rendre sédentaire et à le retenir de plus en plus souvent dans son « nid à rats » de la rue des Capucins, où il composa quelques pièces de théâtre dont seuls les titres nous sont connus, et qu'il ne regardait que comme des exercices pour se rompre à l'emploi du dialogue.

Outre la satisfaction qu'il éprouvait à coucher des idées sur le papier, deux stimulants entretenaient son ardeur au travail : l'exemple de son frère aîné, Jules, et les encouragements de M. Perrot. Jules Erckmann venait de faire paraître, à Strasbourg, son roman *Les Disciples d'Escobar*, un volume de 411 pages fort médiocrement pensé et écrit. M. Perrot, toujours accueillant à Emile, le croyait destiné à la gloire littéraire et le lui disait. C'est dans cet état d'esprit que le futur écrivain composa deux drames :

l'*Inquisition* et le *Juif de Strasbourg ;* une tragi-comédie sur *Schinderhannes*, le fameux brigand rhénan surnommé Jean l'Ecorcheur ; et aussi deux comédies, *Une soirée à Weimar* et la *Décentralisation littéraire.*

Tous ces essais furent soumis par l'auteur, non sans appréhension, au jugement du principal, censeur puriste et sévère qui avait pris rang dans le clan des classiques lors de la querelle surgie entre les lettrés à la représentation d'*Hernani*. M. Perrot, jadis, avait vertement réprimandé l'élève Erckmann, coupable d'avoir lu et fait lire un exécrable recueil de vers intitulé les *Orientales*, proclamant à ce propos des opinions qui n'annonçaient aucune indulgence à l'égard des novateurs. Aussi Erckmann fut-il fort aise de voir que les âpres critiques de son ancien maître au sujet du nouveau style poétique ne s'étendaient pas aux œuvres en prose qu'il lui soumettait. Le jeune homme retourna donc souvent au collège, sûr d'être reçu en ami.

Il ne remarqua pas, au printemps de 1847, la présence dans la vieille capucinière d'un gros garçon de vingt ans au large visage, aux yeux grands et bruns, à l'épaisse chevelure noire, pauvrement vêtu, qui le regardait passer d'un œil d'envie comme la vivante image de ce qu'il aurait voulu devenir lui-même s'il n'avait été déshérité du sort. C'était le maître d'étude Chatrian qui venait d'entrer en fonctions et allait tenter de réaliser son rêve d'ascension sociale en se préparant, selon une convention avec M. Perrot, aux premières épreuves du baccalauréat.

Il était d'une famille originaire de la vallée d'Aoste, dont un membre s'était installé en Lorraine en 1715 comme ouvrier verrier. L'un de ses fils, Jean-Baptiste, était entré à la verrerie de Saint-Quirin, puis à celle de Soldatenthal, ou Grand-Soldat, près d'Abreschwiller. Le fils de celui-ci, Jean-Baptiste-Christian, finit par devenir principal concessionnaire de la verrerie de Soldatenthal, et l'exploitait lorsque survint la Révolution française.

Ce Chatrian était alors sujet du comte allemand de Linange, qui possédait en toute propriété la seigneurie de Dabo, Abreschwiller et autres lieux. Il ne s'en rallia pas moins à la France, bien avant le traité de Lunéville qui supprima les fiefs germaniques des confins d'Alsace, mais sa verrerie ne put supporter la concurrence des voisins et tomba en déconfiture. Pour tenter de se relever il se livra à la contrebande, mais fut découvert et subit un procès qui acheva sa ruine. De ses trois fils, les aînés partirent pour la Belgique et

s'employèrent à la verrerie du Val Saint-Lambert, près de Liége. Le dernier, Gratien, encore enfant, resta au Grand-Soldat où il mena, auprès de son père, une existence analogue à celle d'Emile Erckmann à Phalsbourg, écoutant les récits guerriers des anciens militaires de la République et de l'Empire et admirant de confiance son oncle par alliance, le capitaine Bertholin, et le vieux caporal Labadie, des grenadiers de la Garde, dont la jactance intarissable mettait à l'épreuve les auditeurs, mais sans jamais lasser l'enfant.

Lorsqu'il fut en état d'aller en classe, Gratien fréquenta l'école d'Abreschwiller où il se montra bon élève, puis à l'âge de douze ans, un oncle maternel, Nicolas Restignat, le confia au fondateur de l'école élémentaire de Dabo, l'abbé Thony. Dans cet établissement en plein essor, il fit preuve d'intelligence et d'assiduité, ce qui lui valut d'être emmené par son maître à Phalsbourg quand celui-ci fut nommé aumônier du collège de cette ville. Chatrian devait y suivre les cours de la classe industrielle.

Cette classe fonctionnait à côté des cours réguliers et son enseignement ne faisait que prolonger celui des écoles primaires. L'instruction qu'elle dispensait comprenait le français, l'allemand, la comptabilité, des notions de géométrie et de dessin. Gratien y resta deux ans, au bout desquels l'oncle Restignat, le jugeant capable de gagner sa vie, l'envoya rejoindre ses frères au Val Saint-Lambert. Les connaissances acquises à Phalsbourg lui furent utiles, car en peu de temps il devint contremaître-comptable à la verrerie. Mais il avait les défauts de ses qualités. Honnête et laborieux, il était aussi sévère, trop sévère, puisqu'il s'emporta jusqu'à frapper un ouvrier dont il était mécontent. L'affaire tourna mal et provoqua une rixe. A la sortie des ateliers, Chatrian fut assailli par un groupe d'ouvriers furieux qui le molestèrent et voulurent le jeter dans la Meuse.

Après ce scandale, la présence de Gratien à la verrerie devenait impossible. Il quitta Liége sans esprit de retour, mais en promettant à ses frères de rester en correspondance avec eux. En effet, peu de temps après, ils reçurent du jeune homme une lettre, datée du 27 janvier 1847, leur annonçant sa rentrée au collège de Phalsbourg en qualité de maître d'étude. Elle exprimait une grande reconnaissance envers M. Perrot qui, sur sa demande, lui avait proposé cet emploi. « Une carrière nouvelle s'offre devant moi, écrivait-il, je veux devenir un homme, ou je me briserai ! » (1)

(1) L. Schoumacker, *Erckmann-Chatrian*, Strasbourg, 1933. Lettre citée.

Cette carrière, c'était le professorat de l'Université. Le perspicace M. Perrot conservait bon souvenir de cet ancien élève « industriel », en qui il avait reconnu des qualités intellectuelles en même temps qu'un caractère énergique. Il le jugeait capable, en travaillant ferme, d'accéder en quelques années au brevet supérieur, puis au baccalauréat. En attendant, il l'admit au collège comme surveillant « chargé de la première étude (philosophie et rhétorique) et de quelques heures de classe dans la division industrielle », aux appointements de quatre cents francs par an. Chatrian entra en fonctions au mois de mars suivant, retrouvant à Phalsbourg l'abbé Thony qui l'y avait amené quatre ans et demi auparavant. Emile Erckmann, qui ne le connaissait pas encore, y était revenu lui-même depuis un an à la suite de sa grave maladie.

Le vaillant Chatrian éprouvait de grandes difficultés. Complètement démuni d'argent et tenu de garder une mise décente, il venait de s'endetter de plus de deux cent cinquante francs pour l'achat de vêtements et de chaussures, et il devait, en outre, contribuer tous les trimestres à la pension alimentaire que ses frères et lui servaient à leurs parents restés au Grand-Soldat. Ces charges allaient grever lourdement ses revenus consistant, nous l'avons dit, en un traitement annuel de quatre cents francs.

Hors ces soucis matériels immédiats et vulgaires, d'autres préoccupations plus générales, plus relevées, plus douloureuses aussi, hantaient Chatrian. Depuis l'enfance, les revers de fortune de sa famille lui donnaient l'impression d'une déchéance imméritée. Il s'y ajoutait maintenant la grande déception d'une vocation industrielle contrariée dès son début, le sentiment d'être tombé dans une situation sociale au-dessous du médiocre, enfin et surtout l'obsession d'un avenir incertain. Pour se soustraire à ses désolantes réflexions, il se jetait à corps perdu dans une débauche de travail, et ses récréations elles-mêmes, nécessairement peu coûteuses, se traduisaient par des besognes supplémentaires. Il avait, lui aussi, résolu de devenir littérateur. Chargé au collège de la première étude, il menait de front son métier de surveillant, ses études classiques, et s'essayait en outre à des compositions littéraires qu'il offrait à la critique de l'excellent M. Perrot.

Or, vers la fin de l'année scolaire de 1847, Emile Erckmann se trouvait dans sa chambre de la rue des Capucins « comme le philosophe méditatif de Rembrandt dans son laboratoire », lorsqu'il reçut une lettre en vers, sans signature, dont l'auteur se dépeignait

comme un malheureux cerf poursuivi par une meute acharnée.

Intrigué, le destinataire réfléchit et fit toutes sortes de suppositions pour deviner qui pouvait, à Phalsbourg, avoir écrit une lettre pareille. Il connaissait un sergent du 26e de ligne, alors en garnison dans la place, qui composait des poésies, et il fut d'abord tenté de lui attribuer cet envoi. Finalement, il alla consulter M. Perrot qui se mit à rire et lui dit :

— C'est Chatrian, un pauvre garçon, élève de l'abbé Thony, que j'ai recueilli chez moi parce qu'il ne savait plus où donner de la tête.

En peu de mots, le principal conta l'histoire du nouveau maître d'étude, depuis sa naissance dans le vallon du Grand-Soldat jusqu'à son retour à Phalsbourg après son passage en Belgique. Cette conversation donna au visiteur le désir de connaître le « cerf aux abois », mais auparavant il tint à s'enquérir de la moralité du jeune homme.

— Est-il d'une famille honnête ? demanda-t-il à M. Perrot.

— Oui. Son père a bien été ruiné pour avoir fait la contrebande, mais tu sais, dans le peuple, la contrebande n'a rien de déshonorant ; voler l'Etat, ce n'est pas un vol ordinaire.

— Vous avez raison, monsieur Perrot, seulement il faut que je voie le jeune homme et puis sa famille.

— Tu le trouveras dans sa cellule. — Dominique, conduisez M. Erckmann chez Chatrian.

Sans plus tarder, Emile monta derrière Dominique au premier étage, où le maître d'étude logeait dans une ancienne cellule monacale prenant jour, par-dessus le mur d'enceinte, sur les remparts de la ville.

Ce local était fort délabré. Un papier gris, humide et en lambeaux en couvrait mal les parois. Un mauvais grabat, une vieille commode, une table et une chaise dépaillée en constituaient le mobilier. Quand Erckmann entra, Chatrian se leva précipitamment du lit où il était assis, et rougit beaucoup en le reconnaissant. Enfin il se remit de son émotion et pria son hôte de s'asseoir sur l'unique chaise.

Ils causèrent. Le pauvre pion se plaignit d'abord de sa lamentable destinée, disant que M. l'abbé Thony avait eu tort de l'emmener à Phalsbourg, qu'il aurait bien mieux fait de lui laisser fendre des bûches dans la montagne. Jamais Erckmann n'avait vu d'être plus humble d'apparence. Il lui demanda ses projets

d'avenir, et l'autre répondit qu'il n'en faisait aucun pour le moment, sinon celui de poursuivre ses études classiques. Le visiteur se retira assez satisfait.

— Venez me voir, dit-il au maître d'étude. J'aurai peut-être quelque chose à vous proposer.

Erckmann gardait de leur entretien l'intuition qu'ils étaient faits pour se comprendre. Il ne tarda pas à en être convaincu. Le lendemain, Chatrian lui rendit sa visite en allant frapper à sa porte de la rue des Capucins. Il l'accueillit cordialement et lui lut deux contes à la manière d'Hoffmann, qu'il venait d'écrire, le *Bourgmestre en bouteille* et *Rembrandt*, suivis de fragments de manuscrits encore inachevés. Le maître d'étude s'extasiait, approuvant tout, trouvant tout admirable, si bien que l'auteur, flatté dans son amour-propre, se disait :

— Décidément, ce garçon est plein d'esprit, de tact et de bon sens, il faut que je me l'attache.

Chatrian, dont l'admiration pour son lecteur était sincère, venait offrir à Emile ce qui lui manquait encore : un ami jeune, intelligent, compréhensif et enthousiaste, capable de remplir sa solitude et de l'encourager aux heures de doute et de lassitude. L'isolement dans lequel il s'était d'abord complu lui pesait désormais. « J'avais besoin, écrivit-il, de communiquer mes projets à quelqu'un. » Quant au maître d'étude, il exprima de la sorte ses sentiments dans une lettre à ses frères, écrite quelques jours après cette première rencontre : « J'ai fait ici la connaissance d'un jeune homme de talent qui vit retiré d'une façon indépendante. On le regarde comme un fou. Je ne vois en lui qu'un homme d'un grand esprit. Bref, nous sommes liés et nos relations sont très fréquentes. »

Il était exagéré de dire qu'Erckmann passait pour fou dans sa ville natale. La vérité est que son caractère réservé, quelque peu timide au sortir de l'adolescence, était devenu distant depuis ses trois années d'études à Paris. Après sa guérison, lorsqu'il s'était retrouvé dans l'ambiance phalsbourgeoise, il avait vite mesuré le néant intellectuel à peu près complet de la petite ville, dont les notables les plus éclairés se partageaient en deux coteries littéraires rivales, l'une, de sentiments conservateurs, reconnaissant pour son grand homme le vicomte d'Arlincourt, l'autre, amie des réformes politiques, se délectant aux romans d'Eugène Sue.

Les jeunes gens de sa génération qu'il eût aimé à fréquenter, ses anciens condisciples du collège, étaient maintenant dispersés.

La plupart de ses autres amis de jeunesse restés au pays ne pouvaient guère l'entretenir que de sujets terre à terre, vite épuisés et d'ailleurs sans intérêt. Les esprits forts de la brasserie locale eux-mêmes étaient mal préparés à l'entendre exposer ses opinions littéraires ou philosophiques. Quant à sa famille, à part son père qui lui témoignait toujours le même attachement, elle restait indifférente ou sceptique à l'égard de ses ambitions d'écrivain. Sa sœur Julie, l'aînée, mariée à un épicier nommé Hippolyte Weissé, ne s'occupait que de son commerce ; sa seconde sœur, *mamselle Philippine*, comme on disait dérisoirement autour d'elle, demeurait *minus habens*, et ses deux frères aînés, établis à Strasbourg, lui étaient devenus presque étrangers. Pourtant, il y avait chez chacun d'eux une différence d'attitude envers lui. Charles se bornait à un minimum de relations fraternelles, tandis que Jules, saisi d'une singulière malveillance pour son cadet, écrivait à leur père des missives où Emile était couramment traité de « braque » et d'imbécile, heureux d'avoir un peu d'instruction pour devenir juge de paix ou maître d'école dans quelque village, et « ne pas crever de faim ».

Après ce jugement d'un proche parent, on ne doit pas s'étonner que le timide Emile, toujours indécis sur la voie à suivre et demeurant, à vingt-cinq ans sonnés, sans position, passât auprès de ses réalistes compatriotes pour un original fieffé. Le bon M. Perrot le savait et comptait bien le tirer de son isolement moral en lui donnant son maître d'étude pour partenaire. Plus tard, ce psychologue pouvait dire avec vérité : « J'ai vu ce qui manquait à l'un et à l'autre ; je leur ai conseillé de s'associer. C'est ce qu'ils ont fait. »

Cependant, Erckmann, avant de se décider à s'attacher Chatrian, voulait faire connaissance avec sa famille. La figure de l'ancien verrier du Grand-Soldat l'attirait d'avance pour plusieurs raisons. D'abord, pensait-il, un vieux contrebandier a toujours quelque chose d'intéressant ; ensuite, il ne lui convenait pas de se lancer à l'aventure, sans savoir positivement à quelle espèce de gens appartenait celui qu'il voulait s'associer. L'époque des vacances étant arrivée, les jeunes gens partirent pour le Grand-Soldat, à pied, en une longue marche à travers le massif forestier de Dabo qui sépare la vallée de la Zorn de celle de la Sarre supérieure.

Le hameau natal de Chatrian était une fort modeste agglomération humaine, située à la limite linguistique du français et du

dialecte, comme l'indiquait son double nom de Grand-Soldat et de Soldatenthal. Situé au fond d'une gorge des Vosges, entouré de bois, il ne possédait plus de verrerie, mais seulement une vieille scierie mue par un torrent voisin, affluent de la Sarre.

La maison des Chatrian, adossée à la côte, était d'assez belle apparence. Le chef de famille, petit homme sexagénaire, très chauve, à nez crochu, étonnait par sa voix claironnante et aussi par sa force physique. A l'entendre il avait, dans son jeune temps, étouffé un loup dans ses bras, il avait lutté contre un ours à la foire, et une autre fois avait arrêté un taureau en le tirant par la queue. Mais sa femme, une Auvergnate petite et sèche, aux pommettes saillantes et rosées, gênait parfois la verve de son époux. Quand il allait trop loin dans ses vantardises :

— Taisez-vous, disait-elle. Ça n'est pas vrai !

Personne ne se tutoyait dans la famille, et Emile remarqua que les parents appelaient leur fils : « Monsieur Gratien.... »

On présenta au visiteur l'oncle maternel du maître d'étude, Nicolas Restignat, grand, gros, massif, ancien souffleur de bouteilles à la verrerie disparue, retiré des affaires, fauchant maintenant ses prés lui-même, se glorifiant d'avoir appris l'A. B. C. à son neveu. Mais il avait fait mieux, car c'était grâce à ses largesses que Gratien avait pu suivre à Phalsbourg l'abbé Thony comme élève pensionnaire.

L'accueil de tous ces braves gens pour l'ami de leur fils et neveu fut cordial. On lui fit fête, et comme la viande de boucherie manquait au Grand-Soldat, on alla pêcher des truites dans le torrent. Avec un poulet, du pain bis et un petit vin rosé fort agréable, Erckmann eut lieu de se féliciter de cette réception.

Les deux amis repartirent trois jours plus tard pour faire une longue course en montagne par le Donon, Fromont, Haslach, le Nideck, le Schneeberg et Dabo. De ce point, Erckmann revint seul chez son père, résolu à se lancer dans la carrière des lettres et à s'associer Chatrian. Mais c'était là un engagement *in petto*, unilatéral, valable seulement pour l'avenir, car rien n'avait été convenu entre eux. Les vacances terminées, Emile reprit la diligence pour Paris afin d'y terminer son droit, et Chatrian réintégra au collège sa cellule de capucin.

Erckmann avait composé à Phalsbourg un nouveau manuscrit intitulé *Schinderhannes ou les brigands des Vosges*, qu'il remit à Paris entre les mains de Mme Clémence Lalyre, directrice de la *Corres-*

pondance littéraire, pour le faire paraître dans différentes feuilles des départements. Mais peu après son arrivée, l'attention de l'étudiant fut détournée de la littérature par les événements politiques.

La grande question du jour était la modification de la loi électorale par l'abaissement du cens et l'adjonction des capacités. Elle devint le prétexte d'une campagne d'agitation à laquelle prirent part les partis républicains organisés en sociétés secrètes. Erckmann, d'humeur indépendante, ne s'était jamais laissé enrôler dans une ligue politique, mais il avait été touché par la propagande qui s'exerçait jusque dans les locaux des Facultés.

Survinrent les événements du 22 février 1848. Dans la nuit précédente, des agents de police avaient démoli les préparatifs d'un banquet réformiste interdit. Mais le lendemain la foule affluait au lieu du rendez-vous dans l'intention d'y faire une grande manifestation. Sur la rive gauche, une colonne de bourgeois, d'ouvriers et d'étudiants se forma dans la rue de la Harpe et se dirigea vers la Chambre des députés, où elle en rencontra une autre venant des boulevards par la place de la Concorde. Erckmann, venu avec les contingents du Quartier latin, était présent. On cria *Vive la Réforme! A bas Guizot!* Quelques audacieux pénétrèrent dans le Palais Bourbon en franchissant les grilles ; mais ils furent bientôt expulsés par la garde accourue.

Le lendemain 23, Emile se retrouva au quai de l'Horloge, près du Palais de justice, et fut témoin de la charge des gardes municipaux, ce corps dont l'énergie voisine de la brutalité contribua beaucoup à augmenter l'effervescence populaire. Il parcourut également le quartier Saint-Martin. Mais, quoiqu'il eût pu se targuer par la suite du titre de « combattant », il ne semble pas avoir pris une part active aux engagements des rues dans les journées de février.

Ce qui est sûr, c'est qu'après l'institution de la République, l'Ecole de droit resta fermée et qu'un club d'étudiants, dit *de la Sorbonne*, se formant au Quartier latin, acclama spontanément Emile Erckmann comme secrétaire. C'est à peu près tout ce qu'on peut reconstituer de son rôle dans la révolution parisienne de 1848 qui lui inspira ce jugement : « On veut que les Révolutions soient terribles. Eh bien ! j'ai vu qu'elles marchent en quelque sorte toutes seules, quand l'heure de la justice est arrivée. »

Chez les Erckmann, la lecture du *Moniteur* et du *Constitutionnel*,

relatant les différentes péripéties des troubles à Paris, eut pour effet d'inquiéter grandement le chef de famille. Les cours de droit restant suspendus, il enjoignit à son fils de revenir et omit de lui envoyer sa mensualité de mars. Emile obéit donc, faute d'argent, et rentra au foyer paternel.

Il prenait d'assez bon gré son parti de la situation. Déjà, l'été précédent, son père écrivait, à son sujet, ces lignes à un cousin : « Emile est encore ici, et ne retournera pas de sitôt à Paris, il ne veut pas être avocat, mais écrivain. » Pourtant, l'automne venu, l'étudiant devait encore céder aux instances du vieux libraire. Mais maintenant, puisque c'était son père lui-même qui l'obligeait à revenir, il était bien décidé à se faire littérateur de profession. Et comme, à cette époque de notre histoire, le mouvement politique était dirigé ou appuyé par des écrivains tels que Lamartine, Louis Blanc, Victor Hugo, George Sand, il résolut, pour commencer, de fonder dans sa ville natale un foyer de propagande républicaine à l'instar de Paris.

Il retrouvait en Chatrian un collaborateur acquis d'avance à ses desseins. S'étant concertés, ils convoquèrent une assemblée privée de démocrates, dressèrent procès-verbal de leur réunion et le portèrent au maire en lui demandant un local pour leurs séances publiques. Le maire, craignant non sans raison pour la tranquillité de sa commune, refusa.

Au dire de ses contemporains, Emile parlait facilement, en bons termes, d'une voix retentissante, et Chatrian, qui l'admirait en cela comme en tout, le voyait déjà forçant par sa seule éloquence l'adhésion aux idées républicaines des conservateurs de la Meurthe. Dès qu'il fut question d'élire une assemblée constituante, il exulta : « Nous allons, dit-il, travailler ces bourgeois aristocrates. Erckmann attaquera les candidats proposés ; je l'appuierai de toutes mes forces et nous sommes sûrs d'entraîner le peuple. Mon ami discutera toutes les questions politiques ; j'ai, pour ma part, à traiter de l'organisation du travail ; c'est une rude tâche que nous entreprenons, mais si Dieu est pour la justice, nous triompherons ! » (1)

Ce beau programme ne put être suivi, faute du local refusé par le maire. Malgré deux autres séances privées où « la foule était déjà considérable », les deux jeunes gens abandonnèrent leur

(1) Bibliothèque nationale, Manuscrits, Nouvelles acquisitions françaises, 23 854 et suivantes.

projet. Ils avaient bien réussi à ouvrir un club dont les séances se tenaient sur la place de Phalsbourg dite des Acacias, mais la rigueur de la température nuisait beaucoup à la fréquentation, et, l'opposition de la bourgeoisie persistant, ils renoncèrent provisoirement à leur propagande.

D'ailleurs, l'activité d'Emile était sollicitée sur un plus vaste théâtre. En cette époque de démocratisme déchaîné, les vocations politiques les plus imprévues se faisaient jour. Jules Erckmann, par exemple, associé maintenant avec son frère Charles pour la fabrication des pipes, venait de poser sa candidature aux élections du Bas-Rhin pour l'Assemblée Constituante. N'ayant pu se faire inscrire sur la liste républicaine patronnée par Lichtenberger, il avait fondé à Strasbourg *Le Républicain alsacien*, journal bilingue destiné à soutenir sa cause et dont il proposa la direction à Emile.

Celui-ci accepta. Le *Républicain alsacien*, qui se disait le journal de la démocratie, paraissait six fois par semaine. Dans son premier numéro, daté du 19 mars, Emile Erckmann le proclamait « spécialement consacré à l'amélioration du sort du peuple et à son éducation, sous le triple rapport politique, matériel et moral ». En fait, il avait pour unique objet d'assurer l'élection de son fondateur, annoncée pour le 23 avril. Ce jour venu, Jules Erckmann n'obtint au scrutin qu'un millier de voix, échec qui marqua le déclin de son journal. Le *Républicain alsacien* cessa de paraître le 31 août, redevant à ses lecteurs plus de six mois d'abonnement.

Emile n'était plus à Strasbourg. Remplacé à la direction du journal par l'éditeur Dannbach, qui l'imprimait, il se trouvait à Paris, cherchant à placer une pièce de théâtre intitulée *Georges ou le chasseur des ruines*, écrite en collaboration avec son ami sous la signature « Emile Erckmann et Pierre Chatrian ». Dédiée à Félix Pyat, député montagnard, elle mettait en action, au cours de cinq actes, le sujet mélodramatique d'un bâtard, fils d'une bohémienne et appelé Georges, en lutte avec un puissant seigneur, le comte de Linange. La scène se passait en Alsace.

Cette œuvre antithétique à souhait, selon la mode romantique, fut présentée par Erckmann au théâtre de la Gaîté, qui presque aussitôt fut déclaré en faillite. L'auteur la porta alors à l'Ambigu-Comique, qui la reçut en exigeant des modifications. Elle était en répétition au mois de décembre, quand Louis Bonaparte fut élu président de la République. Le directeur de l'Ambigu craignit que la pièce ne parût contenir des allusions aux événements du

temps, sous la fiction dramatique, et demanda encore quelques retouches. Emile, cette fois, refusa.

Les premiers froids d'hiver avaient commencé. Dehors, la neige tombait à gros flocons. Werner, l'acteur qui devait remplir le rôle de Georges, navré de voir s'éloigner une si belle occasion de succès, prit l'auteur par la main et l'amena près d'une fenêtre en disant :

— Vous avez tort. Tenez, chacun de ces flocons, si la pièce était représentée, serait une pièce de cent sous qui tomberait dans votre poche et dans notre caisse.

Rien n'entama la résolution d'Erckmann, qui partit en emportant son manuscrit.

Il arriva à Strasbourg pour y apprendre que le docteur Küss, de la faculté de médecine, venait de fonder un nouveau journal, le *Démocrate du Rhin*, qui devait commencer à paraître le 30 décembre en continuant l'abonnement aux lecteurs du *Républicain alsacien*. C'était une bonne aubaine pour l'auteur déçu de *Georges*, qui allait publier en feuilleton dans la nouvelle gazette deux contes sous la signature : « Emile Erckmann-Chatrian ». Le premier, intitulé *Malédiction*, était l'amalgame d'un écrit de Chatrian, *Karl Maria*, et d'un roman d'Erckmann, *Les deux crânes*. La publication en fut commencée le 16 avril 1849. C'était une réplique de *Georges :* la résistance d'un héros solitaire aux coups de la destinée, œuvre médiocre en somme, pleine de longueurs, de maladresses et de naïvetés, qui se ressentait de la dualité de son origine. Le second conte, intitulé *Vin rouge et vin blanc*, n'était pas meilleur, et sa publication fut contrariée par les contre-coups de l'expédition de Rome.

Cette action maritime et militaire de la France contre les sujets révoltés du Pape n'avait pas l'agrément des républicains avancés. Quand elle fut résolue par l'Assemblée législative, Ledru-Rollin tenta de soulever le peuple de Paris. L'insurrection eut lieu le 13 juin 1849, lendemain du jour où le *Démocrate du Rhin* avait commencé l'insertion de *Vin rouge et vin blanc*. Erckmann jouait de malheur : le *Démocrate* et nombre de journaux de province ne parurent pas le 13 juin, occupés qu'ils étaient à imprimer l'*Appel* du comité d'insurrection mettant hors la Constitution le Prince-Président et son gouvernement. A Strasbourg, ce jour-là, il y eut un commencement d'émeute. La garde nationale rassemblée occupa irrégulièrement la Préfecture. Jules Erckmann, à la tête

d'un groupe de partisans, s'empara du télégraphe. Mais l'échec du mouvement à Paris entraîna celui des départements. Quelques jours après, la rédaction du *Démocrate du Rhin* était arrêtée, y compris Emile Küss, Jules Erckmann et l'imprimeur Dannbach. Emile Erckmann échappa aux poursuites parce qu'il était absent de Strasbourg, s'étant rendu à Paris pour prendre part aux événements.

Les fauteurs de l'équipée strasbourgeoise devaient être traduits devant la Cour d'assises de la Moselle, qui les acquitta le 16 octobre. Quant à Emile, dégoûté pour longtemps de la politique militante, il revint de Paris à Strasbourg, fit paraître dans le *Démocrate* un troisième feuilleton ayant pour titre *Rembrandt*, puis revint à Phalsbourg, après avoir cessé toute collaboration avec ce journal, le 15 juillet 1849.

A Phalsbourg, Emile avait repris ses habitudes d'antan, et recevait ses amis dans son réduit de la rue des Capucins. Les grandes vacances commencées avaient rendu la liberté à Chatrian qui ne le quittait plus. En ce temps, ils firent connaissance avec un enfant prodige, neveu d'une vieille demoiselle, leur voisine. Agé de seize ans seulement, ce jeune homme produisait depuis 1844 de remarquables lithographies et venait d'atteindre la notoriété en faisant paraître, dans le *Journal pour rire* de Philippon, une série de dessins intitulée *Les travaux d'Hercule.* Il se nommait Gustave Doré et venait chez Erckmann accompagné de ses frères Ernest et Emile, ce dernier élève du Conservatoire de Paris.

Tout ce monde allait ensemble en promenades et en excursions. Le soir, il se réunissait rue des Capucins, où Gustave traçait inlassablement des portraits-charges. Ernest, qui s'exerçait à la composition, se mettait au piano et jouait, demandant pour sa musique des vers à messieurs les littérateurs.

Emile demeura encore à Phalsbourg pendant l'hiver suivant, préparant la mise à la scène d'un nouveau drame, signé, comme tout ce qu'il écrirait désormais, du nom composé d'Erckmann-Chatrian. Une lettre de son père adressée à un cousin, commis à Paris chez un papetier et datée du 16 janvier 1850 nous renseigne sur son activité à cette époque.

« Quant à Emile, écrit Erckmann le père, il est ici depuis plus d'un an. Il a écrit quelques romans, et dimanche prochain on représentera au théâtre de Strasbourg un drame qu'il a composé

et intitulé *L'Alsace en* 1814. C'est une pièce superbe et très patriotique. Je compte qu'elle le fera connaître avantageusement, car il écrit très bien. » (1)

L'Alsace en 1814, dont il est question dans cette lettre, s'inspirait, comme *Georges*, des *Montagnards des Vosges*, œuvre de Chatrian que son auteur n'avait pas réussi à placer dans un théâtre belge. C'était l'utilisation du principal épisode, la défense des Vosges par les paysans contre les Alliés en 1814. Dans cette pièce, on trouvait beaucoup moins d'emphase romantique que dans la précédente. Erckmann avait soigné son style, châtié sa langue, judicieusement disposé l'essentiel et l'accessoire ; bref, il y avait progrès très net dans le plan et dans l'exécution.

Le drame avait été reçu avec éloges par le directeur Halanzier. Il venait d'être répété et la date de la première représentation était fixée, lorsque, la veille de ce jour, l'acteur chargé du rôle de traître, Lanz, se déclara indisposé. Dès que l'auteur en fut informé :

— Avez-vous un jeune homme doué d'une bonne mémoire ? demanda-t-il au directeur.

— Oui, mais le rôle est bien long.

— Qu'à cela ne tienne !

Erckmann, s'asseyant au bureau directorial, raccourcit le rôle des trois quarts au moins, puis le jeune homme étant venu, il lui demanda s'il pouvait apprendre cela pour le lendemain soir.

— Parfaitement, répondit l'acteur.

— Bon, c'est une affaire entendue. Vous jouerez le rôle de Lanz.

Le lendemain, le préfet, le général commandant la division, toutes les autorités civiles et militaires assistèrent à la représentation, qui fut accueillie par les applaudissements frénétiques des patriotes. Tous les amis connus ou inconnus d'Erckmann-Chatrian, c'est-à-dire les lecteurs du *Démocrate du Rhin*, étaient réunis dans la salle. L'enthousiasme était général, mais les plus exaltés des spectateurs eurent la mauvaise inspiration de pousser ce cri, alors considéré comme séditieux :

— Vivent les Rouges !

L'effet de cette maladresse fut immédiat. Le lendemain, une lettre préfectorale signifiait au directeur Halanzier que toute représentation du drame était interdite jusqu'à nouvel ordre.

(1) Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg. Papiers d'Erckmann, carton 14.

La même année, « Emile Erckmann-Chatrian » publia un conte fantastique sous le titre : *Science et génie, ou le mariage de granit*, in octavo de cinquante-six pages, dédié à « Friederich, de Strasbourg, l'auteur des admirables statues d'Erwin, de Steinbach et de Jean Hulz, au bon citoyen, à l'artiste modèle et consciencieux ».

C'était une œuvre bizarre, en dix tableaux au cours desquels s'opposaient deux personnages principaux : l'artiste, un sculpteur nommé Micaïl, le savant, don Spiridion Doloso. Chacun d'eux recherche, par des moyens différents, la solution du même problème : faire rendre à la matière brute l'image de la vie animée. Le premier prétend arriver au but par son génie, mais en vain. L'autre espère y parvenir en tuant la vie elle-même. Il trouve en effet le moyen de pétrifier les créatures vivantes, tout en leur conservant l'apparence normale. La réussite de ce procédé mécanique désespère Micaïl, qui, jaloux de son rival Spiridion, le tue et s'empare d'une fiole de son liquide secret. Devenu fou, il en répand le contenu sur lui-même et sur sa fiancée Erwinia. La fin du conte justifie l'étrangeté de son titre. « Les deux statues entrelacées ne formèrent plus qu'un seul groupe... Mariage de granit que l'éternité même ne peut dissoudre. »

Revenu à Phalsbourg, Emile ne tarda pas à constater que les sentiments de M. Perrot à l'égard de Chatrian s'étaient bien modifiés. Il ne l'encourageait plus à travailler pour être professeur, mais pour devenir écrivain. Or, pour suivre cette nouvelle carrière, il n'était plus nécessaire à Chatrian de conserver ses fonctions de maître d'étude au collège, et justement, le plus vif désir du principal était maintenant de le voir donner sa démission.

En effet, la position de M. Perrot était devenue délicate. Au moment de la révolution de Février, il n'avait pas été trop choqué de l'activité révolutionnaire du maître d'étude, qui s'était prolongée, nous l'avons vu, jusqu'à la période électorale de 1848 et aux journées de Juin. Mais, dès la rentrée scolaire, il s'était aperçu que les familles des élèves s'offusquaient de ses discours incendiaires, de ses opinions extrêmes, même de son amitié pour Erckmann, qui écrivait à Strasbourg dans des journaux « rouges », et dont le frère s'était compromis dans une émeute. Depuis, le comportement de Chatrian n'avait guère changé et la société phalsbourgeoise continuait à s'inquiéter de l'influence qu'il pouvait prendre sur les élèves du collège.

(A suivre.) GEORGES BENOIT-GUYOD

LE PORTEFEUILLE DE TALLEYRAND (1)

CORRESPONDANCE AVEC L'EMPEREUR (1804-1805)

L'EXÉCUTION DU DUC D'ENGHIEN

Les *Mémoires* de Talleyrand sont singulièrement laconiques sur l'arrestation du duc d'Enghien. Chateaubriand, en revanche, fait état dans les *Mémoires d'outre-tombe* d'une lettre du ministre au Premier Consul : « J'ai tenu dans mes mains et lu de mes yeux une lettre de M. de Talleyrand, écrit-il. Elle est datée du 8 mars 1804 et relative à l'arrestation, non encore exécutée, de M. le duc d'Enghien. Le ministre invite le Premier Consul à sévir contre les ennemis. On ne me permit pas de garder cette lettre, j'en ai retenu seulement deux passages : « Si la justice oblige de punir rigoureusement, la politique exige de punir sans exception... J'indiquerai au Premier Consul M. de Caulaincourt, auquel il pourra donner ses ordres et qui les exécuterait avec autant de discrétion que de fidélité... » Ce rapport de Talleyrand paraîtra-t-il un jour en entier ? Je l'ignore, poursuit Chateaubriand, mais ce que je sais c'est qu'il existait encore il y a deux ans. »

Cette lettre du 8 mars ne se trouve pas dans le copie-lettres de Perrey, mais après le folio 35 du registre, une ou deux pages ont été retranchées au canif et remplacées par un feuillet adventice monté sur onglet ; ce feuillet de registre de couleur paille

(1) Voir *La Revue* du 15 mai.

est vergeté de minces raies verticales pareilles à des filets de sang séchés. Détail curieux, le raccord soude deux fragments de lettres de Talleyrand au général Bonaparte. Voici le début du premier daté du 5 pluviôse an XII (26 janvier 1804) : « On ne me donne la confiance que c'est aujourd'hui le dernier jour de mon travail où je serai privé du bonheur de vous le présenter moi-même, cet espoir va hâter et assurer mon... (1) » Et voici la fin du second, écrit le 28 janvier et relatant la mort de M. Azara, ministre d'Espagne : « ...Il vous était entièrement dévoué et sa perte vous causera des regrets, mais, je le répète, ne nuira en rien à vos affaires. » Ce dernier fragment est suivi d'un billet du 29 ventôse an XII (20 mars 1804) signé : Bonaparte et de cette note : « Le duc d'Enghien, qui avait été arrêté à Ettenheim le 24 ventôse, fut fusillé à Vincennes le 29 ventôse.

Ainsi les pages retranchées correspondent au texte de la lettre du 8 mars mentionnée par Chateaubriand. Pour être négative la preuve n'en est pas moins péremptoire.

Dans le portefeuille de maroquin rouge provenant de la succession de Joseph Fouché, deux ou trois pièces seulement concernent cette affaire. Elles ont trait à une polémique de presse qui, en 1823, mit sur la sellette le prince de Talleyrand considéré comme complice et instigateur du meurtre de Vincennes. Un journal royaliste *l'Oriflamme*, du 21 novembre 1823, publia la lettre que Talleyrand avait écrit le 11 mars 1804 au baron d'Edelsheim, ministre des Affaires étrangères de l'Electeur de Bade, et où il lui signalait la présence à Offenbourg d'un nid d'émigrés français, parmi lesquels le général Dumouriez et le duc. Le *Memorial* de Las Cases venait de paraître, reproduisant complaisamment les paroles de l'Empereur qui laissaient à Talleyrand le maximum de responsabilité. L'ancien ministre fut donc contraint de reconnaître certaine « part dans la déplorable affaire de M. le duc d'Enghien ». Dans le portefeuille rouge se trouve, à l'appui de l'article de *l'Oriflamme*, une lettre anonyme « A S. E. le prince de Talleyrand, en son hôtel de la rue Saint-Florentin » qui met en cause Bourrienne (2).

(1) ... rétablissement ». La suite se trouve dans le recueil de Pierre Bertrand, qui date indûment, semble-t-il, la lettre du 26 nivôse An XII (17 janvier 1804).

(2) Voici cette lettre anonyme : « Il est bon que M. de Talleyrand soit informé des obligations soutenues qu'il a au fameux Bourrienne, ministre d'État de la façon de son Excellence. Entre mille exemples que l'on pourrait citer, on se bornera à parler de celui qui vient de recevoir une si fâcheuse célébrité. Savary, affamé d'argent et fatigué de l'inutilité à laquelle son ignorance, sa bassesse et ses antécédents l'ont condamné sans retour, se rendit le 7 septembre dernier chez Mme H. (lire sans doute : Mme Hamelin). Il y trouva

ENTRE L'AVÈNEMENT ET LE SACRE

Lors de la proclamation de l'Empire, en mai 1804, alors que Cambacérès et Lebrun sont faits archi-chancelier et archi-trésorier, Talleyrand est fort déçu de ne pas recevoir un titre analogue. Au lendemain de la première distribution des étoiles de la Légion d'honneur aux Invalides, le 15 juillet 1804, l'Empereur part pour le camp de Boulogne, le Nord, puis les bords du Rhin. De Calais, où il accompagne Napoléon, Maret écrit à Talleyrand :

« Calais, 18 thermidor, an XII (6 août 1804).

« Je croyais en partant de Paris que notre séjour à Boulogne serait fertile en nouvelles et que j'aurais, chaque jour, quelque chose à apprendre à M. de Talleyrand. Ma première lettre a tout dit, et je ne me suis réservé pour la seconde que le plaisir de répéter à quel point sont sincères mes tendres sentiments.

« HUGUES B. MARET.

« L'Empereur arrivera cette nuit à Dunkerque. (1). »

Le même jour, l'Empereur chargeait Maret d'une mission :
« L'Empereur me charge, Monsieur, de vous faire connaître qu'il désire que vous envoyez des instructions à Francfort pour que M. Czartakoff, agent de Hanovre, soit chassé de cette résidence. Agréez, Monsieur, les sentiments inviolables dont j'ai l'honneur de vous présenter l'assurance. H. B. MARET. »

Talleyrand s'apprêtait alors à gagner Bourbon-l'Archambault pour y faire sa cure d'été. Ayant confié à un intérimaire la charge de son département, il n'en garde pas moins le contact avec l'Empereur resté à Boulogne.

Bourrienne. Ces dignes amis se rendirent dans le jardin, et là, Savary s'ouvrit sur les difficultés qu'il rencontrait à placer à un prix avantageux les *Mémoires* qu'ils avaient rédigés ensemble. « Il faut, dit Bourrienne, donner au public et aux libraires un avant-goût de leur contenu en publiant quelques fragments. Il faut surtout choisir un épisode qui réveille des souvenirs, par exemple le duc d'Enghien à Vincennes. — J'y suis, s'écria Rovigo. Justement le *Mémorial de Sainte-Hélène*, m'autorise à cette publication... mais tout le monde ne l'a pas lu, il faudrait qu'un journal... — Bien, très bien, reprend à son tour Bourrienne, j'en fais mon affaire. *l'Oriflamme* est à ma disposition. » Ce point arrêté, il fut convenu que, pour se ménager les libéraux, on justifierait Napoléon et que, pour allécher les ultras, on leur offrirait en holocauste le médiateur de la rentrée des Bourbons. « Ce plan, communiqué à quelques coryphés des deux bords, fut approuvé et exécuté comme on l'a vu, mais si Savary a réussi à débiter sa drogue, les fruits qu'elle a produits sont déjà bien amers pour lui. Il n'en est pas de même de Bourrienne, resté derrière le rideau : il a déjà recueilli une bonne part des bénéfices de cette conception, et il se croit bien à l'abri des éclaboussures. Jouira-t-il toujours de l'impunité ? »

(1) Il y arriva le 7 août à 6 heures du soir et en repartit le 11.

« 2 fructidor, an XII (20 août 1804).

« Sire,

« J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de V. M. la suite de ma correspondance. Elle verra que la Russie commence à se ressentir des intrigues qui l'ont portée à sortir de la sphère de ses intérêts. Il est à croire que des démêlés personnels (qui là sont quelque chose) devenant un objet de désordre et d'inquiétude au sein de son ministère, l'empereur Alexandre se verra obligé de laisser l'Europe en paix, s'il veut être tranquille chez lui. J'ai l'honneur d'adresser à V. M. un projet de note à M. d'Oubril rédigé sur le plan qu'elle m'a fait l'honneur de m'envoyer (1). J'avoue que je trouve ma note un peu dure, surtout par l'ironie qui y règne. J'y joins les deux copies des traités qui sont cités dans mon office. V. M. a sous les yeux la note de M. d'Oubril qu'elle ne m'a point renvoyée.

« M. de Champagny (2) nous apprend enfin l'issue de la discussion relative à la reconnaissance. Je la regarde comme terminée. Les chicanes de la Cour de Vienne ne l'ont conduite à aucun résultat effectif ; même pour la vanité. Si le comte Cobentzl reçoit incessamment ses lettres de créances, comme il n'est plus possible d'en douter et si le voyage de V. M. se prolonge, ne trouverait-elle pas convenable de lui faire connaître qu'elle les recevra pendant son voyage à Aix-la-Chapelle par exemple ?

« J'ai l'honneur d'adresser à V. M. le projet de lettre qui pourrait être écrite à M. l'ambassadeur d'Espagne.

« Je ne pense pas que V. M. doive arrêter son attention sur la méprisable et absurde fable de Varsovie. Dans la position où est Louis XVIII et son existence étant de si peu d'intérêt, même pour sa cause, imaginer des sujets de crainte, créer des projets d'assassinat, c'est recourir a un bien puéril expédient pour chercher à attirer de l'intérêt sur des regrets et des ambitions que le sort condamne à l'obscurité : c'est une bien ridicule parodie des dangers attachés aux grandes destinées, tout cela se réduit à une querelle d'espionnage et à une scène de cabaret.

(1) On jugera à ce trait que l'Empereur laissait peu de marge à l'initiative de son Ministre des Relations extérieures. M. d'Oubril remplissait les fonctions de représentant du Tsar à Paris.

(2) Champagny venait d'être nommé ministre de l'Intérieur. L'Empereur fit part de sa décision à Talleyrand, par lettre en date du 19 thermidor, an XII (7 août 1804), lettre publiée dans la *Correspondance*, n° 7.910.

« Une lettre de M. Reinhard annonce que la désagréable affaire de Bremen est près de finir et que les incidents auxquels elle a donné lieu n'entraîneraient pas de nouveaux ni de plus grands inconvénients que ceux qui ont déjà excité la sollicitude de la Prusse.

« J'ai l'honneur de transmettre à V. M. une lettre de M. le cardinal légat. J'y joins celle que M. l'évêque d'Orléans m'a écrite à ce sujet. Par les renseignements qu'il a recueillis de la conversation et de la correspondance du cardinal Caprara, il devient hors de doute que Sa Sainteté est déterminée à se rendre auprès de la personne de V. M. et à consacrer votre avènement par tout ce que son auguste ministère a de plus important aux yeux des peuples. Je me réjouis vivement des grands effets et des suites heureuses que cet événement doit nécessairement avoir sur l'opinion présente et sur celle même de la postérité.

« Je prie V. M. de bien vouloir me donner ses ordres sur la lettre qu'elle est disposée à écrire au Souverain Pontife. M. Massias (1) m'écrit que l'Electeur de Bade est disposé à se rendre à Strasbourg pour avoir l'honneur de présenter leurs hommages à V. M. Je voudrais pouvoir répondre à cette ouverture. Je supplie V. M. de recevoir... etc.

Ch. Maurice Talleyrand.

Successivement du Pont-de-Briques et du château d'Hermerangues, où il séjourne les 24 et 25 août 1804, Maret dépêche vers Talleyrand ces deux billets :

Au Pont-de-Briques, le 6 fructidor, an XII.

« L'Empereur envoie à M. de Talleyrand une note qu'il m'a dictée fort vite. Je crains que les relations d'articles ne soient pas littérales. Il est possible que l'Empereur parte demain 7 fructidor et probablement qu'il partira après-demain, dimanche 8. En ce cas il serait le 15 fructidor à Aix-la-Chapelle. C'est là que j'espère retrouver M. de Talleyrand. Je suis bien impatient de juger par mes yeux de l'effet des eaux. Il n'est personne que sa santé touche aussi vivement ; il n'est aucun de ses amis qui lui porte un dévouement plus tendre. »

(1) Ministre de France à Carlsruhe, mêlé, comme tel, à l'affaire du duc d'Enghien.

Et le lendemain (7 fructidor) :

« J'étais trop intéressé à ce que l'ordre de venir à Aix-la-Chapelle fût donné à M. de Talleyrand pour ne pas le réclamer selon son désir ; mais je n'ai aucun intérêt à ce qu'Aix le possède avant que nous y soyons et je le préviens de notre itinéraire, pour le cas où l'Empereur, dans sa lettre, aurait persisté à indiquer le jour de son arrivée au 12 (1). En supposant que nous partions demain soir, nous n'arriverons guère avant le 15. On séjourne successivement à Saint-Omer, à Arras et à Mons : ainsi trois séjours et quatre jours de marche. En bonne arithmétique, un voyage qui commence le 8 et qui dure sept jours ne finit pas par conséquent avant le 15. Bien tendre dévouement. »

En août 1804, Talleyrand multipliait les entretiens avec M. de Cobentzl représentant de la Cour de Vienne à Paris. Il s'agissait d'inscrire dans le Gotha des souverains l'empereur d'Allemagne avec le nouveau titre qu'il venait de se conférer : d'empereur des Romains et d'Autriche. Dans une lettre publiée par Pierre Bertrand, le ministre, le 26 août, annonce à l'Empereur un « projet de la lettre particulière » que Sa Majesté est dans le cas d'écrire à l'Empereur d'Autriche au sujet de cette promotion protocolaire. A défaut de ce texte, voici un autre projet, rédigé par Talleyrand, mais corrigé par l'Empereur, les passages de sa main sont transcrits en italiques, où Cobentzl est ainsi informé des dispositions de la Cour de France à l'égard de la Cour d'Autriche :

« Monsieur le comte,

« Je me suis empressé de faire parvenir sous les yeux de S. M. I. la lettre en date du 24 août que V. E. m'a fait l'honneur de m'écrire, ainsi que les pièces qui y étaient jointes. J'ai pris soin pareillement de rendre compte à S. M. de la conférence que j'ai eue samedi dernier (18 août) avec V. E. et je me vois chargé de lui annoncer que S. M. l'Empereur *a appris que S. M.* l'empereur d'Allemagne *avait été* proclamé empereur héréditaire d'Autriche (2). *Il a ordonné* qu'il soit immédiatement expédié

(1) C'est bien la date que Napoléon avait indiquée à Talleyrand. (*Correspondance générale* n° 7.961.)

(2) Le libellé primitif de ce passage était ainsi conçu : « Je me vois chargé de lui annoncer que S. M. l'Empereur des Français n'a pu apprendre qu'avec une véritable satisfaction le parti qu'avait pris S. M. l'Empereur d'Allemagne de se faire proclamer Empereur héréditaire, etc. » La différence de rédaction abolit une nuance à laquelle Napoléon trouva sans doute trop de subtilité : supprimez les congratulations, aura dit Napoléon, j'enregistre un fait, voilà tout.

à M. de Champagny de nouvelles lettres de créance, dans lesquelles S. M. l'empereur d'Allemagne sera qualifié empereur des Romains et d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, conformément à la notification que renferme la note de V. E.

« Je dois ajouter, Monsieur le Comte, en confirmation de ce que M. de Champagny a été autorisé à déclarer à Vienne et de ce que j'ai eu moi-même l'honneur d'assurer à V. E. que, pour ce qui concerne le cérémonial et les rapports d'étiquette, soit entre l'empereur des Français et l'empereur des Romains et d'Autriche, soit entre l'empereur des Français et l'empereur d'Autriche, s'il arrivait que la couronne impériale d'Allemagne fût séparée de celle d'Autriche, l'intention formelle de S. M. l'Empereur est de se tenir exclusivement à ce qui était d'usage sous la dynastie précédente et de ne rien prétendre vis-à-vis de la puissance autrichienne au-delà des droits et des prérogatives des anciens rois de France.

« Qu'il me soit permis, Monsieur le Comte, de terminer cette lettre en me félicitant avec V. E. de voir ainsi renouer dans une circonstance mémorable, avec une réciprocité parfaite et une confiante intimité, les excellents rapports d'harmonie et d'intelligence qui continuent à subsister entre la France et l'Allemagne, entre les deux Augustes Maisons qui régissent l'une et l'autre l'Empire, ne peuvent manquer de garantir la stabilité de la paix sur le continent...

Ch. Maurice Talleyrand.

Talleyrand retrouve Napoléon à Aix-la-Chapelle le 2 septembre 1804, rentre avant lui aux premiers jours d'octobre à Paris, où le 2 décembre a lieu le sacre.

AUTOUR DU COURONNEMENT DE MILAN

Trois mois après les fêtes du sacre à Paris, Napoléon part pour Milan, où il doit être couronné roi d'Italie. Talleyrand, qui doit l'y rejoindre, le renseigne sur la situation au lendemain de son départ.

Paris, 13 germinal, an XIII (3 avril 1805).

« J'ai l'honneur d'adresser à V. M. la correspondance de mon département ; et jusqu'au moment où je serai assez heureux pour

pouvoir moi-même la mettre sous ses yeux, j'aurai soin de lui faire parvenir les dépêches que je recevrai de ses ministres.

« Le grand événement qui a précédé le voyage de V. M. (1) a produit au dehors l'effet qu'Elle devait en attendre. La Cour de Prusse l'a particulièrement saisi sous le point de vue de sagesse et de grandeur si fortement indiqué dans les actes et pièces publiés dans le procès-verbal de la séance du Sénat. (2).

« Elle pense, avec raison, pouvoir tirer parti des dernières déterminations de V. M. à l'égard de l'Italie, pour hâter les effets de sa médiation envers la Russie. Toutes les lettres de M. Laforest (3) sont satisfaisantes. Les rapports de la Cour de Berlin à l'égard de la France ; à l'égard de la Suisse et de la Russie, sont tels que V. M. les désire.

« La mort de la reine douairière de Prusse (4) donnant lieu à une notification, ensuite de laquelle les Cours étrangères doivent prendre le deuil, V. M. a désiré connaître l'usage établi en Prusse à l'égard des deuils et ce qui serait pratiqué à l'égard de la France. M. Laforest me transmet une note de M. d'Hardenberg (5) qui le constate et l'établit. Cet usage est absolument le même relativement aux têtes couronnées que celui établi dans l'ancienne Cour de France. Tout étant éclairci sur ce point, j'ai dû, dans l'absence de V. M., recevoir la notification de M. de Lucchesini (6) qui avait ordre de me la remettre à l'arrivée du courrier si V. M. n'était plus à Paris. Il ne reste plus qu'à faire annoncer dans le *Moniteur*, comme on le faisait autrefois dans la *Gazette de France*, ces mots : la Cour a pris ce jour pour... jours le deuil de S. M. la reine douairière de Prusse, morte le. . . Je dois observer qu'il était d'usage après cette annonce de notifier officiellement ce deuil aux ministres étrangers accrédités auprès du Roi.

« Les dépêches de Vienne ont principalement trait au changement de l'administration de la Guerre et à l'espèce de triomphe que vient de remporter le parti opposé à l'ascendant du prince Charles. La Cour de Munich montre toujours cette indolence et cette irrésolution qui sont inhérentes au caractère personnel du prince. Tout projet actif, toute résolution positive sont au-dessus

(1) Offre de la couronne d'Italie par la délégation lombarde, réunie à Paris, dans la salle du Trône, le dimanche 17 mars.
(2) Notification de cette nouvelle dignité aux membres du Sénat, le 18 mars.
(3) Notre Chargé d'Affaires à Berlin.
(4) La reine douairière de Prusse, femme de Frédéric-Guillaume II, décédée à Berlin le 25 février 1805.
(5) Charles-Auguste, prince d'Hardenberg, ministre de Prusse.
(6) Le marquis de Lucchesini, ambassadeur de Prusse à Paris.

de sa faiblesse. Je continue à désirer extrêmement que V. M. envoie un homme de sa confiance pour traiter et finir toute l'affaire du mariage (1). Est-ce que dans les chambellans de V. M. il ne se trouverait pas quelqu'un d'un caractère ouvert, aimable, et surtout attaché, qui, en s'insinuant dans l'intimité de plaisirs de l'Electeur, parviendrait à le délivrer de ses susceptibilités et de ses craintes ? C'est un homme dont, en présence, on fait ce que l'on veut.

« Ma correspondance ne m'a pas fourni d'autres nouvelles de mer que celles que j'ai l'honneur d'envoyer à V. M. J'ai attendu ses derniers ordres pour l'expédition d'un agent subséquent à la mission de M. Jaubert (2). Je laisse à Paris le double des instructions déjà données et un supplément pour le nouvel agent que V. M. voudra envoyer. La lettre de V. M. pourra lui être remise ainsi que tous les nouveaux renseignements que j'ai demandés et qui seront adressés à V. M. quand ils seront copiés. J'ai pris des mesures pour que l'exécution des ordres soit extrêmement prompte et que tout soit parfaitement secret.

« V. M. m'a fait l'honneur de me demander dans une de ses dernières lettres si le port de Couberon appartenait à la Perse (3). Il n'y a point de port de ce nom ni dans la mer Caspienne ni dans le golfe Persique. Mais il y a un port de Gomrom, à l'entrée du golfe dans la baie et en face d'Ormuz ; ce port de Gomrom est au roi de Perse. Quant à Ormuz, il y a huit ou neuf ans que l'Iman de Mascate était en négociation avec la Cour de Perse pour obtenir cette île ainsi que celle de Bahrein qui sont plus avant dans le golfe Persique, près de la côte occidentale et vers le milieu de la longueur du golfe. Pendant la négociation, le roi de Perse, prédécesseur de celui qui règne, fut assassiné. On ne sait si la négociation a eu quelque suite ; mais son objet se bornait à Ormuz et aux îles Bahrein. Le port de Gomrom ne peut être détaché de la Perse.

« J'ai l'honneur d'adresser à V. M. la lettre de notification du roi de Prusse et deux lettres de l'archichancelier de l'Empire germanique sur l'avènement de V. M. au trône d'Italie. M. de Lima m'a prévenu hier qu'il avait un million à verser à M. Estève. J'en ai prévenu M. Estève.

CH. MAURICE TALLEYRAND. »

(1) Sur ces tractations du mariage d'Augusta-Amélie, fille aînée de Max-Joseph, cf Marcel Dunan, *Napoléon et l'Allemagne*, p. 20 et 402.
(2) Chargé de mission en Perse. L'agent adjoint à Jaubert fut Romieu.
(3) Cf. *Corresp. générale*, n° 8.536 où il est question de la Perse et du port de Gombroun (*sic*).

En juin-juillet 1805, Talleyrand qui, en sa qualité de grand chambellan, avait suivi l'Empereur au couronnement milanais, continue de tenir S. M. au courant des affaires. Napoléon, après avoir présidé à l'installation de son beau-fils le prince Eugène comme vice-roi, a aussitôt quitté Milan pour Brescia, Vérone et Mantoue, Plaisance, Gênes et Turin.

« Bologne, 27 prairial, an XIII (16 juin 1805).

« Sire, V. M. aura bien des choses à remarquer dans le portefeuille de ce jour. Une lettre de Berlin et des lettres de Constantinople sont à peu près tout ce qu'il renferme d'intéressant. La Cour de Vienne presse de nouveau le Cabinet de Berlin de s'entendre avec elle sur la direction ultérieure des affaires de l'empire germanique, en commençant par l'organisation du collège des Princes. M. Laforest pense qu'il n'est pas à craindre que M. de Hardenberg se laisse aller aux cajoleries de l'Autriche. M. de Metternich n'a pas recommencé ses instances, ce qu'il faut attribuer à la crainte d'une prochaine intelligence entre la France et la Russie. Une lettre de M. Portalis, datée d'Aschaffenburg, où est l'archiduc Antoine, est assez curieuse sur la manière dont la Maison d'Autriche traite les archiducs. L'Electeur archichancelier organise son chapitre métropolitain et s'occupe du choix d'un coadjuteur. Je persiste à croire que M. de Stadion, vers lequel il penche, ne nous convient pas, quoique dans ses conversations l'archichancelier l'appelle toujours son élève. On attend à Stuttgard M. King, secrétaire de la légation anglaise.

« Il paraît par les lettres de Constantinople que les deux agents de V. M. se trouveront ensemble à Verna et pourront se concerter pour la suite de leur mission. Leurs instructions et celles de M. Ruffin leur donnent une direction suffisante pour la conduite qu'ils ont à tenir. Tout ce que je reçois de Constantinople me prouve que la malheureuse situation dans laquelle se trouve cette Cour lui fait un besoin, qu'elle ne sait pas sentir, de l'action, de l'instigation continuelle d'une puissance amie. Tout ce qu'elle souffre et tout ce qu'elle craint vient moins encore des deux gouvernements dont elle redoute la puissance et les projets, que des cabales secondaires des agents de ces deux gouvernements, qui, s'étant fait une habitude d'outrepasser en toutes circonstances les instructions de leurs Cours, se font gloire d'entretenir en

Turquie un perpétuel foyer d'intrigues et de mettre sous leur dépendance personnelle tous les hommes qui ont ou qui veulent acquérir du crédit.

« Une lettre du général Turreau est toute entière relative à M. Jérôme Bonaparte. Les journaux américains renferment une lettre du ministre de la Marine, adressée à M. Pichon, dont l'objet est d'engager M. Jérôme Bonaparte à revenir en France. M. Pichon m'envoie un mémoire justificatif de sa conduite qu'il me prie de présenter à V. M.

« La correspondance consulaire consiste en quelques lettres de Tripoli. Les gazettes de Barcelone renferment un tableau des forces navales dans les trois départements de S. M. Catholique.

« V. M. sera reçue à Bologne avec le plus grand enthousiasme, mais elle sera médiocrement logée. L'affaire de Lucques finit comme nous l'avons voulue : la députation sera ici vendredi (1).

CH. MAURICE TALLEYRAND. »

Laissant l'Empereur poursuivre sa course en Italie, — S. M. quittera Turin le 8 juillet pour regagner Paris par Lyon, Roanne, Nevers et Fontainebleau, — le ministre va aux eaux.

« Bourbon-l'Archambault, 22 messidor, an XIII (11 juillet 1805).

« Sire, l'inquiétude dans laquelle j'étais que V. M. pût éprouver quelques retards dans la connaissance de la correspondance de mon département, m'a fait arriver ici comme un courrier. M. Hauterive, d'après vos ordres, présentera à V. M. tout ce qui est la suite du courrier de ce jour.

« V. M. remarquera sûrement dans le portefeuille que j'ai l'honneur de lui adresser les lettres de M. de Laforest et particulièrement le n° 72 (2). Celles de Rome qui annoncent la présentation au Pape d'un successeur de M. Thomasi et deux rapports sur la situation des ports en Angleterre. Lorsqu'on lit attentivement les nouvelles d'Angleterre, il est impossible qu'un serviteur de V. M. n'éprouve pas une vive satisfaction en voyant l'em-

(1) Sur cet épisode, voir Fleuriot de Langle, *Elisa, sœur de Napoléon Ier* (Denoël, 1947, 39[illegible]).

(2) La correspondance diplomatique du comte de Laforest n'a été publiée en 6 volumes par Geoffroy de Grandmaison, qu'à partir de 1808. Voir en tête du premier volume la notice préliminaire.

barras d'un ministre hautain qui ne sait plus comment il pourra concilier les intérêts de son orgueil avec le sentiment de sa crainte. Il y a maintenant un défaut complet d'unité dans les vues de chaque parti en Angleterre, défaut inévitable et qui conduit nécessairement à l'anarchie quand il y a plus de deux factions dans un Etat ; car alors toutes s'occupent plus de manœuvres pour arriver à une coalition que des vues directes et finales qui devraient les animer. Les Pitt, les Fox, les Grenville, les Addington sont en lutte ; les partisans de M. Fox, plus isolés mais moins nombreux, sont plus faibles, mais ont l'avantage d'avoir plus de direction dans leurs mesures et, s'étant toujours trouvés sans pouvoir, ils n'ont point de fautes passées à réparer ni à excuser. Les Pitt et les Addington ont la puissance, mais ne peuvent pas s'entendre sur le partage. Toutes ces scènes honteuses pour l'Angleterre sont d'heureux événements pour nous dans la circonstance présente. Toutes les comparaisons qu'aura à faire M. de Novosilzov (1) à son arrivée seront à notre avantage. D'après les lettres de M. de Laforest il paraîtrait que les instructions de cet envoyé sont beaucoup moins précises et moins déterminées qu'on l'avait d'abord présumé. Ses déterminations sont, sur beaucoup de points, subordonnées aux observations éventuelles qu'il sera en mesure de faire, d'abord à Berlin, ensuite à Paris. Ses propres impressions paraissent avoir une grande influence sur le résultat de sa mission. M. de Novosilzov paraît fort contrarié de n'avoir pas trouvé le roi de Prusse à Berlin. J'attendrai les ordres que V. M. voudra bien me donner à son égard ; ils seront immédiatement exécutés. Je me trouve plein de vie et de force quand j'ai l'espérance de servir V. M.

« Dans les feuilles des mouvements des ports, V. M. remarquera qu'il y en a une sur la croisière de mer et l'autre de l'état des ports. La première présente quarante-trois vaisseaux, dont il est impossible de diviser les stations, cette division étant inconnue même en Angleterre. On sait seulement que quatre nouveaux vaisseaux viennent d'être expédiés : ce nombre est indépendant de celui qui forme l'escadre de l'amiral Nelson et qui a onze vaisseaux. Cet amiral paraît suivre une détermination qui n'est connue de personne (2). Les journaux disent qu'on a ordre dans les ports

(1) Novosilzov, envoyé de Russie à Paris, qui profita de son passage à Berlin pour nouer une coalition. Après la campagne de 1805, il retourna en Russie.
(2) C'est avec cette escadre que Nelson devait livrer et gagner la bataille de Trafalgar.

d'armer avec la plus grande célérité trois vaisseaux parmi ceux qui sont en commission et qui doivent former une nouvelle escadre dans la Méditerranée. Je joins à ce portefeuille un journal anglais du 22 juin que V. M. aura probablement reçu, mais qu'à tout hasard j'ai l'honneur de lui adresser. Ce journal est très curieux, par le détail des séances du Parlement qu'il renferme. Le procès de lord Melville est aujourd'hui la première affaire de l'Angleterre ; il est l'objet d'une guerre sans relâche à laquelle le ministère semble se dévouer entièrement. Le Parlement d'Angleterre présente en ce moment le même caractère de petitesse, de passion et de versatilité qui déshonorait la France pendant l'expédition d'Egypte. La préoccupation entière du gouvernement et de la nation est dirigée sur des affaires personnelles et des intérêts de parti.

« J'ai eu sur mon passage d'heureuses nouvelles du voyage de V. M. L'empressement qu'on avait eu de la revoir en France était indiqué par un air de fête que conservaient encore les différents lieux de son passage. Votre incognito n'aura dérobé V. M. qu'au cérémonial ; elle aura été obligée d'apercevoir les hommages de la vive affection et du dévouement de tous les départements qu'elle a parcourus. »

AU CAMP DE BOULOGNE

Deux lettres importantes et déjà connues furent adressées par l'Empereur à M. de Talleyrand les 12 et 13 août 1805, la première de la Tour d'Ordre, la seconde de Pont-de-Briques. La seconde contient cette décision formelle : « Mon parti est pris, je veux attaquer l'Autriche et être à Vienne avant le mois de novembre prochain... » Quelques lignes plus loin, l'Empereur recommande à son ministre de conférer avec Philippe de Cobentzl, de le chambrer et, pièces en mains, de le dûment avertir que si l'Autriche ne modifie pas son système, elle « aura la guerre avant un mois ». Nanti de ces instructions qui lui dictent sa conduite, Talleyrand rend compte point par point de son entrevue.

« Paris, 26 thermidor, an XIII (14 août 1805).

« Sire,

« Avant d'entretenir V. M. des affaires de mon ministère, je

ne puis me défendre de lui exprimer la vive joie que j'ai ressentie en apprenant l'entrée de son escadre à la Corogne. En sortant de Vigo avec de moindres forces, en dirigeant sa route vers l'escadre de l'amiral Calder, en entrant à sa vue, l'amiral Villeneuve lève toute incertitude sur la véritable issue du combat qu'il a soutenu et le nom modeste de rencontre qu'il lui donne achève d'assurer aux armes de V. M. toute la gloire de cette journée (1). A la dépêche de M. Otto est joint un projet de traité convenu entre lui et M. de Montgelas (2). Si les changements qu'il a été obligé d'admettre paraissent à V. M. aussi peu importants qu'ils me semblent l'être, l'affaire peut être terminée immédiatement. Je prie V. M. de vouloir bien transmettre ses ordres à cet égard. Vous devez, Sire, à votre extrême prévoyance de n'être pas pris au dépourvu, quelle que soit l'issue des affaires de l'Allemagne.

« J'ai reçu ce matin, par un courrier extraordinaire venant de Vienne, une dépêche de M. de la Rochefoucauld, que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux de V. M. Elle contient une déclaration verbale devant servir de réponse à la lettre ostensible qui avait été écrite de Fontainebleau sous la dictée de V. M. et sur laquelle M. de la Rochefoucauld, par son dernier envoi, m'a transmis en marge les observations, article par article, qu'il avait recueillies dans sa conversation avec M. de Cobentzl. C'est à cette lettre seulement que répond la note verbale du 6 août jointe à la dépêche du même jour. Depuis ce moment, il y a eu, conformément aux ordres de V. M., deux notes remises au comte Philippe, l'une le 5 et l'autre le 25 de ce mois (thermidor). J'ai de plus écrit directement au vice-chancelier, le 17. Ces notes et lettres sont encore sans réponse et doivent naturellement l'être. J'ai cru devoir entrer dans ces détails et rappeler les dates avec précision, pour que V. M. puisse apprécier avec plus d'exactitude la note verbale transmise par M. de la Rochefoucauld.

« Le courrier de Vienne m'a apporté une dépêche pour le comte Philippe Cobentzl ; je la lui ai transmise et l'ai invité à un rendez-vous que j'ai indiqué quatre heures après l'envoi de cette dépêche, pour qu'il eût le temps de réfléchir à tout ce qui devait

(1) La veille, le 13 août, l'Empereur avait signifié au vice-amiral Decrès le mécontentement que lui causait la conduite de l'amiral Villeneuve qu'il qualifie de « pauvre homme », tandis qu'il exalte le courage des équipages espagnols.

(2) Il s'agit d'un projet de traité d'alliance offensive et défensive entre la France et la Bavière, projet qui, amorcé dès le 12 mars, entraîna après beaucoup de tergiversations et contre-projets d'Otto ou de Montgelas, l'Electeur de Bavière dans l'orbite de la France (*Cf.* M. Dunan, *op. cit.* 12-15).

faire l'objet de notre conversation. La déclaration verbale de sa Cour m'en a fourni le premier texte et il n'était pas difficile de lui faire sentir à quel point le vague, la faiblesse de cette déclaration contrastait avec l'expression décisive et franche des justes plaintes que nous avions formées. Pressé par l'exposition réitérée des justes motifs de défiance que devaient nous donner et la marche des troupes autrichiennes et la formation d'un camp dans le Tyrol, et l'accord de toutes les informations venues d'Allemagne, qui, toutes, annoncent la reprise des hostilités comme événement inévitable et prochain et enfin le constant refus de sa Cour d'accéder à aucune mesure propre à dissiper d'aussi légitimes inquiétudes, M. de Cobentzl s'est retranché sur une dénégation formelle d'aucune intention hostile et agressive de la part de l'Autriche. Alors je lui ai donné communication des lettres de M. Otto, Framery, Rostagny et du général Jourdan ; cette communication l'a frappé au dernier point ; il s'est alors attaché à récriminer sur nos préparatifs en Italie. J'ai combattu sur ce point les allégations de sa Cour avec assez d'avantage pour que M. de Cobentzl m'ait semblé aussi convaincu de la franchise des déclarations de V. M. qu'affligé et détrompé sur les mesures et les motifs des alarmes mal fondées de la Cour de Vienne.

« Cette impression qu'il m'a manifestée d'une manière extrêmement loyale a donné à la fin de notre conversation un grand air de bon accord et de confiance ; ce qui a donné plus de force à la déclaration positive que je lui ai faite que la guerre était dans la prolongation de l'état actuel des choses ; que les journaux anglais annoncent hautement la marche des troupes autrichiennes, que le ton de cette annonce était celui qu'on prend après un concert formé entre deux pays qui s'entendent ; qu'en effet des préparatifs sur l'Adige et sur le Tyrol étaient une correspondance formelle entre des hostilités combinées sur la terre et sur la mer, mais que V. M. ne pouvait rester plus longtemps indécise ou trompée sur une telle intelligence, et que, si l'on n'en faisait pas disparaître, sans délai, jusqu'au moindre indice, elle était décidée à lever son camp des Côtes, à entrer en Suisse, à commencer la guerre.

« M. de Cobentzl m'a déclaré que si sa Cour était convaincue, comme je venais de le convaincre, que V. M. n'avait en Italie que cinquante mille hommes, que, d'après l'ensemble des renseignements communiqués, nos craintes étaient toutes naturelles et que

celles de son gouvernement étaient peu fondées, il ne tarderait pas à adopter la mesure proposée et qu'il croyait de son devoir de lui écrire conformément à cette persuasion. Demain il expédie un courrier pour rendre compte de notre conversation et envoyer la note que je lui ai remise hier.

« Demain, par un grand dîner diplomatique sera célébrée au ministère la naissance de V. M.

CH. MAURICE TALLEYRAND. »

« Paris, 28 thermidor an XIII (16 août 1805).

« Sire,

« V. M. a vu par la dernière lettre que j'ai eu l'honneur de lui écrire que dans la conversation que je venais d'avoir avec M. de Cobentzl, j'avais fait sur son esprit toute l'impression qu'elle désirait que j'y produisisse. Hier immédiatement après avoir reçu le courrier de V. M. j'ai prié M. de Cobentzl de passer au département et j'ai repris le sujet de mon entretien de la veille. Je lui ai fait lire quelques lettres plus récentes que celles qu'il avait lues, la veille ; j'ai appuyé sur l'effet que cette lecture produisait, par toutes les considérations que la lettre de V. M. m'a fournies ; je lui ai fait sentir que la conduite de sa Cour, manifestement en rapport avec l'Angleterre, même quand il n'y avait pas de concert formellement établi, était positivement hostile et que V. M. ne pouvait tarder un seul instant à y répondre en abandonnant la guerre maritime et en se livrant avec l'énergie et la rapidité qui ont toujours caractérisé ses mesures, dans la poursuite de la guerre continentale qu'elle devait regarder comme commencée. Je lui ai indiqué ensuite avec précision les seules démarches franchement ordonnées et promptement exécutées qui puissent détourner V. M. de se porter sans délai sur les parties de l'Empire autrichien les moins défendues, avec toutes ses forces. M. de Cobentzl m'a quitté avec la ferme résolution d'écrire à sa Cour dans le sens que V. M. désire ; il a expédié un courrier dans la soirée.

« Pour me conformer aux intentions de V. M., je désirais de mettre dans mes communications avec M. de Cobentzl autant de gradations qu'un court espace de temps pouvait en admettre. Je l'ai invité ce matin à un rendez-vous. Je lui ai présenté la note que V. M. m'a envoyée ; je me suis pénétré des instructions

qu'elle m'a données dans la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire, et je n'ai pas eu de peine à émouvoir au plus haut degré un homme qui n'avait réellement plus ni prévention, ni doute à opposer aux vives et pressantes observations, aux fermes et positives déclarations que j'avais à lui faire. M. de Cobentzl est retourné chez lui pour écrire à sa Cour et mon courrier sera porteur de sa lettre et de la copie qu'il envoie de la note que je lui ai remise. A sept heures, toutes ces expéditions seront faites.

« Il est difficile de se refuser à croire à l'impression qui sera produite sur un Cabinet faible par un homme aussi vivement persuadé. Je dois faire remarquer à V. M. une des choses expressives et fortement senties que M. de Cobentzl m'a dites. Je lui disais que l'Autriche n'avait que deux partis à prendre : ou d'être alliée ou de ne pas porter ombrage, qu'il n'y avait point de milieu. « Alliée ? m'a-t-il dit, ah ! que ne le voulez-vous ! »

« Je ne dois point omettre d'informer V. M. que sur la déclaration que j'ai faite du nombre de troupes qu'elle désire de voir réduire sur la ligne des frontières autrichiennes, M. de Cobentzl en a pris note et m'a assuré que tout, a son opinion, était faisable, hors la réduction des troupes dans le Tyrol à un seul régiment. Il affirme que dans tous les temps il y en a eu quatre et que ce nombre est nécessaire pour la police du pays. Il dit aussi qu'il y en a toujours eu deux en Souabe.

« Les ordres de V. M. relativement à M. de Maillardoz ont été exécutés. Ils n'ont pas pu l'être vis-à-vis du général Vial qui vient d'arriver aujourd'hui à Paris par congé de V. M. (1). J'écris au chargé d'affaires qu'il a laissé en Suisse. J'ai adressé toutes les lettres circulaires aux Cours d'Allemagne, en sorte qu'une foule d'impulsions accessoires doivent concourir à produire à Vienne, dans très peu de jours, le mouvement salutaire que V. M. veut imprimer au Conseil de la Maison d'Autriche.

CH. MAURICE TALLEYRAND. »

Si ponctuel que se soit montré Talleyrand à obéir aux ordres, l'Empereur supporte difficilement tous ces pourparlers diplomatiques. Du camp de Boulogne, il le fait savoir au ministre : « Plus je réfléchis à la situation de l'Europe, plus je vois qu'il est

(1) M. Maillardoz et le général Vial, respectivement délégué de la Diète helvétique à Paris et ministre de France près la République helvétique.

urgent de prendre un parti décisif. Je n'ai, en réalité, rien à attendre de l'explication de l'Autriche. Elle répondra par de belles phrases et gagnera du temps, afin que je ne puisse rien faire cet hiver (1). » Assez de tergiversations, l'heure est aux actes. Toutefois, il est indispensable de neutraliser la Prusse et d'avoir, de ce côté-là, les mains libres.

A LA VEILLE DE LA GUERRE CONTRE L'AUTRICHE

« Paris, 4 fructidor, an XIII (22 août 1805).

« Sire,

« Je m'empresse de mettre sous les yeux de V. M. la lettre que je reçois à l'instant de M. Laforest ; je dois lui avouer que, depuis longtemps, je n'en ai reçu aucune qui m'ait fait autant de plaisir. Pour cette fois l'ascendant du génie de V. M. a vaincu l'inertie et la pusillanimité d'un Cabinet qui, depuis Frédéric II, se laisse toujours enchaîner par les circonstances. Voilà un premier essor qui rend la Prusse complètement française. V. M. retrouvera dans le mémoire de M. Laforest toute la dépêche qu'elle m'avait ordonné de lui écrire ; il y a ajouté seulement la réfutation de quelques objections que M. de Hardenberg lui avait fait pressentir.

« La note verbale que M. de Hardenberg lui a communiquée et qui est jointe à la lettre de M. Laforest annonce l'acquiescement de la Prusse. Elle consent à recevoir le Hanovre en toute propriété, à garantir le *status presens* de l'Italie, et à faire cause commune avec la France (2). Je viens de rédiger un projet de traité sur les bases de la négociation au point où elle en est aujourd'hui. J'ai dû laisser en réserve tout ce qui regarde le concert des opérations militaires d'attaques et de défenses, qui doivent être l'objet de la convention accessoire mais simultanée. V. M. seule connaît sur ce point ce qu'elle doit attendre de la Prusse et ce qu'elle veut lui donner. Je supplie V. M. de remarquer que l'article 6 est incomplet, attendu que la date et la période de temps pour l'évacuation et le retour des troupes ne sont pas exprimés.

(1) *Corresp. générale*, n° 9.117.
(2) Napoléon avait offert le Hanovre à la Prusse à titre définitif en cas d'alliance, « en dépôt », si la Prusse maintenait une neutralité amicale (M. Dunan, *op. cit.*, 188).

« La faiblesse du roi de Prusse fait désirer vivement à MM. de Hardenberg et Laforest une réponse prompte. Ils savent que ce prince, une fois engagé par sa signature, sera irrévocablement lié par sa conscience. Ce n'est que d'aujourd'hui que ce prince reçoit une première atteinte d'ambition : aussi cherche-t-il à jeter autant qu'il peut des couleurs généreuses pour l'Allemagne sur une détermination intéressée. Lorsque l'affaire commencera à transpirer, il faut s'attendre à de l'éclat, mais ce sera une agitation vaine : la surprise produira bientôt un grand abattement. Ce qu'il y a de sûr, c'est que V. M. devient plus empereur d'Allemagne que l'empereur François, à qui il ne reste plus d'influence sur les Electeurs et qui ne sera plus le maître véritable, hors des domaines de sa Maison, que des votes virils catholiques *(sic)* et de l'ordre équestre d'Allemagne.

« Les ordres de V. M. relativement au renfort de troupes qu'elle envoie à Naples ont été exécutés hier (1). Le général Vial est parti ce matin pour la Suisse.

« A l'époque de l'établissement du gouvernement actuel du Valais, j'ai eu l'ordre de V. M. de négocier avec lui pour la levée d'un corps de valaisiens. On n'a jamais pu conclure, parce que V. M. ne voulait pas souffrir le mélange de recrues étrangères au Valais et que le Valais ne pouvait fournir que 400 hommes. Depuis, V. M. a donné directement des ordres au ministre de la Guerre sur ce même objet. Le ministre de la Guerre m'a demandé les conventions faites entre l'Espagne et le Valais pour la levée des corps valaisiens au service de l'Espagne ; j'ai transmis cette convention au ministre. D'après les ordres nouveaux de V. M., j'écris au Grand Bailli de Valais pour tâcher de terminer quelque chose avec lui, mais je crains toujours qu'il ne puisse pas donner plus de 400 hommes.

« J'aurai l'honneur d'envoyer à V. M. par le premier courrier une liste exacte de tous les princes pensionnés sur la rive droite, depuis le Danube jusqu'au Tyrol. Je suis en état de dire aujourd'hui, d'une manière positive à V. M., ce que peuvent mettre sur pied les Electeurs qui formeront à la suite du traité avec la Prusse la fédération franco-germanique. La Bavière peut fournir aisément 30.000 hommes ; elle en a aujourd'hui 26 à 28. Wurtemberg et Bade peuvent fournir 20.000 hommes à eux deux.

(1) Cf. lettre de l'Empereur, du 19 août 1805 au prince Eugène, n° 9.095 de la *Corresp générale*.

M. Cetto (1) pense qu'on pourrait porter ce nombre à 25.000. Hesse-Cassel a 35.000 hommes disponibles. La Saxe en a 40.000, Hesse-Darmstadt, Brunswick, etc, donne une armée électorale de plus de 130.000 hommes, ce qui joint aux 250.000 de la Prusse fortifie le système militaire de V. M. d'une armée fédérale de 390.000 hommes.

« J'ai l'honneur de soumettre à V. M. deux lettres de Cassel. La seconde apparition de M. Taylor a été suivie de son départ définitif et de celui de son secrétaire de légation (2). M. Bignon n'avait pu encore recevoir la dernière lettre dans laquelle je lui prescris de sortir de Cassel si M. Taylor y revient. D'après l'extrême disposition qu'il montre de se retirer, et dont le départ même de M. Taylor ne l'a pas guéri, je ne serais pas étonné que ma dernière lettre ne l'ait déterminé à revenir. Je joins dans ce portefeuille les deux circulaires que V. M. m'a fait l'honneur de me demander.

CH. MAURICE TALLEYRAND. »

« *P. S.* — Je ne sais où M. de La Rochefoucauld a pris ce qu'il me fait dire de mes dépêches et qu'il appelle d'abord mon idée, et ensuite la sienne. Et cette idée, c'est que les troupes françaises et autrichiennes restent dans l'état où elles sont : elle est bien à lui toute entière, et elle vient probablement de la même source que celle qui termine sa lettre, *que la guerre continentale doit inévitablement éloigner l'époque de la paix.* Les renseignements qu'il donne aujourd'hui sont en pleine contradiction : car dans deux lettres de la même date il assure que l'Autriche ne veut pas faire la guerre et qu'elle va la commencer. Il me semble que la position est trop forte pour lui (3).

C. M. T. »

Le 6 fructidor an XIII (24 août), tandis que Napoléon, du camp de Boulogne, instruisait Talleyrand des détails de la négociation secrète que Duroc, parti subrepticement pour Berlin, allait y entamer avec la Prusse et

(1) Le baron Antoine de Cetto, représentant à Paris de l'Electeur de Bavière et qui avec Montgelas, fut l'instigateur de l'alliance française en Bavière.

(2) Taylor, ministre d'Angleterre à Cassel, après son départ de cette ville, se retira à Fribourg. Bignon était alors notre Chargé d'affaire auprès de l'Electeur de Hesse-Cassel.

(3) Ce *post-scriptum*, assez malveillant pour notre ambassadeur à Vienne, provoqua de la part de l'Empereur une réaction fort vive : « La lettre de M. de la Rochefoucauld n'a pas le sens commun ; faites lui connaître mon mécontentement ; il doit mûrir ses dépêches et ne pas se mêler de vouloir mener le Cabinet » (*Corresp. générale* n° 9.125).

réclamait son ministre à Boulogne, ce dernier expédiait de Paris la dépêche suivante :

« Sire,

« Je reçois la lettre que V. M. m'a fait l'honneur de m'écrire ; les ordres qu'elle veut bien me donner sont exécutés. Je m'empresse de lui soumettre le projet de note qu'elle désire qui soit adressée à la Diète de Ratisbonne. J'ai expédié un courrier à M. de La Rochefoucauld pour le prévenir que, s'il entrait un soldat autrichien en Bavière, il devait demander ses passeports et partir.

« Dans ce moment V. M. a sous les yeux le projet de traité rédigé sur les bases de la première discussion qui a eu lieu à Berlin. Je la prie d'observer que la question de la garantie de la Suisse et de la Hollande n'est qu'accessoire, conditionnelle et indéterminée. L'article réserve à V. M. toutes les facultés qu'elle désire conserver sur ces deux points, et les cas de l'éventualité y sont les mêmes que ceux que V. M. indique dans sa lettre. Je n'ai pas pensé qu'ils dussent être exprimés d'une manière plus claire relativement à la Hollande, parce que de tous les changements possibles aucun ne pourrait être plus désagréable à la Prusse ; la seule idée est capable de l'effrayer au dernier degré. Quant à la Suisse, son organisation actuelle tient à l'acte de médiation dont le nom est consacré en Europe et vient d'être fort respecté à la dernière Diète. Dans le projet, il ne l'est pas et il ne peut être question du roi de Sardaigne.

« Dans le moment même, ma lettre vient d'être interrompue par une visite de M. de Lucchesini, qui reçoit un courrier de sa Cour. Le Cabinet de Berlin croit que la Russie va tenter un débarquement sur la Poméranie suédoise ; le roi vient de donner des ordres pour que des troupes mobiles qui sont placées à proximité se portent sur la frontière, et tout est préparé pour s'opposer au débarquement des Russes. Les lettres de Munich et de Salzbourg font suite aux renseignements antérieurs sur les préparatifs de l'Autriche : l'opinion de la guerre continentale se généralise.

« J'ai eu avec le prince électoral de Wurtemberg une première conversation sur ses vues personnelles. Il s'est ouvert avec moi de la manière la plus complète et avec l'accent de l'affection et du dévouement qu'il professe pour V. M. Sa plus vive ambition, et il en a beaucoup, est d'engager sa vie, sa fortune et sa destinée à la

suite des armées françaises et sous la protection de V. M. Il désirerait la servir immédiatement. La seule observation qu'il m'ait faite est que son grade à Vienne était celui de général-major qui correspond à celui de général de brigade. Il m'a prié de rappeler à V. M. le désir qu'il a eu l'honneur de lui exprimer d'être compris dans la nomination de vendémiaire prochain pour le grand cordon de la Légion d'honneur. Je suis assuré que ce jeune prince sent très bien ce qu'il peut devenir avec les bontés de V. M., et alors il n'y a point de suite d'efforts dont il ne soit capable pour remplir sa destinée : en tout il annonce beaucoup de caractère.

« J'ai bien eu besoin, depuis le départ de V. M., d'être occupé aussi constamment que je l'ai été et d'aussi grandes affaires pour supporter mon éloignement des lieux où elle se trouve et où elle peut, d'un instant à l'autre, prendre une détermination décisive. Je pressens que toutes les délibérations approchent bien de leur terme ; alors je supplie V. M. de vouloir bien se rappeler la promesse qu'elle a bien voulu me faire. »

M. de Talleyrand avait en effet réclamé à Napoléon, comme une faveur, de l'accompagner dans la campagne qui allait s'ouvrir, et l'Empereur le lui avait promis. « Demain, mardi, mandait-il, le 26 août, je partirai pour me rendre auprès de V. M. (1) ». L'Empereur, qui a séjourné à Saint-Cloud depuis le mercredi 4 septembre, quitte cette dernière résidence, le 24 au petit matin. Il part rejoindre la Grande Armée à Strasbourg. En cours de route il envoie à Talleyrand ce billet :

« Epernay, 2 vendémiaire, an XIV (24 septembre 1805). (2)

« Monsieur Talleyrand, je rencontre en route un courrier de M. de La Rochefoucauld avec un courrier allemand qui ne m'apprend rien, sinon que les Autrichiens ne sont pas encore à Ulm. Il me semble que M. de La Rochefoucauld, puisqu'il m'envoyait un courrier, aurait pu entrer dans plus de détails. Il me semble que si M. de Cobentzl a l'ordre de demander ses passeports, il faut seulement, en les lui donnant, s'entendre pour l'échange aux avant-postes. Il faut donc que M. de Cobentzl ne quitte Strasbourg que M. de La Rochefoucauld n'ait passé les avant-postes ennemis. Sur ce, etc.

NAPOLÉON. »

(1) Pierre Bertrand, *op. cit.* 133.
(2) Aucun message publié dans la *Corresp. générale* ou ses suppléments ne porte ce lieu d'envoi.

P. S. — Vous pouvez signer une convention avec M. de Cobentzl, par laquelle tous les papiers de chancellerie et autres seraient renvoyés de part et d'autre en règle.

Du quartier impérial de Ludwigsburg, où S. M. est logée dans le palais de l'Electeur, elle dicte, le 3 octobre, une quantité de lettres. Parmi les onze qui figurent, sous cette date, dans la *Correspondance générale*, une fut adressée à Talleyrand, à 4 heures du soir. Mais il en est une autre que l'Empereur laissa sur son bureau, à l'adresse du ministre, sans l'avoir signée. Clarke s'empressa de l'acheminer en y ajoutant cette note, qui la certifie : « S. M. l'Empereur est sorti sans signer la présente que j'envoie à S. E. M. de Talleyrand, comme simple avis, afin de ne pas retarder le courrier. Mille respects.

CLARKE. »

« De Louisbourg *(sic)*, le 11 vendémiaire, an XIV (3 oct. 1805).

« Monsieur Talleyrand, je vous envoie ci-joint une lettre de M. Otto (1). Je lui ait fait répondre par le ministre de la Guerre qu'il eut à annoncer au maréchal Bernadotte que je me suis proposé d'agir comme si la dernière ligne de neutralité existait. D'ailleurs les troupes bavaroises ont déjà, pour exécuter leur retraite, traversé les possessions prussiennes en Franconie, et un corps d'Autrichiens qui s'est montré sur la Rednitz en a usé de la même manière. Le maréchal Bernadotte les traversera à son tour le plus rapidement possible et sans y séjourner. Sur ce... etc. »

« De Luisbourg, le 13 vendémiaire, an XIV (5 octobre 1805).

« Monsieur Talleyrand, je monte en voiture pour me rendre à Nordlingen et me trouver au centre de mon armée. L'ennemi paraît excessivement déconcerté. Cependant il paraît que 22.000 Russes sont arrivés à Vienne. Je viens d'approuver le traité conclu avec l'Electeur de Wurtemberg, faites-le ratifier en règle et expédiez-le pour l'échanger. M. Didelot (2) vous aura écrit en détail tout ce qui s'est passé ici ; vous pourrez en tirer quelques articles pour les journaux. Sur ce... etc

NAPOLÉON. »

(A suivre.)

(1) Louis-Guillaume Otto, notre ministre à Munich, détermina la Bavière à l'alliance avec la France. Sur sa carrière, voyez Marcel Dunan, *op. cit.* 61.
(2) Didelot était ministre plénipotentiaire à Stuttgart.

LE DUEL DE SORLENTE

CINQUIÈME PARTIE (1)

I

Brussan démontait son fusil mouillé par la pluie, le matin, lorsque Martel entra dans la salle d'armes.

— N'oubliez rien dans le canon, dit-il avec un ricanement. Mon beau-père et la pauvre Elisabeth seraient si bouleversés !...

Brussan, imperturbable, graissait le mécanisme. S'asseyant sur le rebord de la fenêtre, Martel poursuivit :

— On a eu la gentillesse de ne pas m'accuser franchement. J'ai eu droit, il est vrai, aux lourdes attaques de mon beau-père et aux reproches silencieux d'Elisabeth... Pourquoi protester ? Je ne m'en sentais pas le courage. Ils ne m'auraient pas cru.

Il s'exprimait sans surexcitation. L'on aurait pu penser qu'il venait discuter d'une affaire ordinaire.

— Pourquoi avez-vous agi ainsi ? Pour provoquer un choc, une émotion qui précipite encore votre marche en avant ?...

Brussan regardait par-dessus l'épaule de Martel, dans la cour. Il voyait M. Villebrun et le garde occupés à dresser deux jeunes chiens d'arrêt. Si le braque le satisfaisait, M. Villebrun, qui, comme tous les grands chasseurs, estimait souvent : « le dressage, c'est de l'art », perdait patience avec l'épagneul. Une fois de plus, il jeta le lapin mort.

— Apporte ! Apporte ! cria-t-il.

Le chien se précipitait, mordillait le lapin, avançait un peu avec, puis l'abandonnait.

(1) Voir *La Revue* des 1er et 15 avril, 1er et 15 mai.

Après avoir fouetté consciencieusement l'épagneul, M. Villebrun commanda au garde :

— Attachez-le.

Le fouet autour du cou, tenant l'extrémité de la longue corde, M. Villebrun lança de nouveau le lapin. Quand le chien l'eut ramassé, il le tira vers lui.

— Apporte, redisait-il avec une douceur menaçante.

Un progrès apparaissait. Le lapin fut abandonné seulement trois pas avant que le chien eût rejoint son maître. Pour le récompenser, M. Villebrun lui distribua un nombre de coups de fouet plus réduit que la première fois...

Martel reprit :

— Pourquoi ne me dites-vous pas vos raisons ? Nous avons déjà bien des choses particulières entre nous. Vous ne risquez pas qu'on vous entende. Vous savez qu'Elisabeth s'est fait conduire à Limoges.

Brussan rangea dans le placard les accessoires de nettoyage.

— Eh bien ! insistait Martel, ne me direz-vous pas ce que vous attendiez de ce simulacre ?

Brussan se retourna. Un instant encore, il resta silencieux. Puis :

— Admettons que quelqu'un songe à me préparer une mésaventure de ce genre ou d'un autre... Ce précédent attirerait l'attention sur vous. Et vous avez pu constater que vous seriez accusé tout de suite.

Avec un sourire, Brussan continua :

— Je souhaite que rien de tel ne se produise. Je le souhaite aussi pour vous. Même si les apparences étaient très naturelles vous auriez de la peine à vous tirer d'embarras.

— Vous prévoyez les choses de loin. Mais je serais étonné que vous n'ayez pas envisagé d'autres buts. Et moi qui n'arrive pas à contrarier vraiment vos manigances ! Vous devez me juger bien faible.

Brussan répondit qu'il avait été certain de la faiblesse d'Alexis Martel le soir où, après en avoir fini avec Guissart, il avait eu beaucoup de peine à se faire aider. Tandis que Brussan poursuivait, Martel souriait curieusement. Entendre parler de soi, même en ces termes, semblait lui plaire.

— Je me suis aperçu que dans l'action, pour moi, se trouve l'écueil, dit-il. Je vois ce qui sépare la conception de la réalisation.

Ce duel entre nous deux me montre mon infériorité. Il la montre aussi à d'autres. C'est ce qui vous favorise.

Il y eut un silence. Brussan se tenait debout, appuyé au placard à munitions. Martel, toujours assis sur le rebord de la fenêtre, l'observait pensivement.

— Je me rends compte de ce qu'il y a en vous d'estimable. Et je m'étonne qu'un homme de votre force, puisse s'aplatir comme vous l'avez fait pour plaire à mon beau-père. Lorsque vous admirez toutes les qualités que vous lui prêtez, votre cœur doit se soulever. Flatter — et d'une façon souvent pénible — un vieil homme lourd, qui ne comprend rien, quelle amertume ! Vous ne vous rendez pas compte combien c'est au-dessous de vous ?

Brussan haussa les épaules.

— Cette peur de vous abaisser vous aura beaucoup nui. Quel est le plus fort ? D'un côté celui qui s'arrête à la première nausée. De l'autre, celui qui avance toujours en voyant avant tout son but, en ne refusant rien de ce qui est nécessaire pour l'atteindre ?

Son interlocuteur hochait la tête.

— Vous avez raison, murmura-t-il.

Brussan s'approcha de la fenêtre.

— Je suis content de voir que vous reprenez du sang-froid. J'avais cru que vous ne resteriez pas si longtemps. Ici, pour vous, rien n'est plus possible. Vous projetiez de partir. Avant-hier, vous avez reçu une lettre de Montevideo.

— Montevideo...

— J'ai examiné dans le bureau les papiers envoyés par votre ami Carrera. Cette affaire est très intéressante, on ne peut pas en douter.

— Je devais aller là-bas avec Elisabeth. Avec sa dot. En arrivant sans rien, je ne serais qu'un employé.

— Je crois que vous y gagneriez tout de même beaucoup. Vous n'aimez pas Sorlente parce qu'il n'a jamais rien valu pour vous. Vous vous déprimez sans espoir d'un résultat. Vous êtes trop seul. Et pour un tempérament comme le vôtre, la solitude, l'inaction sont très dangereuses. Elles entretiennent vos obsessions.

— Et vous, vous y gagneriez aussi ! s'exclama le mari d'Elisabeth, avec une soudaine âpreté. Vous pensez que je vais tout vous abandonner ?

Brussan regardait encore au dehors. M. Villebrun poursuivait le dressage de ses deux chiens. C'était maintenant le braque qui,

ayant mal rapporté le gibier, recevait sa part de coups de fouet.

— Je pense que vous ne vous en irez pas sans rien.

— Compter sur votre générosité ! fit Martel avec un rire bref et amer. Vraiment, je ne m'attendais pas à en arriver là.

Il fit quelques pas dans la pièce. Lui qui s'était toujours tenu un peu penché, avait à présent les épaules plus nettement voûtées. Devant le placard, il s'arrêta. D'un étui, il retira un des deux brownings.

— De belles armes, ces pistolets allemands. Lourdes dans la main, comme pour donner l'idée de l'importance de ce qu'on va faire... Voilà un départ que j'ai envisagé plus d'une fois.

— Vous ne pourriez pas.

Martel replaça le pistolet dans l'étui.

— Non, je ne crois pas. Et ne me souhaitez pas de le pouvoir, Brussan. Si j'en arrivais là, vous n'imaginez pas que je vous laisserais profiter tranquillement de ce que vous m'auriez pris. Pour vous aussi ce serait la fin.

Quelques secondes s'écoulèrent.

— La vengeance, une telle vengeance : bien vulgaire, dit Brussan avec son demi-sourire.

Martel revenait vers la fenêtre.

— Vous vous étonnez que je ne parte pas ? Je ne suis peut-être pas assez faible — appelez cela autrement si vous voulez — pour me résoudre à céder... Je vous ai dit déjà ce que mon échec ici, quand j'en serai tout à fait persuadé, signifierait pour moi. Et enfin, je le reconnais, il y a une autre raison.

Il se tut un instant.

— Ce qu'Elisabeth ne sait pas, c'est que je tiens beaucoup à elle, je n'ai pas encore eu le courage de le lui dire.

Sans ce mariage, que serait-il devenu ? Elle l'avait sauvé de la gêne, des humbles besognes, de bien des abaissements. Et, d'un autre point de vue, par son admiration, son attachement, elle avait de jour en jour donné à Martel plus d'assurance. Elle l'avait aidé à endormir ce doute qui ne l'avait, au fond, jamais quitté depuis l'enfance. La voyant prête à être, avec un autre comme elle avait été avec lui, il découvrait tout ce qu'il lui devait. Il découvrait aussi, au serrement de cœur qu'il éprouvait à surprendre les regards d'Elisabeth pour Brussan, que ses sentiments étaient plus forts qu'il l'avait cru. Ces confidences, il les faisait d'un ton redevenu très calme.

— Il a fallu mes déboires ici pour que je cesse de ne voir que moi, pour que je m'aperçoive... Partir sans elle ? Je ne pourrais pas.

II

Mme Coutrain venait de téléphoner. Alléguant le travail que lui causait la vente prochaine des coupes de bois, Brussan n'avait pas accepté l'invitation au Touzanel.

— Vous ne le regrettez pas ? demanda Elisabeth.

Il sourit. Tandis qu'ils revenaient dans le bureau, elle prit son bras et, plus bas, elle dit :

— Et maintenant, tu n'as plus besoin d'aller là-bas pour obtenir des résultats ici...

Elle lui avait avoué déjà ce qu'elle ressentait lorsqu'il se rendait chez Brigitte Coutrain. Elle n'avait pas non plus caché que sa décision, certainement, en avait été hâtée.

Brussan prit un visage plaisamment offusqué.

— Aurais-je été capable de telles arrière-pensées ?

La porte du bureau s'ouvrit. Vivement, Elisabeth s'éloigna d'un pas.

— Je vous dérange, mes enfants ? fit gaiement M. Villebrun.

Il n'avait pas encore vu Elisabeth qui se levait toujours assez tard. Il l'embrassa. (Il embrassait sa fille à présent.)

Puis il se recula, la contempla.

— Tu n'as jamais été aussi rayonnante. Quelle en est la cause ? Ça, je n'en sais rien. Mais, en tout cas, je suis sûr du changement...

M. Villebrun, avec entrain, poursuivit pendant quelques instants sur ce sujet.

— Tu ne connais pas la dernière réussite de notre ami ? demanda-t-il à sa fille.

Brussan, au nom de M. Villebrun, s'était mis d'accord avec le fermier du Reyzac, puis avec les deux autres pour que fussent clôturés les champs les plus exposés, le long des bois des Varnes et de Rabourre. Il avait promis que les frais seraient partagés. Un peu plus tard, Brussan avait offert aux fermiers le droit de chasse dans ces bois. Il présentait cela comme un geste élégant de M. Villebrun, content de la bonne entente avec ses fermiers, depuis le congédiement de Christol.

Or, Brussan qui avait étudié à Tulle, avec l'avocat, tous les arrêtés concernant les dégâts du gibier en avait découvert un datant

de 1921. « *Le propriétaire n'est pas tenu de participer aux frais ayant trait à la protection des récoltes si les exploitants agricoles sont autorisés, dans les périodes et avec les moyens fixés par la loi, à la destruction des animaux causes des dégâts.* »

— Leur ébahissement, quand Brussan leur a récité hier l'arrêté du 5 novembre 1921 et a paru tout étonné qu'ils l'ignorent ! Naturellement, il a attendu que le grillage soit posé et qu'ils aient chassé dans ces bois pour leur dire qu'il n'y aurait pas de réduction sur les fermages. Tu vois le bénéfice, ma petite Elisabeth : les champs sont clôturés sans que je débourse un franc. Plus de dégâts à payer de ce côté... Et Rabourre, les Varnes sont les bois les moins intéressants du domaine. Je n'y chasse pas trois fois par an... De la broussaille : ronces, genêts, bruyères. On n'aperçoit pas un lapin à dix pas. C'est manœuvré !

Ainsi qu'il le faisait souvent auparavant il allait frapper sur l'épaule de Brussan. Mais ce dernier, au même moment, tourna la tête et le regarda. Comme Valentin l'observait naguère, l'expression de Brussan était devenue, depuis que son rôle avait changé, assez hautaine et froide. La main de M. Villebrun retomba sans qu'il se fût livré à son habituelle familiarité. Il fut embarrassé pendant quelques secondes. Aussi, se tournant vers sa fille, il répéta :

— C'est manœuvré !

— Et la bonne foi ? demanda Elisabeth. Elle paraît assez négligée.

— Se montrer de mauvaise foi est souvent une excellente façon de se faire respecter et même estimer.

— Exact ! approuva M. Villebrun. Ils étaient furieux, mais aussi on voyait qu'ils appréciaient le coup.

— Nous profitons de leurs meilleures dispositions, maintenant que Christol vient de quitter les Bauves et qu'ils voient ses ennuis. J'ai fait exprès de laisser entendre que nous mettrions partout des métayers, s'il le fallait.

— Puis, dès qu'ils sentent une poigne, ils reprennent d'eux-mêmes le bon chemin. J'ai toujours dit qu'avec les gens c'est comme avec les chevaux. Si la main qui tient les rênes est solide, ils n'ont pas l'idée d'aller de travers. Ah ! l'autorité...

De nouveau, Brussan souligna ce qui différenciait M. Villebrun de Coutrain et des autres propriétaires.

— Ils sont affaiblis par ce qu'ils possèdent, pris dans leur routine et leur peur perpétuelle de perdre. Ils se laisseraient

dépouiller petit à petit plutôt que de risquer. Et au fond, ils espèrent en tremblant que d'autres auront du courage à leur place. A vous, la richesse n'a pas ôté l'énergie.

— Nous sommes, mon cher Brussan, de l'espèce qui prend, qui avance...

Elisabeth, ayant vu son père si hostile avec Alexis Martel, ne s'imaginait pas qu'il pût avoir cette cordialité qui ressemblait bien à de l'affection.

— Je suis sûr que pour l'usine, une fois au courant, vous aurez aussi de très bonnes initiatives.

— J'irai voir M. Muranzat demain, dit Brussan.

— Il n'est pas particulièrement conciliant... Quand je lui ai parlé du rôle que vous allez avoir, il n'a pas très bien réagi.

M. Villebrun semblait soucieux.

— Il n'est pas conciliant, redit-il.

— Je ferai tout pour ne pas le heurter.

— Oui, du tact... Vous comprenez, on se connaît depuis trente-sept ans. Pour le travail, jamais je n'ai eu à me plaindre le moins du monde. Seulement son mauvais caractère... C'est pour ça que je m'étais séparé de lui au début de 14...

Brussan montra les feuilles sur le bureau.

— J'étudiais ses derniers rapports... On note un ralentissement. On a une impression d'état stationnaire. Je suis surpris qu'à deux reprises, des commandes aient été refusées, sous prétexte que le programme des travaux était complet pour six mois....

— Muranzat a toujours été très prudent.

— Qualité qui peut devenir un défaut.

— Avec l'âge, évidemment. Je suis tout à fait persuadé qu'il faut une nouvelle impulsion.



Elisabeth accompagnait Brussan à Limoges. Ils étaient partis une demi-heure plus tôt de Sorlente. Depuis le renvoi de Germain, le valet de chambre conduisait.

— Je souhaite que vous n'ayez pas trop de difficultés avec M. Muranzat, dit Elisabeth, comme ils traversaient Pierre-Buffière.

— Il ne peut résister aux ordres de M. Villebrun.

— Il rend compte de ses décisions, il expose ses projets ; mais mon père, maintenant, le laisse diriger seul. S'il mettait de la mauvaise volonté avec vous, vous seriez ennuyé.

— Nous verrons.

— Il est vrai que vous ne craignez aucune obstruction. Je pensais tout à l'heure que vous êtes à Sorlente depuis un peu plus de trois mois. Quel succès, si vite !

Brussan se pencha, prit sa main et la pressa contre ses lèvres.

— Un seul succès compte pour moi.

La main d'Elisabeth serra la sienne.

— Les autres, je vous les dois, assura-t-il.

— Non ! J'ai un peu poussé mon père depuis quelque temps, notamment pour l'usine. Mais il a accepté surtout parce que vous avez su le gagner par vos capacités, votre caractère...

— Comme je le remarquais hier, rien n'aurait été possible avec un homme enlisé dans les traditions, les préjugés.

— Il a justement des préjugés contre ces bourgeois auxquels il est si fier de ne pas ressembler, fit Elisabeth, dont le visage, aux souvenirs qui lui venaient, s'assombrissait.

— Ces préjugés m'ont servi.

— Vous avez surtout été servi par votre volonté. Vous êtes ambitieux.

— S'il en était ainsi, me le reprocheriez-vous ?

Elle secoua la tête.

— Je comprends votre ambition. Elle ne ressemble absolument pas à de la cupidité...

Elle dit que l'ambition, pour lui, avait été une réaction contre la médiocrité.

— Je veux vous aider... Parce que vous méritez d'aboutir à ce que vous voulez. Et aussi, parce que, maintenant...

Elle ferma les yeux.

— De toute façon, je vous aiderai toujours.

— Vous me donnez plus de courage.

Un instant, Elisabeth resta silencieuse. Puis, elle murmura :

— Comme je serais heureuse...

Elle n'acheva point. Il savait bien ce qui la préoccupait. Fréquemment, elle lui disait le tourment que lui causait la situation. Pour elle, seule la netteté était acceptable. Encore une fois, ce matin, elle avait tenté de parler à son mari de la séparation. Mais il n'avait pas consenti à l'écouter. La brutalité avec laquelle il l'avait interrompue avivait l'inquiétude d'Elisabeth.

— Il était très pâle avec, dans la voix, ce tremblement que je

connais trop bien, rappelait-elle. Mais son expression était différente de celle que j'avais l'habitude de lui voir. Se peut-il qu'il soit... Ah ! maintenant j'ai peur de lui.

Elle soupira, se serra contre Brussan.

— Nous sommes sûrement imprudents, comme l'affirme mon père.

Il chercha à la détourner de ces pensées. Quand l'automobile franchit le Pont-Neuf, Elisabeth s'était un peu rassérénée.

La voiture prit l'avenue du Pont-Neuf, le boulevard Gambetta, passa ensuite près du Palais de justice. Elisabeth avait commandé au domestique d'aller d'abord à l'usine, disant qu'elle ferait ses emplettes après. Elle tenait à assister à l'entrevue avec Muranzat. Plus tard, elle devait dire à Brussan qu'elle avait espéré faciliter l'entretien. Dans l'entrée, devant les pendules et les fiches, Elisabeth s'arrêta.

— Vous souvenez-vous de ce que vous me disiez du temps où vous aviez votre fiche dans un casier comme ceux-là ?

Ils sourirent.

— Ce temps est loin, dit-elle.

Du salon de réception, au premier étage, on voyait par la baie la vaste salle des rotatives, au rez-de-chaussée, où tournaient une trentaine de machines. Un quart d'heure passa. Puis une demi-heure. Brussan invita une secrétaire à rappeler leur présence. Un moment s'écoula encore avant qu'ils fussent introduits.

M. Muranzat était un homme aux épais cheveux blancs, à la voix brusque. Il retira ses lunettes à monture d'acier. Son regard n'indiquait pas la cordialité. Invoquant une réunion de contremaîtres, il s'excusa à peine de les avoir fait attendre. Il s'adressait uniquement à Elisabeth.

— Vous n'étiez pas passée depuis longtemps à l'imprimerie. Voulez-vous qu'on vous montre nos nouvelles machines ? Nous avons deux linotypes qui arrivent d'Amérique...

— C'est M. Brussan qui vient vous voir.

Brussan prit la parole. Il dit qu'il se rendrait désormais régulièrement à l'usine, comme M. Villebrun l'avait décidé. Ce serait avec lui, le plus souvent, que s'entretiendrait Muranzat. Toutefois, M. Villebrun tenait à ce que Brussan eût une part plus active que lui-même maintenant dans la direction de l'imprimerie. Le regard de Muranzat allait de la salle des rotatives à celle des linotypes au premier étage, que de hautes

vitres, à gauche, permettaient de surveiller également de son bureau.

— M. Villebrun vous a d'ailleurs déjà mis au courant, dit Brussan, comme l'autre se taisait toujours.

Le directeur leva enfin les yeux vers lui.

— Il m'a parlé vaguement d'un projet, d'un projet plutôt bizarre...

Après un temps, il continua :

— Et je lui ai demandé s'il n'avait plus confiance en moi.

— Au contraire ! Il compte que vous me ferez profiter de votre expérience. Très souvent, il me dit tout ce que vous avez fait pour accroître l'importance de l'entreprise, améliorer sans cesse le travail...

Les compliments n'adoucirent pas Muranzat. Il eut un rire agacé.

— Et parce qu'il est satisfait, il placerait à côté de moi, et même, si je comprends bien, au-dessus, un régisseur qui ne connaît rien à l'imprimerie.

— M. Brussan n'est pas régisseur, intervint vivement Elisabeth. Et mon père tient à ce que vous le mettiez au courant.

Muranzat semblait occupé à parcourir des épreuves qu'un ouvrier venait d'apporter. Quand il répondit à Elisabeth, ce fut pour rappeler longuement son activité. Il parla de la petite imprimerie de la rue du Maupas. Ici, il avait été le second jusqu'à ce que le père d'Elisabeth se retirât... Ils devinaient qu'il n'était pas disposé à perdre l'autorité entière détenue enfin depuis quelques années.

— J'ai dit à Villebrun que non seulement je ne m'expliquais pas l'utilité de ce changement, mais que je ne comprenais pas qu'il y pense. Notre conversation en est restée là, conclut-il d'un ton bref.

Il s'était de nouveau adressé à Elisabeth. Brussan prononça encore quelques phrases, recherchant l'accord. Mais l'autre se montrait de plus en plus buté et tranchant. Il avait repris ses lunettes et lisait les épreuves... Elisabeth et Brussan se regardèrent.

Un homme d'environ trente-cinq ans entra, pour informer Muranzat que le tirage d'un livre dont la sortie était urgente ne pourrait commencer ce jour-là, à cause d'un retard de livraison des papeteries du Centre. Muranzat lui ordonna de téléphoner immé-

diatement et d'exiger que le papier fût porté à l'imprimerie avant la fin de la journée.

— Voilà un garçon, Ducret, que j'ai pris ici il y a dix ans, qui me remplace au besoin, dit-il ensuite. Je l'ai formé, comme j'ai formé toute l'équipe de contremaîtres. Je crois pouvoir dire que si l'usine marche comme elle marche, j'y suis pour quelque chose... Et je devrais avoir à tenir compte d'un débutant, être sous ses ordres, moi ! Allons, est-ce que c'est sérieux ?

Il y eut un long silence. D'un regard vague, Brussan suivait le travail des ouvriers dans la salle des rotatives. Puis sa voix s'éleva. Son ton différait de celui employé jusque là.

— Je regrette que vous persistiez à voir sous un angle qui la fausse, la décision de M. Villebrun. Je regrette aussi que vous paraissiez vous méprendre.

Il regarda Muranzat.

— Je ne viens pas pour une discussion. Ne perdons pas davantage notre temps. Nous allons préparer notre collaboration.

Le visage de son interlocuteur s'empourpra.

— La décision, la décision de Villebrun, répéta-t-il d'une voix furieuse. Sans que je sois consulté... Mais à quoi pense-t-il ? Enfin ! Est-ce qu'il deviendrait...

Il s'arrêta.

— Je m'excuse, Madame, je m'excuse. Mais je ne reconnais pas votre père. Vous rendez-vous compte ? Se rend-il compte ?

— Il sait les qualités de M. Brussan, dit Elisabeth sèchement.

— Vraiment, je me demande... Qui le change à ce point ? Peut-il s'imaginer que j'accepterais ?...

Brussan lui coupa la parole :

— Je ne peux tolérer d'entendre parler de M. Villebrun comme il vient d'être fait. Et je ne peux non plus tolérer que ses ordres soient ainsi négligés.

Le téléphone sonna. Muranzat décrocha.

— Non ! Qu'on ne me dérange pas ! cria-t-il avec colère.

Elisabeth se disait que Brussan, persuadé que l'entente ne serait pas possible, venait de changer sa ligne de conduite. Il semblait vouloir pousser le directeur à bout et chercher la rupture. Il critiquait des initiatives de Muranzat. Haussant les épaules, ce dernier lui répondit avec un dédain agressif :

— Si vous étiez un peu renseigné sur la question, sur la situa-

tion actuelle de l'industrie, vous sauriez pourquoi j'ai refusé des commandes.

Il aurait dû engager de nouveaux ouvriers. Or, avec la crise, on pouvait prévoir sûrement que, ce travail terminé, il n'aurait plus rien eu à leur donner. Qu'en faire alors ?

— Naturellement, vous ignorez les nouvelles lois... Vous ignorez que, pour licencier du personnel, il me faut l'autorisation de l'inspection du travail. Et que, pour une entreprise comme celle-ci, ils ne me la donnent qu'en cas de faute professionnelle. On s'attend à une crise de plusieurs années. Alors, je paierais une équipe pendant tout ce temps à ne rien faire. A cent quarante-huit francs de l'heure un linotypiste !

— Le principe du refus d'une commande est mauvais, dit Brussan. M. Villebrun veut une entreprise toujours en progression. Les difficultés du moment ne doivent pas être un prétexte, une excuse...

A son tour, Muranzat l'interrompit :

— Je refuse une discussion avec quelqu'un qui n'a aucune expérience de nos affaires... Eh bien ! ce serait commode notre collaboration, comme vous dites. Villebrun doit savoir que je préférerais démissionner. Oui, démissionner !

Imité par Elisabeth, Brussan se leva.

— Votre désir sera transmis.

Ces mots prononcés d'un ton glacé mirent fin à l'entretien.

III

Encore couchée, Elisabeth attendait la femme de chambre. Brussan était assis sur le lit, près d'elle.

— Alexis est trop seul, dit-elle.

Ayant vendu sa voiture, Valentin devait venir de Limoges par l'autocar. Aussi le voyait-on moins à Sorlente. Alexis n'allait même plus à la chasse. Rien ne combattait ses obsessions.

— Devant son visage douloureux, je me fais des reproches, beaucoup de reproches, dit Elisabeth.

Brussan regardait vers le parc où le vent d'est, vif ce matin-là, hâtait la chute des premières feuilles mortes. Des vols de corbeaux se suivaient, luttant contre le vent.

— Vous m'avez dit avoir choisi, Elisabeth. Un choix oblige à

bien des courages. Il existe un courage de la dureté. Un des pièges que vous tend la faiblesse est celui de l'attendrissement.

Elle soupira.

— Je ne veux plus être faible. Je me souviens des semaines de flottement... Je ne m'estimerais pas si je retombais dans ces hésitations. Sans vous, sans votre influence, j'aurais bien plus de regrets.

Elle réfléchissait.

— Mais aussi, François, je pense à nous, à présent.

Elle souffrait de voir Alexis déprimé. Mais en même temps, elle craignait que cet état, amenant son mari à se contrôler de moins en moins, fût la cause d'un dénouement redoutable.

— J'ai une angoisse dont je ne peux me débarrasser. Il me semble que je perdrai ce que j'ai obtenu. Il me semble que la punition viendra, fatalement.

— Il ne faut pas accepter la fatalité ! dit-il avec force.

On frappa.

— Je vous sonnerai dans un instant, dit Elisabeth, renvoyant la femme de chambre.

— Vous ne croyez pas que ce qui est... ce qui n'est pas bien doit être payé ?

Il leva légèrement les épaules.

— Bien... Mal... fit-il avec un vague sourire.

— Je sais que vous méprisez ces craintes. Quand je vous vois parler le poing serré, le regard froid, je sens en vous l'homme marqué par le triomphe... L'homme qui avance sans s'émouvoir de ce qu'il détruit.

— Quel déséquilibre entre la volonté et nos possibilités ! dit-il rêveusement. Que d'embûches à côté de nous — en nous — pour nous faire trébucher, nous empêcher d'aller aussi haut que nous l'avons résolu. La volonté... Ne pourrait-on pas appeler pur, grand — bien que ces mots, comme les autres, soient usés — ce qui vient d'elle ?

Toujours songeur, il continua :

— Imposer ce qui a été décidé donne un sens à la vie. Voilà ce que je crois. Restons assez fermes pour que les événements se déroulent tels que nous le souhaitons.

Elle le regardait intensément.

— Je connais un homme au-dessus des autres, en dehors d'eux, murmura-t-elle en l'entourant de ses bras. C'est toi !

Un moment après, quand il se mit debout, Elisabeth revint sur ce point : jusqu'où irait Martel si le désespoir le gagnait de plus en plus ?

— Le danger est près de nous, François !

— Je vois ce danger, dit-il. Il faut y mettre fin.

***

— Voici la lettre que je vous propose pour Muranzat.

M. Villebrun s'assit devant le bureau. N'ignorant pas que le père d'Elisabeth n'aimait pas lire devant les autres car il était obligé de tenir le papier loin de ses yeux, Brussan lui lut la lettre.

« Mon cher Muranzat,

« Il m'a été fait part de votre désir de vous retirer du poste que vous occupez si parfaitement. J'ai été d'abord très contrarié. Puis j'ai compris vos raisons.

« Vous avez formé en Ducret un autre vous-même, le désignant ainsi pour vous succéder. Je ne lui ferai qu'une recommandation : « Suivre l'exemple de Muranzat, de mon cher Muranzat. »

« D'ailleurs, l'an dernier, pendant votre maladie, il vous avait fort convenablement remplacé.

« Ces modifications à la tête de l'entreprise entrent dans le cadre du rajeunissement inéluctable — et utile — que doit, à un certain moment, subir toute direction. Je l'envisageais avec regret depuis un certain temps déjà. Aussi, malgré la peine que me cause votre départ, je me résous à vous donner satisfaction.

« Je pense que le début de novembre conviendra pour transmettre vos pouvoirs. Vous règlerez les détails avec Ducret et François Brussan qui agit, vous le savez, en mon nom.

« J'aimerais que ce jour-là une réception eût lieu en votre honneur. Nos amis et le personnel y seraient invités.

« Mon cher Muranzat, je ne rappellerai pas ce que nous avons fait ensemble. Comme moi vous vous souvenez de la petite imprimerie, au sous-sol de la rue du Maupas, avec ses quatre ouvriers... Vous vous souvenez des heures que nous passions tous les deux à composer, après la journée de travail, dans les périodes de presse, notamment en fin d'année. Et maintenant notre imprimerie est la première de la ville !...

« Sur cette pensée exaltante et mélancolique, je mets dans la

vôtre une main que l'émotion fait trembler (je ne peux écrire davantage), mon compagnon, mon ami. »

M. Villebrun approuva.

— Ça, c'est rédigé. Ah ! si j'avais toujours su dire les choses d'une manière aussi enveloppée... Je la signe et on l'envoie tout de suite.

— Il convient peut-être qu'elle soit écrite de votre main.

— Oui, je vais la recopier. Et à la fin, l'émotion, comme vous avez mis... Je ferai zigzaguer la plume. Ce sera très bien.

Brussan avait abouti assez vite. Il avait fait ressortir l'âge qui, s'empressait-il de préciser, ne laissait pas à Muranzat les mêmes possibilités qu'à M. Villebrun. Comme il le fallait, il avait insisté sur cette indépendance que croyait pouvoir prendre Muranzat. Il avait su présenter la discussion à l'usine, de façon que l'amour-propre si sensible du père d'Elisabeth fût atteint.

Brussan avait fait venir Ducret à Sorlente. Au cours d'une conversation très précise il avait indiqué à Ducret ce qu'il voulait de lui. L'autre lui avait assuré qu'il serait le directeur dévoué que Brussan attendait.

Elisabeth l'avait soutenu, ainsi qu'il le lui demandait.

De moins en moins, M. Villebrun supportait les discussions... Il tenait à la tranquillité à Sorlente. A cette entente de sa fille et de Brussan, il ne pouvait résister bien longuement.

« Il se fait vieux, reconnaissait-il. Il ne peut pas rester là tout le temps. Puis, je n'admets pas qu'on refuse quand j'ai commandé ! »

Mais il hésitait, en se souvenant de la période pénible, avant la guerre de 1914, quand Muranzat travaillait avec lui. Brussan avait prévu que la difficulté viendrait de là. Aussi, proposait-il que Muranzat fût congédié avec égards, et convenablement indemnisé. Ce point arrêtait également M. Villebrun.

« Indemnisé, bien sûr. Mais les dernières lois, vous les connaissez ? Trois mois de traitement d'abord. Plus un mois par année de présence. Un mois au salaire actuel. Je l'ai engagé il y a quatorze ans. Dix-sept fois soixante-cinq mille !... »

Brussan n'avait pas tardé à apporter la solution.

« Il ne vous en coûtera rien. Ducret est bien trop content de l'avancement. Il acceptera d'être à la tête de l'usine en gardant son salaire d'à présent durant dix-sept mois. Pendant ce temps, nous nous passerons de sous-directeur. Ducret est jeune encore. Il travaillera un peu plus, simplement. »

Alors M. Villebrun, toujours pressé par Elisabeth, n'avait plus rien objecté. Dès le lendemain du jour où la lettre fut envoyée, Muranzat vint à Sorlente.

M. Villebrun se trouvait dans le parc avec sa fille et Brussan. Le jardinier leur montrait l'épicéa qui, au milieu de la pelouse, derrière le tilleul, dépérissait de plus en plus.

— Il n'y avait pas de raison pour qu'il ne pût pas s'acclimater, estimait M. Villebrun. Mais il était trop développé quand on l'a transplanté. Il n'a pas repris ici... L'an prochain, il faudra l'arracher.

Ils entendirent le bruit d'une automobile dans le chemin.

— Peut-être les Coutrain, dit Elisabeth en regardant Brussan. Brigitte m'a téléphoné qu'elle passerait dans la soirée.

Quand le valet de chambre annonça Muranzat, le père d'Elisabeth, devant la perspective de l'explication, fit une grimace ennuyée.

— Si vous voulez, je vais le recevoir, suggéra Brussan.

— Volontiers ! Mais il va insister, il doit être furieux.

— Je vous en débarrasserai.

M. Villebrun revint avec sa fille en faisant un détour par le fond du parc, pour qu'on ne pût le voir de la maison. Ils entrèrent dans la cuisine où ils attendirent devant la fenêtre, le départ de Muranzat.

— Pourvu qu'il veuille bien s'en aller sans me voir !

— Soyez tranquille, puisque François vous l'a promis.

En attendant pour la première fois sa fille désigner Brussan par son prénom, M. Villebrun fut tiré de sa préoccupation. Il l'observa avec un sourire. Elisabeth rougit légèrement.

Au bout d'un quart d'heure, les deux hommes sortirent et se dirigèrent vers l'auto. M. Villebrun soupira. Il soulevait à peine le rideau, pour ne pas risquer d'être aperçu.

Muranzat s'arrêta. Ni Elisabeth, ni M. Villebrun ne pouvaient saisir ses paroles, mais ils le voyaient gesticuler rageusement, le visage congestionné. En face de lui, Brussan demeurait impassible.

IV

Brussan frappa chez Alexis Martel à dix heures. On ne répondit pas. Il entra. Les volets étaient fermés. La lampe de chevet s'alluma. Il vit Martel allongé, tout habillé, sur son lit défait. Sur la table étaient posés un verre, un tube de comprimés et un linge humide

qui avait servi pour des compresses. Il s'enquit de l'état de Martel. Celui-ci restant silencieux, il prit une chaise, à quelques pas du lit.

— Je veux vous demander conseil, dit-il.

Martel n'avait pas bougé.

— La vente des coupes a lieu, vous le savez sans doute, après-demain. Et je suis embarrassé...

— Sortez d'ici, fit sourdement Martel.

— Je n'ignore pas que vous avez avantageusement vendu les années précédentes. Aussi, je viens vous prier d'étudier avec moi les estimations et les offres qui sont faites.

— Je vous redis de sortir, fit Martel, d'un ton très impatienté cette fois.

Sur son visage il avait cette âpre expression qui avait surpris Elisabeth et dont Brussan connaissait la cause. Il n'ignorait pas qu'il existait un moyen pour éviter que Martel se fâchât, pour obtenir d'être écouté : parler de lui.

— Une cause de faiblesse chez vous, c'est que le premier échec vous fait douter, commença-t-il. Et si l'échec se renouvelle, le doute s'aggrave. Il vous amène à vous tromper sur vous. Quand je dis que vous avez bien vendu les autres coupes, je reconnais simplement une réalité. Votre beau-père lui-même admet que, sur ce point, il n'avait pas à critiquer...

Martel ne disait toujours rien.

— Permettez-moi une comparaison. J'ai eu, moi aussi, suffisamment d'échecs. Avant de venir ici, je n'avais rien réussi. Le découragement, je l'ai connu souvent. Mais à ce sujet, la théorie de votre beau-père est juste. Une jeunesse pauvre est un bienfait. Elle stimule et elle durcit. Son souvenir fait accepter les abaissements nécessaires...

Rappelant Guissart et le plateau de Labru, il dit que si Martel s'était trouvé pris de malaise, lui-même, une fois réglé le sort de Guissart, sentait ses jambes faibles. Sa vue se brouillait. Il s'était assis. Et tandis qu'ils creusaient, il avait dû s'arrêter un moment.

Martel s'était redressé. De nouveau Brussan lui demanda si sa migraine se passait. Cette fois, il inclina la tête. Brussan ouvrit les volets. La matinée de ce début d'automne était claire.

— Croyez-moi, continuait Brussan, vous commettez une erreur en tirant de votre désavantage ici une telle conclusion.

Le mari d'Elisabeth le dévisageait.

— Vous avez fait ce que vous pouviez pour m'éliminer de la

direction du domaine. Vous réussissez. Aujourd'hui, que voulez-vous ? Je vous comprends mal.

— Je veux simplement avoir votre avis. Vous teniez à ne pas vendre à plusieurs acheteurs pour éviter les contestations. Notamment quand il faut réparer les chemins défoncés par les charrois. Je pense de même. Si possible un seul acquéreur pour les trois coupes. Voici où j'hésite : c'est Cassagne, de Tulle, qui offre le plus. En moyenne une cinquantaine de mille francs de plus par coupe. Seulement trois paiements, dans l'année. La scierie de Saulzac propose moins : un million trois cent quatre-vingt mille, pour les trois ; mais règlement comptant.

Martel remettait de l'ordre dans ses cheveux.

— Votre but, n'est-ce pas, est de vous débarrasser de moi, comme vous vous êtes débarrassé de ceux qui vous gênaient : ce vieil imbécile de Germain et Muranzat.

— Je n'ai jamais pensé à vous mettre sur le même plan que ceux dont vous parlez. Vous le savez.

— Ne me dites pas que vos avances de ce matin sont dues à votre sympathie pour moi. Vous agissez ainsi parce que vous avez une raison, parce que c'est votre intérêt.

— Certainement. Mais il s'agit aussi de votre intérêt à vous. Et je vous le dis, sachant que vous pouvez le comprendre : je ne tiens pas à voir un homme dont la valeur, pour moi, est certaine, se détruire jour après jour, sûrement. Une autre solution est possible. Je la préfère.

Songeur, Martel le considérait.

— C'est singulier. Si vous saviez ce que je pense quelquefois, quand je réfléchis à votre cas, vous seriez étonné...

— Je n'ignore pas que vous êtes capable de penser avec hauteur, de vous dégager de bien des préjugés... Je connais ce qu'il y a en vous de supérieur.

La lampe de chevet était restée allumée. Martel l'éteignit.

— Pour les coupes, quel choix croyez-vous avantageux ? reprit Brussan. Préférez-vous, comme moi, la scierie de Saulzac ?

Martel hésita. Répondrait-il ? Enfin, il dit :

— Si Cassagne offre davantage, il faut accepter. Il paiera. Son affaire est très solide. Et par sa femme, il est allié aux Labachel. Derrière lui, la première fabrique de chaussures de Limoges... Sa méthode est d'acheter le plus possible. Il achève le règlement avec les premiers gains qu'il tire des coupes. La vente du bois marche

trop bien pour qu'on ne soit pas certain du paiement. Ce paiement, il faut le demander non pas en un an, mais dans les six mois. Et à la vente, pas un tiers, mais la moitié. Un quart dans trois mois. Et le dernier quart au bout des trois autres mois.

— J'aurais penché pour la scierie de Saulzac. Mais puisque vous êtes sûr de Cassagne... Voulez-vous venir dans le bureau ? J'aimerais savoir si ses offres vous semblent suffisantes d'après les estimations.

Il vit Martel sur le point de le suivre. Il comptait sur cette sorte de bien-être qui suit la migraine. Mais au dernier moment, Martel se ressaisit.

— J'ai été assez manœuvré par vous. Ne croyez pas que je vais m'avancer les yeux fermés vers votre nouvelle machination.

— Je ne vous cache rien de cette machination. Vous l'avez dit, j'ai tout fait pour vous éloigner... La façon dont vous avez réagi me fait entrevoir des aboutissements auxquels je ne tiens pas.

Martel eut un rire dur.

— Vous êtes inquiet... Vous vous rendez compte de ce dont je deviendrai capable quand je serai à bout de patience.

— Peut-être. En tout cas, je renonce à vous pousser dans une voie qui mène au désastre. Quand vous serez sorti de votre dépression actuelle, votre intelligence commandera. Et l'accord sera possible. Voyez si cela ne vaut pas mieux pour vous que de continuer sur cette pente...

Il se leva.

— Je vais écrire à Tulle. Je serais content que vous vous trouviez avec moi, lorsque Cassagne viendra pour discuter les nouvelles conditions du paiement. Ces conditions seront celles que vous venez de m'indiquer.



Succédant à un été pluvieux, l'automne, comme il arrive souvent dans la région, apportait de belles journées. Elisabeth et Brussan s'étaient arrêtés au bout de la coupe du bois des Souches, le long du chemin. Ils s'étaient assis sur un gros tronc de hêtre abattu, au milieu des fougères déjà toutes sèches. Seuls, de très légers nuages pâles tachaient le ciel. Les chênes restaient verts. En revanche les hêtres, et surtout les châtaigniers au feuillage presque entièrement rouillé, se dégarnissaient.

Elisabeth parlait de ses promenades, quand elle était jeune fille. Elle disait que la lumière, la douceur si particulières des après-midi d'automne où la forêt est plus animée qu'à aucun autre moment lui avaient toujours procuré une sorte de griserie...

Ils revenaient du rendez-vous qu'avait eu Brussan avec le brigadier des Eaux et Forêts, près de l'étang du Grèbe, dans les bois où seraient faites les coupes de l'année suivante. Le brigadier, désormais, se chargerait des coupes à préparer. Il dirigerait les bûcherons dans celles que l'on exploiterait à Sorlente. Brussan n'aurait guère à s'occuper des bois qu'au moment de la vente... Avec les fermiers, le garde du domaine réglerait tout ce qui n'était pas essentiel.

M. Villebrun, bien entendu, avait approuvé. Ainsi, Brussan se trouverait libéré des tâches secondaires mais absorbantes. Il aurait tout le temps nécessaire afin de bien étudier le travail de l'usine et de le contrôler. Pour le domaine comme pour l'imprimerie il pourrait, ainsi que le souhaitait M. Villebrun, « voir d'en haut ».

Elisabeth se taisait à présent. Elle le regardait. Il venait de recevoir de Limoges une veste de tweed qu'il portait cet après-midi. Auparavant, il mettait avec sa culotte de cheval une paire de bottes prêtées par Martel. Celles qu'il portait maintenant étaient neuves.

— Alexis a déjà changé, dit-elle. J'en ai un soulagement... D'abord, je suis heureuse pour lui, pour nous. Et je suis également heureuse que vous vous conduisiez ainsi.

Brussan laissa passer quelques instants. Le curieux cri grinçant d'un écureuil retentit dans un châtaignier. Sur les feuilles sèches, la fuite d'un lapin s'entendait très loin.

— Elisabeth, sans doute j'étais choqué qu'il se laissât aller au désespoir ; mais je suis persuadé que, pour arriver à une solution, éviter un drame, il faut d'abord l'arracher à ses idées noires.

Il expliqua comment il comptait pouvoir s'entendre avec Martel. Un pli se forma sur le front d'Elisabeth.

— Donc, murmura-t-elle, c'est une tactique.

— On peut employer ce mot, si l'on veut, ou d'autres. Les mots...

Elisabeth restait absorbée.

— Je sais que vous pouvez comprendre, que vous comprenez.

— Oui, je comprends, dit-elle en souriant faiblement.

Elle fit une pause.

— Seulement, ce que vous venez de me dire fait renaître une... préoccupation. Je n'ai jamais osé vous la dire. Mais, maintenant...

Sa main pressait celle de Brussan.

— Il vaut mieux que je le fasse. J'en serai peut-être délivrée.

Elle avait essayé de ne pas le voir différent de ce qu'il apparaissait au début. Et même tout à l'heure, elle ne voulait trouver que de la noblesse dans sa nouvelle attitude envers Martel. Mais elle ne pouvait juger les choses aussi simplement que le faisait son père. Chaque avance de Brussan l'obligeait à constater qu'il progressait suivant un calcul précis. Elle se doutait bien qu'il ne devait pas toujours supporter sans ennui M. Villebrun. Pourtant il n'en montrait rien. Avec Alexis, il était parvenu aussi à cacher ses desseins... Comme il savait feindre, préméditer !

« Et moi ? se disait-elle avec inquiétude. Moi aussi, je suis une pièce dans le jeu, je sers ce plan... »

Brussan ne sourcilla pas. Il répondit en la remerciant de ne pas lui dissimuler ces pensées.

— Il était inévitable que vous les ayez... Je croyais que vous leur aviez déjà fait le sort qui convient.

— J'ai su les éloigner, vous l'avez vu. Mais, chaque fois que j'ai un exemple de votre habileté, de votre redoutable habileté, un trouble me prend...

— Vous n'ignorez pas qu'il serait puéril d'exiger un seul sentiment, un seul visage. Vous me parlez d'habileté. Si j'ai vraiment celle que vous me prêtez, j'avoue ne pas le regretter, ne pas voir pourquoi je devrais le regretter. Serait-ce pour cela que je vous aimerais moins ?... Sur ce point, vous n'avez pas, vous ne pouvez pas avoir de doute, n'est-ce pas ?

Il l'enlaçait. Un moment, elle le regarda dans les yeux. Puis, ses lèvres tout près des siennes, elle répondit :

— Je n'ai pas de doute.

Quelques minutes plus tard, ils se remirent en marche. Le chemin devenait plus étroit entre les châtaigniers très serrés qui ne laissaient pas passer le soleil. Dans un creux, une flaque d'eau jaunâtre subsistait depuis les dernières pluies. A l'ombre il faisait presque froid. Ils pressèrent le pas et bientôt ils traversèrent une éclaircie où ne se dressaient que quelques bouleaux au fragile feuillage jaune pâle.

Brussan démontrait qu'il y aurait illogisme, petitesse d'esprit à ne pas vouloir être aidé par ceux que l'on aime.

Elle hochait la tête, l'approuvait. Cependant il percevait une réticence. Il l'estimait assez près de lui pour pouvoir parler ainsi qu'il l'avait fait. Lui révéler la façon dont il comprenait ses relations avec Martel, n'était-ce pas l'attacher davantage à lui ? Toutefois, il se demandait s'il n'avait pas eu tort de parler ainsi aujourd'hui. N'était-il pas trop tôt ?.. Brussan songeait que si ce qui tourmentait encore Élisabeth était décelé, l'on pourrait s'en servir contre lui.

V

Dans le bureau, Brussan entretenait Martel de sa visite à l'imprimerie, le matin même.

— La maison ne souffrira pas du départ de Muranzat. Ducret en connaît autant que lui. Et il sera plus entreprenant.

— Je n'avais jamais obtenu de jeter un coup d'œil sur ce qui concernait l'imprimerie. Vous, vous en êtes le maître...

Martel s'exprimait sans aigreur.

— Savez-vous, poursuivit-il que j'ai un certain réconfort à voir mon beau-père, qui m'a toujours témoigné de la méfiance, s'en remettre aussi pleinement à vous ? Il ne se doute pas que vous lui ferez payer votre servilité à son égard et peut-être ne sera-t-il pas le seul envers qui vous changerez, si vous arrivez tout à fait à ce que vous voulez.

Brussan secoua la tête.

— Pour vous un froissement d'orgueil est impardonnable. Je peux vous certifier que si comme vous le supposez, mon amour-propre a quelquefois été éprouvé, au début, je n'en garde aucune amertume. Je l'ai oublié.

Brussan se tenait derrière le bureau et Martel s'était assis dans un des deux fauteuils de cuir.

— S'il en est ainsi, vous avez là un autre avantage sur moi.

— D'autre part, je vous dirai encore que se conduire d'une façon déplaisante sans obligation est pour moi un signe de faiblesse... Si je réussis entièrement à Sorlente, je ne crois pas que M. Villebrun le regrette jamais.

Il fit une pause.

— Quant à l'autre personne, je me mépriserais si je sentais en moi une arrière-pensée telle que vous le supposez.

Après un silence, le mari d'Elisabeth déclara qu'il distinguait maintenant ce qui faisait la supériorité de Brussan.

La semaine précédente, Martel avait pris part aux discussions pour la vente. Selon son avis, la préférence avait été donnée au marchand de bois de Tulle. Il s'occupait un peu, avec le brigadier des Eaux et Forêts, de la préparation des coupes pour l'année prochaine. Son visage paraissait moins crispé. S'il n'avait eu avec Elisabeth d'autres conversations que celles qu'ils engageaient à table ou dans le salon, la gêne, entre eux, allait en s'atténuant. D'autre part, les journées ensoleillées aidaient à l'arracher aux pensées déprimantes. Elisabeth savait à présent l'influence qu'avait sur son mari la succession des jours de pluie et de brume.

M. Villebrun, d'abord surpris, avait accepté que son gendre participât à la vente des coupes. Il ne paraissait pas possible qu'il pût refuser quelque chose à Brussan. Il ne consacrait plus guère son temps qu'à chasser ou bien à tirer au stand. Il avait eu, le troisième dimanche après l'ouverture de la chasse, un étourdissement qui l'avait obligé à s'aliter trois jours. Le docteur lui recommandait d'éviter la tension d'esprit. M. Villebrun reconnaissait ne pas pouvoir réfléchir longuement sans maux de tête. Mais aussitôt il faisait ressortir que sa vigueur restait entière.

« Voyez Brussan », répondait-il de plus en plus souvent quand on lui soumettait la moindre question touchant le domaine ou l'imprimerie.

Et il répétait, comme pour se justifier, une phrase qu'il devait à Brussan lui-même : « Brussan, c'est moi. »

Valentin se divertissait à observer que c'était Brussan qui redonnait courage au mari d'Elisabeth.

« Tu le remets dans le circuit... Tu ne crains pas qu'Alexis se remonte trop, qu'il essaie de te reprendre ce que je n'avais pas réussi à lui emprunter ? » avait-il demandé à Brussan.

Celui-ci avait souri légèrement.

« Ce ne doit plus être possible, estimait Valentin. Tu as tout en main. »

Cet après-midi, dans le bureau, Brussan reparla de l'arrangement qu'il avait mis au point. Il assurait qu'après le divorce, Martel disposerait du montant de la dot d'Elisabeth. Mais, dès à présent, il pourrait placer une partie de cet argent dans l'entreprise de Simon Carrera.

— Mon beau-père accepterait ?

— Je saurai le faire accepter. Je démontrerai que c'est l'unique moyen de ne plus vous voir ici... N'ayez pas d'inquiétudes.

— Je n'ai pas d'inquiétudes. Vous réussirez puisque vous y avez intérêt.

— Votre intérêt est-il de vous obstiner à perdre votre temps à Sorlente ?

— Mais Elisabeth ?

— Soyez tranquille...

— Je veux dire qu'il me faudrait me résigner. Vous ne devez pas avoir oublié ce que je vous ai avoué... Elle n'a jamais eu cette expression heureuse et triste à la fois. Elle ne me semblait pas aussi belle avant. Sans doute je ne la regardais pas ainsi. Si elle savait qu'après lui avoir dit bonsoir, il m'arrive de me jeter la tête contre l'oreiller...

Brussan l'écoutait avec patience. Il connaissait son besoin de se confier. Martel n'avait plus Elisabeth ; Valentin venait moins souvent... Certes, on aurait pu s'étonner que Brussan tînt ce rôle, surtout quand Martel exprimait des pensées fort intimes au sujet d'Elisabeth. Mais il était indéniable qu'Alexis, depuis le changement d'attitude de Brussan, inclinait à s'épancher sans contrainte auprès de celui-ci. Brussan distinguait l'attrait qu'exerçait sa propre force que l'autre aurait voulu posséder. Il se rendait compte qu'il prenait peu à peu sur Martel une véritable autorité, sans que celui-ci en eût peut-être conscience. Il l'avait fait sortir de son isolement et l'orientait vers sa solution. Martel faisait bien encore des objections, mais il ne semblait plus vouloir réellement lui tenir tête.

— Vous n'ignorez pas qu'il ne faut pas attendre d'Elisabeth un autre changement.

— J'ai peut-être besoin d'un peu de temps encore pour arriver à renoncer.

Il ne manifestait aucun emportement.

— Vous dites vrai, je le sais. Elisabeth... Pour la ramener à moi, que faudrait-il ? Une volte-face dont je ne vois pas les causes. Je n'y compte pas.



Le surlendemain, en retrouvant Brussan dans le bureau, un peu avant le déjeuner, Elisabeth remarqua son air préoccupé. Le valet de chambre, faisant les emplettes, avait rencontré le facteur au village et rapporté une lettre pour Brussan. Seule la mère

de ce dernier, de temps à autre, lui écrivait. Elisabeth soupçonnait — sans lui en rien dire, sachant qu'il n'aimait pas aborder ce sujet — qu'il devait laisser des lettres sans réponse.

— Avez-vous une contrariété ?

— Mais non, aucune !

Elle l'observait.

— Vous croyez vraiment qu'Alexis se résoudra à partir bientôt ? demanda-t-elle de nouveau.

Il inclina la tête.

A table, il ne se montra pas différent de ce qu'il était à l'ordinaire. M. Villebrun, lui, était jovial. Depuis qu'il pleuvait beaucoup moins, la douleur de sa jambe avait presque disparu. Brussan l'interrogea sur sa chasse du matin.

— Pour le perdreau, je ne me plains pas. Mais n'avoir levé qu'un lièvre !... Il y a dix ans, on tuait, en plaine, cent cinquante à deux cents lièvres dans le premier mois qui suivait l'ouverture.

— Le garde prétend qu'on les tirera aux battues d'hiver.

— Non ! S'il pleuvait comme cet été, je pourrais admettre qu'ils restent au bois. Mais avec ce temps sec qui dure depuis l'ouverture, les lièvres devraient gîter en plaine. L'explication ? Ils disparaissent.

— Pourtant la chasse est bien gardée.

— On ne braconne pas. Ils s'en vont, tout simplement. Pourquoi ? Parce que nous avons trop de lapins. Parfaitement. Je l'ai remarqué : dans une chasse où le lapin augmente, le lièvre diminue.

A Sorlente, pendant les années de guerre où ils avaient été épargnés, les lapins, déjà très nombreux auparavant, s'étaient reproduits avec excès. Le lièvre, l'animal le plus inquiet peut-être, recherche la tranquillité. M. Villebrun soutenait que là où l'on trouve trop de lapins, il ne peut rester gîté longtemps au même endroit. Les autres, par leur passage, lui causent des alarmes, le dérangent sans cesse. Ou même, ils s'attaquent à lui.

Elisabeth observait encore Brussan. Il s'étonnait poliment, paraissait intéressé. Mais elle avait la conviction qu'il restait soucieux. Etait-ce à cause de cette lettre ? Comme il le faisait à présent, il amena Martel à participer à la conversation. Il lui demanda son avis. Et Martel répondit que le point de vue du père d'Elisabeth était le sien.

— Je veux organiser cette année une destruction du lapin, dit M. Villebrun. Bien sûr, il en est mort pas mal du gros ventre.

Mais le garde affirme que le mal a disparu. D'ailleurs, j'ai toujours constaté que les années de maladie, ils se multiplient encore plus. Il faut une battue par semaine avec les chasseurs du village. Furetage tous les jours. Un massacre méthodique. Ah ! on va s'amuser... Et au printemps nous lâcherons des lièvres que nous achèterons dans une maison de repeuplement. En 1935, j'en avais reçu une vingtaine de Hongrie. Une race deux fois plus grosse que celle d'ici où, d'ailleurs, j'ai trouvé le lièvre un peu étriqué. Le croisement avait donné des résultats fameux...

— Un de ces lièvres de Hongrie avait été tué du côté de Lafurcade, dans les prés qui appartenaient encore aux Berthier, dit Martel. Je passais quelques jours chez eux. Ils n'avaient jamais vu un lièvre de cette taille. On croyait à un phénomène.

Elisabeth fut satisfaite que son mari s'adressât ainsi à M. Villebrun. C'était un signe de l'évolution qu'elle souhaitait. Mais elle se demandait quel ennui pouvait avoir Brussan. Elle l'interrogea encore, une fois qu'ils eurent quitté la table. Il lui assura que rien ne le préoccupait particulièrement. Un peu plus tard, tandis qu'elle répondait au téléphone à Brigitte Coutrain, il alla retrouver Martel dans sa chambre.

— Je crains du nouveau, dit-il.

Le garde lui avait appris le matin que la serrure d'une des maisons de Montaneyre — pas celles des bûcherons italiens, mais celle de la maison où Guissart avait logé — était forcée. « Peut-être cet homme que cherche M. Valentin sera-t-il revenu. » Questionné par Brussan, le garde avait répondu que Valentin lui avait montré une photographie, en demandant s'il reconnaissait l'homme. Il s'agissait d'un bûcheron qui avait un moment habité Montaneyre et qui ne faisait pas grand-chose. « Il paraît qu'on est à sa poursuite pour un vol... » Brussan avait répondu : « Ah ! oui, en effet, Valentin m'a aussi montré la photo. »

— Le garde a vu le portrait de Guissart. Votre frère se doute que nous l'avons caché. Il cherche. La semaine dernière, Elisabeth m'avait fait part de la surprise qu'elle avait eue, dans le parc. Nous nous trouvions, vous et moi, à la balustrade. Elle se dirigeait vers nous. Et elle avait vu Valentin qui se dissimulait derrière un buis, apparemment pour nous écouter. Je pensais à une autre curiosité... La serrure, c'est lui qui l'a forcée. Il n'allait pas me demander la clé ! Il essaie de découvrir une trace du séjour de Guissart.

— Valentin ? Je suis très étonné. Il avait été chargé de participer à la surveillance dans la région. Mais il s'en désintéressait.

— Pourtant, il a eu des soupçons. Et après ce qu'a dit le garde au sujet de la photo, il est certain de ne pas se tromper... Comment a-t-il pu être mis sur la voie ?

Sous le regard de Brussan, Martel se troubla un peu.

— Que lui avez-vous dit ?

— J'essaie de me souvenir... Je crois me rappeler que, lorsque j'étais si abattu, j'ai fait allusion devant lui à une histoire dans laquelle vous m'aviez entraîné. Mais je n'ai rien raconté de précis.

Brussan, silencieux, le dévisageait toujours.

— Ah ! bien sûr, je n'aurais pas dû. Mais j'étais si déprimé ! Cependant, il y a au moins six semaines. Si je lui avais donné une idée, il n'aurait pas attendu si longtemps. D'ailleurs, répéta-t-il, je n'ai rien raconté de précis, il me semble...

— Inutile de souligner, n'est-ce pas, qu'il vaudrait mieux qu'il ne sût rien.

— De toutes façons, nous n'avons rien à craindre de Valentin. Vous savez ce qu'il pense de sa profession... Et jamais il n'entreprendrait rien contre moi.

— Alors, pourquoi essaie-t-il d'en savoir plus long, de découvrir des preuves ?

Martel fit un geste de perplexité.

— Nous ne risquons rien, redit-il.

— Nous risquerons ce qu'il voudra.

Martel alla jusqu'à la fenêtre, posa son front contre le carreau.

— Je n'envisageais plus une complication venant de ce côté. Ce serait de ma faute. Et si stupide !... Mais, je suis sûr de Valentin.

Cependant sa physionomie révélait de nouveau une anxiété.

— Surtout ne vous laissez plus abattre, recommanda Brussan. Il va nous falloir du sang-froid... Nous devons connaître son but sans retard.

VI

Valentin était venu le samedi soir par l'autocar de sept heures. Brussan, le lendemain, de grand matin, le vit sortir de la maison. Il savait qu'il n'était pas dans ses habitudes de se lever de si bonne heure, quand rien ne l'y obligeait.

Il remarqua la direction que prenait le jeune homme. Passant

dans la salle d'armes, il décrocha son fusil. Le valet de chambre qui battait les tapis du salon lui apprit que Valentin s'était déjà fait servir le petit déjeuner.

— Je sors pour tirer quelques coups de fusil, dit Brussan. Que M. Villebrun ne m'attende pas pour le petit déjeuner...

A son retour, il trouva Martel avec le garde qui, devant la maison, tenait en laisse les deux jeunes chiens d'arrêt, l'épagneul et le braque. D'un signe, il l'invita à le rejoindre. Dans la salle d'armes, après avoir rangé son fusil, il le questionna :

— Lui avez-vous parlé du plateau de Labru ?

— Le plateau de Labru ? fit Martel d'un ton étonné.

— Oui, lui avez-vous dit où la chose s'était passée ? Je l'ai suivi, ce matin. Il marchait lentement, les yeux fixés sur le sol du sentier et aux alentours, entre le bois et l'éboulement. Je l'observais de la lisière. Parfois, il se baissait, grattait ou soulevait des pierres... Vous vous doutez de ce qu'il cherchait.

— Je n'ai rien dit du plateau. Enfin, je ne crois pas. Ah ! je ne me pardonne pas ! J'étais si désemparé qu'il me fallait parler à quelqu'un. Je n'avais plus Elisabeth. Rien que lui... Et je ne savais pas trop ce que je disais. Puis, j'était tellement sûr de Valentin !

Il soupira.

— Quelle bêtise !... Je ne peux pas m'imaginer que nous serions inquiétés à cause de ce Guissart. Qu'est-il venu faire à Sorlente ?

Brussan l'invita à baisser la voix et poursuivit :

— On dit que tout se tient. C'est vrai. Au moment où j'ai enfin pu sortir de la médiocrité, les suites de cette médiocrité surgissent de nouveau comme pour m'empêcher de monter, et me tirer en arrière... L'arrivée de Guissart ici, ce qui en résulte : ce sont les difficultés du départ que je paye. Je n'en suis pas délivré.

Il s'était exprimé d'un air pensif. Changeant de ton, il décida :

— Ayons une explication avec Valentin.

— Je suis toujours convaincu qu'il n'a pas l'idée de nous nuire.

— Il semble avoir encore plus besoin d'argent ces temps-ci. Veut-il se servir de cela pour obtenir beaucoup ?

Martel secouait la tête.

— Non, il ne le ferait pas.

— Nous serons fixés aujourd'hui.

Ils entendirent du bruit dans la pièce voisine. Brussan ouvrit la porte. Le valet de chambre venait épousseter dans le bureau...

— Ne disons plus rien ici, dit Brussan, refermant la porte.

Au même instant, la voix d'Elisabeth s'éleva :

— Avez-vous vu M. Brussan ? demandait-elle au domestique.

Elle entra, tendit la main à son mari.

— Il est l'heure de partir pour la messe, dit-elle à Brussan.

L'invitation chez les Coutrain les empêchant de se rendre à la messe de dix heures et demie à Saulzac, ils avaient décidé de se faire conduire jusqu'à Uzerche où ils pourraient assister plus tôt à un office.

— Me pardonnez-vous si je ne suis pas aussi pieux que les autres dimanches ? Je dois téléphoner à Ducret ce matin. Et je veux revoir de près le devis, pour la réparation du toit de l'imprimerie.

Elle le pria de l'accompagner un instant.

Tandis qu'ils s'avançaient côte à côte dans la cour, se dirigeant vers l'auto, elle questionna :

— François, qu'y a-t-il ? Pourquoi ne me le dites-vous pas ?

Il parut surpris.

— N'ayez plus ce visage inquiet sans motif.

Elle se rapprocha davantage. Mais elle aperçut son mari sur le pas de la porte. Elle se contenta de serrer le bras de Brussan.

— Je ne peux rien ?

Il secoua la tête et sourit, d'un sourire qu'Elisabeth ne put s'empêcher de trouver contraint.

HENRY CASTILLOU.

(La dernière partie au prochain numéro.)

CHRONIQUE
DES BEAUX LIVRES

GUILLAUME APOLLINAIRE
ET LES
RELIURES DE PAUL BONET POUR "CALLIGRAMMES"

Dans sa robe noire flammée de vert, toute mince et petite, je l'ai tenue entre mes mains. Elle a très exactement la taille de ces carnets prosaïques où les blanchisseuses inscrivent leurs comptes — et, de fait, ce n'est qu'un carnet de blanchisseuse aux réglures rouges et bleues. Des contes qu'on y peut lire, voici l'un :

L'ADIEU DU CAVALIER

Ah Dieu ! que la guerre est jolie
Avec ses chants ses longs loisirs
Cette bague je l'ai polie
Le vent se mêle à vos soupirs.

Adieu ! voici le boute-selle
Il disparut dans un tournant
Et mourut là-bas tandis qu'elle
Riait au destin surprenant.

Dans cette guerre « jolie » de 1914 on sait qu'Apollinaire fut blessé mortellement, et il n'est point nécessaire d'appartenir à son église pour s'émouvoir d'une telle relique et en sentir humainement le prix. L'humble manuscrit dont les sept poèmes forment *Le médaillon toujours fermé*, envoyé du front à Mme*** en vue d'une édition qu'illustrerait Marie Laurencin, a plus à dire

ainsi à notre imagination que s'il eût été calligraphié d'une encre rare sur un vélin poudré d'or et de turquoises. Qu'il se voie aujourd'hui enclos dans une reliure signée par l'un des plus grands créateurs de notre temps ne contredit nullement à son originelle misère, car on sent bien que si, pour ses minables feuillets, un amateur a demandé à Paul Bonet un tel reliquaire ce n'est pas erreur de proportion mais piété. Et puisque la belle exposition organisée par Jean Loize est vouée en même temps au souvenir d'Apollinaire et aux reliures que Bonet a conçues pour *Calligrammes*, il me paraît touchant que le premier état de ces textes y puisse voisiner avec les somptueux exemplaires de la grande édition illustrée par Chirico où ils se retrouvent, et que ce soit une même main qui les ait vêtus dans leur pauvreté comme dans leur splendeur.

***

J'ai déjà eu l'occasion de parler ici de Bonet, et il faudra bien qu'un jour j'essaye d'étudier dans son ensemble une œuvre grâce à laquelle l'art de la reliure atteint actuellement en France, c'est-à-dire dans le monde, sa seconde apogée historique, la première ayant eu lieu, en France également, au XVIe siècle. Mais, pour cette fois, mon propos se limite à une région bien circonscrite de cette œuvre, à cette série des *Calligrammes* dont dix-neuf (sur les vingt-quatre exécutés depuis 1931 pour l'édition in-4o) et neuf pour l'édition originale ont été réunies temporairement au prix de peines considérables pour l'organisateur et d'admirables complaisances de la part des bibliophiles.

L'intérêt d'un tel regroupement est de rendre sensible, sur un même sujet, l'évolution de la manière de Bonet et évidente la prodigieuse fertilité de ses conceptions. Cette richesse éclate spécialement ici puisque toutes ces reliures, inspirées de l'étymologie du titre, présentent ce trait commun que leurs décors *sont exclusivement composés de lettres*. Aucun autre élément ornemental n'y intervient que, séparément ou ensemble, les mots : *GUILLAUME APOLLINAIRE — CALLIGRAMMES — GIORGIO DE CHIRICO*. Imagine-t-on qu'avec cette cinquantaine de lettres choisies en divers alphabets et répétées en divers corps, jointes, dispersées, accouplées, accolées, croisées, inversées, imbriquées, superposées, en relief, en creux, en métaux, en cuirs,

en mosaïques, en filets, des décors tous différents aient pu être réalisés, dans une telle variété de conceptions, de matières et de coloris que l'esprit et l'œil trouvent à les parcourir un égal enchantement ? Je comprends qu'on ait peine à l'imaginer, sachant bien que, pour ma part, j'aurais peine à croire ce que j'écris là si je ne l'avais vu et que quelqu'un d'autre me le voulût décrire. Pourtant, faute de pouvoir présenter même le témoignage imparfait d'une photographie, je demande à être cru ; il n'y a dans ce que je dis nulle exagération verbale, mais une transcription exacte de la réalité.

D'une de ces reliures, voici, vaille que vaille, l'analyse. Si les mots s'avèrent impuissants à l'évoquer visuellement, du moins donneront-ils une idée de l'extraordinaire difficulté technique de sa réalisation. Elle mesure 33 sur 26 ou plutôt sur 55 car il faut la voir en son entier développement, le décor, comme très souvent chez Bonet, englobant l'ensemble des deux plats et du dos. Sa matière : non du maroquin mais du veau, plus doux, plus lisse, au grain presque imperceptible, de couleur blanche pour le premier plat, noire pour le second, le raccord étant fait au milieu du dos. Sur le plat supérieur blanc, le mot *CALLIGRAMMES*, une seule fois, réparti sur trois lignes, en grosses lettres mosaïquées de veau noir. Sur toute la surface du fond, les mots *GUILLAUME APOLLINAIRE* tenant la largeur entière du plat, en lettres assez petites (8 mm.), mosaïquées, de couleurs douces variées, et répétés du haut en bas vingt-trois fois. Dans les interlignes, donc répétés vingt-deux fois, les mots *GIORGIO DE CHIRICO* en lettres plus petites encore, mosaïquées en tons froids, et chacune sertie d'or. Pour le deuxième plat, qui semble le négatif du premier, la disposition est inverse ; le grand *CALLIGRAMMES* vient en blanc sur fond noir et les noms, dont les couleurs chantent plus vives, se lisent à l'envers à partir du dos, lui-même traité en petites lettres disposées verticalement. Les doublures et les gardes sont en daim blanc ou noir uni.

Sans nul doute on a deviné qu'il y a là une prodigieuse réussite technique. Mais peut-on deviner aussi que cette réussite réalise une parfaite beauté ? Et que celle-ci se renouvelle autant de fois qu'il y a de volumes exposés ? Imagine-t-on la joie que donne au regard le chatoiement des couleurs ? L'intérêt qu'offre à l'intelligence cet emploi jusqu'à l'obsession des maîtres mots pu livre, à la fois apériteurs de sa personnalité essentielle et

constitutifs de son ornementation ? L'excitation qui naît en nous à voir la même difficulté constamment provoquée et toujours différemment vaincue ? Car, dans chaque vitrine, resplendit une autre version du même problème, avec d'autres recherches, d'autres trouvailles, en un autre éblouissement ! Devant toutes ces reliures, sœurs quoique dissemblables dans leur équivalente beauté, l'on demeure confondu ; on y sent la présence de quelque chose qui est beaucoup mieux que le talent et qu'il faut bien appeler l'Esprit.

***

Mais quittons ces considérations, trop subjectives, sans doute, pour être bien communicables, et examinons plutôt ces étranges épures à l'aspect mathématique qu'on a fixées à des panneaux et qui racontent comment naît une reliure. Pour qui n'est pas familier avec l'œuvre de Bonet, il faut d'abord préciser que cette série des *Calligrammes* réalisée rien qu'avec des lettres n'en représente qu'une part minime, et, en raison même de son principe, une part très spéciale. Sur la foule des livres qu'il a vêtus et ornés (sept à huit cents, peut-être) *sans jamais répéter une reliure*, les mosaïques, les incrustations, les reliefs, les jeux de filets, froids, ou d'or, ou de palladium créent avec une inimaginable et savante fantaisie ces décors uniques et pourtant apparentés qui, d'emblée, font reconnaître sa marque. Issus des textes et de leur illustration, tous les thèmes ornementaux, toutes les suggestions poétiques sont au gré de l'inspiration tour à tour employés. Les séries *dentelles*, *volutes*, *coquilles*, *irradiantes* représentent quelques-unes des familles ; les séries des *Buffon*, des *Chef-d'œuvre inconnu*, des *Belle Enfant*, des *Poète assassiné*, en représentent d'autres ; de leur alliance naît une variété qui semble inépuisable où toujours l'élément intellectuel satisfait l'esprit tandis qu'une beauté sensuelle charme les yeux et le toucher.

Les épures exposées expriment justement, dans leur dépouillement mathématique, cette part de l'esprit. Sur elles on peut suivre le progrès d'une idée décorative depuis son ébauche jusqu'à sa mise au point définitive où, avec une précision micrométrique, les filets et les masses constitutifs du décor se trouvent placés et tracés. Des encres de couleur différencient ces

lignes, élégantes et souvent d'une prodigieuse complication ; un pullulement de chiffres minuscules les jalonne. Grâce à ces données, le doreur à qui va être confié l'ouvrage en a sous les yeux à la fois le modèle et la formule. Disons tout de suite que, dans le monde, il n'existe pas plus de six ou sept artisans capables de réaliser sur une reliure un décor de Bonet — et que tous sont à Paris.

Ayant donc reçu d'une part le volume entièrement relié et couvert de sa peau, d'autre part l'épure, le doreur fixera celle-ci sur le premier plat pour pouvoir, à travers elle, tracer sur le cuir les éléments du décor. Il va, pour ainsi dire, l'y graver en le décalquant avec ces petits instruments innombrables qu'on appelle des *fers à dorer*. Un fer, c'est, au bout d'un manche, un fin relief droit, courbe ou mixte, d'une épaisseur de l'ordre du millimètre, qui, convenablement chauffé et appuyé sur le cuir, y laissera exactement son empreinte en creux. Les numéros marqués sur l'épure servent à identifier les fers dont, personnellement, Bonet possède plusieurs milliers. Pense-t-on, en effet, au nombre infini de combinaisons que représentent, pour les droites seulement, les longueurs et les épaisseurs ? A chacune, nécessairement, correspond un outil particulier. Quant aux courbes et aux décompositions de courbes en leurs éléments, la variété en passe l'imagination. Beaucoup de fers ne mesurent qu'un centimètre ou moins. Pour l'exécution d'un seul décor il s'en utilise parfois jusqu'à cent ! Telle ligne élégante et souple qui serpente tout au travers d'un plat aura été composée de dix ou quinze éléments, donc avec dix ou quinze fers imprimés bout à bout. Cela explique pourquoi, malgré la richesse de sa collection savamment cataloguée, maintes fois Bonet manque d'une courbe, d'un segment, d'un motif ; souvent pour un titre, il dessine un alphabet, et presque pour chaque reliure il doit faire graver quelques fers nouveaux.

Mais revenons au doreur. Patiemment, posant chaque fer sur la partie de ligne à laquelle celui-ci correspond, il pousse dans le cuir, à travers l'épure, l'empreinte de tous ces instruments choisis dont la succession rigoureusement raccordée représentera les lignes du décor. Peu à peu, le dessin tout entier se trouvera ainsi décalqué sur l'un des plats. L'épure alors sera décollée, et, avec une autre, il faudra recommencer pour le dessous, puis pour le dos. A ce moment l'amorce du travail se trouvera

terminée, et il ne restera plus qu'à tout reprendre du début !

Les fers, de nouveau chauffés à point, seront de nouveau posés sur leur légère empreinte et, cette fois, poussés comme il faut pour obtenir le creux nécessaire. Le dessin des filets sera repassé de cette façon dans sa totalité. Alors il restera de dorer ces empreintes. Une fois de plus, dans leur succession rigoureuse, les fers seront repris et, après que le mince sillon laissé dans le cuir aura été enduit d'une mixture faite de blanc d'œuf et de vinaigre, ils serviront à y incruster les impalpables feuillets d'or fin dont la superposition constituera cette précieuse pellicule, but et aboutissement de tant d'efforts. Depuis le premier jour du délicat travail, pas une fois la main de l'ouvrier n'aura dû trembler, pas une fois son regard se brouiller. C'est que, sur la peau, *un doublé*, une erreur ne se corrigent point ! La perfection est à ce prix.

Et encore n'ai-je parlé que des filets ! Mais, entre temps, le doreur a dû réserver et préparer les emplacements de ses mosaïques. Il a dû les tracer sur les plats avec ses fers ; puis minutieusement et sans bavures, ôter la fleur du cuir sur chaque surface destinée à être couverte ; puis découper dans une peau préalablement amincie comme une feuille de papier et réduite à son épiderme, à sa fleur, les morceaux de formes variées, souvent minimes, qui, posés aux places voulues, constitueront l'élément mosaïqué du décor ; enfin les coller avec une absolue précision, puis les sertir d'un filet, doré ou à froid. La reliure alors se trouvera à peu près finie. Un homme tel que Raymond Mondange, d'une sûreté de main, d'une assurance impeccables, aura pu passer à la faire deux cents, deux cent cinquante, parfois quatre cents heures. Art de Paris...



En quelque domaine que ce soit, chaque fois que nous nous trouvons en présence d'œuvres uniques, de qualité exceptionnelle, essentiellement françaises, dont l'achèvement suppose la coopération d'un créateur avec des exécutants dont le goût, le savoir et l'habileté sont de tradition séculaire, une mélancolie se mêle à notre fierté et une interrogation se formule en nous : « Pour combien de temps encore ? » Ici, le *memento mori* se glisse avec une particulière insistance dans notre enchantement. Grâce à

Pierre Legrain, à Bonet et à leurs équipes d'artisans, notre siècle assiste à l'extrême épanouissement d'un art ; mais hélas ! nos conditions sociales condamnent cet art, on n'en peut douter. Certes, aussi longtemps qu'on lira dans le monde (ce qui ne veut pas dire toujours) on habillera des livres pour l'usage ; même continuera-t-on, pour certains, de fabriquer des reliures dites « d'art » ; mais la grande reliure originale telle qu'elle s'exécute en France, et en France seulement, disparaîtra faute de clientèle et faute d'ouvriers. Admirer le chant du cygne ne console point de l'entendre, car, si beau que ce soit de mourir en beauté, il n'en reste pas moins triste de mourir.

En dépit du proverbe, plaie d'argent est mortelle. Pour former un doreur, il faut quatre années d'études à l'Ecole Estienne. L'initier ensuite au métier demande encore une dizaine d'années de pratique chez un maître. Après quoi, s'il a le don et la foi, il sera en mesure d'aborder pour son compte les grands travaux. Actuellement, il est sûr de ne jamais chômer ; mais il est également sûr de n'y pouvoir gagner beaucoup plus que s'il balayait les rues : à prétendre davantage il deviendrait inaccessible, même aux clients fortunés.

Là est le nœud du problème. A chaque stade de la fabrication, tous ceux entre les mains desquels passe une reliure savent cela et, pour que survive leur art, ils se contentent modestement, par crainte que le prix de l'ouvrage fini ne devienne prohibitif. Ce prix aujourd'hui n'en atteint pas moins des chiffres tels que seuls des mécènes les peuvent affronter. Rien qu'en fournitures (maroquin, or en feuilles) sait-on que la confection d'un volume absorbe aisément de quinze à vingt mille francs ? Evaluez le reste. Quelle fortune suffirait dans ces conditions à former une bibliothèque ? D'autant plus qu'un mécène n'est pas toujours célibataire et qu'une seule robe du soir, tout éphémère qu'elle soit, grève aussi lourdement le budget de ses plaisirs que le plus somptueux in-quarto. J'ai ouï dire que, pour d'obscures raisons, c'est souvent la commande de la reliure qui se trouve, en cas de conflit, différée.

***

Et pourtant cet art étant, sous tous les aspects du mot, aristocratique, seules des personnes privées, ou agissant comme

telles, peuvent le pratiquer, le soutenir, le développer. Son histoire le prouve, avec les noms éminents de Grolier, de Louis XII, de Henri II, au XVIe siècle, de Barthou, de Doucet au XXe, sans compter cette foule anonyme des bibliophiles inspirateurs et possesseurs de chefs-d'œuvre qui, pour des dizaines de milliards, entrent dans le patrimoine français. En revanche, n'est-il pas significatif que la Bibliothèque Nationale ne possède, et encore depuis peu, que deux reliures de Bonet ? Bonet, comme tous les grands créateurs, s'est fait lui-même, avec l'unique appui d'amateurs clairvoyants dont beaucoup furent des étrangers. Malgré la tendance mondiale au nivellement des fortunes et à l'uniformisation du goût par le bas, cette clientèle d'appoint permettra-t-elle à nos ateliers de durer, à la tradition de se transmettre, à l'individualisme de survivre, jusqu'à l'avènement du monde imprévisible d'après-demain ?

JEAN DE MONTESQUIOU FEZENSAC.

REVUE DRAMATIQUE

Théatre Hébertot : *Demain, il fera jour*, pièce en trois actes de M. Henry de Montherlant. — Théatre Gramont : *les Bonnes cartes*, comédie en trois actes de M. Marcel Thiébaut. — Athénée : reprise d'*Ondine*, pièce en trois actes de Jean Giraudoux. — Gymnase : *Toâ*, comédie en quatre actes de M. Sacha Guitry. — Théatre des Mathurins : *Le Roi est mort*, pièce en trois actes de M. Louis Ducreux. — Théatre de Paris : reprise des *Vignes du Seigneur*, pièce en trois actes de Robert de Flers et Francis de Croisset. — Comédie-Française : reprise du *Roi*, comédie en quatre actes de G.-A. de Caillavet, Robert de Flers et Emmanuel Arène. — Théatre de la Huchette : *les Indifférents*, comédie en quatre actes de Odilon-Jean Périer ; *les Taureaux*, opéra bouffe en trois tableaux de M. Alexandre Arnoux.

M. Henry de Montherlant a entrepris une tâche singulière en écrivant la suite d'une pièce qui n'en comporte pas. *Fils de Personne* est le type de l'œuvre trouvant sa fin en soi. Sans mouvement, toute en sentences et en définitions, elle aboutit à la préfiguration d'un être. Gillou, à quatorze ans, annonce l'homme qu'il sera dans chacun de ses traits. Seul à le voir, le père qui l'accable, condamne en même temps la mère et toute l'espèce humaine. Type de l'homme insociable, il ruine les conventions qu'on lui oppose par l'effet d'une vérité déplaisante à entendre mais dont le bien-fondé triomphe sans cesse. Quand le rideau tombe, le destin des trois personnages est engagé pour leur existence entière. Carriou seul souffrira, victime de sa clairvoyance. Il sera toujours celui qui a raison contre tous, sort ingrat, on le sait. Marie et Gillou, gardés par leur insuffisance, de tout souci majeur, s'épanouiront dans la médiocrité spirituelle.

Pourquoi revenir sur ce qui a été prononcé ? L'auteur a repris ses héros trois ans et demi plus tard. Marie, abandonnée par l'homme qu'elle est allée rejoindre au Havre, a décidé de rentrer à Paris où Carriou, sur sa demande, est revenu aussi. L'intérêt, chez elle, a été à la base de ce rapprochement. Mais,

faute d'un sentiment désormais absent, la question Gillou sert entre eux de lien à cause des discussions qu'elle provoque. Discussions semblables à celles d'autrefois, hélas ! Carriou s'acharne à démontrer qu'il n'aime pas Gillou. L'âge seul du garçon a changé, les arguments restent les mêmes. La seule différence est que Carriou, ici, fait figure de radoteur, de maniaque abusif. Tout ce qu'il y avait de pertinent dans ses propos perd son acuité à force de redites. On cesse d'autant plus volontiers de le suivre qu'il tourne en rond. Le débat, calqué sur ceux de la pièce précédente, comporte néanmoins un élément nouveau. Gillou veut s'inscrire à un mouvement de Résistance. Sa mère l'approuve, ce qui est, d'ailleurs, assez surprenant. Son père y consent-il ?

Passons sur cette consultation familiale fort inattendue quand il s'agit d'un tel sujet. Gillou, comme tant d'autres, ne se passera-t-il pas de l'autorisation paternelle ? Il paraît que non. Quoi qu'il en soit, Carriou fait observer qu'il est bien tard pour adhérer à la Résistance en juin 44, alors que les Américains sont en Normandie. L'observation vaut pour un grand nombre de cas véritables et on aime que Carriou l'ait faite car elle reste bien dans son personnage. La conclusion est donc que Gillou se tiendra tranquille. Sur ce, on apporte une lettre. Carriou en prend connaissance, pâlit. Des insultes, allègue-t-il. Des menaces aussi. On apprend alors que Carriou, qui, de par son activité d'avocat, est entré en relations avec les Allemands et leur a manifesté quelques complaisances, court de gros risques à présent. Quelle sera sa réaction ?

Elle est d'ordre élémentaire comme toutes celles que dicte la peur. Rappelant Gillou auprès de lui, Carriou lui parle tête-à-tête. Il a réfléchi, dit-il et consentirait à lui donner son autorisation si Gillou, de son côté, prenait l'engagement d'éviter les risques inutiles. S'il se conduisait, somme toute, en résistant sage et prudent. Ces recommandations, qui font rire le garçon, ont leur saveur. En toute autre occasion le trait porterait. Celui-ci n'atteint plus qu'un personnage discrédité. On se demande pourquoi l'auteur s'est plu à détruire son œuvre de ses propres mains. Que Carriou se montre odieux, injuste, qu'il fasse le malheur des siens passe encore. Mais qu'il devienne ignoble, qu'il cherche à sauver sa peau en offrant celle de son fils, le spectateur n'en comprend pas les raisons, pas plus qu'il n'imagine

celles qui ont pu faire qu'un être si fier, si étranger à toute faiblesse, ait cédé à pareille tentation.

Du coup l'actif accumulé jusqu'alors par Carriou tombe à zéro, on dénie rétrospectivement à ce censeur toute autorité pour critiquer l'attitude des autrés et, par là même, la valeur de son jugement sur Gillou est remise en jeu. Ne s'est-il pas trompé en pesant ce garçon d'un seul coup d'œil, en découvrant la faiblesse à venir de l'homme dans l'étourderie de l'enfant ? Et s'il en est ainsi, que vaut la thèse soutenue dans *Fils de Personne* ?

Nous ne le saurons jamais car Gillou meurt avant d'avoir atteint l'âge de la confirmation ou du démenti. Sa disparition au cours de sa première mission de résistant met un point final à la controverse. Ne concluons pas trop hâtivement que ce petit n'était pas destiné à devenir le médiocre annoncé par son père. Tout garçon de quinze ans qui a du cœur est capable de courir au danger comme l'a fait Guillou. La question n'est pas là. Elle est que M. de Montherlant, par une volte-face inexplicable, a mis plus bas que terre ce qu'il avait élevé, renversé ses idoles et fait d'un héros désobligeant mais superbe un imposteur et un lâche. Toute la pièce souffre de ce renversement des valeurs et le soliloque de Carriou attendant en vain le retour de son fils par une nuit de bombardement ne nous touche nullement. Pourtant ce père coupable souffre, s'accuse même tout haut de telle sorte que la mère, présente, démêle la vérité au cours de ces aveux incomplets et finit par crier son horreur. La scène pourrait être pathétique. Elle reste froide. La raison en est que le principal personnage débite un texte qui n'est pas fait pour lui. Sa fausse exaltation ne nous abuse nullement. Indigne qu'il est de pleurer son fils, il n'a droit ni à notre émotion, ni à notre pitié.

M. de Montherlant excelle à commenter ses pièces. On attend avec intérêt l'autocritique qu'il composera sur celle-là. En avocat de sa propre cause, il ne manquera pas d'arguments, soyons-en sûr. La vérité qu'on doit avant tout aux auteurs de son rang oblige à dire qu'il s'est trompé. Un cas de cette ampleur ne saurait laisser indifférent.

Comme la précédente, la pièce est fort bien jouée. M. Allain-Dhurtal a surmonté toutes les difficultés qui l'attendaient. Il a réussi à se montrer humain et douloureux. Mme Suzanne Dantès est touchante bien que l'auteur ne lui ait pas fait la partie belle.

M. Jean Muselli, en Gillou, incarne toute la générosité, la gentillesse animale, l'insolente pureté de son âge. Ce jeune acteur semble promis à de belles réussites.

***

Il est visible que M. Marcel Thiébaut s'est bien diverti en écrivant *les Bonnes Cartes*. La pièce ne plaît pourtant pas à tout le monde. C'est qu'on y traite un sujet actuel et qu'aujourd'hui personne n'est d'accord avec son voisin.

L'action s'engage après la libération de Paris. Deux amis, Couteau et Delangle, s'associent pour fonder un quotidien. Journalistes l'un et l'autre, ils ont vécu de façon différente sous l'occupation : Couteau a combattu dans la Résistance et Delangle s'est terré dans un coin de province. Bientôt le journal paraît. Son titre, *l'Assaut*, qui était celui d'une publication clandestine, a été acheté à un besogneux pour cent mille francs. Un ancien fournisseur de Delangle, le tapissier Bragard, enrichi dans le marché noir, a fourni l'argent car il est amoureux de Mme Delangle. Bientôt Couteau et Delangle entrent en conflit. Le premier joue les Fouquier-Tinville et réclame une épuration impitoyable, l'autre incline à l'indulgence. Ces discussions se déroulent sous l'œil placide de Bragard, lequel ne peut comprendre qu'on ennuie le public avec des histoires pareilles au lieu de le divertir en lui fournissant des faits-divers bien accomodés ou des anecdotes grivoises.

Chargé, en sa qualité d'administrateur, de confiner l'encombrant Couteau dans des fonctions subalternes, Bragard s'attire la haine du journaliste et en subit vite les effets. Un dossier est découvert, qui a trait à une fourniture de camions faite aux occupants. Le nom du vendeur figure en toutes lettres, c'est celui de Bragard. Il faut que celui-ci trouve une riposte. A ces fins, il fait pratiquer une enquête sur l'activité réelle de Couteau pendant la guerre. On découvre alors que ce fameux résistant n'a jamais combattu. Qu'en outre, il a publié sous un pseudonyme des articles à la louange de l'Allemagne. Tandis que le faux héros est démasqué, le véritable apparaît. C'est Delangle qui, alors que sa femme le croyait auprès de sa vieille mère, se conduisait héroïquement dans le maquis. Ajoutons que ces renseignements sont fournis par le beau-père de Delangle, peintre

connu, qui, pendant la guerre, a pactisé de façon un peu trop voyante avec les Allemands et s'est efforcé depuis de le faire oublier en produisant devant ses amis les exemplaires d'un journal confidentiel édité à ses frais sous l'occupation.

Ainsi chacun révèle son vrai visage et, à une exception près, tous apparaissent sous un piètre aspect. Certains critiques ont fait des réserves, alléguant que les attaques contre les résistants imaginaires évoquaient un temps qu'il valait mieux passer sous silence. Ce point de vue est assez déconcertant. Imaginons qu'on ait fait représenter, après la guerre de 1914-1918, une pièce sur les faux héros. Les combattants authentiques s'en seraient-ils formalisés ? Bien au contraire. Il est vrai que les escroqueries de ce genre étaient loin de l'ampleur qu'elles ont prises depuis, les raisons d'intérêt matériel n'entrant guère alors en jeu.

Ce n'est pas là-dessus qu'on critiquera la pièce de M. Thiébaut. Il faut s'étonner plutôt que l'auteur, dont on connaît la qualité d'esprit, ait traité le sujet de façon si sommaire. Ses personnages sont tout d'une pièce bons ou mauvais, on s'attend à voir les imposteurs basculer comme à Guignol sous les coups de bâton et ces révélations sur les combinaisons d'une certaine presse n'apprennent du nouveau qu'aux braves gens pétris de candeur s'il en reste encore aujourd'hui. Quelques scènes pourtant sentent la comédie de mœurs et fournissent des traits heureux. Entre autres celle où apparaît un ancien administrateur du journal dont *l'Assaut* a pris la place, l'immeuble et les machines. Dépossédé par les Allemands qui le prétendaient juif, le malheureux a été chassé par les Français sous la fausse inculpation d'avoir collaboré. Réduit à la misère, il postule dans le journal dont il était jadis co-propriétaire, une place de garçon de bureau. Cette touche-là est bonne et va loin.

La vérité est que le sujet appartient à une actualité encore trop proche. On ne peut le traiter que sous le mode bouffon, faute d'avoir licence de descendre plus profondément dans l'analyse. L'auteur ne s'y est pas trompé. Il a fait une farce de ce qui demeure, jusqu'à nouvel ordre, du domaine de la polémique. Le public, lui, ne s'embarrassera pas, croyons-nous, de telles distinctions. Il prendra du plaisir à la pièce et n'aura pas tort.

M. Jacques Morel, dans le rôle de Bragard, mène l'action et en constitue le principal élément d'attrait. Cet ancien chansonnier, comme il est fréquent chez ses pareils, sait tenir la

scène et s'imposer. Il triomphe dans le naturel et la placidité. M. Tony Taffin est un Couteau fort véhément et coloré, et M. Bernard Véron joue honnêtement le rôle de l'honnête Delangle. Mme Michèle Verly, en Manette Delangle, est agréable à voir et à entendre,



L'Athénée, sous la direction de Louis Jouvet, a repris *Ondine*, de Jean Giraudoux, créée à ce théâtre en 1939. C'est une pièce conçue sur des thèmes féeriques et légendaires. L'ondine des ballades allemandes, vit dans une famille de pêcheurs où elle confond chacun par ses prodiges. Fille de l'élément liquide, elle marche sur la surface des lacs, recueille l'eau des cascades dans un bol, apparaît et disparaît au cours des tempêtes. A la vérité les héroïnes de Giraudoux nous ont tellement habitués aux prodiges de ce genre qu'on est presque déçu de voir qu'une telle fille surpasse de si peu ses sœurs mortelles. Hans, chevalier errant, intervient dans l'aventure, s'éprend d'Ondine, l'emmène à la cour où elle fait scandale par sa malicieuse innocence, après quoi il meurt, victime de son union avec un être tenu pour maudit par les gens de sens. En même temps, les complaisances d'Ondine pour un homme l'ont compromise aux yeux du souverain qui régit les créatures de son espèce. Ce que lui reproche le roi des Ondins, c'est d'avoir accepté les servitudes terrestres, de s'être soumise à l'entorse, au rhume de cerveau, à la cuisine au lard. On reconnaît là du pur Giraudoux.

On le reconnaîtrait mieux encore en d'autres pièces supérieures à celle-là. Pourquoi M. Jouvet ne reprend-il pas l'incomparable *Siegfried ?* Nous échangerions avec plaisir l'Allemagne médiévale contre celle de 1922. Est-ce parce que cette dernière était chère à l'auteur qu'on hésite à la ressusciter ? Tout est permis aux poètes et il y a aussi dans *Siegfried* des passages de clairvoyance, des portraits du Français et de l'Allemand gravés en traits qui ne passeront pas.

Quoiqu'il en soit, louons la distribution et la mise en scène d'*Ondine*. M. Jouvet, aux mille ressources, est comme ces instruments auxquels une seule corde suffit pour produire tous les sons. En chevalier Hans, il apparaît pataud et niais, la démarche lourde, obstiné dans l'effusion d'un sentiment d'apparence élémentaire mais dont les manifestations lui confèrent

une beauté héroïque. Au cours de la dernière scène et avant de s'étendre sur la pierre où il exhalera son dernier soupir, son apparence est déjà celle d'un gisant, vivant encore par l'effet de quelque répit sublime, mais retranché d'avance du monde des vivants. Mme Dominique Blanchar, en Ondine, lui donne la réplique avec beaucoup de grâce. Elle est lumineuse, avec ses longs cheveux blonds, sa voix d'une musicalité enfantine. Une troupe nombreuse les entoure, d'où se détachent M. Pierre Renoir en Premier Juge du procès d'Ondine, M. Maurice Lagrenée, en roi des Ondins et Mme Wanda, qui figure Bertha, la rivale d'Ondine. Les décors sont opulents et de bon goût. La musique de scène de M. Henri Sauguet ouvre agréablement chaque épisode du spectacle.



On sait que M. Sacha Guitry excelle à faire jaillir l'abondance là où tout manque, à commencer par le sujet. Dans *Toâ*, le prodige cent fois observé déjà se reproduit. La pièce est tirée de *Florence*, créée voici quelques années et remaniée. M. Guitry s'y est représenté sous les traits de Michel, auteur dramatique aux prises avec Ecaterina, femme intraitable. La rupture survient, donnant matière à une pièce. Si Michel l'écrit, c'est pour connaître le motif qu'eut Ecaterina de le quitter. Il la joue et s'y représente dans son décor familier, avec ses manies, ses travers qu'il raille sans pitié, hommage rendu à un public que de tels traits enchanteront toujours. Mais qu'y aura-t-il dans cette pièce ?

Il y aura une scène dans la salle et c'en est le meilleur moment. Ecaterina, venue le soir de la générale, s'est fait précéder d'une lettre où elle annonce à Michel son intention de le tuer d'un coup de revolver. Le dialogue s'engage donc entre Michel, debout devant le rideau et son irascible amie, assise à l'orchestre. Dialogue véhément, comme on pense. Puis le rideau se lève et Ecaterina intervient sans cesse, accablant le malheureux d'invectives, prenant le public à témoin. Jusqu'au moment où Michel, excédé, fait expulser la perturbatrice par deux agents. Il tente ensuite de reprendre avec sa partenaire le dialogue interrompu. Mais une voix s'élève, sans qu'aucun des deux acteurs ait ouvert la bouche. Cette voix répète : « *Mon amour*

adoré... » D'où vient-elle ? Michel, affolé, parcourt la salle des yeux. Est-ce encore un tour qu'on lui fait ? Non, cette voix est celle du souffleur qui lui envoie désespérément la réplique. On imagine l'effet.

Après quoi le spectacle suit son cours, et la bouillante Ecaterina s'y mêle encore à l'acte suivant. Nous n'assistons plus, à présent, à la pièce imaginaire, mais à la vraie, où il n'y a, comme dans l'autre, qu'une série d'allées et venues qu'on trouverait insipides si cet étonnant pouvoir d'invention de l'auteur n'y semait à tout moment des incidents d'une drôlerie irrésistible, des quiproquos, des saillies déconcertantes. Tout cela tiré des éléments les plus simples, de l'observation quotidienne, reflétée dans une glace juste assez déformante pour que les paroles et les faits prêtent à rire tout en restant vrais. C'est de la caricature en mouvement, impitoyable et d'une constante humanité.

La fécondité de l'auteur est telle qu'il lui arrive de jeter à pleines mains des trouvailles auxquelles d'autres, moins richement pourvus, feraient un sort et exploiteraient longuement. Ne citons que celle-ci : Un familier de la maison, Fernand, est assorti d'une jeune femme, Françoise, qui manifeste à Michel une tendresse débordante. Ecaterina, à la fin, prend Fernand à part et lui explique que Michel est l'amant de Françoise, que cela crève les yeux, qu'un tel scandale doit prendre fin. Fernand part d'un large rire et s'écrie qu'une telle chose est impossible. Comme le malheureux n'a ouvert la bouche, depuis le début, que pour dire des sottises, on reconnaît aussitôt en lui tous les traits du naïf fort de la fidélité d'une femme qui se rit de lui. A ce moment, Michel fait son entrée, accompagné de Françoise. Il s'adresse à Ecaterina : « *Veux-tu me permettre, lui dit-il, de te présenter ma sœur* ? » C'est tout. L'auteur n'en abuse pas, tant il a de tours dans son sac.

Ainsi les heures passent, quatre actes se succèdent et l'on arrive à la fin d'une pièce qui n'en est pas une, où il n'y a eu ni commencement ni fin et dont le spectateur sort content. Triomphe de l'illusion, du mirage. La consistance est celle d'une toile d'araignée, d'une bulle de savon mais on ne s'en plaint pas. M. Guitry, plus sobre que jamais, se déplace à peine, n'élève jamais le ton et tient les fils invisibles faute de quoi tout lâcherait. Au cours de la scène dans la salle, Mme Lana Marconi

semble animée par lui, radio-guidée, comme les avions sans pilote. Souhaitons qu'elle puisse un jour voler d'elle-même. M. Fernand Seller, constamment ahuri et Mme Mireille Perrey, fort plaisante, forment un couple des plus réussis. Et Mme Jeanne Fusier-Gir, en servante fidèle, possède cette puissance comique, cette autorité qui font passer la rampe à chaque réplique.

***

La nouvelle pièce de M. Louis Ducreux part d'un thème fantaisiste pour aborder certaine conception philosophique du pouvoir et de l'amour. L'entreprise, qui n'est pas sans intérêt, pèche par l'exécution. On y trouve deux idées pouvant prêter à des développements dramatiques. L'une est inutile, l'autre aurait pu mener loin si elle avait été mieux exploitée.

Le jeune roi Michaël est le dernier souverain d'Europe. Il vit confiné dans son palais, entre son oncle Hugues, et sa maîtresse Chiaverina. Hugues, personnage autoritaire et ambitieux, veut s'assurer la couronne. A ces fins, il choisit un garçon nommé Gottlieb, qui est le sosie du roi, l'affuble d'une tenue de parade et l'envoie prendre la place de Michaël dans une cérémonie au cours de laquelle des républicains doivent lancer une bombe. Ainsi le faux Michaël que chacun aura pris pour le roi, périra et le vrai qu'on aura tenu enfermé, devra disparaître car personne ne croira plus à sa véritable identité. C'est ce qu'explique Hugues à son neveu, lequel convient qu'il lui faut s'exécuter sous peine de passer pour un imposteur. Telle est la première idée. Si l'on dit qu'elle est inutile c'est que le cynique Hugues, décidé à tout pour arriver à ses fins, aurait pu s'épargner cette trouvaille d'imagination et laisser périr Michaël alors que tout était préparé pour cela. Il est toujours dangereux de laisser subsister, sous un nom d'emprunt, un souverain dépossédé dont on a annoncé la mort.

Quoiqu'il en soit, Chiaverina, qui trompe Michaël avec Hugues, n'a pas connu la substitution. Au second acte, Michaël, ayant pris la place du défunt, vit, comme faisait celui-ci, chez un vieux professeur, dans un village de montagne. Or il se trouve que ce Gottlieb était un ardent républicain. S'il avait consenti à passer pour le roi, c'était afin d'abdiquer sous son nom et de

renverser le régime. Chiaverina, éternelle intrigante, bientôt déçue par le roi Hugues, s'intéresse à ce Gottlieb et va le visiter dans sa retraite. A peine l'a-t-elle vu et entendu qu'elle s'éprend de lui. Michaël lui semblait faible et méprisable. Le même homme devenu le conspirateur Gottlieb prend, à ses yeux, figure de héros. Elle s'attache à lui et veut combattre pour sa cause. Telle est la seconde idée, plus ingénieuse, plus féconde aussi que la première en ce qu'elle ouvre des perspectives assez justes sur la psychologie féminine. C'est un point de départ mais l'auteur n'ira guère plus loin car ce second acte, occupé d'allées et venues, de conversations entre Chiaverina, le faux Gottlieb, le professeur et un ancien ministre venu conspirer lui aussi, n'apporte rien de bien neuf.

A la fin, Michaël reprend le dessus, rentre au palais royal et confond son oncle Hugues, ce qu'il aurait pu faire plus tôt. Mais il n'a ressaisi la couronne que pour l'abandonner en abdiquant. Dégoûté également de Chiaverina, il la répudie et entreprend de se consoler avec sa secrétaire. La conclusion est modeste. Il y a, dans cette pièce, quelques bons éléments, de l'adresse, de l'esprit même. C'est le fond qui manque le plus.

M. Michel Bouquet, à qui le texte fait dire que « Michaël le détaché » convient bien à son personnage, justifie un peu trop cette appellation. Il est si absent, si incertain qu'on peut se demander lequel est l'imposteur, de lui ou de Gottlieb. On assure que son interprétation de l'*Invitation au Château* l'a tellement marqué qu'il s'y conforme désormais à chaque apparition sur la scène. Dans le *Revizor*, sa nonchalance aussi était excessive. Il serait temps, pour lui, de mettre du vin dans son eau. M. Jean Marchat a la carrure et la faconde que réclame le rôle de Hugues. MM. Jean d'Yd et Claude Larue composent agréablement leurs personnages. Mme Laurence Aubray, un peu incertaine au premier acte, s'est montrée ensuite une Chiaverina pleine d'astuce et de feu.

***

Le Théâtre de Paris reprend *les Vignes du Seigneur*, la Comédie-Française, *le Roi*, la Renaissance, *les Gaîtés de l'Escadron*, l'Ambigu, *le Mariage de Mademoiselle Beulemans*. Ajoutons deux reprises de M. Paul Claudel et celle d'*Ondine*, dont il a été rendu compte. Un théâtre qui afficherait *le Sexe faible* et

annoncerait ensuite *Six personnages en quête d'auteur*, *Au grand large*, la *Jeanne d'Arc* de Bernard Shaw, pour s'en tenir à ces quelques exemples, s'assurerait d'une belle saison, peut-être de deux. Cela signifie-t-il que les chefs-d'œuvre n'abondent pas dans la production nouvelle ? Disons en tous cas que le public, trop souvent déçu, court aux pièces d'un succès éprouvé et y trouve neuf fois sur dix des raisons de se montrer satisfait.

On le comprend en écoutant *les Vignes du Seigneur*. Rien n'y a vieilli car ce qui semble conventionnel l'était déjà lors de la création. La société des années qui ont suivi la guerre de 14-18 ressemble singulièrement à celle d'aujourd'hui quand on la voit à travers l'optique de la scène. Quand Mme Bourgeon, ancienne irrégulière, qui veut marier sa plus jeune fille, dit qu'on n'a jamais vu dans les classes un bouleversement de cette ampleur et que les gens comme elle ne sauraient trouver plus belle occasion de faire peau neuve, toute la salle approuve. Ainsi l'actualité est devancée par la représentation d'un passé qui, dans sa brutalité d'alors, semble à vrai dire idyllique auprès de notre présent, mais nul n'y va voir de si près. Notons aussi que les scènes sont conduites avec une aisance, une science des effets qui doivent beaucoup aux recettes de métier mais dont le public subit le pouvoir. En quelques mots, la situation est posée, les caractères définis. « *Dans notre famille, dit encore Mme Bourgeon, il y a toujours eu une femme mariée par génération.* » Celle qui parle n'a jamais été mariée, mais sa sœur, moins favorisée qu'elle sous le rapport du physique, a réussi à épouser un médecin militaire, ce dont elle fait grand état. On tire donc de sa retraite cette personne honorable afin d'assurer le mariage de sa nièce Yvonne avec Henri Lévrier qui revient de Malaisie fort à point pour faire une fin. Cependant que la sœur aînée d'Yvonne, Gisèle, entretient une liaison reconnue avec un ami d'Henri, Hubert Martin, comte du Pape et pétri de snobisme.

C'est merveille de voir comme tous ces personnages évoluent et se trouvent chaque fois dans la situation voulue pour que joue le déclic amenant la surprise, le jaillissement du comique. La scène capitale est celle au cours de laquelle Henri, pris de boisson, avoue à Hubert qu'il le trompe avec Gisèle. Bien entendu l'union rompue entre les amis est rétablie par l'habileté des auteurs et l'infortune d'Hubert, au lieu de le séparer de Gisèle, amènera son mariage avec elle tandis qu'Henri épou-

sera Yvonne. Qu'on ne s'y trompe pas, sous leur apparence de fantoches, tous ces personnages jouent une véritable comédie de mœurs et c'est bien là un des secrets de pareille réussite.

M. Pierre Dux a la lourde tâche de succéder à Victor Boucher dans le rôle d'Henri Lévrier. Il serait excellent s'il n'y avait le souvenir de cet incomparable acteur, si tant de passages d'un texte écrit pour lui ne suscitaient des échos dans la mémoire. Pour qui n'a pas vu Boucher, M. Dux ne mérite que des éloges. Essayons d'oublier Boucher afin d'être juste avec lui. M. Pasquali, en Hubert Martin, est tellement différent dans son physique et son jeu d'André Lefaur, qu'il réjouit le spectateur sans arrière-pensée... M. Jean Gaven est un jeune Anglais plein de drôlerie et de fraîcheur. Mme Mary Marquet, avec sa carrure, son autorité, sa voix de tragédienne égarée dans le comique, fait mouche à tout coup. On oublie Cheirel, qui l'a précédée dans ce rôle tant elle y impose sa nature. Mme Jacqueline Porel est charmante de finesse et de rouerie dans Gisèle. Mme Pauline Carton, comme on le sait, n'a qu'à paraître pour déchaîner le rire et ses scènes sont d'une cocasserie réjouissante. Mme Madeleine Delavaivre, en Yvonne, se montre gracieuse et d'un ton toujours juste.

***

Le Roi est aussi la pièce sur laquelle plane le souvenir des illustres devanciers : Brasseur, Guy, Lavallière, Marcelle Lender, Dearly, Numès, Prince... Lourde succession ! Est-elle de celles que devait recueillir la Comédie-Française ? On peut en discuter. Aucun théâtre, il est vrai, à part la maison de Molière, ne possède aujourd'hui une troupe assez homogène pour lui permettre d'affronter semblable épreuve. Il eût fallu recourir à des engagements ruineux et encore ce procédé aurait-il permis de trouver les titulaires voulus ? Ce n'est pas sûr. En tous cas, une telle constatation clôt le débat. La Comédie-Française a étalé dans cette présentation un luxe de costumes et de décors fort agréable à l'œil. Dira-t-on que le texte souffre de cet étalage ? Non mais l'ensemble est un peu long à se mettre en train. Mme Renée Faure, au premier acte, déploie beaucoup d'efforts pour se tenir mal. En dépit de toute sa bonne volonté et de ses clins d'yeux, nous ne parvenons pas à croire qu'elle était, huit ans plus tôt, cette arpète qui, d'une fenêtre de la rue de la Paix,

jetait par excès d'enthousiasme son chausson aux pommes dans l'œil du roi Jean IV de Cerdagne. M. Seigner, qui figure son mari, est, lui, fort à son aise, dans le rôle du député Bourdier. Mais le couple semble bien mal assorti et on peut croire que ce parlementaire pataud a détourné de ses devoirs une fille de bonne famille. Dans la suite, la température monte grâce à l'entrée du Roi. M. Aimé Clariond compose ce personnage sans excès d'effet, tandis que Mme Véra Korène en Thérèse Marnix, la grande courtisane, se montre d'une distinction fort impressionnante.

Tout cela s'accompagne de quelques longueurs. Les personnages politiques de cette époque, que les auteurs accablent de leurs flèches, n'ont plus leur valeur comique d'autrefois. Nous avons vu mieux depuis. Il faut dire aussi que le procédé a fait école et que la progéniture de ces ministres-là abonde dans quantité de pièces plus récentes. Il en est de même du marquis de Chamarande, interprété à merveille par M. Denis d'Inès. Son colloque avec le député Bourdier n'était déjà pas très original en 1908. On y retrouvait du Sandeau que les années écoulées n'ont pas rajeuni à nos yeux. La pièce, vue dans son ensemble, offre un mélange de convenu et de fantaisie. Mais ce qui était neuf autrefois ne semble usé aujourd'hui que pour avoir servi à d'autres et le talent seul des auteurs est cause qu'ils ont été si souvent pillés.

***

Le Théâtre de la Huchette, qui ne compte pas cent places, s'essaye dans des genres divers. Cette fois il remplit sa salle avec un spectacle en deux parties. La scène, vu sa surface corrigée, est vite comble. Seule la première pièce souffre du vide. Une troupe zélée s'y évertue à jouer quatre actes aux intentions subtiles et de réalisation élémentaire. Heureusement l'opéra-bouffe de M. Alexandre Arnoux, qui fait suite à ce morne début, dissipe vite les fumées de l'ennui. La fantaisie, la veine poétique et burlesque de l'auteur animent follement ces deux actes qu'accompagnent une spirituelle musique de Jean Wiener et que jouent plaisamment MM. Jean Laugier, Xavier Renoult, Raymond Studer, Stephan Golmann, Mmes Monique Delaroche, Geneviève Badin et Monique Nicolas.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

A TRAVERS LA PRESSE

LES QUESTIONS FINANCIÈRES DEVANT L'ASSEMBLÉE

La nécessité de trouver des recettes nouvelles et de combler le déficit de la S. N. C. F. crée de sérieuses difficultés au gouvernement. Le projet formé par M. Petsche d'augmenter le prix de l'essence n'a pas eu de succès auprès de la Commission des Finances. Cette mesure aurait entraîné une nouvelle majoration du prix de la vie. Mais d'autres raisons interviennent pour compliquer la question. Dans le Figaro, *M. Louis-Gabriel Robinet montre le danger que le débat actuel fait courir au gouvernement :*

C'est que, depuis quarante-huit heures, les problèmes financiers ont glissé nettement du plan technique au plan politique. L'affaire de l'essence, en tant qu'affaire de l'essence, est largement dépassée. Il s'agit pour certains, dit-on, de tenter une vaste opération dont on voit mal d'ailleurs, s'ils atteignaient leur but, quelle tournure « pratique » pourrait prendre ladite opération.

En effet, ou bien on ferait tomber M. Queuille pour lui demander de se succéder à lui-même avec une équipe identique à l'équipe actuelle (et l'on peut vraiment s'épargner une crise aussi stupide en pleine Conférence à Quatre), ou bien on procéderait à un renversement de la majorité, mais comment ?

Le M. R. P. ayant nettement fait savoir qu'il ne participerait à aucun gouvernement d'où seraient rejetés les socialistes, quel ministère tiendrait dans ces conditions ? S'il y a beaucoup d'appétit pour les portefeuilles chez certains modérés — puisqu'il s'agit d'eux — il y a, il faut le reconnaître aussi, beaucoup de naïveté !

M. Jacques Fauvet, dans le Monde, *reconnaît que la situation est peu claire mais que le gouvernement, jusqu'à présent, a été avare d'explications.*

Tant de son côté que de celui de l'opposition, on ne voit pas très bien où l'on veut en venir. Il est vraiment temps que le dialogue commence avec la commission et la majorité. Ce petit jeu de cache-cache a trop duré.

Les modérés devaient chercher aujourd'hui entre eux ce qu'ils désirent exactement. Sur le plan technique, des satisfactions leur ont été données : si le chapitre de la sécurité sociale a disparu, celui de la S. N. C. F. a commencé d'être écrit par M. Pineau. On verra seulement si, requise en bloc, la suppression des lignes secondaires ne sera pas refusée dans le détail.

C'est possible car chaque réforme, adoptée dans son principe, est remise en question quand il s'agit de l'appliquer. Aussi M. C.-J. Gignoux, dans l'Epoque, *se montre-t-il sceptique sur l'efficacité des économies gouvernementales :*

Nous avons été confirmés dans cette pensée par la lecture des plus récents documents parlementaires, qui témoignent avec une pertinence et une ampleur variables de la façon curieuse dont l'Etat réalise la compression de ses dépenses. C'est ainsi qu'on trouve au *Journal officiel* du 20 mai un décret relatif à la dissolution, décidée le 3 mars, du haut commissariat au Ravitaillement et qui se borne à transférer aux ministères de la Marine marchande et de l'Agriculture une dizaine de services, en précisant que « les transferts prévus n'entraînent aucune modification dans la situation administrative et le statut du personnel ». C'est ainsi encore qu'un rapport de M. Diethelm, récemment distribué, sur le budget de la présidence du Conseil nous apprend que les services du commissariat au Plan n'ont été réduits depuis un an que d'une unité, qui est d'ailleurs un chauffeur, et conservent leurs quarante chargés de mission, leurs trente secrétaires, leurs quarante-neuf auxiliaires. On sait du reste que cette rubrique est inépuisable.

M. Paul Reynaud, à l'Assemblée, s'est déclaré prêt à voter les mesures les plus impopulaires pour équilibrer le budget. En même temps, il a prononcé contre les nationalisations « grandes machines à manger de l'argent », une attaque qui a ému le Populaire, *et, du même coup,* Combat *où M. Claude Bourdet s'applique à définir ce qui lui semble une conspiration de la part des modérés :*

Leurs objectifs techniques sont connus. Pour M. Reynaud et ses amis, il s'agit du retour le plus large possible aux méthodes du capitalisme privé, qui rendront, dans les faits, la gestion économico-politique de la France à ses maîtres réels d'avant-guerre. Pour M. Flandin et ses amis, il s'agit, en outre, de l'amnistie la plus large possible, qui permettra aux personnes éliminées depuis 1944 de retrouver leur place et leur pouvoir au sein de cette oligarchie. Pour les uns et les autres, il s'agit de reprendre à la classe ouvrière et à ses alliés ce qui leur reste encore de l'influence et des avantages acquis à la Libération.

Il s'agit surtout de mettre fin à une gestion déficitaire. Mais cet objectif essentiel semble perdu de vue.

LA SITUATION ACTUELLE DES JOURNAUX

L'Echo de la Presse et de la Publicité *publie un tableau des tirages de la presse parisienne. L'hebdomadaire* Œdipe *y ajoute, à titre de comparaison le tableau des tirages de 1939 que voici :*

Quotidiens du matin :		*Quotidiens du soir :*	
Le Petit Parisien.	950.000	Paris-Soir.	1.660.000
Le Journal	450.000	Ce Soir	250.000
L'Humanité	350.000	L'Intransigeant	150.000
Le Matin	325.000	Le Temps	100.000
Le Jour................	210.000	Croix, Liberté, Débats.	200.000
Le Petit Journal.......	200.000		2.310.000
L'Œuvre................	180.000		
19 autres quotidiens de moindre importance.....	600.000	Total quotidiens du matin.	3.265.000
Total	3.265.000	Total général.......	5.575.000

Celui de 1949, qui lui fait suite, s'établit ainsi :

Journaux du matin :	Tirage réel moy. en février 1948 (arrondi)	Tirage réel moy. journ. en fév. 49 (arrondi)	Différence en pl. ou en moins (arrondi)
AUBE	82.000	56.000	— 26.000
AURORE	364.000	315.000	— 49.000
CE MATIN	256.000	208.000	— 48.000
COMBAT	113.000	98.000	— 15.000
L'EPOQUE	93.000	94.000	+ 1.000
FIGARO	369.000	389.000	+ 20.000
FRANC-TIREUR	312.000	265.000	— 47.000
L'HUMANITÉ	357.000	265.000	— 92.000
LIBÉRATION	169.000	147.000	— 22.000
PARISIEN LIBÉRÉ	355.000	387.000	+ 32.000
POPULAIRE	120.000	61.000	— 59.000
	2.590.000	2.285.000	
Journaux du soir :			
CE SOIR	384.000	270.000	— 114.000
LE MONDE	170.000	164.000	— 13.000
FRANCE-SOIR	573.000	560.000	— 4.000
LA CROIX	153.000	180.000	+ 27.000
PARIS-PRESSE	573.000	417.000	— 156.000
	1.853.000	1.591.000	
Totaux :	4.443.000	3.876.000	
En moins :	567.000		

La comparaison de ces chiffres avec ceux de 1947 fait apparaître des différences particulièrement sensibles au détriment des journaux de partis.

Chiffres de février 1947 : *Aube*, 160.000 ; *Humanité*, 450.000 ; *Populaire*, 180.000.

A noter que depuis février dernier, certains tirages ont encore notablement baissé. Le 30 avril, l'*Aube* tirait autour de 30.000 exemplaires. *Le Populaire* à 20.000, *Paris-Presse* à 286.000.

A l'heure actuelle, on peut dire que, depuis dix ans, la presse quotidienne de Paris a vu baisser son tirage réel moyen d'environ 2.000.000 d'exemplaires.

M. Roger Massip, qui commente ces chiffres dans la Nation belge, *note que l'élévation du prix des journaux de 6 à 8 francs a été pour beaucoup dans cette mévente. Il observe aussi que les grands quotidiens de province, très suffisamment informés et qui publient des articles de fond signés de noms connus, font aujourd'hui une concurrence dangereuse à leurs confrères parisiens. La situation appelle, de sa part, les conclusions suivantes :*

Cette transformation profonde de la presse française a eu déjà pour conséquence la disparition d'un nombre important de journaux parisiens : *Paris-Matin, les Nouvelles du Matin, France-Libre, Résistance, le Courrier de Paris, le Méridien, Libération-Soir, le Pays, l'Etoile, la Nation, la Dépêche, l'Ordre*, et jusqu'au vieil *Intransigeant* ressuscité pendant un an, ont cessé de paraître ou ont fusionné avec d'autres organes.

Cette évolution n'est probablement pas terminée et normalement elle devrait aboutir à l'élimination de tous les journaux politiques que ne soutiennent pas les caisses des partis, et des journaux dits d'information dont la vente est inférieure à 200.000 exemplaires, ou dont la publicité n'est pas suffisante pour assurer à l'entreprise un équilibre financier normal.

MENUS-PROPOS

MAI A PARIS

Rien n'est plus aimable que le spectacle de Paris pendant le mois de mai. Tout y est agrément, promesse et charme. Pendant que la Parisienne songe à se vêtir d'atours seyants et frais, le Comité des Fêtes met le point final au programme de la *Grande Saison*. Déjà, le premier bal vient de remporter un plein succès : le Bal de la Dentelle. Et si cette année la température laisse un peu à désirer, elle, habituellement si clémente, les jardins parisiens et les Tuileries n'en sont pas moins bien fleuris ; le bois de Boulogne, l'avenue Henri-Martin, le Luxembourg, le parc Monceau moins verdoyants. Bien que le soleil ne nous envoie que parcimonieusement ses rayons, il y a dans l'air douceur et légèreté. Paris, au mois de mai, est tout simplement séduisant.

***

C'est avec enthousiasme que nous avons rendu compte le 1er avril de l'exposition de *La fleur hollandaise*, au Musée du Louvre. Enthousiasme que nous avions déjà manifesté l'automne dernier après notre visite à l'*Exposition des Chrysanthèmes*, en assurant que les « Horticulteurs français sont premiers de par le vaste monde ». La Société nationale d'Horticulture de France ne voulant pas faire mentir le vieil adage populaire « jamais deux sans trois », vient de faire un effort considérable et plonger ainsi dans l'admiration visiteur qui se sera rendu cours Albert-Ier à son exposition des *Fleurs de France*.

On a beaucoup dit et redit que nous, Français, sommes trop souvent portés à penser qu'en dehors de nos frontières tout est plus grand, plus beau, les fruits plus savoureux et les fleurs plus éclatantes. La belle manifestation florale de l'ancien Cours-la-Reine en charmant nos regards, renverse nos idées fausses, nous rend un jugement plus sain. Et c'est à la fois avec joie et orgueil que l'on entend les exclamations admiratives des visiteurs étrangers, et qu'on les voit immobiles, en contemplation devant le splendide diorama que nous offrent nos fleurs de France, cultivées avec soin et présentées avec art, par nos incomparables spécialistes français.

Il nous semblerait manquer d'impartialité si nous mentionnions telle démonstration plutôt que telle autre, car chaque exposant dans chaque domaine, a réalisé le maximum. Mais tous se trouvent récompensés : de tous ces efforts conjugués est née l'exposition actuelle qui atteint presque la perfection.

Nous y avons vu d'ornementaux rhododendrons, des hortensias blanc pur, rose vif et vieux rose, bleu clair et mauve foncé, aux fleurs étonnantes, aux touffes énormes. Des amaryllis incomparables aux fleurs géantes et aux tonalités jusqu'alors inconnues. Des orchidées rarissimes et tellement précieuses, que l'on eut trouvé naturel de les voir présentées en des châsses. Et que dire sur la beauté, les nuances et les formes des roses ? Nous en avons vues de rondes, d'ovoïdes, d'immaculées, et d'autres semblant être de velours, toutes étaient superbes. A côté des lupins de toutes couleurs aux hampes orgueilleuses, on voyait des pavots doubles, de

nuances assorties et très délicates. Un parfum poivré flottait dans l'air, nous avertissant que là, étaient les œillets les plus doubles, les plus beaux que nous ayons jamais contemplés. Ils étaient striés ou de teinte unie, les uns pimpants et clairs, les autres aussi sombres que les plus sombres nuits. Nombreuses, très nombreuses sont les diverses sortes d'iris, et la gamme des coloris en est infinie, tous les jaunes, tous les mauves, les noirs et même les gris. A côté des fleurs, on pouvait voir, ici, un lot d'asperges monstrueuses, là, des pêches doucement veloutées, plus loin des plantes grasses aux formes inouïes venant de la Côte d'Azur ainsi que les étranges « fleurs oiseaux ». Des arbustes aux feuillages légers encadraient agréablement les parterres féeriques. Des sièges confortables émaillaient de leurs couleurs vives, les vertes pelouses, invitant sournoisement le passant au farniente.

Mais malgré toute la luxuriance qui se déployait dans cette exposition, on était frappé par le calme et l'harmonie qui y régnaient, c'est que la beauté portée au paroxysme touche au divin, imposant ainsi respect et silence.

« Prenons soin du Beau, a dit un grand poète, l'Utile prendra toujours assez soin de lui-même. » C'est là, la devise de la Société d'Horticulture de France.

***

Au Musée de l'Orangerie, là où il y a quelques jours encore se trouvait l'exposition : *L'Œuvre d'art et les méthodes scientifiques*, qui était plus une révélation des diverses applications de la science qu'une exposition proprement dite, nous avons actuellement une manifestation d'art et de fraîcheur : *Pastels français*. On peut y voir les pastels bien connus de nos collections nationales et aussi ceux du Musée La Tour de Saint-Quentin.

Les premières réalisations de cet art charmant, le pastel, remontent à la seconde moitié du XVIIe siècle. Au XVIe quelques tentatives avaient été faites, mais nous les regardons comme des prémices. Après quelques tâtonnements, le pastel arrive au XVIIIe siècle, manié savamment par de grands artistes, à cette éclosion de chefs-d'œuvre, que l'on ne peut contempler sans une émotion profonde. Pourquoi les artistes de la première moitié du XIXe ont-ils négligé, pour ainsi dire banni, un procédé d'imitation parfaite, avec lequel on peut obtenir une fraîcheur de colorations jamais égalée ? Cela tient presque du mystère. Et si l'école de 1830 arriva avec des procédés nouveaux à une certaine harmonie dans l'exécution, elle n'empêcha pas de regretter la manière de faire des Maîtres du XVIIIe siècle. Mais les pastellistes garderont toujours à cette école une grande reconnaissance, car sans elle l'art du pastel serait un art tombé en quenouille. Cet art est-il un art égal à celui de la peinture à l'huile, ne peut-il même le dépasser ? C'est la question que l'on se pose en visitant les *Pastels français*.

L'Orangerie nous présente environ 130 pastels, 129 pour être exact, qui portent tous des signatures célèbres, telle celle du précurseur Daniel Du Moustier, celles de Charles Le Brun, Joseph Vivien, Nicolas Wleughels, Gustave Lundberg, Alexis Loir, Louis Vigée, Marie-Suzanne Roslin, Joseph Ducreux, Alexandre Kucharsky, Joseph Boze, Adélaïde Labille-Guiard, John Russell, Nicolas-François Regnault, François-Louis Gounod, etc...

Il est bien évident que Maurice Quentin La Tour règne en maître sur cette exposition, autant par le nombre que par la qualité de ses œuvres exposées qui sont pour nous de vieilles amies. Mais c'est toujours avec une joie nouvelle que l'on retrouve : le portrait de *Louis XV*, de l'*Abbé Jean-Jacques Huber*, du *Maréchal de Saxe*, de *Marie Leczinska* qui nous apparaît si vivante, de même que *J.-B. Siméon Chardin* et le *Chanoine Deschamps :* ils semblent tous trois s'animer, vouloir sortir de leur cadre et venir se mêler à la foule et regarder eux aussi cet autre chef-d'œuvre, le portrait de *Mme de Pompadour*, qui, lui, reste bien en place dans une pose à la fois sage mais combien coquette ! C'est avec un vif intérêt que nous

avons vu les deux œuvres exposées de Rosalba Carriera à qui la postérité reproche la mollesse de son art, mais n'oublions pas que, pour la bien juger, il nous faut aller jusqu'à Vienne, à l'Albertina. Et aussi, souvenons-nous, tout en faisant la part de l'engouement dont elle fut l'objet durant sa carrière artistique, que Watteau, notre grand Watteau reconnut toutes sortes de mérites et un charme indéniable à l'œuvre de celle que l'on nommait *la Rosalba*.

Quoi de plus gracieux que la *Jeune fille tenant un chat*, de Jean-Baptiste Perroneau, et l'on s'interroge pour savoir à qui appartiennent les plus jolis yeux. Sont-ce ceux du chat ou de la jeune fille ? La question se tranche par leur ressemblance. *Le portrait de Turenne*, par Robert Nanteuil reste une bien belle chose ; ainsi que la *Tête de jeune fille* et la *Tête d'enfant*, d'Antoine Coypel. De François Boucher nous pouvons voir *Portrait de jeune femme* (dit Mme de Pompadour). Les *Feuilles d'études*, *Ciel au soleil couchant*, *Etude de ciel*, *La nuit*, de Delacroix. nous montrent que ce dernier possédait la technique du pastel tout aussi bien que celle de la peinture à l'huile. Le *Portrait d'Alfred de Musset*, de Charles Landelle est parfaitement ressemblant ; on voit encore une *Etude de ciel*, de Boudin ; un portrait dit la *Viennoise*, d'Edouard Manet ; la *Danseuse au bouquet*, de Degas ; *Théodore de Banville*, par Renoir. Et s'il nous est permis d'émettre une préférence personnelle, nous disons que celle-ci se porte sur les trois portraits de Chardin : *Portrait du peintre dit « aux bésicles »*, *Portrait de Mme Chardin*, mais surtout *Portrait du peintre à l'abat-jour vert*. Devant cette perfection de méthode, de vérité, de force, rien d'autre n'existe plus, ni le temps, ni le lieu, ni l'heure. Et nous pensons à la lueur amusée qui dut passer dans le regard si perspicace de Chardin, lorsque, dans une boutade, son ami Jacques-André Aved, irrité par l'exécution d'un portrait qui ne lui donnait pas toute satisfaction, lui dit : « qu'un portrait ne se peignait pas si facilement qu'un saucisson ».

L'exposition de l'Orangerie est réussie, lumineuse, reposante.

***

Le vendredi 20 mai, l'Association des Ecrivains combattants a organisé au bénéfice de ses œuvres sociales, le *XIX*e *Après-midi du livre*. C'est dans les salons de l'hôtel de la Rochefoucauld d'Estissac que les auteurs vendaient et dédicaçaient leurs œuvres. On pouvait y voir toutes les vedettes de la scène et de l'écran, de Pauline Carton à Joséphine Baker, tous les écrivains d'Henry Castillou à Claude Farrère. Il était bien difficile de circuler entre les nombreux comptoirs, tant les visiteurs étaient nombreux. Mais le buffet si joliment dressé dans le jardin de l'hôtel, n'avait pas à accueillir tous les clients qui n'auraient pas manqué de s'y rendre si le thermomètre eut été un peu plus élevé.

***

Alençon, qui tient place importante dans la géographie balzacienne, puisque deux des romans de la *Comédie Humaine* s'y déroulent, *la Vieille fille* et *le Cabinet des Antiques*, a ouvert la série des grandes manifestations de « l'année Balzac » destinées à commémorer à la fois le cent-cinquantenaire de la naissance du grand écrivain (1799) et le centenaire de sa mort (1850). Dès le 16 mai, une exposition, organisée sous le patronage des Archives départementales de l'Orne et des Amitiés littéraires et artistiques d'Alençon, ouvrait ses portes. Au théâtre, M. Pierre Descaves prononça une conférence sur *Balzac journaliste*.

***

Le samedi 14 mai à l'Institut Napoléon, 5, rue Logelbach, M. André Gavoty a fait une conférence très appréciée sur *Napoléon et la paix des ménages*, sous la présidence de M. Marcel Dunan, de l'Institut. Cette conférence, à la fois documentée et pittoresque, était destinée à montrer le redressement opéré dans le domaine moral par le premier Consul, puis par l'Empe-

reur. Ayant trouvé au 18 Brumaire des mœurs très relâchées, le premier Consul résolut de ramener la France à de meilleures coutumes, de restaurer le sens de la famille, et de préparer par l'éducation des enfants une génération saine. Dès 1826, Chateaubriand pouvait dire que les scandales domestiques avaient disparu, et que les nouvelles générations avaient même quelque chose d'austère. Napoléon n'agit pas seulement par la persuasion et les lois, mais encore en faisant des exemples sévères. C'est ainsi que M. André Gavoty cita plusieurs cas curieux d'épouses envoyées dans des maisons de refuge pour inconduite, et particulièrement l'une d'elles, avec le motif suivant : « Afin de ne pas succomber à la tentation pendant l'absence de son mari, capitaine d'artillerie. » M. André Gavoty sut, avec beaucoup de finesse et d'esprit, raconter des anecdotes plaisantes au service d'une thèse sérieuse. Cette conférence fut fort goûtée et vivement applaudie.

***

La Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques français a tenu à célébrer le 150e anniversaire de la mort de Caron de Beaumarchais, son président fondateur. Juste hommage rendu à l'auteur du *Barbier de Séville* et du *Mariage de Figaro*, qui dans son *Essai sur le drame sérieux* s'était plu à dire : « Je n'ai point le mérite d'être auteur, le temps et les talents m'ont également manqué pour le devenir. »

IL Y A CENT ANS

Le résultat des élections du 13 mai est le sujet principal qui occupe tous les journaux. Il ne donne une satisfaction complète à personne. Les modérés se sont montrés assez divisés pendant la campagne électorale, et bien qu'ils soient en majorité dans la nouvelle assemblée, ils n'ont pas remporté tous les succès qu'ils espéraient. Les socialistes se réjouissent d'avoir un nombre important d'élus, mais ils sont la minorité et il y a entre eux de vives controverses. M. Proudhon ne craint pas de faire remarquer que le socialisme est un mélange d'idées vagues et confuses et qu'il a l'air d'être à la fois *hydre et sphinx*. Les socialistes ont eu le projet, au moins pendant quelques jours, de renoncer à leur nom officiel et de s'intituler *opposition constitutionnelle*.

En attendant la réunion de la nouvelle assemblée, l'assemblée mourante a été en proie à la plus vive agitation. Elle ne voyait partout que conspiration, projet de coup d'Etat : « Elle ne savait pas mourir et, dit sévèrement un journal, semblant avoir toutes sortes de mauvaises pensées, elle s'irritait de ne pouvoir faire de mauvaises actions. »

L'Assemblée législative s'est réunie à la fin de mai ; dès ses premières séances, elle a donné des signes de désordre : il y a eu de violents incidents et l'on prévoit qu'il y a encore beaucoup de discussions en vue avant que l'apaisement ne se fasse et que le souci du bien public l'emporte sur les passions politiques.

***

A l'extérieur, la situation est de plus en plus confuse. A Rome, l'Assemblée constituante ayant trouvé que le général Oudinot faisait trop la guerre, le gouvernement français a envoyé un ambassadeur extraordinaire, M. de Lesseps. Les propositions de M. de Lesseps ont été repoussées par la république romaine. Les négociations continuent dans des conditions que l'on connaît encore mal, et certains se demandent si M. de Lesseps ne fait pas trop la paix avec M. Mazzini.

Les Magyars ont rompu avec la dynastie des Habsbourg et ont proclamé leur indépendance.

D'autre part, la Russie a fait une convention avec la Turquie afin

d'avoir la sécurité dont elle a besoin pour soutenir l'Autriche.

En Allemagne, la Prusse a rompu ouvertement avec l'assemblée de Francfort ; elle ne veut tenir de cette assemblée ni son droit à la couronne impériale, ni la constitution de l'Allemagne. Elle a rédigé un projet de constitution fédérative Elle ne renonce pas à la direction de cette fédération, mais, si elle néglige le titre d'empereur qui lui a été offert, elle se réserve l'avantage de se désigner comme la directrice de la nouvelle fédération germanique.

***

M. Liszt publie dans *les Débats* une longue et élogieuse étude sur une œuvre nouvelle qui a été représentée à Weimar. Cette œuvre est due au maître de chapelle du roi de Saxe, Richard Wagner, déjà connu pour avoir écrit *le Vaisseau fantôme* et *Rienzi*. La nouvelle œuvre, *Tannhaüser*, est aussi remarquable par ses mérites poétiques que par ses mérites musicaux. Liszt espère que le Conservatoire de Paris en jouera bientôt l'ouverture.

***

On lit dans la *Vigie de Saint-Malo* du 25 mai : « Mme Lenormant, nièce et légataire universelle de Mme Récamier, vient de communiquer au maire de notre ville la partie du testament de Mme Récamier qui concerne la ville de Saint-Malo. En voici le texte : « Je laisse « au Musée dé la ville natale de « M. de Chateaubriand, le bas-relief « en marbre représentant *Eudore et* « *Cymodocée*, exécuté à Rome par « Ténérani. Je laisse au même Musée « le dessin d'*Atala*, copie du tableau « de Girodet, et le dessin de Fragonard où il a voulu me représenter « assise au bord de la mer. Les frais « pour l'envoi de ces objets seront « supportés par ma succession. »

***

Le 27 mai a eu lieu au Théâtre Italien, une grande représentation au bénéfice de Mlle George. Mlle Rachel a prêté son concours ainsi que les artistes de la Comédie-Française. Au programme figurait l'*Iphigénie* de Racine ; Mlle George a joué le rôle de Clytemnestre et Mlle Rachel celui d'Eriphyle.

***

Le monde artistique a appris avec une grande émotion la mort de Mme Dorval. En annonçant cette triste nouvelle à Jules Janin, M. Alexandre Dumas lui écrit : « Décidément l'art est une grande chose, car Dieu le traite en ce moment comme Il traite toutes les grandeurs. »

***

Une fête brillante a été donnée dans les ateliers d'imprimerie de M. Chaix pour l'inauguration de la statue de Gutenberg. Une foule nombreuse et élégante répondit aux invitations. Ce sont les employés et les ouvriers de l'imprimerie qui reçurent les invités de la manière la plus gracieuse, et firent les honneurs des ateliers remarquables par leur étendue, leur salubrité, et surtout par leur belle distribution qui permet d'embrasser d'un seul coup d'œil toutes les phases de l'art typographique. M. Nougués, typographe, lut un hommage fort bien pensé et bien écrit à Gutenberg. Ensuite les ouvriers ont donné aux spectateurs, étonnés d'une telle rapidité d'exécution, le plaisir de voir sous leurs yeux ce discours, composé, corrigé, tiré et distribué à plusieurs milliers d'exemplaires.

***

Franconi, dont la mort est encore récente, est le sujet d'un grand nombre de conversations ; on vante sa jeunesse persistante, on dit partout que l'an passé encore, en plein Hippodrome, il montait avec l'aplomb d'un hardi vieillard, mais aussi avec la grâce et la légèreté d'un jeune homme. A ce sujet, un chroniqueur assure que son nom restera attaché à l'histoire des rois, et il rappelle ce trait : « En 1814, comme on cherchait un roi pour occuper le trône de France : « Nous « voulons, disaient les politiques de « la rue, un roi qui monte à cheval. « — Prenez Franconi, répondit « M. de Talleyrand. »


UN LIVRE CAPITAL
A LA RECHERCHE
DE
MARCEL PROUST
par
ANDRÉ MAUROIS
de l'Académie Française
UN VOL. 375 f
HACHETTE
AVEC DE NOMBREUX INÉDITS

Imprimé en France. — Imprimerie E. PIGELET, 189-191, boulevard Voltaire, PARIS (XIe)
Dépôt légal n° 345 — 2e trimestre 1949. — Editeur n° 1
Le Rédacteur en chef gérant : L.-J. Arrigon.

Imprimé en France — Imprimerie E. Pigelet, 189-191, bd Voltaire, Paris (xie)
Dépôt légal n° 345 - 2e trimestre 1949 - Editeur n° 1

Le Rédacteur en chef gérant :
L.-J. Arrigon